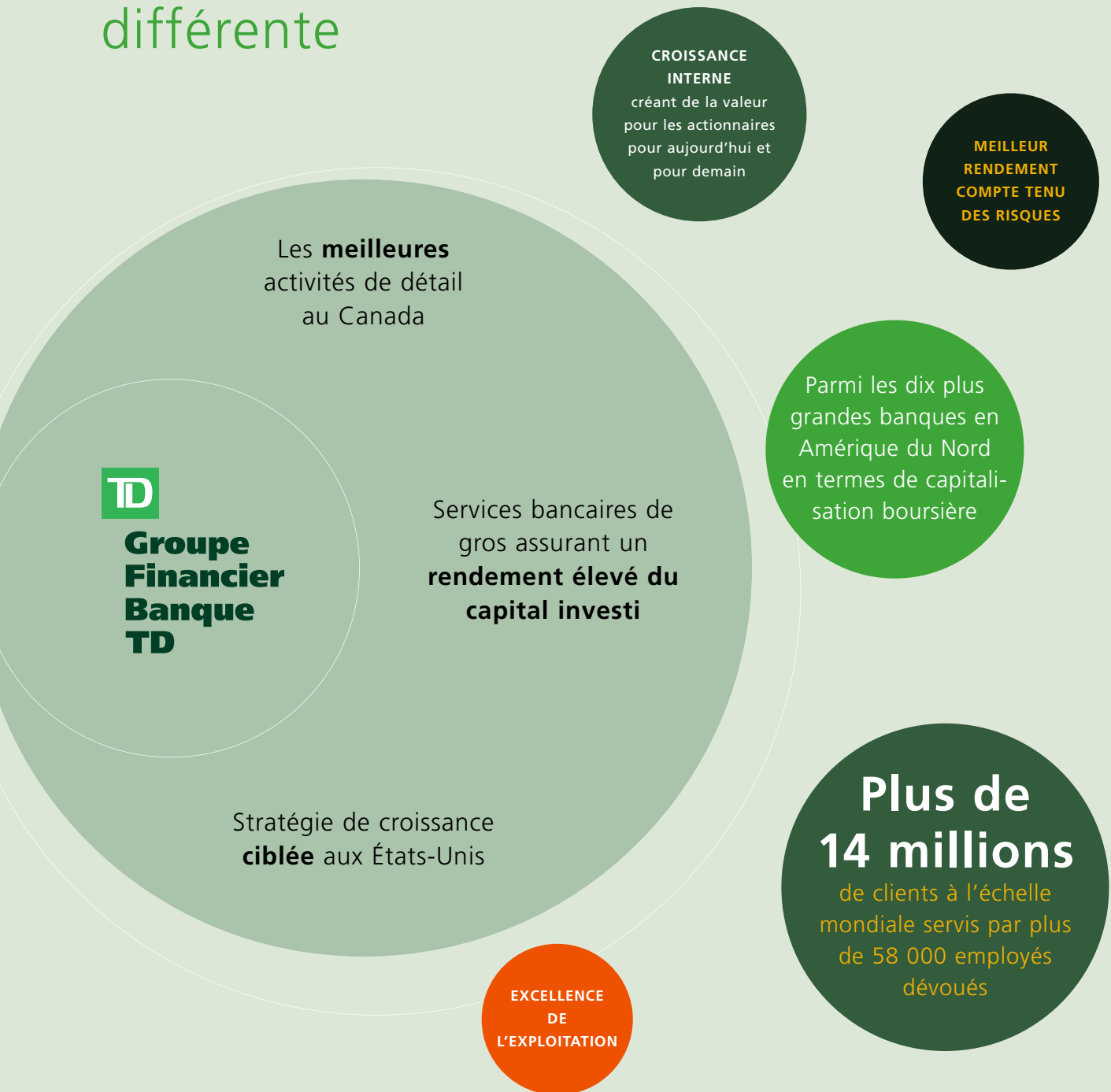


Une banque  
différente



# Une banque différente



Nous sommes fiers de dire que nous nous considérons comme une banque différente. Différente dans notre manière de diriger nos entreprises et d'en assurer la croissance. Différente quant à notre façon de produire un excellent rendement pour nos actionnaires et de fournir à nos clients un service exceptionnel. Et différente dans ce que nous faisons pour redonner à nos collectivités et pour faire de TD un lieu de travail apprécié de nos employés. C'est en misant sur cette différence que nous bâtissons la meilleure banque.

## TABLE DES MATIÈRES

### À NOS ACTIONNAIRES

6 Message du président du conseil d'administration

7 Message du président et chef de la direction

### 9 ÉNONCÉ DES PRATIQUES DE GOUVERNANCE

### 11 RAPPORT DE GESTION

#### RÉSULTATS FINANCIERS

71 États financiers consolidés

77 Notes afférentes aux états financiers consolidés

### 114 PRINCIPALES FILIALES

### 116 ANALYSE STATISTIQUE DES DIX DERNIERS EXERCICES

### 120 GLOSSAIRE

#### PLUS D'INFORMATION

#### À NOTRE SUJET

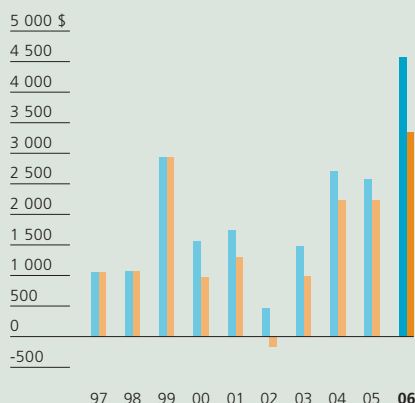
121 Information aux actionnaires et aux investisseurs

122 Haute direction

124 Rapport sur les responsabilités 2006

## L'EXERCICE EN BREF<sup>1</sup>

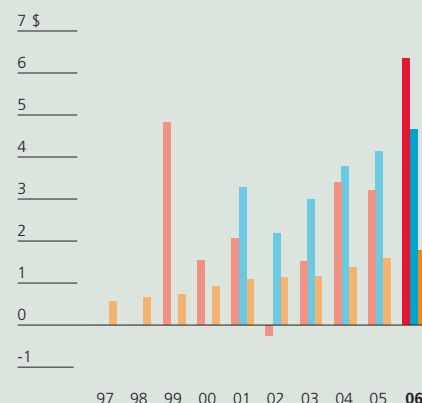
### Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires (en millions de dollars canadiens)



97 98 99 00 01 02 03 04 05 06

(en millions de dollars canadiens)	2006
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	4 581 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	3 354

### Bénéfice dilué<sup>3</sup> et dividendes par action (en dollars canadiens)



97 98 99 00 01 02 03 04 05 06

(en dollars canadiens)	2006
Bénéfice dilué par action – comme présenté	6,34 \$
Bénéfice dilué par action – rajusté	4,66
Dividendes par action	1,78

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS<sup>1</sup>

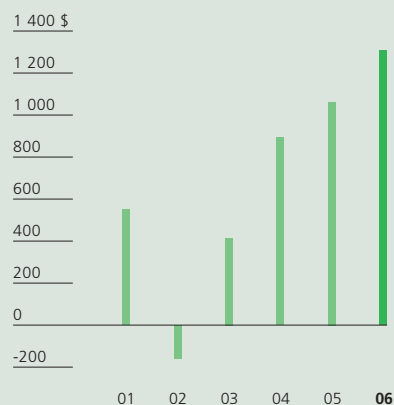
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2006	2005
<b>Résultats d'exploitation</b>		
Total des revenus – comme présenté	13 104 \$	11 897 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté(e)	4 581	2 229
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	3 354	2 861
Profit (perte) économique	1 309	1 062
<b>Situation financière à la fin de l'exercice</b>		
Total de l'actif	392 914 \$	365 210 \$
Total des actifs pondérés en fonction des risques	141 879	129 982
Total de l'avoir des actionnaires	19 632	15 866
Capitalisation boursière	46 704	39 648
<b>Par action ordinaire<sup>2</sup> (en dollars canadiens)</b>		
Bénéfice dilué <sup>3</sup> – comme présenté	6,34 \$	3,20 \$
Bénéfice dilué – rajusté	4,66	4,14
Dividendes	1,78	1,58
Valeur comptable	26,77	22,29
Cours de clôture	65,10	55,70
Total du rendement pour les actionnaires	20,3 %	17,2 %
<b>Ratios financiers (en pourcentage)</b>		
Rendement du total de l'avoir en actions ordinaires – comme présenté	25,5 %	15,3 %
Rendement du total de l'avoir en actions ordinaires – rajusté	18,7	19,6
Rendement de l'avoir corporel <sup>5</sup> – rajusté	38,6	36,8
Rendement du capital investi – rajusté	15,6	16,1
Rendement du total de l'actif	1,2	0,6
Rendement des actifs pondérés en fonction des risques – rajusté	2,5	2,4
Fonds propres de première catégorie par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques	12,0	10,1
Avoir en actions ordinaires par rapport au total de l'actif	4,9	4,3
Ratio d'efficacité – comme présenté	59,5	73,8
Ratio d'efficacité – rajusté	62,2	65,0
Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts <sup>4</sup>	0,3	-

<sup>1</sup> Les résultats dressés selon les PCGR sont désignés «comme présentés». Les résultats rajustés (obtenus en retranchant les «éléments à noter», déduction faite des impôts, des résultats comme présentés), le profit (la perte) économique et le rendement du capital investi ne sont pas des termes définis par les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. D'autres explications sur ces mesures figurent aux rubriques «Présentation de l'information financière de la Banque» et «Profit économique et rendement du capital investi» du rapport de gestion ci-inclus. Les résultats rajustés sont présentés à partir de 2001 pour permettre de faire des comparaisons sur un nombre suffisant d'exercices. Les résultats rajustés présentés pour les exercices antérieurs à 2006 tiennent compte de rajustements pour l'amortissement des actifs incorporels et certains éléments indiqués comme déjà présentés par la Banque pour la période visée. Pour un rapprochement avec les résultats comme présentés, se reporter aux rubriques «Présentation de l'information financière de la Banque» et «Analyse statistique des dix derniers exercices».

### Profit (perte) économique

(en millions de dollars canadiens)



(en millions de dollars canadiens)	2006
Profit économique	<b>1 309 \$</b>

### Total du rendement pour les actionnaires

(en pourcentage)



(en pourcentage)	2006
Moyenne de quatre autres grandes banques canadiennes	<b>22,7 %</b>
Banque TD	<b>20,3 %</b>

2004	2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997	Aug. (dim.) 2006/2005
10 656 \$	9 861 \$	10 072 \$	10 671 \$	9 877 \$	8 860 \$	6 084 \$	5 441 \$	1 207 \$
2 232	989	(160)	1 300	969	2 938	1 076	1 057	2 352
2 485	1 945	1 414	2 075	—	—	—	—	493
892	415	(160)	549	—	—	—	—	247
311 027 \$	273 532 \$	278 040 \$	287 838 \$	264 818 \$	214 417 \$	181 831 \$	163 852 \$	27 704 \$
100 306	108 217	120 633	127 118	130 160	108 484	105 106	102 885	11 897
12 668	11 576	11 556	11 912	11 099	10 700	7 688	6 757	3 766
32 126	28 784	18 942	22 587	26 119	20 937	13 638	15 337	7 056
3,39 \$	1,51 \$	(0,25) \$	2,05 \$	1,53 \$	4,81 \$	— \$	— \$	3,14 \$
3,77	2,98	2,18	3,27	—	—	—	—	0,52
1,36	1,16	1,12	1,09	0,92	0,72	0,66	0,56	0,20
19,31	17,64	17,91	18,97	17,83	17,25	12,94	11,38	4,48
48,98	43,86	29,35	35,94	41,95	33,75	22,95	25,83	9,40
15,1%	54,4 %	(15,7) %	(11,9) %	27,4%	50,3%	(9,0) %	69,1 %	3,1 pdb
18,5 %	8,7 %	(1,3) %	11,3 %	8,9 %	34,3 %	15,0 %	16,6 %	10,2 pdb
20,6	17,1	11,6	18,0	—	—	—	—	(0,9)
33,9	33,9	25,8	48,8	—	—	—	—	1,8
16,7	14,1	10,1	16,3	—	—	—	—	(0,5)
0,7	0,3	—	0,4	0,4	1,4	0,6	0,7	0,6
2,4	1,4	0,5	1,4	—	—	—	—	0,1
12,6	10,5	8,1	8,4	7,2	10,1	7,2	6,6	1,9
4,1	4,2	4,2	4,1	4,2	5,0	4,2	4,1	0,6
75,1	84,8	77,0	81,1	82,3	51,5	65,0	62,2	(14,3)
66,0	69,5	67,3	67,1	—	—	—	—	(2,8)
(0,3)	0,2	2,2	0,7	0,4	0,3	0,5	0,4	0,3

<sup>2</sup> Rajusté afin de tenir compte du dividende en actions à raison d'une pour une versé le 31 juillet 1999.

<sup>3</sup> Étant donné que l'information ne peut être raisonnablement établie, les montants des exercices antérieurs à 1999 n'ont pas été calculés pour tenir compte de la dilution conformément à la méthode du rachat d'actions.

<sup>4</sup> Comprend les engagements de clients au titre d'acceptations.

<sup>5</sup> L'avoir corporel en actions ordinaires est le total de l'avoir des actionnaires moins les actifs incorporels moyens et les écarts d'acquisition de 9,3 milliards de dollars pour 2006 (6,8 milliards de dollars pour 2005; 4,7 milliards de dollars pour 2004; 5,7 milliards de dollars pour 2003; 6,7 milliards de dollars pour 2002; 7,3 milliards de dollars pour 2001).



145

nouveaux conseillers en  
gestion de patrimoine  
au pays en 2006

## Service de qualité et confiance : des gages de fidélité

Témoign de la grande dépression et de plusieurs sautes d'humeur des marchés par la suite, M<sup>me</sup> Clare a comme philosophie de faire ce qui lui plaît et de s'entourer de personnes de confiance. Dès son premier dépôt à la succursale Westmount de la Banque TD à Montréal, en 1914, jusqu'à ses rencontres hebdomadaires avec son conseiller de Services fiduciaires privés TD Waterhouse, M<sup>me</sup> Clare, qui a 96 ans, a toujours accordé une grande importance au développement de relations.



M<sup>me</sup> Mildred Clare,  
cliente de Services fiduciaires  
privés TD Waterhouse

TD se classe parmi  
les meilleures  
marques au Canada  
*The Globe and Mail*

N°1

pour l'ensemble du service  
à la clientèle et la  
satisfaction de la clientèle  
*Sondage Synovate  
JD Power & Associates*

Services bancaires  
par Internet parmi les  
plus utilisés, avec plus de  
**4,5 millions**  
de clients en ligne



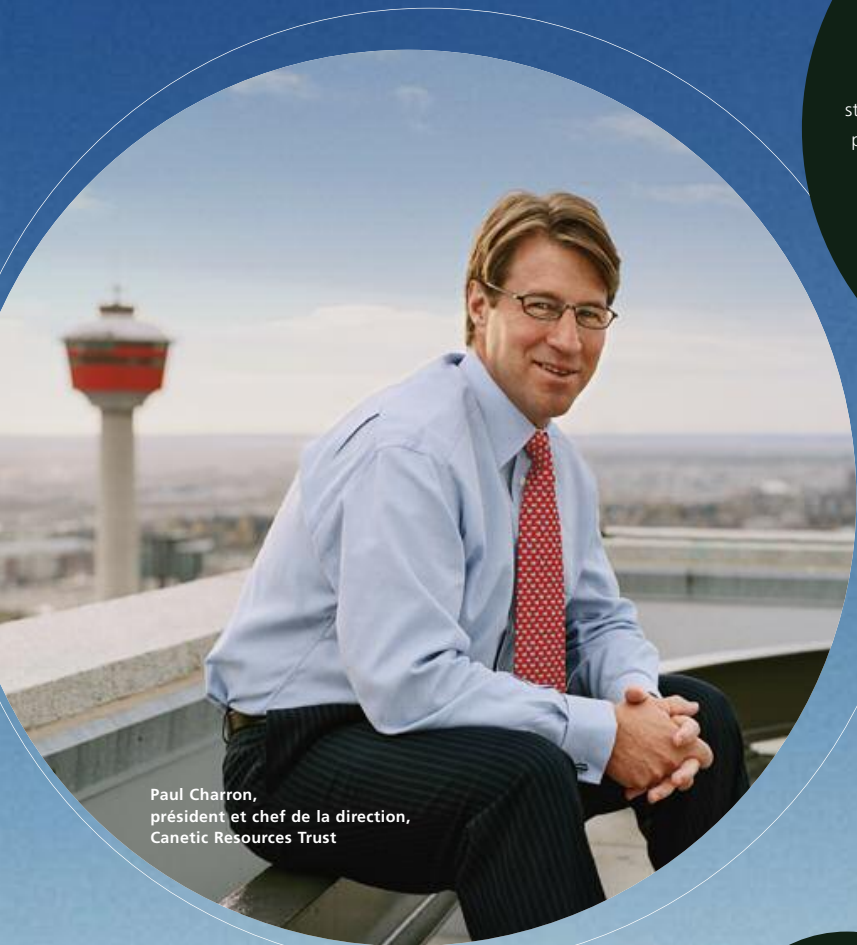
Festival de l'Asie  
du Sud, 2006

Commandite  
d'événements  
importants pour  
notre clientèle  
diversifiée

# Bâtir des relations

TD voue un grand intérêt à ce qui compte pour les clients et les collectivités. Notre réputation d'excellence en matière de service n'est donc pas un hasard. Nous évoluons dans une culture qui croit en nos clients et qui est constamment centrée sur leurs besoins. La majorité de nos employés participent à un programme d'actionnariat et ils savent pertinemment que nous travaillons tous pour la même personne – l'actionnaire de TD.



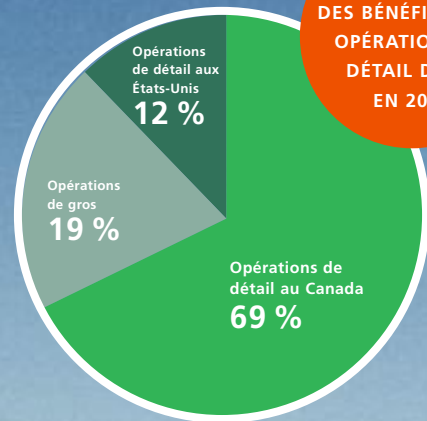


Paul Charron,  
président et chef de la direction,  
Canetic Resources Trust

## Un conseiller clé

Sous la direction de Paul Charron, président et chef de la direction, Canetic Resources Trust, de Calgary, a pris de l'essor grâce à plusieurs acquisitions stratégiques qui ont hissé la fiducie au troisième rang des principales fiducies de redevances pétrolières et gazières conventionnelles d'Amérique du Nord. Depuis plus de cinq ans, Valeurs Mobilières TD joue le rôle de conseiller principal, de preneur ferme et de prêteur auprès de Canetic, l'aidant ainsi à planifier sa croissance dans un secteur concurrentiel.

### RÉPARTITION DES BÉNÉFICES DES OPÉRATIONS DE DÉTAIL DE TD EN 2006



Croissance de  
**13 %**  
du bénéfice  
par action

# Croître de manière stratégique

TD a démontré qu'en faisant preuve d'excellence dans l'exécution de sa stratégie, en tenant le cap et en y mettant les efforts, une banque peut, de manière soutenue, accroître ses revenus et sa part de marché face à la concurrence. Nous nous attachons à investir dans nos entreprises et à les faire prospérer dans une perspective à long terme, tout en visant haut à court terme sur le plan des bénéfices. C'est cette approche qui fait de TD l'une des dix meilleures banques en Amérique du Nord.





Ajout de **50** conseillers auprès des petites entreprises en 2006

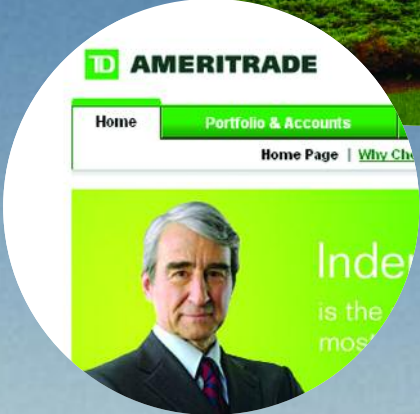
TD nommée l'un des **MEILLEURS ENDROITS OÙ TRAVAILLER** au Canada *Canadian Business*

**31** nouvelles succursales TD Canada Trust au Canada en 2006

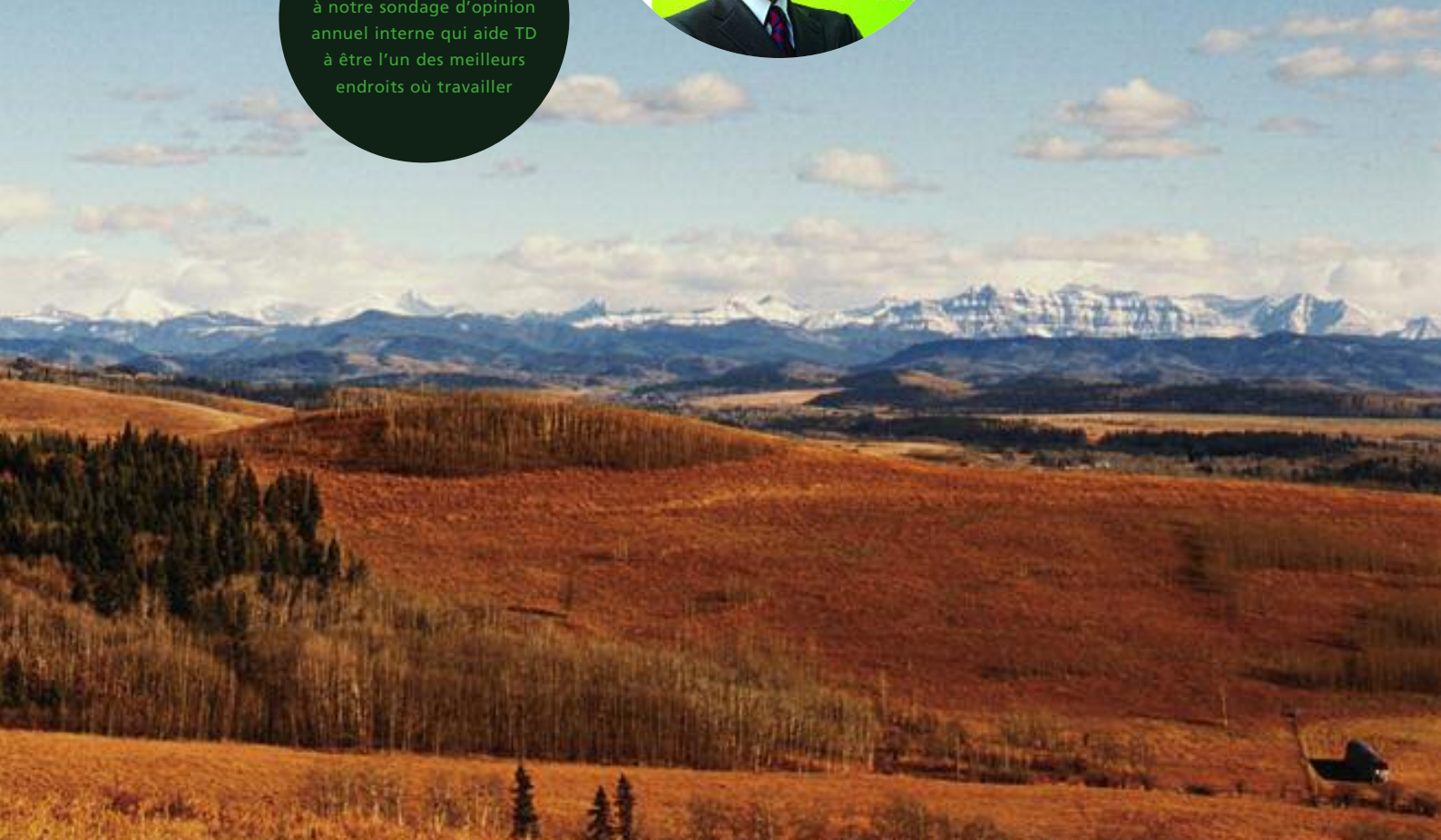
PUISSANT MOTEUR D'ACTIVITÉS DE DÉTAIL AU CANADA  
**N°1 ou N°2** pour la part de marché de la plupart des produits de détail

**N°1** dans le courtage à escompte

Participation de **plus de 85 %** à notre sondage d'opinion annuel interne qui aide TD à être l'un des meilleurs endroits où travailler



**STRATÉGIE DE CROISSANCE CIBLÉE AUX É.-U.**  
Un des trois grands joueurs des services de courtage en ligne aux É.-U., et plus de 600 succursales bancaires dans le nord-est des É.-U.



Livre offert en cadeau à tous les élèves de première année dans le cadre de la Semaine du livre TD

Installation au Canada de **plus de 2 500** nouveaux guichets automatiques ultramodernes, avec choix de cinq langues, fonctions de sécurité améliorées, guide audio et plus.



**VALEURS MOBILIÈRES TD** en voie de se classer parmi **les trois plus grands** courtiers au Canada



Investissement de **61 millions \$** dans la formation et le perfectionnement des employés afin d'améliorer le service à la clientèle

Sondage connu sous le nom d'**Indice de satisfaction de la clientèle** mené auprès de plus de **400 000** clients en 2006

# Saisir l'occasion

Chez TD, il est vraiment important d'écouter les clients pour pouvoir anticiper les occasions de répondre le mieux possible à leurs besoins changeants. Cela s'applique aussi à nos employés, car nous investissons dans leur formation et leur perfectionnement afin de faire de TD un milieu de travail apprécié.



## Faciliter la croissance

Dirigée par son président et chef de la direction, Elvino da Silveira, Azores Corp., de Wilmington (Massachusetts), qui fabrique des produits de précision munis d'écran plat comme des cellulaires et des ordinateurs portatifs, avait un potentiel de croissance à l'échelle mondiale. Ayant besoin de financement pour livrer une importante commande d'un client taiwanais, Azores devait se trouver une banque partenaire. TD Banknorth a pris le temps de bien comprendre l'entreprise et a pu ainsi la soutenir dans ses activités d'exportation vers l'Asie, ce qui lui a permis de quintupler son chiffre d'affaires depuis 2004.



**N°1**

pour les services  
bancaires par Internet  
selon Global  
Finance

## Plus de 100

employés de TD ont aidé de nouveaux immigrants qualifiés à se préparer afin de trouver emploi dans leur domaine dans le cadre du programme Partenariat en mentorat



Elvino da Silveira,  
président et chef de la direction,  
Azores Corp.

## FONDS MUTUELS TD

occupe le 4<sup>e</sup> rang  
parmi ses pairs  
au Canada



## À NOS ACTIONNAIRES

# Message du président du conseil d'administration

L'exercice 2006 a été un autre exercice exceptionnel pour le Groupe Financier Banque TD – un exercice au cours duquel la Banque a bâti de la valeur pour ses actionnaires, a offert un service exceptionnel à ses clients et a investi dans ses entreprises et dans l'avenir.



La solide performance financière de la Banque a amené le conseil d'administration de TD à hausser le dividende total par action à 1,78 \$, une hausse de 12,7 % par rapport à l'exercice précédent. En 2006, le rendement total pour les actionnaires a été de 20,3 %. Au cours des trois derniers exercices, nous avons haussé le dividende six fois pour une augmentation totale de 50 %, et le rendement total pour les actionnaires a progressé de 62,3 %, signe de la vigueur du bénéfice de TD.

### CAP SUR L'AVENIR

TD a continué d'investir dans l'avenir en 2006, en partie par le truchement d'une stratégie de croissance aux États-Unis avec TD Banknorth et TD Ameritrade. Reflet de l'importance que nous attachons à ces investissements, nos administrateurs ont travaillé en étroite collaboration avec les équipes de direction du Groupe Financier Banque TD, de TD Banknorth et de TD Ameritrade, leur fournissant des conseils stratégiques. Le conseil d'administration demeure convaincu qu'en poursuivant une stratégie de croissance sur deux fronts aux États-Unis, la direction de TD améliorera à long terme la valeur pour les actionnaires.

### EN TÊTE EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE

Ces dernières années, TD a apporté de nombreuses améliorations au chapitre de la gouvernance, de sorte que les objectifs poursuivis par le conseil d'administration et la direction soient alignés et axés sur nos responsabilités envers les actionnaires. Je suis heureux d'annoncer qu'en 2006, la publication Corporate Governance Rankings de *The Globe and Mail* a classé TD parmi les sociétés canadiennes ayant l'un des meilleurs conseils d'administration. TD a également obtenu le prix de la meilleure gouvernance d'entreprise en 2006 de *Investor Relations (IR) Magazine* au Canada. Cette reconnaissance par une organisation extérieure résulte de l'engagement pris par nos administrateurs et nos hauts dirigeants pour être à l'avant-garde en matière de gouvernance.

Je suis également fier de souligner que la Banque a obtenu cette année la certification de conformité à l'article 404 de la Loi Sarbanes-Oxley (SOX), qui renforce nos contrôles financiers à l'échelle de TD. L'obtention de cette certification a représenté énormément de travail pour les employés de TD et pour nos vérificateurs, ainsi que pour le comité de vérification du conseil d'administration qui était chargé de la surveillance.

En 2006, le conseil d'administration a également peaufiné les processus d'évaluation des administrateurs de TD, notamment le mode de communication des commentaires de rétroaction. Cela a permis d'améliorer le cadre que nous utilisons pour fournir des commentaires constructifs, améliorant du même coup les compétences individuelles des administrateurs et la manière dont fonctionne le conseil d'administration dans son ensemble.

Le conseil d'administration estime que le succès de TD repose sur une culture fondée sur l'intégrité qui part du principe selon lequel c'est la haute direction qui donne le ton. Et donner le ton ne se limite pas à faire une chose en particulier; cela suppose diverses politiques et procédures et un leadership comportemental qui touchent l'ensemble d'une organisation. Par exemple, une première étape vitale dans l'édification d'une culture est l'élaboration d'un code de conduite qui interpelle les employés. En 2006, le conseil d'administration de TD a contribué à donner le bon ton en supervisant la mise à jour de ces normes d'intégrité, d'honnêteté et de professionnalisme.

### UN JUSTE ÉQUILIBRE ENTRE SURVEILLANCE ET CONSEILS STRATÉGIQUES

En qualité de président du conseil d'administration, je suis plus motivé que jamais à diriger le conseil d'administration d'une manière qui apporte le maximum de valeur stratégique à TD et à nos actionnaires. Ces dernières années, tous les conseils d'administration ont consacré énormément d'énergie aux fonctions touchant la conformité et la diligence raisonnable, négligeant parfois les équipes de direction qui ont souvent besoin de leurs précieux conseils. Tout en assumant pleinement ses fonctions de surveillance, le conseil d'administration de TD a mis davantage l'accent sur la participation des administrateurs à des discussions stratégiques afin de s'assurer que la Banque profite de leur expérience collective.

### CHANGEMENTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a été ravi d'accueillir cette année Irene Miller au sein du conseil. Irene apporte à la table une perspective américaine qui, j'en suis persuadé, profitera à notre organisation et à nos actionnaires dans les années à venir. Également au nom du conseil d'administration, j'aimerais remercier Mickey Cohen, qui a pris sa retraite en 2006, pour son apport exceptionnel à TD. Sa contribution au fil des ans à titre d'administrateur principal, de président de notre comité de gouvernance et de membre du comité des ressources de direction et du comité du risque est inestimable.

### NOS GENS FONT LA DIFFÉRENCE

Au nom du conseil d'administration, j'aimerais remercier sincèrement Ed Clark, son équipe de direction et tous les employés de TD pour une autre année extraordinaire. Les résultats obtenus en 2006 n'auraient pas été possibles sans le dévouement d'un groupe de personnes exceptionnelles qui travaillent fort jour après jour pour faire de nous une meilleure institution financière.

Le président du conseil d'administration,

John M. Thompson



## À NOS ACTIONNAIRES

# Message du président et chef de la direction

Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli en 2006. Nous sommes fiers d'être parmi les dix plus grandes banques d'Amérique du Nord en termes de capitalisation boursière. Et nous sommes fiers de dire que nous nous considérons comme différente des autres banques.



Pour nous, être différents, c'est être la meilleure banque – une institution financière de premier plan en Amérique du Nord, avec une orientation client bien intégrée. Chaque jour, nous voulons diriger notre banque mieux que nous l'avons fait la veille et mieux que nos concurrents. L'exercice 2006 a été un autre excellent exercice pour le Groupe Financier Banque TD, ce qui nous rapproche davantage de notre vision d'être la meilleure banque.

### ASPIRER À TOUJOURS FAIRE MIEUX

Nous offrons à nos actionnaires une entreprise de services financiers qui est aussi une entreprise en croissance. Nous estimons que cinq facteurs clés font de nous une entreprise en croissance différente des autres.

- Nous avons une stratégie du risque équilibrée et bien gérée, qui assure le meilleur rendement pour chaque dollar de risque que nous prenons.
- Nous bâtissons de solides entreprises de concession, inculquons à chacune notre philosophie et notre façon de faire, et nous concentrons sur leur croissance interne.
- Nous sommes une organisation vraiment axée sur le client – qui sait que tout part des clients, et qui fait tout pour anticiper et satisfaire leurs besoins.
- Nous cherchons à atteindre l'excellence opérationnelle. Dans le secteur des services financiers, c'est en améliorant notre qualité d'exécution que nous créons de la valeur pour les actionnaires. C'est pourquoi nous examinons constamment nos processus et cherchons des moyens de les améliorer.
- Nous bâtissons pour l'avenir. Les leaders de TD ne sont pas seulement tournés vers l'atteinte d'objectifs de rendement à court terme. Ils savent qu'ils doivent en même temps investir dans l'avenir.

Cette approche nous a permis d'obtenir de solides résultats pour nos actionnaires en 2006. Nous avons dit que nous augmenterions le bénéfice par action de 7 % à 10 %. C'est exactement ce que nous avons fait – et plus encore. Je suis très heureux de vous dire que TD a augmenté son bénéfice par action rajusté de 13 % en 2006. Nous avons accru nos résultats globaux rajustés de 18 % par rapport à l'exercice précédent. Nous avons pu faire cela parce que toutes nos entreprises font ce qu'elles ont dit qu'elles feraient.

### DES ENTREPRISES CANADIENNES QUI PRODUISENT DES RÉSULTATS

Nos activités de détail au pays continuent d'être pour nous un moteur de croissance. Nos Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, conjugués à Gestion de patrimoine au Canada, ont produit des résultats record cette année. Nous sommes un joueur influent dans ce domaine et nous croyons fermement en ce modèle.

C'est pourquoi nous avons ouvert 31 nouvelles succursales de détail en 2006 et avons embauché des centaines d'employés au service de la clientèle. Nos clients nous disent qu'ils aiment ce que nous faisons. Ils nous ont classés au premier rang pour l'ensemble du service à la clientèle au Canada et pour les services bancaires par Internet au Canada, et parmi les marques les plus respectées au pays et en qui les consommateurs ont le plus confiance.

Nous sommes également très heureux de la position actuelle de notre secteur Services bancaires en gros. Nous sommes rapidement en voie de nous classer parmi les trois plus grands courtiers au Canada. Nous occupons la première place pour ce qui est de la négociation d'actions en bloc et la négociation de titres à revenu fixe, et nous sommes l'un des trois plus importants conseillers en fusions et acquisitions au pays. Nous avons également franchi une étape importante cette année en réalisant notre retrait des activités mondiales des produits structurés. Cela signifie que nous avons maintenant un secteur des produits dérivés qui produira de solides taux de rendement avec moins de risques.

### FACTEURS FAVORABLES À LA CROISSANCE DE LA PLATEFORME AMÉRICAINE

Il est important pour notre avenir d'assurer notre croissance aux États-Unis, par l'entremise de TD Banknorth et TD Ameritrade. Nous sommes très positifs face à la capacité de TD Banknorth et de TD Ameritrade de croître naturellement et de produire de la valeur pour nos actionnaires.

L'un des plus importants enjeux de cette année a été très certainement le rendement de TD Banknorth, qui n'a pas été aussi solide que nous l'aurions espéré. Le climat bancaire aux États-Unis demeure difficile. C'est pourquoi l'équipe de TD Banknorth axe ses efforts sur les occasions de croissance interne – en vue de bâtir la meilleure banque versus la plus grosse banque. Il faudra travailler fort et y mettre le temps. Mais nous avons fait nos preuves, et nous avons l'expérience et une solide équipe de leaders pour réussir.

À bien des égards, l'environnement auquel TD Banknorth a été confrontée a eu une incidence positive sur TD Ameritrade, qui a connu une croissance record de son bénéfice pour la quatrième année d'affilée. TD Ameritrade, qui compte parmi les trois grandes entreprises de courtage en ligne aux États-Unis, possède de toute évidence un énorme potentiel.

Quand je pense à 2006, je trouve fort encourageantes les mesures que nous avons prises cette année pour continuer de consolider notre présence et de nous distinguer aux États-Unis.

### DES EMPLOYÉS QUI S'EFFORCENT DE FAIRE UNE DIFFÉRENCE

Chez TD, nous devons notre succès à nos 58 000 employés. Chaque fois que je rencontre des employés, je suis toujours étonné de leur grande passion du travail, de leur engagement envers nos clients et de leur fierté de faire partie de notre organisation. Nous avons tout compte fait une équipe de gens formidables. Ils nous différencient. Ils font de nous une meilleure banque. Au nom de la haute direction et du conseil d'administration de TD, j'aimerais remercier sincèrement tous les employés de TD dans le monde pour la très grande qualité de leur travail.

### UNE AUTRE EXCELLENTE ANNÉE

En 2006, nous avons démontré que nous sommes une banque différente, soutenue par des employés enthousiastes et une puissante marque. Nous affichons une meilleure croissance à plus faible risque que nos concurrents, nous nous démarquons sur le plan de la croissance du bénéfice et nous avons des assises solides sur lesquelles bâtir notre plateforme américaine.

L'an prochain, nous demeurerons tout aussi résolus dans notre volonté de faire de TD une organisation encore plus forte que celle dont nous avons hérité. Compte tenu de tout ce que nous avons accompli en 2006, je n'ai aucun doute que nous avons renforcé cette grande institution pour nos actionnaires, nos clients et nos employés – pour aujourd'hui et pour demain.

Le président et chef de la direction,

W. Edmund Clark

## NOTRE VISION

# Être la meilleure banque

## NOS PRINCIPES DIRECTEURS

- Axer nos efforts sur la clientèle
- Nous respecter mutuellement
- Exécuter avec le souci de l'excellence
- Connaître nos affaires
- Rehausser notre marque
- Accroître la valeur pour les actionnaires

## INDICATEURS DE PERFORMANCE

Nous suivons des principes pour réaliser notre vision. Des indicateurs de performance nous aident à orienter nos efforts, à communiquer nos priorités et à mesurer la performance du GFBTD afin d'être la meilleure banque. Les tableaux ci-dessous présentent la performance par rapport aux indicateurs de 2006 ainsi que les priorités établies pour 2007.

INDICATEURS DE PERFORMANCE – 2006	RÉSULTATS <sup>1</sup>
<b>Aspects financiers</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Dépasser le rendement total moyen pour les actionnaires des autres institutions bancaires<sup>2</sup></li><li>Augmenter le bénéfice par action de 7 % à 10 %</li><li>Accroître le profit économique</li></ul>	<b>Rendement du GFBTD : 20,3 %; rendement moyen des autres institutions bancaires : 22,7 %</b> <b>Croissance de 13 %</b> <b>Croissance de 23 %</b>
<b>Secteurs d'exploitation</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Faire croître les revenus plus rapidement que les frais</li><li>Améliorer le profil de risque de la Banque (mesuré à l'aide d'un rendement des actifs pondérés en fonction des risques supérieur au rendement moyen des autres institutions financières)</li><li>Investir dans les principales activités dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficacité</li></ul>	<b>Écart de 5 % au niveau des taux de croissance</b> <b>Rendement du GFBTD : 2,46 %; rendement moyen des autres institutions bancaires : 1,93 %<sup>3</sup></b> <b>Pour en savoir plus, voir la section «Analyse des secteurs d'exploitation»</b>
<b>Clients</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Investir dans les principaux secteurs d'activité afin de rehausser la satisfaction des clients</li><li>Augmenter la proportion d'employés en contact avec les clients</li><li>Accroître la satisfaction de la clientèle</li></ul>	<b>Pour en savoir plus, voir la section «Analyse des secteurs d'exploitation»</b> <b>69 % des nouveaux employés (chiffre net) étaient en contact avec les clients, ce qui porte à 66,9 % le pourcentage d'employés de cette catégorie</b> <b>La cote de satisfaction de la clientèle est passée de 86,8 en 2005 à 87,4 en 2006</b>
<b>Employés</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Élever la cote annuelle d'engagement des employés</li><li>Améliorer la satisfaction des employés en prenant les mesures suivantes :<ul style="list-style-type: none"><li>Être à l'écoute de nos employés</li><li>Nous assurer de la diversité du personnel</li><li>Offrir un milieu de travail sain et sécuritaire ainsi qu'un horaire flexible</li><li>Offrir des salaires, des avantages sociaux et une rémunération au rendement concurrentiels</li><li>Investir dans la formation et le perfectionnement</li></ul></li></ul>	<b>La cote d'engagement des employés est passée de 4,08 à l'automne 2005 à 4,12 à l'automne 2006<sup>4</sup></b> <b>Voir le Rapport sur les responsabilités 2006 du GFBTD (publié en mars 2007) pour plus d'information</b>
<b>Collectivité</b> <ul style="list-style-type: none"><li>Appuyer nos collectivités par les moyens suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>Promouvoir la santé et l'éducation des enfants</li><li>Protéger et préserver l'environnement</li><li>Faire du bénévolat auprès d'organismes de services sociaux</li></ul></li><li>Faire un don équivalent à au moins 1 % de notre bénéfice avant impôts au pays (moyenne de trois ans) à des organismes de bienfaisance et sans but lucratif</li></ul>	<b>Voir le Rapport sur les responsabilités 2006 du GFBTD (publié en mars 2007) pour plus d'information</b> <b>1,3 %, ou 32,9 millions de dollars, en dons</b>

<sup>1</sup> Les indicateurs de performance qui comprennent une composante bénéfique sont fondés sur le bénéfice rajusté d'un exercice complet du GFBTD (sauf indication contraire) comme il est expliqué à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du rapport de gestion qui suit. Pour ce qui est des autres institutions financières, le bénéfice a été rajusté de façon comparable pour exclure des éléments non sous-jacents précis autres que l'incidence, au T1 2006, des réserves pour sinistres liés aux ouragans.

<sup>2</sup> Le total du rendement pour les actionnaires est mesuré annuellement.

<sup>3</sup> La mesure du rendement des actifs pondérés en fonction des risques est en date du 31 juillet 2006 aux fins de comparaison. Le rendement des actifs pondérés en fonction des risques du GFBTD pour 2006 s'est également établi à 2,46 %.

<sup>4</sup> La cote d'engagement des employés est établie d'après une échelle de 1 à 5.

## INDICATEURS DE PERFORMANCE – 2007

### Aspects financiers

- Dépasser le rendement total moyen pour les actionnaires des autres institutions bancaires
- Augmenter le bénéfice par action de 7 % à 10 %
- Dépasser le rendement moyen des actifs pondérés en fonction des risques des autres institutions financières

### Secteurs d'exploitation

- Faire croître les revenus plus rapidement que les frais
- Investir dans les principales activités dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficacité

### Clients

- Investir dans les principales activités afin de rehausser la satisfaction des clients
- Augmenter la proportion d'employés en contact avec les clients
- Accroître la satisfaction de la clientèle

### Employés

- Améliorer la satisfaction des employés en prenant les mesures suivantes :
  - Être à l'écoute de nos employés
  - Nous assurer de la diversité du personnel
  - Offrir un milieu de travail sain et sécuritaire ainsi qu'un horaire flexible
  - Offrir des salaires, des avantages sociaux et une rémunération au rendement concurrentiels
  - Investir dans la formation et le perfectionnement
- Élever la cote annuelle d'engagement des employés

### Collectivité

- Promouvoir la santé et l'éducation des enfants
- Protéger et préserver l'environnement
- Faire du bénévolat auprès d'organismes de services sociaux
- Faire un don équivalent à au moins 1 % de notre bénéfice avant impôts au pays (moyenne de trois ans) à des organismes de bienfaisance et sans but lucratif

Un changement a été apporté aux indicateurs de performance dans notre tableau de bord pour 2007, comparativement aux mesures qui étaient en place pour 2006. Le profit économique a été exclu, parce qu'il n'y a pas de comparaison directe entre TD et les autres institutions financières. Le profit économique demeure une mesure interne importante.



**GOUVERNANCE**

# Énoncé des pratiques de gouvernance

**APERÇU**

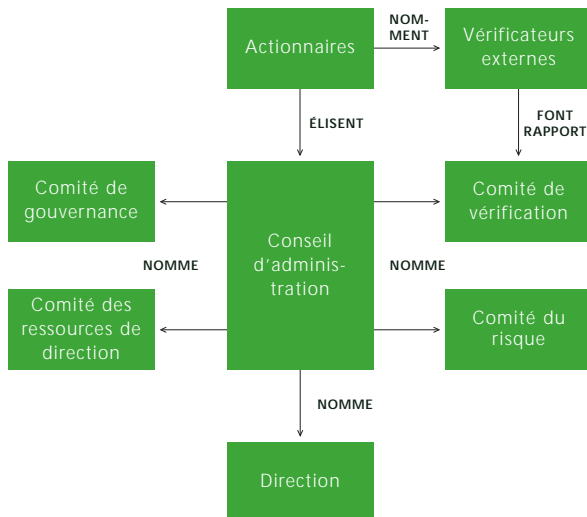
- Nous avons un président du conseil d'administration solide et indépendant qui a comme mandat d'assurer un leadership clair en matière de gouvernance.
- Le conseil d'administration surveille la direction, examine et approuve, de façon continue, les solutions et plans stratégiques, et approuve toutes les recommandations relatives aux grandes stratégies et politiques pour le GFBTD.
- Le conseil d'administration est chargé d'établir les grandes lignes d'une culture d'intégrité et de conformité pour l'ensemble du GFBTD.
- Le conseil d'administration, ses comités, les présidents des comités et le président du conseil d'administration agissent selon des chartes écrites qui précisent leurs responsabilités.
- Le conseil d'administration se renouvelle continuellement en intégrant des candidats de haut calibre qui possèdent des compétences et une expérience diversifiées.
- Le comité de vérification du conseil d'administration, et non la direction, est responsable des relations avec les vérificateurs nommés par les actionnaires.

Le conseil d'administration et la direction du Groupe Financier Banque TD sont résolus à faire preuve de leadership en matière de gouvernance. Nos politiques et pratiques de gouvernance sont conçues dans l'optique de nous acquitter de nos responsabilités envers nos actionnaires et de créer de la valeur à long terme pour ces derniers.

Toutes les politiques et pratiques du GFBTD respectent, voire dépassent nos obligations légales. Nous assurons un suivi continu de toutes les nouvelles règles proposées et nous modifions nos politiques et pratiques pour respecter toute nouvelle obligation. Notre structure de gouvernance est illustrée sommairement ci-dessous.

**APERÇU DE LA STRUCTURE DE GOUVERNANCE DU GFBTD**

Le schéma ci-après illustre sommairement la structure du processus de gouvernance du GFBTD.



**AUTRES SOURCES D'INFORMATION SUR LA GOUVERNANCE DU GFBTD**

Lisez le message aux actionnaires du président du conseil d'administration à la page 6.

**Gouvernance** – Consultez la section Régie d'entreprise de notre site Web à l'adresse [www.td.com/francais/governance](http://www.td.com/francais/governance); vous y trouverez de l'information sur nos pratiques en matière de gouvernance, y compris nos Lignes directrices en matière de gouvernance, notre Politique sur l'indépendance des administrateurs, notre Code de conduite et d'éthique, et un sommaire des divergences importantes en matière de gouvernance entre nos pratiques et celles exigées des émetteurs américains inscrits à la Bourse de New York.

**Circulaire d'information** – Lisez la circulaire d'information – elle sera postée aux actionnaires et sera accessible sur notre site Web en février 2007.

**Assemblée annuelle** – Assistez à notre assemblée annuelle – le 29 mars 2007 à Montréal (Québec, Canada) – ou regardez la présentation en direct sur notre site Web, à l'adresse – [www.td.com/investor](http://www.td.com/investor).

**Rapport sur les responsabilités** – Lisez notre rapport 2005 qui rend compte des activités en matière d'engagement social que nous avons menées au cours de l'exercice. Le rapport 2006 sera publié et accessible sur notre site Web en février 2007, à l'adresse [www.td.com/francais/communauté](http://www.td.com/francais/communauté).

**RÔLE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

M. John Thompson est président du conseil d'administration du GFBTD. Le président du conseil d'administration est nommé chaque année par les membres du conseil d'administration qui ne font pas partie de la direction. Il est indépendant et son rôle à titre de président du conseil d'administration consiste à faciliter le fonctionnement indépendant du conseil d'administration vis-à-vis de la direction et à maintenir et à rehausser la qualité de la gouvernance du GFBTD. Ses principales responsabilités sont énoncées dans la charte du conseil d'administration qui se trouve sur notre site Web. M. Thompson est aussi président du comité de gouvernance, membre du comité des ressources de direction et membre d'office du comité de vérification et du comité du risque.

M. Thompson a été vice-président du conseil d'administration d'IBM Corporation jusqu'en 2002, après avoir été président du conseil d'administration et chef de la direction d'IBM Canada limitée. En plus d'être administrateur de Royal Philips Electronics N.V. et de The Thomson Corporation, il est administrateur du Hospital for Sick Children de Toronto. M. Thompson est membre du conseil d'administration du GFBTD depuis 1988.

**PRINCIPALES RESPONSABILITÉS DES ADMINISTRATEURS**

En plus de devoir détenir les compétences et l'expérience requises, tous les administrateurs qui ne font pas partie de la direction doivent remplir les critères énoncés dans la description du poste d'administrateur du GFBTD. Selon cette description, les administrateurs se doivent de servir le GFBTD et les intérêts à long terme de ses actionnaires en surveillant la gestion des activités et des affaires du GFBTD. Ils sont donc tenus de :

- respecter les normes professionnelles et fiduciaires les plus élevées;
- faire preuve d'indépendance vis-à-vis de la direction;
- montrer une connaissance des enjeux et un intérêt pour les problèmes que rencontre le GFBTD;
- faire appel au bon sens et au bon jugement afin d'aider à prendre des décisions judicieuses;
- montrer de l'engagement en participant à la préparation des réunions et en y assistant.

Pour assurer le respect de ces objectifs, on s'attend à ce que les administrateurs s'acquittent de leurs devoirs d'imputabilité, d'intégrité, d'indépendance, de participation, de contribution et d'engagement envers la Banque et ses actionnaires.

Les administrateurs sont également tenus de se conformer au Code de conduite et d'éthique de la Banque.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET SES COMITÉS

La liste de nos administrateurs\* est dressée ci-dessous. Notre circulaire d'information pour l'assemblée annuelle de 2007 présentera les candidats proposés aux postes d'administrateur en vue de l'élection à l'assemblée et des renseignements additionnels sur chacun d'eux, y compris leurs titres universitaires, les autres postes d'administrateur qu'ils occupent, le ou les comités du GFBTD dont ils font partie, les actions qu'ils détiennent et les réunions du conseil d'administration et des comités auxquelles ils ont assisté.

### William E. Bennett

Administrateur de sociétés, et président et chef de la direction retraité  
Draper & Kramer, Inc.  
Chicago (Illinois)

### Hugh J. Bolton

Président du conseil d'administration  
EPCOR Utilities Inc.  
Edmonton (Alberta)

### John L. Bragg

Président du conseil d'administration, président et cochef de la direction  
Oxford Frozen Foods Limited  
Oxford (Nouvelle-Écosse)

### W. Edmund Clark

Président et chef de la direction  
La Banque Toronto-Dominion  
Toronto (Ontario)

### Wendy K. Dobson

Professeure et directrice  
Institute for International Business  
Joseph L. Rotman School of Management,  
Université de Toronto  
Toronto (Ontario)

### Darren Entwistle

Président et chef de la direction  
TELUS Corporation  
Vancouver (Colombie-Britannique)

### Donna M. Hayes

Rédactrice en chef et  
chef de la direction  
Harlequin Enterprises Limited  
Toronto (Ontario)

### Henry H. Ketcham

Président du conseil d'administration, président et chef de la direction  
West Fraser Timber Co. Ltd.  
Vancouver (Colombie-Britannique)

### Pierre H. Lessard

Président et chef de la direction  
METRO INC.  
Montréal (Québec)

### Harold H. MacKay

Avocat  
MacPherson Leslie & Tyerman LLP  
Regina (Saskatchewan)

### Brian F. MacNeill

Président du conseil d'administration  
Petro-Canada  
Calgary (Alberta)

### Irene R. Miller

Présidente-directrice générale  
Akim, Inc.  
New York (New York)

### Roger Phillips

Administrateur de sociétés, et président et chef de la direction retraité  
IPSCO Inc.  
Regina (Saskatchewan)

### Wilbur J. Prezzano

Administrateur de sociétés, et vice-président du conseil d'administration retraité  
Eastman Kodak Company  
Charleston (Caroline du Sud)

### William J. Ryan

Président du conseil d'administration et chef de la direction\*\*  
TD Banknorth Inc.  
Portland (Maine)  
Vice-président du conseil d'administration et chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis  
La Banque Toronto-Dominion  
Toronto (Ontario)

### Helen K. Sinclair

Chef de la direction  
BankWorks Trading Inc.  
Toronto (Ontario)

### John M. Thompson

Président du conseil d'administration  
La Banque Toronto-Dominion  
Toronto (Ontario)

\* En date du 1<sup>er</sup> décembre 2006.

\*\* Le 1<sup>er</sup> mars 2007, M. Bharat Masrani, actuellement président de TD Banknorth Inc., assumera le rôle de chef de la direction de TD Banknorth Inc. M. Ryan continuera d'assumer le rôle de président du conseil d'administration.

COMITÉ	MEMBRES*	PRINCIPALES RESPONSABILITÉS
Comité de gouvernance	<b>John M. Thompson</b> (président) <b>Wendy K. Dobson</b> <b>Darren Entwistle</b> <b>Harold H. MacKay</b> <b>Brian F. MacNeill</b>	<b>Gouvernance du GFBTD :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>établir les critères de sélection des nouveaux administrateurs, y compris les lignes directrices du conseil d'administration en matière d'indépendance des administrateurs;</li> <li>repérer des personnes qualifiées pour siéger au conseil d'administration et recommander à ce dernier les mises en candidature aux postes d'administrateur pour la prochaine assemblée annuelle des actionnaires;</li> <li>élaborer et, le cas échéant, recommander au conseil d'administration un ensemble de principes de gouvernance, y compris un Code de conduite et d'éthique, conçus pour favoriser une saine culture de gouvernance au sein du GFBTD;</li> <li>examiner et recommander la rémunération des administrateurs du GFBTD;</li> <li>s'assurer que le GFBTD communique efficacement avec ses actionnaires, d'autres parties prenantes et le public au moyen d'une politique de communication attentive;</li> <li>superviser l'évaluation du conseil d'administration et de ses comités.</li> </ul>
Comité des ressources de direction	<b>Brian F. MacNeill</b> (président) <b>Henry H. Ketcham</b> <b>Pierre H. Lessard</b> <b>Wilbur J. Prezzano</b> <b>Helen K. Sinclair</b> <b>John M. Thompson</b>	<b>Évaluation du rendement, rémunération et planification de la relève des dirigeants :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>assumer et aider le conseil d'administration à assumer la responsabilité de la rémunération des dirigeants selon la charte du comité;</li> <li>établir des objectifs de rendement du chef de la direction qui favorisent le succès financier à long terme du GFBTD et évaluer régulièrement le rendement du chef de la direction par rapport à ces objectifs;</li> <li>recommander la rémunération du chef de la direction et de certains hauts dirigeants en consultation avec des conseillers indépendants qui aident ce comité à établir une rémunération concurrentielle qui satisfasse aux objectifs du GFBTD en matière d'embauche, de maintien en poste et de rendement;</li> <li>étudier les candidatures au poste de chef de la direction et recommander au conseil d'administration le meilleur candidat dans le cadre du processus de planification de la relève pour ce poste;</li> <li>superviser la sélection, l'évaluation, le perfectionnement et la rémunération des autres membres de la haute direction;</li> <li>produire un rapport sur la rémunération des dirigeants à l'intention des actionnaires, lequel sera publié dans la circulaire d'information annuelle du GFBTD, et passer en revue, le cas échéant, toute autre information publique importante concernant la rémunération des dirigeants.</li> </ul>
Comité du risque	<b>Roger Phillips</b> (président) <b>William E. Bennett</b> <b>Hugh J. Bolton</b> <b>Harold H. MacKay</b> <b>Wilbur J. Prezzano</b>	<b>Supervision de la gestion des risques du GFBTD :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>relever et surveiller les principaux risques du GFBTD et évaluer leur gestion;</li> <li>approuver les politiques de gestion des risques qui établissent les niveaux d'approbation appropriés pour les décisions ainsi que d'autres mesures de protection pour gérer les risques;</li> <li>s'assurer de la mise en place de politiques pour gérer les risques auxquels le GFBTD est exposé, y compris les risques de marché, d'exploitation, d'illiquidité, de crédit, d'assurance, de réglementation et de réputation, et le risque juridique;</li> <li>servir de forum pour une analyse «globale» des risques futurs, y compris l'évaluation des tendances;</li> <li>évaluer de manière éclairée les stratégies commerciales et les plans du GFBTD en fonction des risques.</li> </ul>
Comité de vérification	<b>Hugh J. Bolton**</b> (président) <b>William E. Bennett</b> <b>John L. Bragg</b> <b>Donna M. Hayes</b> <b>Irene R. Miller</b> <b>Helen K. Sinclair</b>	<b>Supervision de la qualité et de l'intégrité de l'information financière du GFBTD :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>assurer la présentation aux actionnaires d'une information financière claire, exacte et fiable;</li> <li>surveiller les contrôles internes – les mesures de protection nécessaires doivent être en place;</li> <li>assumer la responsabilité directe de la sélection des vérificateurs nommés par les actionnaires qui lui rendent directement compte, de leur rémunération, de leur maintien en poste et de la surveillance de leur travail;</li> <li>être à l'écoute des vérificateurs nommés par les actionnaires, du vérificateur interne et du chef de la conformité et évaluer leur efficacité et leur indépendance;</li> <li>assurer l'établissement et le maintien de processus permettant au GFBTD de respecter les lois et règlements qui le régissent ainsi que ses propres politiques;</li> <li>agir à titre de comité de vérification et de comité de révision pour certaines filiales du GFBTD qui sont des institutions financières et des sociétés d'assurances sous réglementation fédérale;</li> <li>recevoir les rapports sur les opérations avec des apparentés et, le cas échéant, approuver ces derniers.</li> </ul>

\* En date du 1<sup>er</sup> décembre 2006

\*\* Nommé expert financier du comité de vérification



## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion vise à aider les lecteurs à apprécier les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation du Groupe Financier Banque TD (la Banque) pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 comparativement aux périodes correspondantes. Il doit être lu avec nos états financiers consolidés et les notes y afférentes. Le présent rapport de gestion est daté du 7 décembre 2006. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et proviennent principalement des états financiers consolidés annuels de la Banque dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

### 12 APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

- 16 Bénéfice net
- 17 Revenus
- 20 Frais
- 22 Impôts
- 23 Information financière trimestrielle

### ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

- 24 Description des activités
- 26 Services bancaires personnels et commerciaux au Canada
- 30 Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis
- 33 Services bancaires en gros
- 36 Gestion de patrimoine
- 40 Siège social

### APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 2005

- 41 Sommaire du rendement de 2005
- 42 Rendement financier de 2005 par secteur d'exploitation

### SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

- 43 Revue du bilan
- 44 Qualité du portefeuille de crédit
- 51 Situation du capital
- 53 Arrangements hors bilan
- 56 Instruments financiers

### FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

- 56 Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs
- 57 Gestion des risques

### NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

- 67 Estimations comptables critiques
- 70 Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière
- 70 Contrôles et procédures

Certains chiffres correspondants ont été redressés afin que leur présentation soit conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice écoulé.

Pour d'autres renseignements sur la Banque, y compris la notice annuelle de la Banque, consulter le site de la Banque à [www.td.com](http://www.td.com), le site SEDAR à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) de même que le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à [www.sec.gov](http://www.sec.gov) (section EDGAR Filers).

#### Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs

De temps à autre, la Banque fait des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, y compris dans le présent rapport de gestion, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, des énoncés concernant les objectifs et les cibles de la Banque pour 2007 et par la suite et ses stratégies pour les atteindre, les perspectives pour les unités fonctionnelles de la Banque, ainsi que la performance financière prévue de la Banque. Les hypothèses économiques à l'égard de chaque secteur d'exploitation pour 2007 sont établies dans le présent rapport de gestion aux rubriques «Perspectives économiques» et «Perspectives et orientation pour 2007». Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «anticiper», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier» et «pouvoir», et de verbes au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés nous obligent à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Certains des facteurs qui pourraient entraîner de tels écarts incluent les risques, notamment de crédit, de marché, d'illiquidité, de taux d'intérêt, d'exploitation, de réputation, d'assurance, de stratégie, de change et de réglementation, et les risques juridiques et autres présentés dans le présent rapport de gestion et d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du Canada et auprès de la SEC; les conditions économiques et commerciales générales au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays où la Banque exerce des activités de même que l'incidence des modifications apportées aux politiques monétaires dans ces territoires et les variations des taux de change des monnaies ayant cours dans ces territoires; le degré de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités, de la part des concurrents établis comme des nouveaux venus; les modifications aux lois ou à la réglementation; la précision et l'intégralité des informations que la Banque recueille à l'égard des clients et des contreparties; la conception de nouveaux produits et services et le moment où ils sont lancés sur le marché; la mise sur pied de nouveaux canaux de distribution et la réalisation de revenus accrus tirés de ces canaux, la capacité de la Banque d'exécuter ses stratégies d'intégration, de croissance et d'acquisition, y compris celles de ses filiales, particulièrement aux États-Unis; les modifications des conventions et méthodes comptables que la Banque utilise pour faire rapport sur sa situation financière, y compris les incertitudes associées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; la capacité de la Banque de recruter des dirigeants clés et de les maintenir en poste; la dépendance à l'égard de tiers relativement à la fourniture de l'infrastructure nécessaire aux activités de la Banque; l'évolution de la technologie; les modifications des lois fiscales; les procédures judiciaires ou réglementaires imprévues; l'incidence néfaste continue des litiges dans le secteur des valeurs mobilières aux États-Unis; les changements imprévus dans les habitudes de consommation et d'épargne des consommateurs; l'incidence possible sur les activités de la Banque des conflits internationaux, du terrorisme ou de catastrophes naturelles comme les séismes; les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou internationales; les retombées des perturbations dans les infrastructures publiques comme le transport, les télécommunications, l'électricité ou l'approvisionnement en eau; et la capacité de la direction de prévoir et de gérer les risques associés à ces facteurs et de réaliser les stratégies de la Banque. Une part importante des activités de la Banque consiste à faire des prêts ou à attribuer des ressources sous d'autres formes à des entreprises, des industries ou des pays. Des événements imprévus touchant ces emprunteurs, industries ou pays pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers, les activités, la situation financière ou la liquidité de la Banque. Cette liste n'inclut pas tous les facteurs possibles. D'autres facteurs peuvent nuire aux résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section débutant à la page 56 du présent rapport de gestion. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs. La Banque n'effectuera pas de mise à jour des énoncés prospectifs, écrits ou verbaux, qui peuvent être faits de temps à autre par elle ou en son nom.

## APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

Le Groupe Financier Banque TD a dégagé des résultats financiers exceptionnels en 2006. Chacun de nos secteurs d'exploitation a contribué à la création de valeur pour les actionnaires.

### APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Le Groupe Financier Banque TD (la Banque) est l'un des plus importants prestataires de services financiers en Amérique du Nord, offrant une gamme complète de produits et de services bancaires de détail, de gros et commerciaux de même que des services de gestion de patrimoine. L'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des groupes suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine. La création du groupe Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis découle de l'acquisition d'une participation majoritaire dans TD Banknorth Inc. (TD Banknorth) en 2005.

### PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE DE LA BANQUE

La Banque dresse ses états financiers selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et désigne les résultats dressés selon les PCGR «comme présentés» ou «présentés».

La Banque utilise également les résultats «rajustés» ou le bénéfice net pour évaluer chacun de ses secteurs d'exploitation et pour mesurer sa performance globale. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque exclut les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, des résultats présentés. Les éléments à noter sont liés aux éléments qui, selon la direction, ne sont pas indicateurs du rendement des activités sous-jacentes. Les éléments à noter sont présentés dans le tableau 2. Les éléments à noter comprennent l'amortissement des actifs incorporels de la Banque qui découle principalement de l'acquisition de TD Banknorth en 2005, de l'acquisition de Hudson United Bancorp (Hudson) par TD Banknorth en 2006, et de Canada Trust en 2000. La Banque estime que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Comme il est expliqué, les résultats rajustés sont différents des résultats présentés selon les PCGR. Les expressions «résultats rajustés», «éléments à noter» et autres expressions connexes utilisées dans le présent rapport de gestion ne sont pas définies par les PCGR et, par conséquent, elles pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Le tableau 2 présente un rapprochement des résultats de la Banque et de ses résultats présentés et des résultats rajustés.

TABLEAU 1	RÉSULTATS D'EXPLOITATION – COMME PRÉSENTÉS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	6 371 \$	6 008 \$	5 773 \$
Autres revenus	6 733	5 889	4 883
Total des revenus	13 104	11 897	10 656
Gain sur dilution, montant net	1 559	–	–
Provision pour pertes sur créances	(409)	(55)	386
Frais autres que d'intérêts	(8 727)	(8 782)	(8 007)
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée</b>	<b>5 527</b>	<b>3 060</b>	<b>3 035</b>
Charge d'impôts sur les bénéfices	(874)	(699)	(803)
Participations sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(184)	(132)	–
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	134	–	–
<b>Bénéfice net – comme présenté</b>	<b>4 603</b>	<b>2 229</b>	<b>2 232</b>
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	–	–
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté</b>	<b>4 581 \$</b>	<b>2 229 \$</b>	<b>2 232 \$</b>



**TABLEAU 2 RAPPROCHEMENT DES MESURES NON CONFORMES AUX PCGR<sup>1</sup>**

<b>Bénéfice net rajusté par rapport aux résultats présentés</b>			
<b>Résultats d'exploitation – rajustés</b>			
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net <sup>2</sup>	6 371 \$	6 021 \$	5 773 \$
Autres revenus <sup>3</sup>	6 774	6 015	4 961
<b>Total des revenus</b>	<b>13 145</b>	<b>12 036</b>	<b>10 734</b>
Provision pour pertes sur créances <sup>4</sup>	(441)	(319)	(336)
Frais autres que d'intérêts <sup>5</sup>	(8 172)	(7 825)	(7 081)
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales et quote-part du bénéfice net d'une société liée</b>			
	4 532	3 892	3 317
Charge d'impôts sur les bénéfices <sup>6</sup>	(1 107)	(899)	(832)
Participations sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices <sup>7</sup>	(211)	(132)	–
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices <sup>8</sup>	162	–	–
<b>Bénéfice net – rajusté</b>	<b>3 376</b>	<b>2 861</b>	<b>2 485</b>
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	–	–
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>3 354</b>	<b>2 861</b>	<b>2 485</b>
<b>Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice net, déduction faite des impôts sur les bénéfices</b>			
Amortissement des actifs incorporels <sup>9</sup>	(316)	(354)	(477)
Gain sur dilution de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des coûts	1 665	–	–
Perte sur dilution de l'acquisition de Hudson par TD Banknorth	(72)	–	–
Imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth	(19)	–	–
Imputation pour restructuration des Services bancaires en gros	(35)	(29)	–
Incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture	7	17	(50)
Reprise de provisions générales	39	23	43
Recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles)	–	127	426
Perte sur portefeuilles d'instruments dérivés structurés	–	(100)	–
Imputations fiscales liées aux restructurations	–	(163)	–
Autres éléments fiscaux	(24)	98	–
Rachats d'actions privilégiées	–	(13)	–
Établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts	(18)	–	–
Imputation pour litiges	–	(238)	(195)
<b>Total des éléments à noter</b>	<b>1 227</b>	<b>(632)</b>	<b>(253)</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté</b>	<b>4 581 \$</b>	<b>2 229 \$</b>	<b>2 232 \$</b>
<b>Rapprochement du bénéfice par action comme présenté et rajusté</b>			
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Dilué – comme présenté	6,34 \$	3,20 \$	3,39 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice (voir ci-dessus)	(1,70)	0,91	0,38
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice par action seulement <sup>10</sup>	0,02	0,03	–
Dilué – rajusté	4,66 \$	4,14 \$	3,77 \$
De base – comme présenté	6,39 \$	3,22 \$	3,41 \$

<sup>1</sup> Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle qui a été adoptée pour l'exercice écoulé.

<sup>2</sup> Le revenu d'intérêts net rajusté exclut l'élément à noter suivant : perte de 13 millions de dollars au rachat d'actions privilégiées en 2005.

<sup>3</sup> Les autres revenus rajustés excluent les éléments à noter suivants : en 2006, gain avant impôts de 11 millions de dollars découlant de l'incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture; imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth de 52 millions de dollars; en 2005, gain de 27 millions de dollars découlant de l'incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture; perte sur portefeuilles d'instruments dérivés structurés de 153 millions de dollars; en 2004, perte de 78 millions de dollars découlant de l'incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture.

<sup>4</sup> Les provisions rajustées pour pertes sur créances excluent les éléments à noter suivants : en 2006, perte sur reprise de provisions générales de 60 millions de dollars; établissement initial de la provision spécifique pour les prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts de 28 millions de dollars; en 2005, reprise de provisions générales de 35 millions de dollars; perte sur recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles) de 229 millions de dollars; en 2004, reprise de provisions générales de 67 millions de dollars; recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles) de 655 millions de dollars.

<sup>5</sup> Les frais autres que d'intérêts rajustés excluent les éléments à noter suivants : en 2006, amortissement des actifs incorporels de 505 millions de dollars; imputation pour restructuration des Services bancaires en gros de 50 millions de dollars; en 2005, amortissement des actifs incorporels de 546 millions de dollars; imputation pour litiges de 368 millions de dollars et imputation pour restructuration des Services bancaires en gros de 43 millions de dollars; en 2004, amortissement des actifs incorporels de 626 millions de dollars et imputation pour litiges de 300 millions de dollars.

<sup>6</sup> Pour un rapprochement de la charge d'impôts sur les bénéfices présentée et de la charge d'impôts sur les bénéfices rajustée, se reporter au tableau 11.

<sup>7</sup> Les participations sans contrôle rajustées excluent les éléments à noter suivants : en 2006, amortissement des actifs incorporels de 12 millions de dollars; imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth de 15 millions de dollars.

<sup>8</sup> La quote-part du bénéfice net d'une société liée exclut l'élément à noter suivant : en 2006, amortissement des actifs incorporels de 28 millions de dollars.

<sup>9</sup> Voir des renseignements additionnels dans le tableau 3.

<sup>10</sup> En 2006, rajustement ponctuel pour l'incidence des résultats de TD Ameritrade, en raison du décalage de un mois entre la fin des trimestres financiers. Les résultats de la Banque englobent sa participation en actions dans TD Ameritrade du 25 janvier 2006 au 30 septembre 2006. En 2005, rajustement pour l'incidence des résultats de TD Ameritrade, en raison du décalage de un mois entre la fin des trimestres financiers.

TABLEAU 3	AMORTISSEMENT DES ACTIFS INCORPORELS, DÉDUCTION FAITE DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
TD Canada Trust	<b>207 \$</b>	301 \$	454 \$
TD Banknorth – Amortissement des actifs incorporels – comme présenté	<b>72</b>	35	–
Déduire : Participations sans contrôle	<b>12</b>	2	–
Amortissement des actifs incorporels, montant net	<b>60</b>	33	–
TD Ameritrade (compris dans la quote-part du bénéfice net d'une société liée)	<b>28</b>	–	–
Autres	<b>21</b>	20	23
<b>Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices<sup>1</sup></b>	<b>316 \$</b>	354 \$	477 \$

<sup>1</sup> L'amortissement des actifs incorporels est inclus dans le secteur Siège social.

#### PROFIT ÉCONOMIQUE ET RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI

La Banque utilise le profit économique comme outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le but de la Banque est de générer un profit économique positif et croissant.

Le rendement du capital investi (RCI) est une variante de la mesure du profit économique qui s'avère utile comparativement au coût du capital. Quand le RCI excède le coût du capital, le profit économique est positif. Le but de la Banque est de maximiser le profit économique en générant un RCI supérieur au coût du capital.

Le profit économique et le RCI ne sont pas des termes définis par les PCGR et, par conséquent, ils pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs. Le tableau 4 présente un rapprochement du profit économique de la Banque, du rendement du capital investi et du bénéfice net rajusté. Le bénéfice net rajusté et les termes connexes font l'objet de commentaires à la section «Présentation de l'information financière de la Banque».

TABLEAU 4	RAPPROCHEMENT DU PROFIT ÉCONOMIQUE, DU RENDEMENT DU CAPITAL INVESTI ET DU BÉNÉFICE NET RAJUSTÉ		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Avoir moyen des actionnaires ordinaires	<b>17 983 \$</b>	14 600 \$	12 050 \$
Montant cumulé moyen de l'amortissement des écarts d'acquisition / des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>3 540</b>	3 213	2 834
Capital investi moyen	<b>21 523</b>	17 813	14 884
Taux d'imputation au titre du capital investi	<b>9,5 %</b>	10,1 %	10,7 %
Imputation au titre du capital investi	<b>(2 045) \$</b>	(1 799) \$	(1 593) \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté	<b>4 581 \$</b>	2 229 \$	2 232 \$
Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice, déduction faite des impôts sur les bénéfices	<b>(1 227)</b>	632	253
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	<b>3 354 \$</b>	2 861 \$	2 485 \$
Profit économique	<b>1 309 \$</b>	1 062 \$	892 \$
Rendement du capital investi	<b>15,6 %</b>	16,1 %	16,7 %

## ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS EN 2006

### **Acquisition de VFC Inc.**

En date du 15 mai 2006, la Banque a acquis toutes les actions ordinaires émises et en circulation de VFC Inc. (VFC), un des grands fournisseurs de financement automobile et de prêts à tempérament aux consommateurs, pour une contrepartie de 328 millions de dollars, y compris une somme au comptant, des actions ordinaires de la Banque et les frais d'acquisition. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de VFC sont présentés dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Les résultats de VFC pour la période allant de l'acquisition au 31 octobre 2006 ont été regroupés avec les résultats de la Banque.

### **TD Banknorth**

En 2006, TD Banknorth a racheté 8,5 millions de ses propres actions pour 290 millions de dollars, et la Banque a acquis 1 million d'actions additionnelles de TD Banknorth pour 34 millions de dollars dans le cadre d'achats sur le marché libre. Outre les actions de TD Banknorth acquises par la Banque dans le cadre de l'opération avec Hudson (décrite ci-dessous), la Banque a commencé à réinvestir dans le programme de réinvestissement des dividendes de TD Banknorth en novembre 2005 et, au 31 octobre 2006, elle avait acquis un total de 4 millions d'actions de TD Banknorth dans le cadre du programme. Au 31 octobre 2006, la participation de la Banque dans TD Banknorth était de 57 %, soit une augmentation par rapport à 55,5 % au 31 octobre 2005.

Le 20 novembre 2006, la Banque a annoncé son intention d'acquérir toutes les actions ordinaires en circulation de TD Banknorth qu'elle ne détient pas encore. L'acquisition sera comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'offre procure aux actionnaires minoritaires de TD Banknorth 32,33 \$ US au comptant par action de TD Banknorth. La contrepartie totale s'élèvera à environ 3,6 milliards de dollars. L'offre est conditionnelle à l'approbation des autorités de réglementation et à celle des actionnaires de TD Banknorth et, si elle est approuvée, devrait être conclue d'ici le 30 avril 2007. Si l'opération de privatisation est conclue, TD Banknorth deviendra une filiale en propriété exclusive de la Banque.

Nous prévoyons que l'effet relatif de l'opération sur le bénéfice par action comme présenté de la Banque sera de 0,02 \$ l'action pour les six mois de 2007 et de 0,12 \$ l'action en 2008. L'effet relatif sur le bénéfice par action rajusté de la Banque, et avant l'amortissement des actifs incorporels dans ce cas, sera de 0,05 \$ l'action pour les six mois de 2007 et de 0,16 \$ l'action en 2008.<sup>1</sup>

### **Hudson United Bancorp**

Le 31 janvier 2006, TD Banknorth a réalisé l'acquisition de Hudson United Bancorp (Hudson) pour une contrepartie totale de 2,2 milliards de dollars, dont 1 073 millions de dollars au comptant et le reste en actions ordinaires de TD Banknorth. La contrepartie au comptant a été financée par la vente d'actions ordinaires de TD Banknorth à la Banque. TD Banknorth consolide les résultats financiers de Hudson. L'opération a entraîné pour la Banque une perte sur dilution de 72 millions de dollars en 2006.

### **Interchange Financial Services Corporation**

Le 13 avril 2006, TD Banknorth a annoncé une entente pour l'acquisition d'Interchange Financial Services Corporation (Interchange) pour une contrepartie au comptant de 480,6 millions de dollars US. La clôture de l'opération devrait avoir lieu au cours du premier trimestre civil de 2007 de TD Banknorth.

Les liquidités nécessaires à l'opération proviendront principalement de la vente, par TD Banknorth, d'environ 13 millions de ses actions ordinaires à la Banque au prix de 31,17 \$ US l'action, pour environ 405 millions de dollars US. D'après la participation de la Banque dans TD Banknorth au 31 octobre 2006, cette opération devrait porter celle-ci à environ 59,3 %.

### **TD Waterhouse U.S.A. et Ameritrade**

Le 24 janvier 2006, la Banque a réalisé la vente de son entreprise de courtage américaine, TD Waterhouse U.S.A., à la juste valeur marchande de 2,69 milliards de dollars à Ameritrade Holding Corporation (Ameritrade) en échange de 32,5 % de l'entité issue de la fusion qui porte la dénomination «TD Ameritrade». Au cours de l'exercice, l'opération a entraîné à la vente un gain sur dilution net de 1,67 milliard de dollars après impôts (1,64 milliard de dollars avant impôts).

Dans le cadre de l'opération, TD Waterhouse Canada a acquis la totalité des activités de courtage canadiennes d'Ameritrade pour 77 millions de dollars au comptant.

Selon la convention d'actionnaires de TD Ameritrade, la participation réelle de la Banque dans TD Ameritrade est actuellement limitée à 39,9 % des titres comportant droit de vote en circulation. Cette limite passera à 45 % en janvier 2009.

La Banque a acquis 44,4 millions d'actions pour 939,1 millions de dollars par des acquisitions sur le marché libre, accroissant ainsi sa participation dans TD Ameritrade à 39,8 % au 31 octobre 2006.

La Banque comptabilise son placement dans TD Ameritrade à la valeur de consolidation. Les périodes financières de la Banque et de TD Ameritrade ne coïncident pas. La quote-part de la Banque dans les résultats de TD Ameritrade entre la date d'acquisition et le 30 septembre 2006 est présentée dans les résultats de la Banque pour l'exercice.

Le 14 septembre 2006, la Banque a annoncé un arrangement avec Lillooet Limited (Lillooet), société dont le promoteur est la Banque Royale du Canada, selon lequel la Banque a couvert le risque de prix lié à 27 millions d'actions ordinaires de TD Ameritrade. Le nombre d'actions couvertes et le prix de couverture ont été déterminés selon les conditions du marché sur une période de couverture donnée.

L'arrangement avec Lillooet vise à procurer une protection de prix dans le cas où la Banque désirerait augmenter sa participation réelle dans TD Ameritrade en 2009. Selon l'arrangement, si le cours de l'action de TD Ameritrade dépasse un montant précis, Lillooet devra verser une somme à la Banque au début de 2009. Si le cours de l'action de TD Ameritrade est inférieur à un tel montant, ce sera la Banque qui devra verser à Lillooet une somme en fonction de la baisse. L'arrangement fera l'objet d'un règlement prévu pour 2009, sous réserve d'une accélération ou d'une résiliation anticipée dans certaines circonstances. L'arrangement ne confère à la Banque aucun droit d'achat d'actions de TD Ameritrade, ni aucun droit de vote ou de participation assorti à ces actions.

Lillooet est une entité à détenteurs de droits variables dont la Banque est le principal bénéficiaire. Ainsi, la Banque a inclus les résultats financiers de Lillooet dans ses états financiers consolidés.

Du fait de la consolidation de Lillooet, les actions de TD Ameritrade que celle-ci détient ont été incluses dans le placement de la Banque dans TD Ameritrade; en outre, la Banque a comptabilisé le bénéfice de TD Ameritrade lié aux 0,3 % d'actions de TD Ameritrade détenues par Lillooet au 30 septembre 2006. Au 31 octobre 2006, Lillooet détenait 2,7 % des actions ordinaires en circulation de TD Ameritrade. Au 15 novembre 2006, Lillooet détenait 27 millions d'actions de TD Ameritrade, soit 4,5 % des actions ordinaires en circulation de TD Ameritrade.

<sup>1</sup> Les projections sont fondées sur les estimations par consensus du Institutional Broker's Estimate System (IBES) pour la Banque à l'égard de 2007 et 2008, et supposent que l'opération sera conclue en avril 2007. Les projections pour TD Banknorth sont fondées sur l'extrême bas de la ligne directrice de la direction de TD Banknorth, publiée antérieurement, pour 2007 et, pour 2008, sur un taux de croissance de 8 % des bénéfices

en trésorerie de base déterminé à partir des estimations de l'IBES. Les projections comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient très différents. Voir la rubrique «Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs», à la page 11, et la section «Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs», à la page 56.



## Bénéfice net

### APERÇU

- Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 4 603 millions de dollars, en hausse de 2 374 millions de dollars, ou 107 %, par rapport à 2005.
- Le bénéfice net rajusté a atteint à 3 376 millions de dollars, soit une augmentation de 515 millions de dollars, ou 18 %, en regard de 2005.

Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 4 603 millions de dollars comparativement à 2 229 millions de dollars en 2005. Le bénéfice net rajusté a atteint 3 376 millions de dollars, contre 2 861 millions de dollars en 2005. L'augmentation du bénéfice net comme présenté est attribuable en bonne partie au gain sur dilution de 1 665 millions de dollars (déduction faite des impôts sur les bénéfices) réalisé à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Le reste de l'augmentation tient surtout à l'amélioration générale des résultats de nos secteurs d'exploitation par rapport à l'an dernier. De plus, en 2005, l'imputation pour litiges à l'égard des réclamations relatives à Enron s'était répercutée sur le bénéfice net. La hausse du bénéfice net de chacun de nos secteurs d'exploitation a contribué à l'amélioration du bénéfice net rajusté, qui est toutefois atténuée par une perte du secteur Siège social. Pour les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, la hausse du bénéfice net a été de 264 millions de dollars en regard de 2005, attisée surtout par la forte croissance des volumes de la plupart des produits bancaires et par les marges plus élevées sur les dépôts. Pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, le bénéfice net rajusté a monté de 97 millions de dollars, sous l'effet surtout de l'inclusion en 2006 des résultats de TD Banknorth pour un exercice entier, comparativement à sept mois en 2005. Pour Gestion de patrimoine, le bénéfice net a augmenté de 158 millions de dollars, grâce principalement à la croissance des actifs gérés des activités canadiennes et au bénéfice net tiré du placement dans Ameritrade qui est supérieur à celui obtenu de TD Waterhouse U.S.A. en 2005. La hausse de 113 millions de dollars du bénéfice net rajusté des Services bancaires en gros a été induite par les activités de son entreprise nationale, le taux de change et les activités sur titres énergétiques, de même que par de solides gains sur les placements en valeurs mobilières.

Le bénéfice dilué par action comme présenté a été de 6,34 \$, contre 3,20 \$ en 2005. Le bénéfice dilué par action rajusté a atteint 4,66 \$, en hausse de 13 % par rapport à 4,14 \$ en 2005. L'augmentation du bénéfice dilué par action est principalement attribuable au bénéfice net rajusté plus élevé, atténué par l'effet du nombre moyen accru d'actions ordinaires en circulation. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, de manière diluée, a été de 723 millions en 2006, en regard de 696 millions en 2005.

### OPÉRATION DE TD WATERHOUSE U.S.A. AVEC AMERITRADE – INCIDENCE SUR LES REVENUS ET LES FRAIS

Comme il est indiqué à la page 15, la Banque a vendu, le 24 janvier 2006, son entreprise de courtage américaine, TD Waterhouse U.S.A., à Ameritrade en échange d'une participation minoritaire dans TD Ameritrade. Le placement dans TD Ameritrade est comptabilisé à la valeur de consolidation, et la part du bénéfice net revenant à la Banque est portée au poste Quote-part du bénéfice net d'une société liée. Ce traitement comptable entraîne une réduction des revenus et des frais par rapport à 2005, les revenus et les frais de TD Waterhouse U.S.A. ayant été inclus en 2005.

### PCGR DES ÉTATS-UNIS

(Voir la note 29 afférente aux états financiers consolidés)

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les PCGR des États-Unis s'est établi à 4 559 millions de dollars, par rapport à 4 581 millions de dollars selon les PCGR du Canada. L'écart s'explique surtout par l'incidence sur le bénéfice net de l'exigence des PCGR des États-Unis que les garanties données par la Banque soient évaluées à la juste valeur et présentées dans le passif au bilan consolidé. Les autres rajustements faits au bénéfice net selon les PCGR des États-Unis ont trait principalement à des reclassements entre les PCGR des États-Unis et du Canada et n'ont aucune incidence sur le bénéfice net.

La présentation d'un état du résultat étendu consolidé est une exigence des PCGR des États-Unis, mais pas des PCGR du Canada. Les variations des autres éléments du résultat étendu de la Banque découlent principalement de l'exigence des PCGR des États-Unis que les gains et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente, les variations des gains et des pertes sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie et les gains et les pertes de change latents soient présentés dans l'état du résultat étendu consolidé.

## APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

# Revenus

### APERÇU

- Le total des revenus a augmenté de 1 207 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'exercice précédent.
- Le revenu d'intérêts net s'est accru de 363 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'exercice précédent.
- Les autres revenus ont monté de 844 millions de dollars ou 14 % par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 13 104 millions de dollars, soit une hausse de 10 % par rapport à 2005, attribuable tant à la croissance interne qu'aux acquisitions, car en 2006, les résultats de TD Banknorth ont été intégrés pour un exercice entier contre un exercice partiel en 2005.

### REVENU D'INTÉRÊTS NET

Le revenu d'intérêts net pour 2006 a atteint 6 371 millions de dollars, soit une augmentation d'un exercice à l'autre de 363 millions de dollars ou 6 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des volumes et des marges des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. De plus, le revenu d'intérêts net des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a progressé par suite de l'intégration des résultats d'un exercice complet de TD Banknorth et de l'acquisition de Hudson par TD Banknorth. Ces hausses ont été neutralisées en partie par une diminution du côté des Services bancaires en gros attribuable à une baisse du revenu d'intérêts net lié aux activités de négociation, et le revenu d'intérêts net de Gestion de patrimoine a reculé par suite de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

### Marge d'intérêt nette

La marge d'intérêt nette a fléchi de sept points de base en 2006, passant de 2,09 % à 2,02 %. Ce repli témoigne surtout d'une baisse de 522 millions de dollars du revenu d'intérêts net lié aux activités de négociation. Si l'on retranche le revenu d'intérêts net et les actifs liés aux activités de négociation, la marge d'intérêt nette a augmenté légèrement par rapport à 2005, en raison de l'amélioration générale des marges des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, particulièrement celles sur les dépôts qui ont bénéficié d'une remontée des taux d'intérêt au premier semestre de l'exercice. Cette amélioration a été contrebalancée en partie par la compression des marges des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et un resserrement des écarts de crédit de sociétés au sein des Services bancaires en gros.

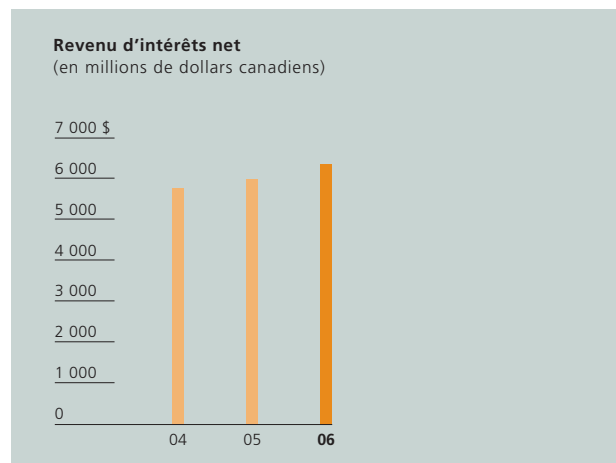


TABLEAU 5	ANALYSE DES MOUVEMENTS DU REVENU D'INTÉRÊTS NET					
	2006 par rapport à 2005			2005 par rapport à 2004		
(en millions de dollars canadiens)						
	Mouvement favorable (défavorable) attribuable à la variation de			Mouvement favorable (défavorable) attribuable à la variation de		
	Volume moyen	Taux moyen	Mouvement net	Volume moyen	Taux moyen	Mouvement net
Total des actifs productifs	1 332 \$	1 461 \$	2 793 \$	1 634 \$	10 \$	1 644 \$
Total des passifs portant intérêt	(742)	(1 688)	(2 430)	(525)	(884)	(1 409)
<b>Revenu d'intérêts net</b>	<b>590 \$</b>	<b>(227) \$</b>	<b>363 \$</b>	<b>1 109 \$</b>	<b>(874) \$</b>	<b>235 \$</b>

TABLEAU 6 REVENU D'INTÉRÊTS NET SUR LES SOLDES MOYENS PRODUCTIFS <sup>1</sup>									
(en millions de dollars canadiens)									
	2006			2005			2004		
	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen <sup>2</sup>	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen <sup>2</sup>	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen <sup>2</sup>
<b>Actifs productifs</b>									
Dépôts auprès de banques	11 680 \$	302 \$	2,59 %	10 654 \$	415 \$	3,90 %	7 760 \$	517 \$	6,66 %
<b>Valeurs mobilières</b>									
Compte de placement	40 172	1 782	4,44	32 354	1 503	4,65	27 678	1 219	4,40
Compte de négociation	76 679	2 653	3,46	77 906	2 536	3,26	71 188	2 438	3,42
Total des valeurs mobilières	116 851	4 435	3,80	110 260	4 039	3,66	98 866	3 657	3,70
Valeurs mobilières prises en pension	30 910	1 413	4,57	27 253	907	3,33	28 306	734	2,59
<b>Prêts</b>									
Prêts hypothécaires	60 325	3 131	5,19	58 033	2 807	4,84	52 155	2 625	5,03
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	62 797	4 036	6,43	55 975	3 067	5,48	45 215	2 373	5,25
Cartes de crédit	3 830	509	13,29	2 690	323	12,01	2 289	271	11,84
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	28 562	1 743	6,10	23 288	1 218	5,23	20 778	955	4,60
Total des prêts	155 514	9 419	6,06	139 986	7 415	5,30	120 437	6 224	5,17
<b>Total des actifs productifs</b>	<b>314 955 \$</b>	<b>15 569 \$</b>	<b>4,94 %</b>	<b>288 153 \$</b>	<b>12 776 \$</b>	<b>4,43 %</b>	<b>255 369 \$</b>	<b>11 132 \$</b>	<b>4,36 %</b>
<b>Passifs portant intérêt</b>									
<b>Dépôts</b>									
Particuliers	132 135 \$	3 027 \$	2,29 %	122 032 \$	2 509 \$	2,06 %	108 586 \$	2 077 \$	1,91 %
Banques	15 874	661	4,16	14 683	462	3,15	16 166	309	1,91
Entreprises et gouvernements	105 252	3 393	3,22	99 827	2 158	2,16	81 139	1 467	1,81
Total des dépôts	253 261	7 081	2,80	236 542	5 129	2,17	205 891	3 853	1,87
Billets et débiteurs subordonnés	6 956	388	5,58	5 626	328	5,83	5 731	312	5,44
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert et mises en pension	44 287	1 603	3,62	34 499	1 164	3,37	34 730	1 024	2,95
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital	1 790	126	7,04	2 215	147	6,64	2 672	170	6,36
<b>Total des passifs portant intérêt</b>	<b>306 294 \$</b>	<b>9 198 \$</b>	<b>3,00 %</b>	<b>278 882 \$</b>	<b>6 768 \$</b>	<b>2,43 %</b>	<b>249 024 \$</b>	<b>5 359 \$</b>	<b>2,15 %</b>
<b>Total du revenu d'intérêts net</b>		<b>6 371 \$</b>	<b>1,94 %</b>		<b>6 008 \$</b>	<b>2,00 %</b>		<b>5 773 \$</b>	<b>2,21 %</b>

<sup>1</sup> Le revenu d'intérêts net inclut les dividendes sur titres.

<sup>2</sup> Les montants peuvent avoir été arrondis.

## AUTRES REVENUS

Les autres revenus ont été de 6 733 millions de dollars pour 2006, en hausse de 844 millions de dollars ou 14 % par rapport à 2005.

Les revenus tirés des services de placement et de valeurs mobilières ont fléchi de 246 millions de dollars ou 10 % en regard de 2005, surtout en raison d'une baisse des commissions de courtage à escompte de 322 millions de dollars ou 37 % en regard de 2005, en particulier attribuable à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Ce fléchissement a été plutôt neutralisé par la hausse des revenus tirés des services de courtage traditionnel et des autres services de valeurs mobilières de 61 millions de dollars ou 7 %, étant donné surtout que la hausse des revenus liés aux activités de négociation et la forte croissance des actifs administrés ont fait grimper les commissions et les commissions de suivi.

Les commissions sur crédit ont monté de 28 millions de dollars ou 8 % par rapport à 2005, surtout du fait de la hausse des frais administratifs de crédit et des initiatives de révision des frais des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les gains sur les valeurs du compte de placement ont progressé de 63 millions de dollars ou 26 % par rapport à 2005, étant donné le solide rendement du portefeuille de placements en actions. Le revenu de négociation s'est amélioré de 650 millions de dollars, mais cette amélioration a été contrebalancée en grande partie par une

baisse du revenu d'intérêts net lié aux activités de négociation. Se reporter à la rubrique sur le revenu lié aux activités de négociation ci-après. Les frais de service ont grimpé de 150 millions de dollars ou 19 % par rapport à 2005, par suite surtout des initiatives de révision de taux et de la croissance des comptes. Le revenu de titrisations de prêts a diminué de 68 millions de dollars ou 16 % en regard de 2005, étant donné que les gains accrus à la vente de plus de titrisations de lignes domiciliaires ont été pratiquement annulés par les pertes liées aux titres adossés à des créances hypothécaires en raison de la remontée des taux d'intérêt. Les revenus tirés des services de cartes ont progressé de 104 millions de dollars ou 37 % comparative-ment à 2005, essentiellement du fait de l'augmentation des ventes au détail nettes et des initiatives de révision des frais. Les revenus tirés des activités d'assurances, déduction faite des réclamations, ont monté de 70 millions de dollars ou 8 % en regard de 2005. Cette montée tient principalement à l'amélioration du ratio sinistres-primés et des résultats de réassurance. Les honoraires de fiducie se sont accrus de 19 millions de dollars ou 17 % par rapport à 2005, surtout grâce à l'inclusion en 2006 d'un exercice entier de résultats de TD Banknorth. Les gains de change (autres que de négociation) ont grimpé de 42 millions de dollars ou 40 % en regard de 2005, surtout par suite de la hausse des revenus sur la marge excédentaire des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.



TABLEAU 7	AUTRES REVENUS			
(en millions de dollars canadiens)		2006 par rapport à 2005		
	2006	2005	2004	Variation en %
Services de placement et de valeurs mobilières :				
Courtage à escompte	544 \$	866 \$	985 \$	(37,2) %
Services de courtage traditionnel et autres services de valeurs mobilières	988	927	738	6,6
Fonds communs de placement	639	624	573	2,4
Commissions sur crédit	371	343	343	8,2
Gains nets sur valeurs du compte de placement	305	242	192	26,0
Revenu (perte) de négociation	797	147	(153)	442,2
Frais de service	937	787	673	19,1
Titrisations de prêts	346	414	390	(16,4)
Services de cartes	383	279	172	37,3
Assurances, déduction faite des réclamations	896	826	593	8,5
Honoraires de fiducie	130	111	78	17,1
Divers	397	323	299	22,9
<b>Total</b>	<b>6 733 \$</b>	<b>5 889 \$</b>	<b>4 883 \$</b>	<b>14,3 %</b>

#### REVENU LIÉ AUX ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Le revenu lié aux activités de négociation, soit le total du revenu d'intérêts net sur les positions de négociation et du revenu de négociation présenté dans les autres revenus, a augmenté de 128 millions de dollars ou 21 % en regard de 2005. Cette augmentation fait suite à une perte de 153 millions de dollars subie en 2005 découlant de la réduction de la valeur estimative de certains portefeuilles de dérivés structurés et à leur sortie. Exclusion faite de cet élément, le revenu lié aux activités de négociation sous-jacent a reculé légèrement, étant donné que les résultats plus élevés des opérations de change ont été contrebalancés par un rendement plus faible des portefeuilles de taux d'intérêt et des portefeuilles d'instruments de crédit.

Le revenu lié aux activités de négociation, soit la combinaison du revenu d'intérêts net et du revenu de négociation présenté dans les autres revenus, dépend beaucoup du niveau des taux d'intérêt, qui influe sur les coûts de financement de nos portefeuilles de négociation. En général, lorsque les taux d'intérêt montent, le revenu d'intérêts net diminue et le revenu de négociation présenté dans les autres revenus augmente. La direction estime que le total du revenu lié aux activités de négociation est une mesure appropriée du rendement des activités de négociation.

TABLEAU 8	REVENU LIÉ AUX ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION <sup>1</sup>			
(en millions de dollars canadiens)		2006 par rapport à 2005		
	2006	2005	2004	Variation en %
Revenu d'intérêts net	(65) \$	457 \$	1 037 \$	(114,2) %
Autres revenus	797	147	(153)	442,2
<b>Total du revenu lié aux activités de négociation</b>	<b>732 \$</b>	<b>604 \$</b>	<b>884 \$</b>	<b>21,2 %</b>
<b>Par produit</b>				
Portefeuilles – titres portant intérêt et instruments de crédit	362 \$	370 \$	559 \$	(2,2) %
Portefeuilles – monnaies étrangères	306	248	230	23,4
Portefeuilles – actions et autres	64	(14)	95	557,1
<b>Total du revenu lié aux activités de négociation</b>	<b>732 \$</b>	<b>604 \$</b>	<b>884 \$</b>	<b>21,2 %</b>
Revenu lié aux activités de négociation en pourcentage du total des revenus	5,6 %	5,1 %	8,3 %	

<sup>1</sup> Le revenu lié aux activités de négociation comprend le revenu de négociation présenté dans les autres revenus et le revenu d'intérêts net sur les positions de négociation.

## APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

### Frais

#### APERÇU

- Les frais autres que d'intérêts comme présentés ont diminué de 55 millions de dollars ou 1 % en regard de l'exercice 2005.
- Le ratio d'efficacité s'est établi à 59,5 %, soit une amélioration de 19 % par rapport à l'exercice précédent.

#### FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS

Les frais autres que d'intérêts comme présentés pour 2006 se sont établis à 8 727 millions de dollars, contre 8 782 millions de dollars pour 2005, soit une diminution de 55 millions de dollars. La diminution des frais tient surtout à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade et à la comptabilisation d'une provision pour litiges éventuels à l'égard d'Enron de 365 millions de dollars en 2005. Cette diminution a été contrebalancée en partie par l'inclusion des résultats de TD Banknorth pour un exercice entier et l'acquisition de Hudson par TD Banknorth. Les frais d'exploitation rajustés se sont accrus en regard de l'exercice précédent, principalement en raison de la montée des frais d'exploitation des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada induite par la forte croissance des volumes. Se reporter au tableau 9 pour de plus amples informations sur les frais par catégorie.

Les postes des salaires et des avantages sociaux ont augmenté de 267 millions de dollars ou 6 % au cours de l'exercice, traduisant une hausse des salaires de 156 millions de dollars, de la rémunération au rendement de 68 millions de dollars et des prestations de retraite et autres avantages sociaux de 43 millions de dollars. L'augmentation est attribuable à l'accroissement du volume d'affaires, favorisé par la croissance interne et les acquisitions récentes. Les frais d'occupation ont monté de 25 millions de dollars ou 4 %, en raison de l'ouverture de succursales et des acquisitions. Les frais liés aux activités de courtage ont baissé de 62 millions de dollars ou 27 % en regard de 2005 par suite de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Les impôts et la taxe sur le capital et la taxe d'affaires ont augmenté de 38 millions de dollars ou 23 % par rapport à l'exercice précédent, surtout du fait de la hausse des impôts et de la taxe sur le capital engendrée par la croissance des fonds propres de la Banque. Les autres frais ont reculé de 314 millions de dollars ou 33 % comparativement à l'exercice précédent, en raison surtout d'une provision pour litiges éventuels en 2005 mentionnée au paragraphe précédent.

L'amortissement des actifs incorporels a diminué de 41 millions de dollars pour s'établir à 505 millions de dollars en regard de 546 millions de dollars en 2005, en raison d'une baisse des actifs incorporels liées à l'acquisition de Canada Trust, compensée en partie par les nouvelles acquisitions de la Banque.

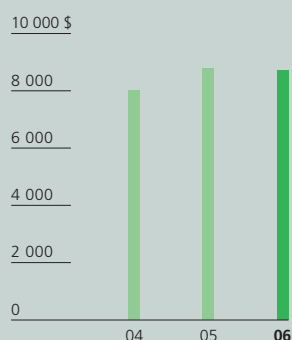
#### RATIO D'EFFICIENCE

Ce ratio mesure l'efficacité de nos activités. Il est calculé d'après les frais exprimés en pourcentage du total des revenus. Un pourcentage plus faible indique une meilleure efficacité de nos activités.

Le ratio d'efficacité globale de la Banque est passé à 59,5 %, une amélioration par rapport à 73,8 % pour 2005 et à 75,1 % pour 2004, étant donné que la croissance des revenus a surpassé la croissance des frais. Le gain sur dilution lié à la vente de TD Waterhouse U.S.A. a beaucoup contribué à l'amélioration du ratio en 2006. Même en excluant cet

élément, le ratio s'est amélioré par rapport à 2005, en raison de la croissance des revenus supérieure à celle des frais. L'amélioration du ratio en 2006 est conforme à notre but de gérer nos frais avec prudence, tout en investissant constamment pour assurer une croissance future. Le ratio d'efficacité consolidé de la Banque est touché par les changements de la composition des affaires. Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada sont le secteur ayant le plus contribué à l'amélioration grâce à la hausse solide de ses revenus. Les ratios des Services bancaires en gros et de Gestion de patrimoine se sont aussi améliorés. Les Services bancaires en gros ont bénéficié de la sortie de certains portefeuilles de dérivés structurés et de revenus totaux supérieurs. Pour Gestion de patrimoine, le ratio a monté en raison de la vente de TD Waterhouse U.S.A. et du fait que la croissance des revenus de ce secteur a dépassé celle des frais des activités au pays. Pour les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, le ratio a été plus faible en 2006 à cause de la diminution des revenus tirés des activités principales.

Frais autres que d'intérêts  
(en millions de dollars canadiens)



Ratio d'efficacité  
(en pourcentage)

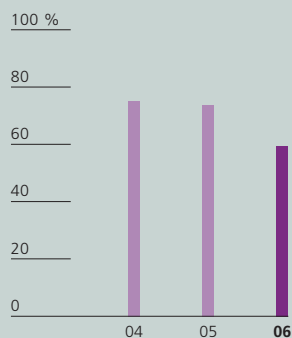


TABLEAU 9	FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS ET RATIO D'EFFICIENCE			
(en millions de dollars canadiens)			2006 par rapport à 2005	
	2006	2005	2004	Variation en %
<b>Salaires et avantages sociaux</b>				
Salaires	2 700 \$	2 544 \$	2 254 \$	6,1 %
Rémunération au rendement	1 207	1 139	1 084	6,0
Prestations de retraite et autres avantages sociaux	578	535	442	8,0
Total des salaires et des avantages sociaux	4 485	4 218	3 780	6,3
<b>Frais d'occupation des locaux</b>				
Loyers	371	373	353	(0,5)
Amortissement	160	147	134	8,8
Impôt foncier	21	17	14	23,5
Divers	149	139	111	7,2
Total des frais d'occupation des locaux	701	676	612	3,7
<b>Frais de matériel et de mobilier</b>				
Loyers	200	192	165	4,2
Amortissement	183	175	160	4,6
Divers	216	242	237	(10,7)
Total des frais de matériel et de mobilier	599	609	562	(1,6)
<b>Amortissement des actifs incorporels</b>	505	546	626	(7,5)
<b>Coûts de restructuration</b>	50	43	(7)	16,3
<b>Marketing et développement des affaires</b>	470	469	384	0,2
<b>Frais liés aux activités de courtage</b>	164	226	228	(27,4)
<b>Services professionnels et consultatifs</b>	510	494	446	3,2
<b>Communications</b>	201	205	207	(2,0)
<b>Autres frais</b>				
Impôts et taxe sur le capital et taxe d'affaires	205	167	141	22,8
Affranchissement	121	108	100	12,0
Déplacements et déménagements	87	78	62	11,5
Divers – total	629	943	866	(33,3)
Total des autres frais	1 042	1 296	1 169	(19,6)
<b>Total des frais</b>	<b>8 727 \$</b>	<b>8 782 \$</b>	<b>8 007 \$</b>	<b>(0,6) %</b>
<b>Ratio d'efficacité – comme présenté</b>	<b>59,5 %</b>	<b>73,8 %</b>	<b>75,1 %</b>	<b>(1430) <sup>points</sup> de base</b>
<b>Ratio d'efficacité – rajusté</b>	<b>62,2</b>	<b>65,0</b>	<b>66,0</b>	<b>(280)</b>



## APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

### Impôts

Le total comme présenté de la charge d'impôts sur les bénéfices et des autres impôts et taxes a augmenté de 203 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2005. La charge d'impôts comme présentée s'est accrue de 175 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à 2005. Les autres impôts et taxes ont grimpé de 28 millions de dollars, ou 4 %, en regard de 2005. Le total rajusté de la charge d'impôts sur les bénéfices et des autres impôts et taxes a augmenté de 236 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à 2005. La charge d'impôts exigibles rajustée s'est accrue de 208 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à 2005.

Le taux d'impôt sur les bénéfices réel de la Banque comme présenté a été de 15,8 % pour 2006 par rapport à 22,8 % en 2005. La baisse est attribuable dans une large mesure aux gains sur dilution nets de 2006 qui étaient assortis d'une charge d'impôts limitée. A compensé en partie cet élément, l'incidence moindre sur le taux d'impôt des dividendes non imposables reçus et des activités internationales, comparativement à 2005. Le taux d'impôt sur les bénéfices réel rajusté a été de 24,4 % pour 2006, comparativement à 23,1 % en 2005.

Avant la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade visant à créer TD Ameritrade, les états financiers présentaient séparément les résultats avant et après impôts de TD Waterhouse U.S.A. Les résultats de TD Ameritrade sont maintenant présentés à titre de quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices; la charge d'impôts de 84 millions de dollars pour l'exercice ne fait pas partie du rapprochement des taux d'impôt.

Le gouvernement du Canada a pour pratique de faire l'annonce d'un projet de loi, alors que la loi n'entrera en vigueur que quelques années, voire bien des années plus tard. Cependant, l'entrée en vigueur est souvent rétroactive, coïncidant avec l'annonce initiale, bien que le texte de la loi puisse avoir beaucoup changé depuis. Ni les PCGR du Canada ni les PCGR des États-Unis ne permettent la constitution d'une provision pour l'incidence possible d'un projet de loi, même si l'adoption d'une loi est extrêmement probable. À l'heure actuelle, un très grand nombre de projets de loi auraient une incidence sur la Banque. Il est impossible pour la Banque d'en évaluer la portée totale en raison de leur caractère complexe et incertain. Cependant, dans l'ensemble, la Banque est d'avis que l'incidence nette lui sera favorable.

TABLEAU 10		IMPÔTS					
(en millions de dollars canadiens)		2006		2005		2004	
Impôts au taux d'impôt sur les bénéfices canadien prévu par la loi	<b>1 934 \$</b>	<b>35,0 %</b>	1 072 \$	35,0 %	1 065 \$	35,1 %	
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :							
Dividendes reçus	(234)	(4,2) %	(232)	(7,6) %	(205)	(6,8) %	
Écarts de taux liés aux activités internationales	(248)	(4,5) %	(215)	(7,0) %	(215)	(7,1) %	
Impôt fédéral des grandes sociétés	(3)	(0,1) %	9	0,3 %	12	0,4 %	
Éléments liés aux gains et pertes sur dilution	(582)	(10,5) %	163	5,3 %	-	- %	
Réduction du taux d'impôt futur – actifs d'impôts futurs	34	0,6 %	-	-	(17)	(0,6) %	
Réduction du taux d'impôt futur – actifs incorporels	(24)	(0,4) %	-	-	69	2,3 %	
Divers	(3)	(0,1) %	(98)	(3,2) %	94	3,2 %	
Charge d'impôts sur les bénéfices et taux d'impôt sur les bénéfices réel – comme présenté	<b>874 \$</b>	<b>15,8 %</b>	699 \$	22,8 %	803 \$	26,5 %	

TABLEAU 11		RAPPROCHEMENT DE LA CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES NON CONFORME AUX PCGR					
(en millions de dollars canadiens)		2006		2005		2004	
Charge d'impôts sur les bénéfices – comme présenté		<b>874 \$</b>		699 \$		803 \$	
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments à noter suivants :							
Amortissement des actifs incorporels		205		192		149	
Gain sur dilution de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des coûts		34		-		-	
Imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth		18		-		-	
Imputation pour restructuration des Services bancaires en gros		15		14		-	
Incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture		(4)		(10)		28	
Imputations fiscales liées aux restructurations		-		(163)		-	
Autres éléments fiscaux		(24)		98		-	
Perte sur portefeuilles d'instruments dérivés structurés		-		53		-	
Imputation pour litiges		-		130		105	
Recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles)		-		(102)		(229)	
Reprise de provisions générales		(21)		(12)		(24)	
Établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts		10		-		-	
Incidence fiscale – éléments à noter		233		200		29	
Charge d'impôts sur les bénéfices – rajustée		<b>1 107</b>		899		832	
Autres impôts et taxes :							
Charges sociales		199		222		178	
Impôts et taxes sur le capital et sur les primes		197		161		133	
TPS et taxes de vente provinciales		184		178		146	
Taxes municipales et taxes d'affaires		93		84		85	
Total des autres impôts et taxes		<b>673</b>		645		542	
Total des impôts et taxes – rajusté		<b>1 780 \$</b>		1 544 \$		1 374 \$	
Taux d'impôt sur les bénéfices réel – rajusté		<b>24,4 %</b>		23,1 %		25,1 %	

<sup>1</sup> Total des impôts sur les bénéfices et des autres impôts et taxes en pourcentage du bénéfice net avant les impôts sur les bénéfices et les autres impôts et taxes.

## APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS

# Information financière trimestrielle

### SOMMAIRE DU RENDEMENT DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2006

Pour le quatrième trimestre de 2006, le bénéfice net comme présenté s'est établi à 762 millions de dollars, contre 589 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action comme présenté a atteint 1,04 \$ pour le trimestre, par rapport à 0,82 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires comme présenté, de manière annualisée, a été de 15,7 % par rapport à 14,8 % au même trimestre de l'exercice précédent.

Le bénéfice net rajusté pour le trimestre a été de 875 millions de dollars, par rapport à 765 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action rajusté s'est établi à 1,20 \$ pour le trimestre, par rapport à 1,06 \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le rendement du total de l'avoir en actions ordinaires rajusté, de manière annualisée, a été de 18,1 % pour le trimestre, par rapport à 19,3 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le trimestre, les revenus ont monté de 211 millions de dollars ou 7 % par rapport au trimestre correspondant de 2005, en raison surtout de la hausse des revenus des secteurs Services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Les revenus de TD Banknorth ont grimpé par suite de l'acquisition de Hudson, mais la hausse a été atténuée par des revenus réguliers moins élevés du fait de la compression des marges. En outre, la perte de 107 millions de dollars enregistrée au quatrième trimestre de 2005, causée par une réduction de la valeur estimative de

certaines activités de produits structurés de Services bancaires en gros, et par la sortie de ces activités, ne s'est pas répétée. Les augmentations de revenus ont été partiellement annulées par un recul des revenus de Gestion de patrimoine, du fait de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

La hausse de la provision pour pertes sur créances par rapport à celle du quatrième trimestre de 2005 a été largement attribuable au recouvrement de 110 millions de dollars dans le portefeuille de prêts secondaires l'an dernier, relatif à des montants déjà inclus dans les provisions sectorielles, qui ne s'est pas répété. De plus, le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a affiché une hausse de sa provision pour pertes sur créances nette et a établi une provision spécifique de 28 millions de dollars pour les pertes sur cartes de crédit et prêts pour découverts.

Les frais du quatrième trimestre ont accusé une baisse de 16 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre de 2005, principalement à cause de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Compte non tenu de ce facteur, les frais ont augmenté d'environ 8 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, stimulée surtout par l'acquisition de Hudson par TD Banknorth et par la croissance des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

Le taux d'imposition réel de la Banque a été de 18,7 % pour le trimestre, contre 28,3 % au même trimestre de l'exercice précédent. Pour le même trimestre de l'exercice précédent, une charge fiscale de 138 millions de dollars relative à TD Waterhouse U.S.A. avait été comptabilisée aux fins de la restructuration du groupe de sociétés TD Waterhouse U.S.A., en vue de l'opération avec Ameritrade.

Le communiqué de presse sur les résultats du quatrième trimestre de 2006 de la Banque, en date du 8 décembre 2006, contient des renseignements détaillés sur les éléments à noter pour le trimestre, y compris une analyse des résultats trimestriels par secteur d'exploitation.

TABLEAU 12	RÉSULTATS TRIMESTRIELS							
	(en millions de dollars canadiens)							
	2006				2005			
	Trimestre terminé le				Trimestre terminé le			
	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier	31 octobre	31 juillet	30 avril	31 janvier
Revenu d'intérêts net	1 714 \$	1 623 \$	1 427 \$	1 607 \$	1 641 \$	1 563 \$	1 393 \$	1 411 \$
Autres revenus	1 580	1 665	1 691	1 797	1 442	1 535	1 517	1 395
Total des revenus	3 294	3 288	3 118	3 404	3 083	3 098	2 910	2 806
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	170	109	16	114	(15)	40	20	10
Gain sur dilution, montant net	-	-	(5)	1 564	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêts	2 187	2 147	2 103	2 290	2 203	2 577	2 057	1 945
Charge d'impôts sur les bénéfices	175	235	244	220	253	12	213	221
Participations sans contrôle	48	52	47	37	53	58	21	-
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	48	51	35	-	-	-	-	-
Bénéfice net – comme présenté	762	796	738	2 307	589	411	599	630
Rajustements pour les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	113	90	42	(1 472)	176	328	73	55
Bénéfice net – rajusté	875	886	780	835	765	739	672	685
Dividendes sur actions privilégiées	5	6	6	5	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté	870 \$	880 \$	774 \$	830 \$	765 \$	739 \$	672 \$	685 \$
(en dollars canadiens)								
Bénéfice de base par action								
– comme présenté	1,05 \$	1,10 \$	1,02 \$	3,23 \$	0,83 \$	0,58 \$	0,87 \$	0,96 \$
– rajusté	1,21	1,22	1,10	1,16	1,08	1,04	1,00	1,04
Bénéfice dilué par action								
– comme présenté	1,04	1,09	1,01	3,20	0,82	0,58	0,86	0,95
– rajusté	1,20	1,21	1,09	1,15	1,06	1,04	1,00	1,04
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	15,7 %	16,8 %	16,5 %	55,4 %	14,8 %	10,4 %	17,2 %	19,5 %
(en milliards de dollars canadiens)								
Actifs productifs moyens	321 \$	314 \$	318 \$	308 \$	304 \$	302 \$	279 \$	267 \$
Marge d'intérêt nette en pourcentage des actifs productifs moyens	2,12 %	2,05 %	1,84 %	2,07 %	2,14 %	2,05 %	2,05 %	2,10 %

## Description des activités

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des secteurs d'exploitation suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine.

Les **Services bancaires personnels et commerciaux au Canada** comprennent les services bancaires aux particuliers et aux entreprises que la Banque offre au Canada ainsi que les activités mondiales d'assurances de la Banque (à l'exclusion des États-Unis). Sous la bannière TD Canada Trust, les activités de détail offrent un éventail complet de produits et services financiers à environ 11 millions de personnes et de petites entreprises. Ces produits et services sont offerts – partout et en tout temps – par téléphone, par Internet, par plus de 2 400 guichets automatiques bancaires et par un réseau de 1 017 succursales réparties dans tout le pays. Les Services Bancaires Commerciaux TD répondent aux besoins des moyennes entreprises canadiennes en leur offrant une vaste gamme personnalisée de produits et services financiers, de placement, de gestion de trésorerie et de commerce international, sans oublier des produits et services bancaires courants. Sous les bannières TD Assurance et TD Meloche Monnex, la Banque propose une panoplie de produits d'assurances, notamment l'assurance habitation, auto, vie et soins de santé ainsi que la protection de crédit sur les produits de prêts de TD Canada Trust.

**Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.** La participation d'environ 57 % de la Banque dans TD Banknorth sert de point d'ancrage à nos activités de services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis. TD Banknorth offre des services financiers à plus de 1,5 million de ménages dans les États du nord-est et du centre du littoral de l'Atlantique des États-Unis. L'entreprise dont le siège social est situé à Portland (Maine) offre des services bancaires commerciaux, d'assurances, de gestion de patrimoine et des services bancaires hypothécaires de même que d'autres services financiers. TD Banknorth distribue ses produits et services par l'intermédiaire d'un réseau de 584 succursales et 754 guichets automatiques. Les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis de la Banque prendront de l'essor grâce au projet d'acquisition d'Interchange Financial Services Corporation en 2007. Cette acquisition ajoutera environ 1,3 milliard de dollars US d'actifs corporels et 1,2 milliard de dollars US de dépôts dans la région du New Jersey.

Les **Services bancaires en gros** servent une clientèle diversifiée, constituée de grandes entreprises, de gouvernements et de clients institutionnels sur les principaux marchés des capitaux du monde. Sous la bannière Valeurs Mobilières TD, les Services bancaires en gros offrent une vaste gamme de produits et services pour les marchés financiers et les placements, dont les suivants : prise ferme et distribution de nouvelles émissions d'actions et de titres de créance, fourniture de conseils sur les acquisitions et dessaisissements stratégiques, exécution d'opérations courantes et satisfaction des besoins de placement.

**Gestion de patrimoine** offre une vaste gamme de produits et services de placement sous différentes bannières à une clientèle vaste et diversifiée de particuliers et d'institutions dans le monde entier. Le secteur Gestion de patrimoine est l'un des plus importants gestionnaires d'actifs du Canada, selon la part de marché des actifs, et est formé d'un certain nombre d'entreprises de conseil, de distribution et de gestion d'actifs, y compris TD Waterhouse et Fonds mutuels TD. Les canaux de courtage à escompte de Gestion de patrimoine servent des clients au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Au Canada, Courtage à escompte, Planification financière et Services aux clients privés répondent aux besoins de différents groupes de clients de détail pendant toute la durée de leur cycle de placement.

Fonds mutuels TD est passée de la sixième à la quatrième position du classement de l'industrie et s'est classée au deuxième rang pour les ventes nettes de fonds communs de placement à long terme quatre années d'affiliée. À la clôture de l'exercice, Gestion de patrimoine avait des actifs administrés de 160 milliards de dollars et des actifs gérés de 151 milliards de dollars.

Le 24 janvier 2006, la Banque a réalisé l'opération de vente de son entreprise de courtage aux États-Unis, TD Waterhouse U.S.A., à Ameritrade. Dans le cadre de l'opération, TD Waterhouse Canada a acquis la totalité des activités de courtage d'Ameritrade au Canada.

Les autres activités commerciales de la Banque ne sont pas considérées comme des secteurs isolables et sont, par conséquent, regroupées au sein du secteur Siège social. Le secteur Siège social comprend les activités liées au portefeuille de prêts secondaires, l'incidence des programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, l'élimination de certains rajustements en équivalence fiscale et des économies fiscales au niveau de l'entreprise ainsi que les revenus, les frais et les impôts résiduels non répartis. Le portefeuille de prêts secondaires représente les comptes de prêt pour lesquels la Banque a établi que le rapport risque-rendement n'était pas satisfaisant. En conséquence, la Banque a considérablement liquidé ce portefeuille.

Les résultats de chaque secteur d'exploitation reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs liés aux activités du secteur. La Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après le bénéfice rajusté, le cas échéant, et, pour ces secteurs, elle indique que la mesure est rajustée. Pour de l'information détaillée, se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque». Pour de l'information sur les mesures du profit économique et du rendement du capital investi de la Banque, se reporter à la page 14. De l'information sectorielle est également présentée à la note 24 afférente aux états financiers consolidés de la Banque.

Le revenu d'intérêts net, surtout au sein des Services bancaires en gros, est présenté en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur des bénéfices non imposables ou exonérés d'impôt, tels les dividendes, est rajustée à sa valeur équivalente avant impôts. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs du revenu d'intérêts net avec celui d'institutions semblables. Le rajustement selon l'équivalence fiscale est présenté principalement dans les résultats du secteur Services bancaires en gros et est éliminé dans le secteur Siège social.

Les rubriques «Perspectives économiques» et «Perspectives et orientation pour 2007» figurant dans les pages qui suivent sont fondées sur les opinions de la Banque, et il n'y a aucune certitude quant aux résultats réels. Pour de l'information détaillée, voir la rubrique «Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs», à la page 11 et la section «Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs».

Bénéfice net par secteur d'exploitation  
(en pourcentage)

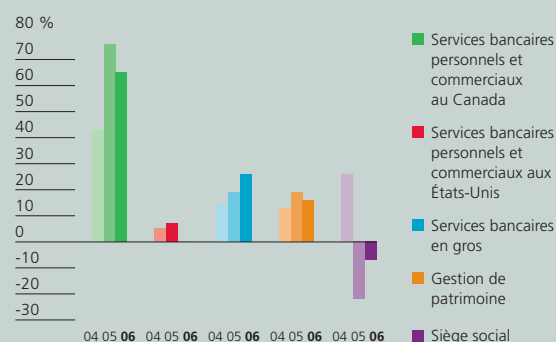




TABLEAU 13	RÉSULTATS SECTORIELS													
	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada			Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis			Services bancaires en gros			Gestion de patrimoine			Siège social	
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004	2006	2005	2006	2005	2004	2006	2005	2004	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net (perte d'intérêts nette)	4 879 \$	4 342 \$	4 154 \$	1 290 \$	705 \$	479 \$	977 \$	1 581 \$	377 \$	643 \$	492 \$	(654) \$	(659) \$	(454) \$
Autres revenus	2 573	2 361	2 066	490	299	1 792	1 011	615	1 883	2 103	2 098	1 554	115	104
Total des revenus	7 452	6 703	6 220	1 780	1 004	2 271	1 988	2 196	2 260	2 746	2 590	900	(544)	(350)
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	413	373	373	40	4	68	52	41	-	-	-	(112)	(374)	(800)
Frais autres que d'intérêts	4 086	3 773	3 650	1 087	549	1 312	1 325	1 289	1 575	2 083	2 047	667	1 052	1 021
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	2 953	2 557	2 197	653	451	891	611	866	685	663	543	345	(1 222)	(571)
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	987	855	747	222	161	262	189	278	242	231	191	(839)	(737)	(413)
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-	195	132	-	-	-	-	-	-	(11)	-	-
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-	-	-	147	-	-	(13)	-	-
Bénéfice net – comme présenté	1 966	1 702	1 450	236	158	629	422	588	590	432	352	1 182	(485)	(158)
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-	19	-	35	129	-	-	-	-	(1 281)	503	253
<b>Bénéfice net – rajusté</b>	<b>1 966 \$</b>	<b>1 702 \$</b>	<b>1 450 \$</b>	<b>255 \$</b>	<b>158 \$</b>	<b>664 \$</b>	<b>551 \$</b>	<b>588 \$</b>	<b>590 \$</b>	<b>432 \$</b>	<b>352 \$</b>	<b>(99) \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>95 \$</b>
(en milliards de dollars canadiens)														
Actifs pondérés en fonction des risques	65 \$	58 \$	57 \$	32 \$	25 \$	34 \$	33 \$	30 \$	5 \$	9 \$	9 \$	5 \$	4 \$	5 \$

## SOMMAIRE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

L'économie canadienne a été saine au cours de notre exercice 2006. Cette vigueur a été bénéfique surtout au secteur intérieur, le taux de chômage ayant été à son plus bas niveau en 30 ans et de solides gains salariaux ayant stimulé les dépenses de consommation. Les sociétés se sont rapidement mises à investir, profitant de la solide croissance de leurs bénéfices et de la baisse des coûts de l'outillage et du matériel importés une fois convertis en dollars canadiens. Le principal frein à la croissance économique a été le taux de change élevé qui s'est maintenu, entravant les exportations et entraînant d'importantes pertes d'emplois dans le secteur de la fabrication. La vigueur économique du pays a incité la Banque du Canada à hausser ses taux sept fois avant de marquer une pause à l'été de 2006, de sorte que les taux d'intérêt semblent avoir tombé à de bas niveaux par rapport aux moyennes passées.

L'économie américaine a connu une forte expansion en 2006, mais la situation économique et financière est devenue moins favorable pour les services bancaires en cours de l'exercice. Afin d'apaiser les craintes d'inflation, la Réserve fédérale américaine a haussé à 5,25 % le taux des fonds fédéraux, amenant une inversion soutenue de la courbe de rendement américaine qui a eu un effet de douche froide sur le marché surchauffé de l'habitation aux États-Unis. Par conséquent, la croissance économique a ralenti à la veille de 2007.

Pour l'avenir, le thème dominant du prochain exercice sera les retombées à retardement sur l'économie du Canada du ralentissement de l'économie américaine, notamment dans le secteur de l'habitation. Toutefois, nous croyons que l'économie américaine ne se dirige pas vers une récession. L'amélioration des bilans des sociétés ainsi que la concurrence féroce à l'échelle mondiale devraient encourager les sociétés à faire de nouveaux investissements. Les exportations américaines devraient continuer d'être attisées par la faiblesse du dollar américain, et le gouvernement américain ne montre aucun signe de compression de ses dépenses. La faiblesse dans le secteur de la consommation devrait aussi être contenue par un taux de chômage qui demeure bas, d'autres gains salariaux et la baisse des prix de l'énergie. Ainsi, la croissance économique des États-Unis devrait avoisiner les 2,1 % au cours de 2007, un recul par rapport au taux de 3,5 % en 2006.

Nous prévoyons que la faiblesse de l'économie américaine gênera les exportations canadiennes, mais l'économie intérieure restera vraisemblablement solide. Par conséquent, il faut s'attendre à un ralentissement de la croissance économique du Canada, qui ne dépassera guère 2 % au cours de notre exercice 2007. Le marché du travail canadien devrait demeurer fort, mais la création d'emplois se fera sans doute à un rythme plutôt modéré. Les perspectives comportent une importante dimension régionale, l'Ouest canadien dépassant la moyenne nationale et le Canada central se situant en dessous. Nous prévoyons que la Banque du Canada baissera les taux d'intérêt au printemps de 2007. Les rendements obligataires ont été établis dans une large mesure au cours du ralentissement économique, ce qui laisse croire que l'effet de baisse des taux d'intérêt à long terme est limité. Le dollar canadien devrait se situer en moyenne entre 85 et 90 cents US, la monnaie étant freinée par une diminution des prix des marchandises, mais soutenue par un affaiblissement du dollar américain.

## ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

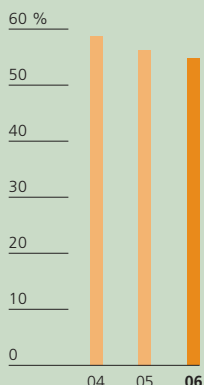
# Services bancaires personnels et commerciaux au Canada

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada comprennent les services bancaires aux particuliers et aux entreprises de la Banque au Canada, ainsi que les activités mondiales d'assurances de la Banque (à l'exclusion des États-Unis). Sous la bannière TD Canada Trust, les activités de détail offrent un éventail complet de produits et services financiers à environ 11 millions de personnes et de petites entreprises.

**54,8 %**

(en pourcentage)

**Ratio d'efficacité**



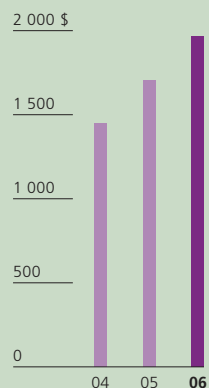
### Revenus

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005 <sup>2</sup>	2004
Assurances, déduction faite des réclamations	911 \$	835 \$	659 \$
Prêts immobiliers garantis	1 103	912	815
Services bancaires aux entreprises	1 538	1 441	1 308
Crédit à la consommation	1 460	1 262	1 190
Dépôts des particuliers	2 199	2 000	1 988
Autres <sup>1</sup>	241	253	260
<b>Total</b>	<b>7 452 \$</b>	<b>6 703 \$</b>	<b>6 220 \$</b>

**1 966 \$**

(en millions de dollars canadiens)

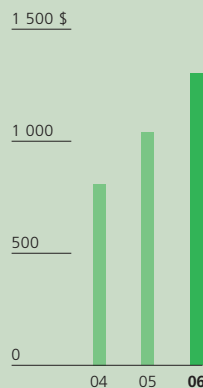
**Bénéfice net**



**1 303 \$**

(en millions de dollars canadiens)

**Profit économique**



<sup>1</sup> Les autres revenus comprennent les commissions internes sur les ventes de fonds communs de placement et d'autres produits de Gestion de patrimoine, les frais de change, les locations de coffrets de sûreté et les revenus tirés des autres services en succursale.

<sup>2</sup> Certains chiffres correspondants ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

## POINTS SAILLANTS

- Grâce à la hausse des marges induites par les dépôts et à celle des volumes pour la plupart des produits, les revenus se sont accrus de 11 %.
- En avril 2006, l'acquisition de VFC a marqué l'entrée de TD Canada Trust sur le marché du crédit à taux non préférentiel.
- Des investissements dans l'infrastructure, l'amélioration des processus et l'ouverture de 31 nouvelles succursales ont augmenté la capacité de vente et de service.
- Le secteur s'est hissé au premier rang du marché des dépôts à terme des particuliers et au deuxième rang du marché des prêts aux petites entreprises pour les prêts de moins de 250 000 \$, tout en conservant le premier rang pour les prêts aux particuliers et les dépôts sans terme.
- Toujours reconnu comme chef de file du secteur en matière d'excellence du service à la clientèle, comme en font foi les mentions suivantes :
  - Premier rang pour la satisfaction globale de la clientèle parmi les cinq grandes banques canadiennes, selon J.D. Power and Associates<sup>1</sup>;
  - Premier rang pour la qualité globale du service à la clientèle parmi les cinq grandes banques au pays, selon Synovate,<sup>2</sup> spécialistes en études de marché, pour la deuxième année de suite.
  - Seule institution financière à figurer au palmarès des dix marques les mieux gérées du Canada (Best Managed Canadian Brands) en 2006.<sup>3</sup>

## ENJEUX DE 2006

- En dépit de l'amélioration globale des marges, l'établissement de prix concurrentiels et la préférence des clients pour des prêts hypothécaires à taux fixes plus classiques et des produits de dépôt à rendement plus élevé ont entraîné une compression des marges de certains produits.
- Concurrence accrue des institutions financières autres que les cinq grandes banques, sur le marché des prêts hypothécaires résidentiels, des comptes d'épargne à rendement élevé et des dépôts à terme.
- Services bancaires aux entreprises et assurance – défi associé à l'embauche de personnel, particulièrement à des postes en relation directe avec les clients, afin de continuer à être en mesure de tirer parti des occasions de croissance.

## PROFIL DU SECTEUR

Les cinq grandes banques au pays et quelques solides joueurs régionaux se livrent une vive concurrence dans le secteur des services bancaires personnels et commerciaux au Canada. Compte tenu de cette concurrence entre les grandes banques et l'entrée de joueurs dans certains créneaux, il est devenu difficile de maintenir la croissance de la part de marché et d'en retirer des avantages concurrentiels distinctifs à long terme. Le raffinement accru de la clientèle et l'évolution de ses préférences ajoutent aux défis d'offrir de nouveaux produits pour répondre aux besoins de manière pratique et économique. La réussite continue est fonction non seulement d'un service à la clientèle exceptionnel, mais aussi de pratiques rigoureuses en matière de gestion des risques et de gestion des frais. L'industrie canadienne de l'assurance de dommages aux particuliers compte un nombre relativement important de joueurs ayant une part de marché limitée. Ces dernières années, le coût des réclamations exprimé en pourcentage des primes a diminué, ce qui a entraîné une forte augmentation de la rentabilité après un creux cyclique dans l'industrie en 2002. Le secteur de l'assurance de personnes au Canada et le marché de la réassurance à l'échelle internationale sont davantage regroupés, ne comptant que quelques grands joueurs.

<sup>1</sup>J.D. Power and Associates est une société mondiale de services d'information en marketing œuvrant dans des secteurs commerciaux clés, notamment les études de marché, les prévisions, les services conseils, la formation et la satisfaction de la clientèle. Fondé sur les réponses de 12 053 clients des services bancaires de détail, le sondage portait sur toutes les grandes institutions financières au Canada, soit les banques ou les caisses populaires. Pour l'ensemble du secteur, le taux de satisfaction globale est déterminé au moyen de six facteurs qui sont, par ordre d'importance : la manière d'effectuer les opérations; l'établissement du compte et les produits offerts; les installations; les relevés; les frais; et la résolution de problèmes.

## STRATÉGIE GLOBALE

La stratégie des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada est la même depuis cinq ans :

- Être reconnu pour une expérience client hors pair.
- Générer une croissance supérieure dans les secteurs sous-représentés.
- Maintenir un écart sain entre la croissance des revenus et celle des frais.
- Assurer un rendement supérieur en maintenant une croissance à deux chiffres des bénéfices.
- Être reconnu comme un employeur de choix.

## REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada ont déclaré un bénéfice record pour l'exercice 2006. Le bénéfice net de 1 966 millions de dollars pour l'exercice s'est accru de 264 millions de dollars ou 16 % par rapport à l'exercice précédent. Le rendement du capital investi a progressé, passant de 23,1 % il y a un an à 25,2 % en 2006, la croissance des bénéfices ayant dépassé la progression de 6 % du capital investi moyen. Le secteur des Services bancaires personnels et commerciaux au Canada a fortement contribué à la valeur pour les actionnaires en générant un profit économique de 1,3 milliard de dollars au cours de l'exercice, soit une hausse de 265 millions de dollars ou 26 % par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus ont grimpé de 749 millions de dollars ou 11 % en comparaison de l'exercice antérieur, principalement en raison d'une solide croissance du revenu d'intérêts net et des commissions. C'est surtout l'acquisition de VFC qui a contribué à la croissance des revenus à raison de 47 millions de dollars. Les principaux facteurs ayant contribué à la croissance interne des revenus ont été l'important accroissement des volumes de presque tous les produits de même que l'amélioration des marges induite par les dépôts à la faveur de taux d'intérêt plus élevés. La hausse des frais sur les opérations, l'accroissement global des comptes de dépôt et de carte de crédit et les mesures prises en vue d'établir de nouveaux prix concurrentiels ont aussi contribué largement à la croissance des revenus. Ces secteurs de croissance ont été en partie contrebalancés par la concurrence des prix dans le secteur des prêts immobiliers garantis et des dépôts commerciaux, par l'incidence des frais d'intérêts plus élevés sur les cartes de crédit et par le retrait progressif prévu d'une entente contractuelle visant la gestion d'un portefeuille de prêts pour le compte du gouvernement de la Colombie-Britannique.

En comparaison de l'exercice précédent, le volume moyen des prêts immobiliers garantis (y compris les titrisations) s'est accru de 11 milliards de dollars ou 10 %, le volume des prêts liés aux cartes de crédit, de 0,7 milliard de dollars ou 18 %, et le volume des dépôts de particuliers, de 5 milliards de dollars ou 5 %. Les dépôts d'entreprises ont progressé de 4 milliards de dollars ou 11 %, et les primes brutes d'assurance souscrites, de 185 millions de dollars ou 9 %. Les prêts personnels ont augmenté de 113 millions de dollars ou 1 %, et les prêts commerciaux et les acceptations, de 1 milliard de dollars ou 7 %. L'acquisition de VFC a ajouté 281 millions de dollars au volume de prêts.

La marge sur les actifs productifs moyens a progressé, passant de 2,96 % il y a un an à 3,04 %. La marge s'est améliorée de 0,02 % par suite de l'acquisition de VFC. Les marges se sont accrues sur les dépôts, surtout pour les produits d'épargne à rendement élevé, en raison de la hausse des taux d'intérêt au cours du premier semestre de l'exercice. Cette croissance a quelque peu été ralentie par un virage des clients vers des produits de dépôt à rendement moins élevé. La hausse du volume de prêts immobiliers garantis dont les marges sont moins élevées, proportionnellement à l'actif productif de revenu, a plutôt neutralisé l'amélioration globale des marges.

<sup>2</sup>Les résultats de Synovate proviennent d'un sondage réalisé entre le 14 juillet et le 15 août 2006 auprès d'un échantillon représentatif à l'échelle nationale de plus de 16 000 clients dans les banques et autres institutions financières partout au pays. Appelé « indice de service à la clientèle », ce sondage est réalisé par Synovate chaque année depuis 1987.

<sup>3</sup>L'étude menée auprès de 1000 dirigeants, cadres supérieurs et professionnels d'entreprises visait à évaluer les marques appartenant à des Canadiens ou créées au Canada. Le sondage a été effectué en ligne par The Strategic Counsel, en collaboration avec Cundari SFP, l'une des principales agences nord-américaines de conception et de gestion des images de marque et le magazine *Canadian Business*.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 40 millions de dollars ou 11 % par rapport à l'exercice précédent, l'acquisition de VFC représentant 18 millions de dollars de cette augmentation. La provision pour pertes sur créances s'est établie à 21 millions de dollars pour les prêts commerciaux et les prêts aux petites entreprises, en hausse de 2 millions de dollars par rapport à il y a un an, en raison d'une baisse des recouvrements de prêts commerciaux et des reprises de provision et d'une hausse des radiations. La provision pour pertes sur créances de 374 millions de dollars au titre des prêts personnels, compte non tenu de VFC, a augmenté de 20 millions de dollars en regard de l'exercice précédent, du fait principalement de la forte croissance du volume des cartes de crédit en 2006 et de la hausse des radiations de prêts personnels. La provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume des prêts est demeurée inchangée à 0,25 % par rapport au dernier exercice.

Les frais ont augmenté de 313 millions de dollars ou 8 % en comparaison de l'exercice précédent. L'acquisition de VFC a entraîné une croissance des frais de 14 millions de dollars. La hausse de la rémunération des employés et des investissements dans les nouvelles succursales et l'infrastructure a contribué à l'augmentation des frais. L'acquisition de VFC a ajouté 148 postes équivalents temps plein (ETP) par rapport à il y a un an. Les postes ETP ont augmenté en moyenne de 382 depuis le dernier exercice, par suite de l'ouverture de nouvelles succursales et de l'expansion de l'effectif de vente. Le ratio d'efficacité a été de 54,8 % pour l'exercice, ce qui représente une amélioration de 150 points de base par rapport à l'exercice précédent.

TABLEAU 14 SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AU CANADA			
(en millions de dollars canadiens)			
	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	4 879 \$	4 342 \$	4 154 \$
Provision pour pertes sur créances	413	373	373
Autres revenus	2 573	2 361	2 066
Frais autres que d'intérêts	4 086	3 773	3 650
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	2 953	2 557	2 197
Charge d'impôts sur les bénéfices	987	855	747
Bénéfice net – comme présenté	1 966	1 702	1 450
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–
Bénéfice net – rajusté	1 966 \$	1 702 \$	1 450 \$
<b>Principaux volumes et ratios</b>			
Moyenne des prêts et des acceptations (en milliards de dollars canadiens)	128 \$	117 \$	110 \$
Moyenne des dépôts (en milliards de dollars canadiens)	132 \$	124 \$	116 \$
Profit économique (en millions de dollars canadiens)	1 303 \$	1 038 \$	810 \$
Rendement du capital investi	25,2 %	23,1 %	20,4 %
Ratio d'efficacité	54,8 %	56,3 %	58,7 %
Marge sur les actifs productifs moyens <sup>1</sup>	3,04 %	2,96 %	3,05 %

<sup>1</sup> Y compris les actifs titrisés.

## PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

### Services bancaires aux particuliers

- Dépôts des particuliers – Bien que le marché soit de plus en plus concurrentiel en raison d'un certain nombre de nouveaux joueurs, la Banque a amélioré sa part de marché déjà dominante en 2006, déclassant le secteur grâce à la solide croissance des comptes-chèques et des dépôts à terme, tout en maintenant les volumes d'épargne. L'accent maintenu sur les comptes chèques actifs a entraîné une croissance annuelle de 4 %.
- Prêts à la consommation – Les volumes, compte non tenu des cartes de crédit, sont restés relativement inchangés et reflètent la croissance du portefeuille principal sous-jacent qui a compensé le retrait progressif prévu du programme de financement de l'Insurance Company of British Columbia. Le volume d'achat des cartes de crédit et les soldes impayés ont augmenté respectivement de 15 % et 18 % par rapport à l'exercice précédent.
- Crédit immobilier garanti – La vigueur du marché de l'immobilier a entraîné une augmentation des nouveaux prêts immobiliers, tandis que la fidélisation de la clientèle a continué à s'améliorer, dépassant même les sommets du dernier exercice. La croissance des volumes s'est maintenue légèrement au-dessous de la croissance estimative de l'industrie dans un contexte très concurrentiel.

### Services bancaires aux entreprises

- Services bancaires aux petites entreprises et services aux commerçants – L'orientation clients a entraîné une hausse de 5 % des nouveaux comptes de dépôt nets et des nouveaux emprunteurs en 2006.
- Services bancaires commerciaux – Le maintien d'un contexte favorable au crédit et l'investissement dans des ressources en relation directe avec les clients, de même que le rayon d'action des ventes se sont traduits par un volume plus élevé de prêts et une augmentation des emprunteurs. Les dépôts commerciaux poursuivent leur forte progression, dépassant le taux de croissance atteint en 2005. Au cours de l'exercice, la tendance favorable des pertes sur créances s'est maintenue, avec des pertes à un niveau inférieur aux taux historiques, tout comme en 2005.

### Assurance

- TD Meloche Monnex cherche à être la référence dans le secteur de l'assurance automobile et habitation des particuliers au Canada. Les primes se sont accrues de 7 % par rapport à 2005, ce qui lui a permis de conserver le premier rang du marché de l'assurance directe et le troisième rang sur le marché de l'assurance des particuliers. Le ratio sinistres-primes n'a que légèrement augmenté, passant de 68,6 % en 2005 à 69,3 % en 2006, grâce au maintien de saines pratiques de tarification et à un taux de sinistres stable. Les taux de perte ont augmenté en raison des réductions des taux des primes induites par la réglementation et la concurrence et de la pression inflationniste sur les frais liés aux sinistres.
- Groupe TD Vie, qui assure plus de 400 000 clients, est le chef de file en matière d'assurance en cas de maladie grave au Canada.



## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- La conjoncture économique devrait demeurer favorable au secteur des services bancaires personnels et commerciaux; toutefois, la croissance des prêts et des dépôts sera probablement plus modérée qu'au cours des dernières années.
- Les dépôts des particuliers devraient être soutenus par une bonne croissance du revenu personnel disponible. Les dépôts à terme devraient avoir un rendement supérieur à celui des dépôts de base, compte tenu de l'incidence des récentes hausses de taux annoncées par la Banque du Canada.
- Un ralentissement sur le marché de l'habitation au Canada aura probablement pour effet de modérer la croissance des prêts hypothécaires. Cependant, le rythme de progression devrait demeurer ferme et les prêts sur valeurs domiciliaires devraient dépasser les prêts hypothécaires classiques.
- Les dépenses de consommation devraient diminuer, particulièrement les achats de biens coûteux. Un ralentissement de la croissance des prêts personnels est donc prévu; toutefois, les prêts sur cartes de crédit devraient continuer à augmenter à un rythme intense.
- Les dépôts commerciaux seront probablement touchés par une croissance plus lente des revenus, bien qu'ils devraient continuer de s'accroître. Les dépôts à terme devraient progresser plus rapidement que les dépôts de base.
- Les investissements des entreprises devraient demeurer importants, ce qui maintiendra la demande de prêts commerciaux, quoique dans une moindre mesure qu'en 2006. Des stocks plus élevés et une croissance des revenus plus modérée peuvent également soutenir la progression des emprunts commerciaux, alors que la baisse de la confiance des entreprises devrait quelque peu la contenir.
- La conjoncture au chapitre des services bancaires personnels et commerciaux devrait être plus vigoureuse dans l'Ouest canadien.

## PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2007

La perspective de croissance des revenus demeure solide bien qu'elle soit un peu modérée par rapport à celle de l'exercice précédent, étant donné que les prévisions indiquent une stabilisation des taux d'intérêt. La croissance des volumes devrait être comparable à celle d'il y a un an, même si elle risque d'être victime d'un ralentissement économique induit par les États-Unis. La croissance des revenus tirera parti des investissements continus en marketing, de la simplification des processus de première ligne, de la formation du personnel des ventes, de l'amélioration de la productivité et des investissements dans de nouvelles succursales effectués au cours des dernières années. Les taux de provision pour pertes sur créances devraient demeurer stables, compte tenu des provisions pour crédit réelles découlant de la solide croissance des cartes de crédit au cours de l'exercice précédent, de l'incidence de VFC sur un exercice entier, de la baisse des recouvrements au titre des prêts commerciaux et de la hausse globale des volumes. Les frais liés à la poursuite des investissements dans les nouvelles succursales, le personnel, les systèmes et l'infrastructure en vue de maintenir le rythme de croissance des revenus seront inférieurs à ceux de l'exercice précédent. Les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada visent toujours à maintenir un écart sain entre la croissance des revenus et celle des frais. Les principales priorités pour 2007 sont les suivantes :

- Miser sur la qualité dominante de notre service à la clientèle par rapport au reste de l'industrie en continuant à investir dans la formation des employés et dans des programmes de perfectionnement.
- Tirer parti de la qualité de nos employés en bâtissant une culture fondée sur le souci de la performance.
- Être plus prompt à proposer des solutions d'affaires grâce à des processus d'affaires et une technologie simplifiés.
- Promouvoir et inculquer un esprit et un engagement communautaires à tous les échelons de l'entreprise.
- Continuer à tisser des liens avec un plus grand nombre de Canadiens et consolider nos relations avec nos clients actuels, et assurer une croissance des secteurs sous-exploités.

## ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

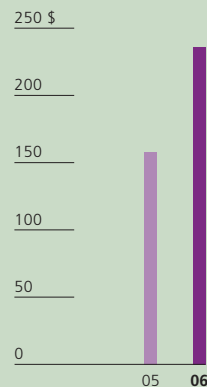
# Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis offre, sous la bannière TD Banknorth, une gamme complète de produits et de services bancaires, dont les services aux commerçants, les services aux particuliers, la gestion de patrimoine et les services d'organisme assureur.

**236 \$**

(en millions de dollars canadiens)

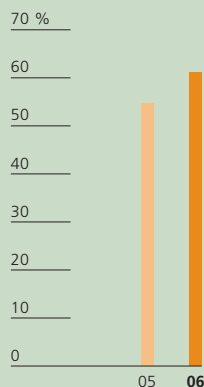
**Bénéfice net**



**61,1 %**

(en pourcentage)

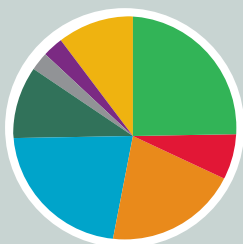
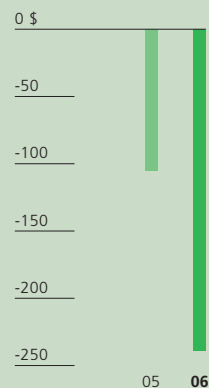
**Ratio d'efficacité**



**(239)\$**

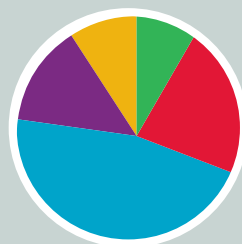
(en millions de dollars canadiens)

**Perte économique**



### Revenus

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005 <sup>1</sup>
● Prêts immobiliers commerciaux	644 \$	299 \$
● Prêts hypothécaires à l'habitation	186	136
● Crédit à la consommation (comprenant les prêts domiciliaires)	550	248
● Prêts commerciaux	562	196
● Trésorerie/siège social	250	199
● Assurances	62	38
● Gestion de patrimoine	74	45
● Frais liés aux chèques et frais bancaires	264	141
Déduire : Tranche des frais d'intérêts non répartis	(812)	(298)
<b>Total</b>	<b>1 780 \$</b>	<b>1 004 \$</b>



### Actifs<sup>1</sup>

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
● Prêts hypothécaires résidentiels	3 164 \$	3 632 \$
● Prêts à la consommation	8 347	6 984
● Prêts aux entreprises et aux gouvernements	17 186	12 555
● Compte de placement – valeurs mobilières	5 070	5 263
● Autres actifs	3 303	2 425
<b>Total</b>	<b>37 070 \$</b>	<b>30 859 \$</b>

<sup>1</sup> Exclusion faite des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

<sup>1</sup> Pour la période de sept mois allant du 1<sup>er</sup> mars 2005 au 30 septembre 2005.

## POINTS SAILLANTS

- Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 236 millions de dollars pour l'exercice. Le bénéfice net rajusté a été de 255 millions de dollars pour l'exercice, ce qui a donné lieu à un rendement du capital investi de 4,6 %.
- Réalisation de l'acquisition de Hudson le 31 janvier 2006 et conversion des clients de Hudson aux systèmes de TD Banknorth en mai 2006. Au moment de l'acquisition, Hudson avait des prêts totalisant 6 milliards de dollars et des dépôts totalisant 8 milliards de dollars.
- Lancement de notre campagne marketing «Bank Freely» dans les États du centre du littoral de l'Atlantique afin d'accroître la notoriété de la marque TD Banknorth.
- Pour 2006, le total des prêts avoisinait 27 milliards de dollars, le total des dépôts s'élevait à 30 milliards de dollars, et la marge sur les actifs productifs moyens était de 3,97 %.

## ENJEUX DE 2006

- Compression des marges causée par la montée des taux d'intérêt à court terme et l'aplatissement continu de la courbe des rendements.
- Maintien/croissance des dépôts de base.
- Décélération de la croissance des prêts commerciaux.
- Hausse des taux de radiation des prêts en regard des taux historiquement bas des dernières années.

## PROFIL DU SECTEUR

L'industrie des services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis est très concurrentielle pour tous les volets de nos activités. TD Banknorth subit une concurrence féroce des autres banques et institutions financières, notamment les caisses d'épargne, les sociétés de crédit, les coopératives d'épargne et de crédit ainsi que d'autres prestataires de services financiers comme les fonds du marché monétaire, les sociétés de courtage, les sociétés de crédit à la consommation et les sociétés d'assurances. TD Banknorth est l'une des plus grandes institutions financières du nord-est des États-Unis, mais les banques et les institutions financières avec qui elle rivalise possèdent des réseaux de succursales beaucoup plus importants, des gammes de services bancaires commerciaux plus étendues et des ressources plus considérables. Les facteurs clés de la rentabilité sont l'établissement et le maintien de relations durables avec les clients, une gestion des risques efficace, des prix raisonnables, l'utilisation de technologies pour fournir aux clients des produits et des services partout et en tout temps, l'expansion des activités rémunérées à la commission et le contrôle efficace des frais d'exploitation.

## STRATÉGIE GLOBALE

- Fournir des services de qualité supérieure aux clients par l'intermédiaire de tous les canaux.
- Accroître la notoriété de la marque TD Banknorth sur le marché.
- Se concentrer sur la croissance interne, pour ce qui est notamment des principaux comptes-chèques, des prêts commerciaux et des prêts aux petites entreprises, et des groupes de produits donnant droit à des commissions.
- Maintenir la grande qualité des actifs et la gestion rigoureuse des frais.
- À long terme, poursuivre la stratégie d'acquisition dans la région de la Nouvelle-Angleterre et dans d'autres créneaux sur le marché américain.

## REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis a constaté un bénéfice net comme présenté et un bénéfice net rajusté respectivement de 236 millions de dollars et 255 millions de dollars. L'élément à noter, retranché du bénéfice rajusté, était la quote-part de la Banque d'une perte avant impôts de 52 millions de dollars (34 millions de dollars après impôts) à la vente de 3 milliards de dollars de titres de placement dans le cadre d'une restructuration du bilan visant à atténuer le risque de taux d'intérêt associé au portefeuille de valeurs du compte de placement. Le bénéfice net rajusté a augmenté de 97 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent qui comprenait seulement sept mois de résultats d'exploitation. Outre un exercice complet de résultats d'exploitation, l'augmentation est attribuable à l'acquisition de Hudson le 31 janvier 2006. Les avantages de ces deux facteurs ont été pratiquement annulés en partie par une compression des marges, une hausse des provisions pour pertes sur créances et une augmentation des coûts liés aux fusions et aux regroupements. Le rendement annualisé du capital investi a été de 4,6 %, et la perte économique s'est établie à 239 millions de dollars.

Les revenus comme présentés ont atteint 1 780 millions de dollars, en hausse de 776 millions de dollars, ou 77 %, par rapport à 2005. Les revenus rajustés se sont établis à 1 832 millions de dollars, exclusion faite de la perte avant impôts de 52 millions de dollars (34 millions de dollars après impôts) liée à la charge de restructuration du bilan. Cette progression de 828 millions de dollars, ou 82 %, par rapport à 2005 est principalement attribuable à la comptabilisation des résultats sur un exercice complet et à l'acquisition de Hudson. La marge sur les actifs productifs moyens a reculé, passant de 4,11 % en 2005 à 3,97 % en 2006 en raison surtout de la concurrence pour les prêts et dépôts, d'une courbe de rendement plane et de dépôts à faible coût comportant une plus petite part du total des dépôts. La concurrence pour les prêts et dépôts a été vive toute l'année, et les taux de croissance ont ralenti.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 40 millions de dollars, en forte hausse par rapport à l'exercice précédent. Bien que la qualité des actifs demeure très bonne, les radiations ont augmenté au cours de l'exercice, les radiations nettes à l'exercice précédent ayant été très basses.

Les frais ont bondi à 1,09 milliard de dollars, en hausse de 538 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'inclusion des résultats d'un exercice complet, de l'acquisition de Hudson et de la hausse des coûts liés aux fusions et regroupements. Le nombre moyen de postes ETP a été de 8 483, comparativement à 7 284 à l'exercice précédent, principalement par suite de l'acquisition de Hudson. Le ratio d'efficacité pour l'exercice a atteint 61,1 %, comparativement à 54,7 % à l'exercice précédent. La hausse du ratio d'efficacité est surtout attribuable aux revenus inférieurs découlant d'une compression des marges, à l'augmentation des dépenses de publicité et à un accroissement des coûts liés aux fusions et aux regroupements.

Le 13 avril 2006, TD Banknorth a annoncé qu'elle avait conclu une entente définitive portant sur l'acquisition d'Interchange Financial Services Corporation («Interchange») pour une contrepartie au comptant d'environ 480 millions de dollars US. Interchange possède 30 succursales bancaires dans l'État du New Jersey. L'acquisition devrait être réalisée en janvier 2007.

TABLEAU 15 SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AUX ÉTATS-UNIS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005 <sup>1</sup>
Revenu d'intérêts net	1 290 \$	705 \$
Provision pour pertes sur créances	40	4
Autres revenus	490	299
Frais autres que d'intérêts	1 087	549
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	653	451
Charge d'impôts sur les bénéfices	222	161
Participations sans contrôle dans les filiales	195	132
Bénéfice net – comme présenté	236	158
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices <sup>2</sup>	19	–
Bénéfice net – rajusté	255 \$	158 \$
<b>Principaux volumes et ratios</b>		
Moyenne des prêts et des acceptations (en milliards de dollars canadiens)	27 \$	24 \$
Moyenne des dépôts (en milliards de dollars canadiens)	30 \$	27 \$
Perte économique (en millions de dollars canadiens)	(239) \$	(105) \$
Rendement du capital investi	4,6 %	5,4 %
Rendement sur l'avoir corporel en actions ordinaires <sup>3,4</sup>	29,0 %	29,3 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	61,1 %	54,7 %
Ratio d'efficacité – rajusté	62,9 %	54,7 %
Marge sur les actifs productifs moyens	3,97 %	4,11 %

<sup>1</sup> Pour la période de sept mois allant du 1<sup>er</sup> mars 2005 au 30 septembre 2005.

<sup>2</sup> Les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, comprennent ce qui suit : en 2006 – 19 millions de dollars liés à l'imputation pour restructuration du bilan.

<sup>3</sup> Le rendement de l'avoir corporel est comme présenté séparément par TD Banknorth.

<sup>4</sup> Le rendement de l'avoir corporel en actions ordinaires pour 2005 est fondé sur les résultats de TD Banknorth pour son exercice 2005 complet, comme présentés séparément par TD Banknorth.

## PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

### Services bancaires à la collectivité

Le volet des services bancaires à la collectivité offre un large éventail de produits et de services financiers aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements par l'intermédiaire de succursales, de services bancaires par téléphone et de services bancaires par Internet. Les produits et les services comprennent les prêts et les services de prêts au secteur de l'immobilier commercial, aux entreprises commerciales, au secteur de l'immobilier résidentiel et aux consommateurs ainsi qu'une gamme complète de produits de dépôt aux particuliers, aux entreprises et aux gouvernements, notamment les comptes-chèques, les comptes d'épargne, les produits du marché monétaire, les placements à terme, les services aux commerçants et les produits de gestion de trésorerie conçus pour répondre aux besoins des clients.

Les revenus bruts du volet des services bancaires à la collectivité, qui englobent la plupart des revenus de TD Banknorth, ont totalisé 2,5 milliards de dollars, sur un volume moyen de prêts de 27 milliards de dollars et un volume moyen de dépôts de 30 milliards de dollars. L'acquisition de Hudson, les frais liés aux chèques et les frais bancaires, ainsi que la grande qualité des actifs ont favorisé le rendement.

### Gestion de patrimoine et services de conseil en placement

Le volet de gestion de patrimoine offre des services consultatifs en gestion de patrimoine, en gestion de placements et en placement aux particuliers et aux entreprises. Les revenus du volet de gestion de patrimoine se sont élevés à 74 millions de dollars pour l'exercice, comparativement à 45 millions de dollars pour les sept mois terminés le 30 septembre 2005. Ce volet avait des actifs gérés (incluant des placements discrétionnaires et confiés en garde) qui totalisaient 17,3 milliards de dollars au 30 septembre 2006, comparativement à 16,7 milliards de dollars au 30 septembre 2005.

### Organisme assureur

Le volet des services d'organisme assureur fournit des produits et des services d'assurance aux particuliers et aux entreprises, dont l'assurance habitation, l'assurance automobile, l'assurance de dommages aux particuliers et les avantages sociaux. Il est l'un des organismes assureurs les plus importants dans le nord-est des États-Unis. Les revenus du volet des services d'organisme assureur, surtout composés de commissions sur les ventes de produits d'assurance, ont totalisé 62 millions de dollars pour l'exercice, en regard de 38 millions de dollars pour les sept mois terminés le 30 septembre 2005.

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- L'économie américaine devrait connaître un ralentissement de milieu de cycle dans les prochains trimestres, qui touchera vraisemblablement les États du nord-est américain.
- C'est dans les secteurs de l'habitation et des dépenses de consommation que la faiblesse de l'économie se fera probablement le plus sentir, en raison d'une baisse de la demande de prêts hypothécaires et de prêts personnels.
- Avec le resserrement continu du marché du travail, le revenu personnel devrait croître plus rapidement que l'inflation.
- L'essoufflement de l'économie limitera probablement les revenus des entreprises, ce qui aura une incidence sur la croissance des dépôts commerciaux.
- Les investissements dans le matériel et l'outillage devraient ralentir, mais demeurer solides. Des conditions économiques difficiles pourraient stimuler la demande de financement sur stocks.
- La faiblesse de l'économie devrait être passagère, et la conjoncture devrait s'améliorer au cours de 2007 et être plus favorable aux services bancaires dans les derniers trimestres de 2007 et en 2008.

## PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2007

**TD Banknorth prévoit miser sur ses forces pour offrir à ses clients un service de qualité supérieure et prendre des décisions rapidement à l'échelle locale. Les marges d'intérêt nettes pourraient continuer de subir des pressions jusqu'à ce que la courbe des rendements remonte. Les provisions pour pertes sur créances demeurent basses par rapport aux sommets historiques et devraient augmenter pour atteindre environ 17 millions de dollars par trimestre. Les revenus tirés des commissions et les frais d'exploitation devraient croître modérément. Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis vise une croissance durable de ses bénéfices avec le temps. Les grandes priorités pour 2007 sont les suivantes :**

- Sous réserve de la réalisation de l'entente d'acquisition, intégrer Interchange au sein de l'organisation TD Banknorth, repositionner la marque d'Interchange dans tous les emplacements et atteindre des objectifs de croissance des revenus et de réduction des coûts après l'acquisition.
- Stimuler la croissance interne des prêts commerciaux et des dépôts de base, tout en conservant la grande qualité des actifs et en maintenant des prix concurrentiels.
- Gérer les frais afin de soutenir un levier d'exploitation positif.
- Améliorer l'efficacité en rationalisant les processus d'affaires clés.
- Optimiser le réseau de succursales.



ANALYSE DES SECTEURS D'EXPLOITATION

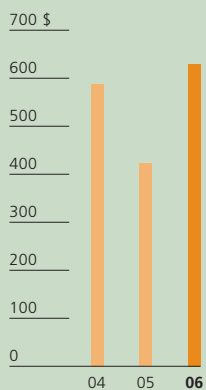
# Services bancaires en gros

Les Services bancaires en gros servent une clientèle diversifiée constituée de grandes entreprises, de gouvernements et de clients institutionnels sur les principaux marchés des capitaux du monde.

**629 \$**

(en millions de dollars canadiens)

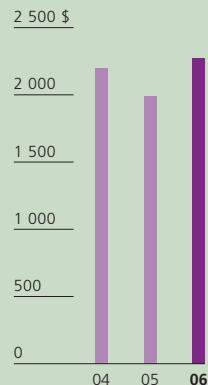
**Bénéfice net**



**2 271 \$**

(en millions de dollars canadiens)

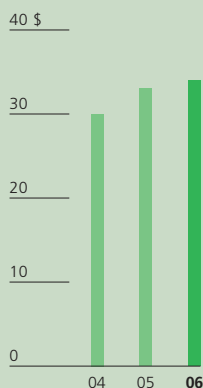
**Total des revenus**



**34 \$**

(en milliards de dollars canadiens)

**Actifs pondérés en fonction des risques**



**Revenus**

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
● Services bancaires aux grandes entreprises	287 \$	266 \$	303 \$
● Services bancaires de placement et marchés financiers	1 621	1 467	1 594
● Placements en actions	363	255	299
<b>Total</b>	<b>2 271 \$</b>	<b>1 988 \$</b>	<b>2 196 \$</b>

## POINTS SAILLANTS

- Le bénéfice comme présenté a grimpé de 49 %, et le bénéfice rajusté, de 21 % par rapport à l'exercice précédent.
- Le rendement du capital investi a atteint 28 %, contre 22 % pour l'exercice précédent.
- Progression vers l'objectif de se hisser au rang des trois plus grands courtiers au Canada :
  - n° 1 – négociation de blocs d'actions
  - n° 1 – négociation d'instruments à taux fixe
  - n° 2 – prise ferme d'instruments à taux fixe
  - n° 3 – prise ferme d'actions (grâce entièrement au syndicataire chef de file)
  - n° 3 – fusions et acquisitions (au sein du groupe de pairs canadiens)
- De solides gains ont été réalisés sur les placements en valeurs mobilières du portefeuille de placements et les gains latents se sont accrues par rapport à l'exercice précédent.
- Les activités de restructuration dans le secteur mondial des produits structurés ont été terminées.
- Le profil du risque de crédit est resté bas.

## ENJEUX DE 2006

- La fin des activités de restructuration dans le secteur mondial des produits structurés a eu une incidence défavorable sur le bénéfice.
- Contraction des marges sur les prêts.
- Compression des coûts sans compromettre la bonne marche des affaires et l'excellence opérationnelle.

## PROFIL DU SECTEUR

Au Canada, les services bancaires en gros forment un secteur parvenu à maturité où se livre une vive concurrence entre les banques canadiennes, les grandes banques d'affaires mondiales et, dans une moindre mesure, des banques et des courtiers en valeurs à petit créneau. Pour tenir tête à la concurrence, il faut offrir des ensembles de solutions et de produits, dont l'élément crédit se révèle souvent le cœur de la relation avec le client. En outre, il faut mettre des compétences internationales au service des sociétés canadiennes dont le rayon d'action est mondial. Il y a des possibilités de plus en plus nombreuses pour une banque de gros qui a, tant pour ses produits que pour ses régions, des solutions et des idées innovatrices.

## STRATÉGIE GLOBALE

- Se classer parmi les trois principaux courtiers au Canada :
  - Garder le premier rang sur le marché en matière de négociation de blocs d'actions et d'instruments à taux fixe et le second rang à l'égard de la prise ferme d'instruments à taux fixe.
  - Hausser notre part des revenus de l'industrie liés à la prise ferme d'actions et aux fusions et aux acquisitions.
  - Rehausser prudemment le niveau du crédit à l'appui de notre troisième stratégie visant à devenir l'un des trois plus grands et continuer à se protéger au moyen de swaps sur défaillance de crédit.
  - Maintenir l'appui fourni à l'entreprise canadienne à l'égard des offres de produits et de services dans des créneaux aux États-Unis, en Europe et en Asie.
- Augmenter les activités de négociation pour compte sur les marchés liquides et sous-exploités.
- Atteindre un taux de rendement attrayant du portefeuille de placements en valeurs pour les placements de moyen à long terme.

## REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le bénéfice net comme présenté s'est établi à 629 millions de dollars en 2006, en hausse de 207 millions de dollars par rapport aux 422 millions de dollars en 2005. Le bénéfice net rajusté s'est élevé à 664 millions de dollars en 2006, soit une augmentation de 113 millions de dollars en regard de 551 millions de dollars pour l'exercice précédent.

Le rendement du capital investi pour 2006 s'est établi à 28 %, contre 22 % pour l'exercice antérieur. Le profit économique pour l'exercice a été de 390 millions de dollars en comparaison de 229 millions de dollars en 2005.

Les revenus des Services bancaires en gros sont surtout tirés des opérations sur les marchés financiers et des activités des services bancaires de placement, des placements et des services bancaires aux grandes entreprises. Les revenus pour l'exercice ont atteint 2 271 millions de dollars, contre 1 988 millions de dollars pour l'exercice précédent. Les revenus tirés des activités des services bancaires de placement et des opérations sur les marchés financiers ont monté par rapport à ceux de l'exercice précédent, qui comprenaient une perte de 153 millions de dollars liée à la réduction de la valeur estimative et à la sortie de certains portefeuilles de dérivés structurés. Compte non tenu de la perte de 153 millions de dollars en 2005, les revenus des services bancaires de placement et des marchés financiers sont demeurés semblables d'un exercice à l'autre, étant donné que le solide revenu de négociation de monnaies étrangères et la croissance importante des revenus tirés des commissions sur actions et des revenus provenant des fusions et acquisitions ont été contrebalancés par un repli des revenus de négociation tirés des taux d'intérêt et du crédit et des revenus dégagés des prises fermes d'actions et de titres de créance. Les revenus tirés des portefeuilles de placements en valeurs ont monté en raison de l'augmentation des gains sur placements en valeurs mobilières. Le revenu des services bancaires aux grandes entreprises a monté surtout par suite de la croissance du portefeuille de crédit.

Les provisions pour pertes sur créances se sont élevées à 68 millions de dollars pour 2006, en hausse de 16 millions de dollars, en regard de 52 millions de dollars pour 2005. Les provisions pour pertes sur créances du secteur Services bancaires en gros englobent les provisions pour prêts douteux et les coûts de la protection de crédit. La variation de la valeur marchande de la protection de crédit, en sus des coûts courus, est incluse dans le secteur Siège social. Les coûts courus pour protéger le crédit dans les Services bancaires en gros en 2006 se sont établis à 48 millions de dollars, contre 52 millions de dollars en 2005.

La protection de crédit des Services bancaires en gros s'élève à 2,9 milliards de dollars à l'égard du portefeuille de prêts, soit une baisse de 0,3 milliard de dollars depuis la fin de l'exercice précédent. Les Services bancaires en gros continuent à gérer de façon proactive leur risque de crédit par la gestion active du portefeuille de protection de crédit.

Les actifs pondérés en fonction des risques des Services bancaires en gros se sont établis à 34 milliards de dollars pour l'exercice, soit une augmentation de 1 milliard de dollars. Cette augmentation s'explique essentiellement par un accroissement des prêts aux entreprises.

Les frais ont été de 1 312 millions de dollars, contre 1 325 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à la baisse de la charge de rémunération sous l'effet des réductions d'effectif, en raison du retrait complet des activités du secteur mondial des produits structurés, partiellement contrebalancée par des coûts de restructuration plus élevés.

TABLEAU 16	SERVICES BANCAIRES EN GROS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	479 \$	977 \$	1 581 \$
Provision pour pertes sur créances	68	52	41
Autres revenus	1 792	1 011	615
Frais de restructuration	50	43	(7)
Frais autres que d'intérêts	1 262	1 282	1 296
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	891	611	866
Charge d'impôts sur les bénéfices	262	189	278
Bénéfice net – comme présenté	629	422	588
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices <sup>1</sup>	35	129	–
Bénéfice net – rajusté	664 \$	551 \$	588 \$
<b>Principaux volumes et ratios</b>			
Actifs pondérés en fonction des risques (en milliards de dollars canadiens)	34 \$	33 \$	30 \$
Profit économique (en millions de dollars canadiens)	390 \$	229 \$	278 \$
Rendement du capital investi	27,9 %	22,3 %	24,7 %
Ratio d'efficacité – comme présenté	57,8 %	66,6 %	58,7 %
Ratio d'efficacité – rajusté	55,6 %	59,9 %	58,7 %

<sup>1</sup> Les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, comprennent ce qui suit : en 2006 – 35 millions de dollars rattachés à l'imputation pour restructuration; en 2005 – 100 millions de dollars liés à une perte sur des portefeuilles de dérivés structurés et 29 millions de dollars rattachés à l'imputation pour restructuration.

## PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

### Services bancaires de placement et marchés financiers

• Les revenus tirés des services bancaires de placement et des marchés financiers, qui comprennent les services de conseil, de prise ferme, de négociation, de facilitation et d'exécution ont monté de 10 % pour s'établir à 1 621 millions de dollars en 2006 par rapport à 1 467 millions de dollars en 2005.

### Placements en actions

• Le portefeuille de placements en actions, formé d'actions de sociétés ouvertes et privées, a produit de solides résultats dans l'ensemble en 2006, soit des revenus de 363 millions de dollars, en hausse de 42 % par rapport aux résultats de 255 millions de dollars de 2005. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des gains sur les placements en valeurs mobilières.

### Services bancaires aux grandes entreprises

• Les revenus tirés des services bancaires aux grandes entreprises, qui comprennent les prêts aux entreprises, le financement commercial et les services de gestion des liquidités, ont augmenté de 8 %, passant de 266 millions de dollars en 2005 à 287 millions de dollars en 2006. Cette augmentation tient surtout à la hausse du revenu d'intérêts net sur les dépôts bancaires correspondants et d'un plus grand volume de prêts.

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- La situation économique devrait être propice à une demande durable de services relatifs aux marchés financiers et de services de placement en 2007.
- Les emprunts des sociétés seront vraisemblablement freinés par une baisse de la confiance des entreprises. Toutefois, les investissements des sociétés devraient demeurer robustes et il sera de plus en plus difficile pour les entreprises de financer des investissements à même leurs fonds internes.
- Le maintien de taux d'intérêt relativement bas devrait également être encourageant pour les emprunts des entreprises.
- Le rythme des opérations de fusion et d'acquisition pourrait ralentir, mais les liquidités élevées de nombreuses sociétés laissent anticiper que le niveau d'activité demeurera ferme.
- Les conditions de crédit devraient faiblir légèrement. Cependant, les solides bilans des entreprises devraient limiter la tendance.
- Il est peu probable que les marchés boursiers produisent des gains de plus de 10 % comme ces dernières années, et les rendements obligataires devraient avoisiner tout au plus 5 %.

## PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2007

En 2007, les Services bancaires en gros continueront à mettre l'accent sur les relations avec les clients au Canada, en élargissant leur gamme de produits et de services et en visant l'excellence opérationnelle. Ce secteur devrait dégager un solide rendement du capital investi en 2007, tout en réduisant son profil de risque avec la fin du repositionnement des activités délaissées.

L'entreprise canadienne a tiré parti, en 2006, de la vigueur des marchés boursiers et d'une conjoncture favorable pour le marché du crédit. Les principales priorités pour 2007 sont les suivantes :

- Garder le cap sur l'objectif de se hisser au rang des trois plus grands courtiers au Canada.
- Rechercher les occasions d'augmenter les activités de négociation pour compte des marchés liquides et sous-exploités.
- Maintenir un taux de rendement supérieur du capital investi.
- Améliorer le ratio d'efficacité par une gestion plus rigoureuse des frais.

# Gestion de patrimoine

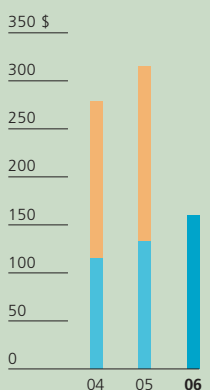
Gestion de patrimoine offre une vaste gamme de produits et de services de placement sous différentes marques à une clientèle vaste et diversifiée de particuliers et d'institutions dans le monde entier.

**160 \$**

(en milliards de dollars canadiens)

**Actifs administrés<sup>2</sup>**

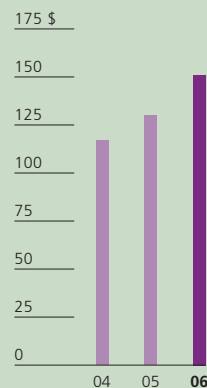
- TD Waterhouse U.S.A.
- Gestion de patrimoine au Canada



**151 \$**

(en milliards de dollars canadiens)

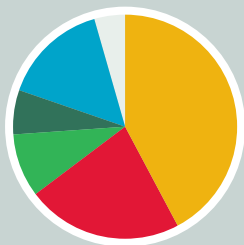
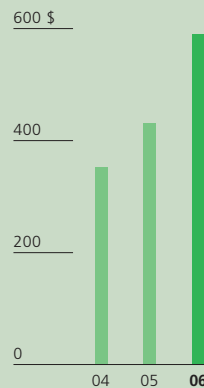
**Actifs gérés<sup>1</sup>**



**590 \$**

(en millions de dollars canadiens)

**Bénéfice net**



**Revenus<sup>3</sup>**

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
● Courtage à escompte	954 \$	1 621 \$	1 611 \$
● Fonds communs de placement	512	427	381
● Groupe Services aux clients privés	208	187	167
● Gestion de placements	143	117	103
● Conseils de placement privés	348	333	291
○ Planification financière	95	61	37
<b>Total</b>	<b>2 260 \$</b>	<b>2 746 \$</b>	<b>2 590 \$</b>

<sup>1</sup> Actifs gérés : Actifs appartenant aux clients, gérés par la Banque, pour lesquels la Banque choisit des placements au nom des clients (selon une politique de placement). En plus de la famille de fonds communs de placement TD, la Banque gère des actifs au nom de particuliers, de caisses de retraite, de sociétés, d'institutions, de fonds de dotation et de fondations. Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque.

<sup>2</sup> Actifs administrés : Actifs appartenant aux clients pour lesquels la Banque fournit des services de nature administrative, comme la perception du revenu de placement et la transmission des ordres des clients (après sélection du placement par les clients). Ces actifs ne sont pas constatés au bilan consolidé de la Banque. La baisse des actifs administrés en 2006 tient surtout à la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade.

<sup>3</sup> Certains revenus sont présentés déduction faite des cessions internes.



## POINTS SAILLANTS

- Les actifs gérés de Gestion de patrimoine ont progressé de 21 milliards de dollars ou 16 % par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des nouvelles ventes et de l'essor du marché. Les actifs administrés, exclusion faite de l'incidence de TD Waterhouse U.S.A., se sont accrus de 27 milliards de dollars ou 20 % en regard de 2005, surtout sous l'effet de l'augmentation de l'effectif de vente, des nouveaux actifs nets de clients et de l'expansion du marché.
- Le bénéfice net record de 590 millions de dollars, en hausse de 37 % par rapport à 2005, est attribuable à la croissance de toutes les activités.
- TD Ameritrade et TD Waterhouse U.S.A. ont apporté 180 millions de dollars aux bénéfices de 2006, en regard d'un apport aux bénéfices de 108 millions de dollars pour TD Waterhouse U.S.A. à l'exercice précédent.
- Les activités canadiennes de Gestion de patrimoine ont ajouté 145 conseillers qui rencontrent directement les clients, dépassant ainsi leur cible de 130 conseillers.
- Fonds mutuels TD est passé du sixième au quatrième rang de l'industrie, et a atteint pour la quatrième année de suite le deuxième rang de l'industrie pour ce qui est des ventes nettes de 3,3 milliards de dollars.
- Les activités de courtage à escompte ont lancé une plateforme de négociation pour investisseurs actifs au Canada à l'intention des clients assidus.
- Dans les secteurs sous-exploités, notamment les canaux de services de conseil, d'excellents progrès ont été enregistrés sur le plan des investissements, marquant des bénéfices records grâce tant aux nouveaux conseillers qu'à la croissance des actifs.
- Après plusieurs années de pertes, les activités au Royaume-Uni ont été rentables tout au long de l'exercice, du fait essentiellement des acquisitions ciblées et du contrôle rigoureux des coûts.

## ENJEUX DE 2006

- Les revenus de commissions ont continué à souffrir de la concurrence sur les prix, au Canada et aux États-Unis. La hausse des volumes de négociation, l'amélioration des rendements et l'augmentation des soldes sur marge et de dépôts ont plus qu'annulé les baisses de prix.
- Au Canada et aux États-Unis, les marchés financiers ont été instables à divers moments de l'année étant donné les craintes des investisseurs quant à la tendance des taux d'intérêt et à l'inflation et, au Canada, quant à la volatilité des prix de l'énergie et des ressources. Le ralentissement du marché des nouvelles émissions, du fait de ces défis, a joué sur les perspectives de croissance des revenus de nos activités de courtage à escompte et de courtage traditionnel.

## PROFIL DU SECTEUR

L'industrie de la gestion de patrimoine en Amérique du Nord est vaste, diversifiée et très concurrentielle. La rentabilité est tributaire de la concurrence sur les prix, de la capacité d'attirer et de garder des actifs de clients, et de la volatilité du marché. Faire en sorte que la croissance des revenus dépasse la croissance des frais demeure un objectif clé pour toute l'industrie. Améliorer et étendre les activités est toujours une priorité pour faire progresser les bénéfices. La gestion des coûts est un facteur de succès critique pour l'industrie, et la vague de regroupements se poursuit dans le secteur de la gestion de patrimoine. Les principaux événements survenus en 2006 sont les suivants :

- L'industrie a tiré parti d'une solide croissance des ventes de fonds communs de placement à long terme et de la forte augmentation des actifs dans les canaux de distribution. Les grandes banques canadiennes exercent de plus en plus d'influence sur l'industrie des fonds communs de placement en améliorant leurs canaux de distribution.
- Au Canada et aux États-Unis, la concurrence féroce sur les prix a freiné les revenus tirés du courtage à escompte, mais cet effet s'est retrouvé en partie estompé par le fort niveau des volumes de négociation.
- Les marchés financiers d'Amérique du Nord ont été tantôt florissants tantôt volatils au cours de l'exercice, ce qui a nourri une certaine inquiétude à court terme parmi les investisseurs.

Les tendances à long terme sont encourageantes pour l'industrie de la gestion de patrimoine, certains avantages devant provenir des babyboomers, qui avancent en âge.

## STRATÉGIE GLOBALE

La stratégie de Gestion de patrimoine, qui est demeurée la même ces dernières années, se résume ainsi :

- Développer une organisation intégrée de prise en charge d'actifs, axée sur les clients.
- Poursuivre l'exploitation des créneaux sous-exploités à un taux de croissance supérieur à la moyenne.
- Promouvoir les marques Patrimoine de TD Waterhouse et de Fonds mutuels TD comme des services de conseil de premier ordre et de confiance.
- Concevoir une suite de produits, de services et de solutions de classe supérieure pouvant combler les besoins de chaque segment de clientèle.
- Renforcer la technologie pour améliorer l'architecture des systèmes de service à la clientèle et pour hausser l'efficacité opérationnelle.
- Miser sur la solide relation tissée avec les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada afin que les clients recommandés par ces derniers soient servis par le meilleur canal de distribution possible de Gestion de patrimoine.

## REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

Le bénéfice net de Gestion de patrimoine a été de 590 millions de dollars pour 2006, en regard de 432 millions de dollars en 2005, soit une hausse de 37 % attribuable à la participation dans TD Ameritrade et à la croissance de toutes les activités du secteur. Le rendement du capital investi a atteint 20 % pour l'exercice, contre 16 % en 2005. Le profit économique de 2006 s'est établi à 257 millions de dollars, une amélioration appréciable de 141 millions de dollars par rapport à 2005.

Les revenus totaux ont reculé de 486 millions de dollars en regard de 2005 pour s'établir à 2 260 millions de dollars, principalement du fait de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade, dont l'effet a été réduit en partie par de meilleurs résultats de la part des activités canadiennes. Au Canada, le revenu d'intérêts a augmenté, étant donné la hausse des soldes sur marge et des dépôts de clients ainsi que l'amélioration des marges. La croissance des autres revenus de Gestion de patrimoine au Canada provient de la progression des revenus tirés des opérations et de la hausse des frais de gestion de fonds communs de placement engendrée par l'augmentation des actifs. Dans le volet des fonds communs de placement, les frais de gestion ont grimpé à la suite de la croissance de 17 % des actifs et de la pondération plus élevée, dans le portefeuille, des catégories de fonds qui produisent plus de revenus, tandis que la hausse des actifs administrés a produit de meilleurs résultats pour les volets de la planification financière et des conseils de placement privés. Les revenus tirés du courtage à escompte ont augmenté, propulsés par la montée des volumes sur marge et la croissance de 37 % des volumes de négociation, atténués en partie par une baisse des commissions par opération.

Les frais ont été de 1 575 millions de dollars en 2006, en baisse de 508 millions de dollars par rapport à 2005, surtout du fait de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Cette baisse a été contrebalancée en partie par les paiements plus élevés de commissions de suivi aux vendeurs de fonds communs de placement de la Banque et l'augmentation de la rémunération de l'effectif de vente de conseils de placement privés et de planification financière. Le ratio d'efficacité s'est amélioré de 6,2 % pour s'établir à 69,7 % en regard de l'exercice précédent.

Les actifs gérés, qui atteignaient 151 milliards de dollars au 31 octobre 2006, marquent une augmentation de 21 milliards de dollars ou 16 % par rapport au 31 octobre 2005 entraînée par la progression du marché et par les fortes ventes de fonds communs de placement. L'incidence de la progression du marché sur les actifs gérés a été d'environ 6 %. Les actifs administrés totalisaient 160 milliards de dollars à la clôture de l'exercice, soit 155 milliards de dollars ou 49 % de moins qu'au 31 octobre 2005, surtout par suite de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade. Le repli des actifs administrés a été corrigé en partie par la croissance marquée des actifs au pays, principalement attribuable à l'ajout de nouveaux actifs nets dans tous les secteurs, de même qu'à l'essor du marché.

TABLEAU 17	GESTION DE PATRIMOINE		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	377 \$	643 \$	492 \$
Autres revenus	1 883	2 103	2 098
Frais autres que d'intérêts	1 575	2 083	2 047
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	685	663	543
Charge d'impôts sur les bénéfices	242	231	191
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	147	-	-
Bénéfice net – comme présenté	590	432	352
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	-	-	-
Bénéfice net (perte nette) – rajusté(e)	590 \$	432 \$	352 \$
<b>Principaux volumes et ratios</b>			
Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens)	160 \$	315 \$	279 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens)	151 \$	130 \$	117 \$
Profit (perte) économique (en millions de dollars canadiens)	257 \$	116 \$	25 \$
Rendement du capital investi	19,5 %	16,4 %	13,0 %
Ratio d'efficacité	69,7 %	75,9 %	79,0 %

TABLEAU 18	GESTION DE PATRIMOINE AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Gestion de patrimoine au Canada	410 \$	324 \$	252 \$
TD Ameritrade / TD Waterhouse U.S.A.	180	108	100
<b>Bénéfice net</b>	<b>590 \$</b>	<b>432 \$</b>	<b>352 \$</b>

## PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS

### Courtage à escompte TD Waterhouse

- Un chef de file du courtage autogéré, servant des clients au Canada et au Royaume-Uni.
- Les revenus au Canada ont augmenté de 88 millions de dollars, en regard de l'exercice 2005. Cette augmentation s'explique par la hausse des revenus tirés des commissions et des frais attribuable à l'accroissement des volumes d'opérations de 36 %, conjuguée à la montée du revenu d'intérêts net entraînée par les soldes sur marge et de dépôts de clients plus élevés, qui a presque neutralisé l'incidence de la baisse des commissions par opération. La baisse des commissions par opération découle des stratégies de réduction des prix pratiquées pour le secteur des investisseurs actifs.
- Les frais au Canada se sont accrus de 20 millions de dollars, sous l'effet surtout des frais de compensation d'opérations et des charges de rémunération plus élevés occasionnés par l'intensification des activités et l'investissement continu dans la technologie pour appuyer la stratégie axée sur les investisseurs actifs.

### Gestion de Placements TD

- Fonds mutuels TD est la deuxième famille de fonds communs de placement en importance détenue par une banque au Canada, d'après la part de marché des actifs, qui s'établissait à 49 milliards de dollars d'actifs au 31 octobre 2006, soit un bond de 17 % par rapport à 2005. Fonds mutuels TD est passée du sixième au quatrième rang de l'industrie. Conséquence du bond des actifs, les revenus se sont accrus de 20 %. Quant aux frais, leur hausse de 50 millions de dollars s'explique surtout par l'augmentation des commissions de suivi versées aux vendeurs de fonds offerts par la Banque. Pour une quatrième année de suite, Fonds mutuels TD s'est classée deuxième au chapitre des ventes nettes de fonds communs de placement à long terme.
- Gestion de Placements TD est l'un des principaux gestionnaires de fonds du pays. Ses services englobent la gestion de placements pour les caisses de retraite, les sociétés, les institutions, les fonds de dotation et les fondations ainsi que les particuliers fortunés et les tiers distributeurs. Les actifs gérés ont augmenté de 16 % par rapport à 2005. Les revenus ont progressé de 22 %, étant donné surtout la croissance des actifs.

### Services de conseil

- Services aux clients privés TD Waterhouse chapeaute les services fiduciaires, les services bancaires privés et la gestion privée. La croissance des actifs confiés par les clients a amené une poussée de 20 millions de dollars ou 11 % des revenus par rapport à l'exercice précédent. Les frais se sont accrus de 12 millions de dollars ou 9 %, conséquence essentiellement de la hausse de la rémunération des conseillers qui rencontrent les clients ainsi que de la progression des revenus et des investissements en technologie pour mettre à niveau les systèmes du personnel qui rencontre les clients.
- Conseils de placement privés TD Waterhouse offre des services de courtage traditionnel à des clients de détail partout au Canada. En 2006, la poussée des actifs administrés a provoqué une hausse de 15 millions de dollars ou 5 % des revenus par rapport à l'exercice 2005. Les frais se sont accrus de 4 % en regard de 2005, étant donné la hausse de la rémunération de l'effectif de vente parallèlement à la croissance des revenus de commission. Le recrutement de conseillers en placement expérimentés a aussi contribué à accroître les frais.
- Planification financière TD Waterhouse continue à recruter activement des conseillers qui rencontrent directement la clientèle, ayant élargi son effectif de planificateurs de 17 % en 2006, alors que les actifs administrés ont grimpé de 42 %. Tandis que les revenus ont progressé de 34 millions de dollars ou 56 % en 2006, les frais ont crû de 20 millions de dollars puisque l'effectif de planificateurs financiers s'élargit constamment.

### TD Ameritrade

- Gestion de patrimoine englobe les résultats de TD Ameritrade pour environ huit mois de 2006. TD Ameritrade a produit un bénéfice net record, compte non tenu des gains sur placement pour sa période financière terminée le 30 septembre 2006, sous l'effet de la vigueur des marchés boursiers et d'une hausse des marges.
- Les informations sur les produits et les services de TD Ameritrade contenues dans les documents déposés auprès de la SEC sont disponibles sur EDGAR à l'adresse [www.sec.gov/edgar](http://www.sec.gov/edgar).

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

- Les majorations de taux passées de la Banque du Canada devraient profiter aux titres du marché monétaire et aux liquidités, alors qu'une légère baisse des taux d'intérêt à court terme est attendue en 2007.
- Les rendements obligataires ne devraient pas dépasser 5 %.
- La montée des bénéfices des sociétés devrait ralentir avec la baisse anticipée des prix de certaines marchandises et sous l'effet d'un ralentissement modeste de la croissance économique.
- La solidité des bilans devrait permettre à la plupart des sociétés de résister à des épisodes économiques un peu plus difficiles, et les valeurs boursières semblent raisonnables en général, ce qui devrait limiter tout affaiblissement des actions.
- Les volumes d'opérations pourraient grimper temporairement si l'économie suscite certaines inquiétudes quant à sa vigueur future, inquiétudes qui devraient s'estomper en cours d'année.
- La croissance raisonnable soutenue du revenu personnel devrait favoriser les nouveaux placements au cours de l'année qui vient. Si l'économie s'affaiblissait, il pourrait y avoir un mouvement de repli vers des actifs financiers plus défensifs.
- La population vieillissante devrait continuer de représenter un bon créneau pour les volets de la planification financière et de la gestion de patrimoine.

## PERSPECTIVES ET ORIENTATION POUR 2007

Les perspectives sont bonnes pour une croissance continue des revenus en 2007.

Les principales priorités pour 2007 sont les suivantes :

- **Améliorer la croissance des actifs confiés par de nouveaux clients en élargissant l'effectif de conseillers qui rencontrent les clients, à la fois en recrutant de façon compétitive et en instaurant des programmes de formation à l'intention des nouveaux conseillers ou des conseillers d'expérience.**
- **Mettre l'accent sur la diversification des revenus en se tournant vers des sources plus stables comme les produits à commissions et les revenus d'intérêts nets, et atténuer ainsi la pression sur les volumes d'opérations.**
- **S'assurer que la croissance des revenus dépasse celle des frais en gérant les coûts de façon rigoureuse.**
- **Soutenir la croissance de nos activités de conseil sous-exploitées en ajoutant de nouveaux conseillers, de nouveaux actifs et de nouveaux produits.**
- **Maintenir l'essor des fonds communs de placement par la promotion des ventes dans nos succursales de détail et les canaux externes.**
- **Cibler stratégiquement le segment des investisseurs actifs dans le volet du courtage à escompte, en comptant sur notre nouvelle plateforme technologique et sur nos prix.**
- **Ameritrade s'attachera à réaliser avec succès l'intégration de TD Waterhouse U.S.A., à poursuivre son virage vers des revenus fondés sur l'actif et à gérer efficacement les coûts.**

## Siège social

Le secteur Siège social comprend les activités rattachées au portefeuille de prêts secondaires, l'incidence des programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, l'élimination des rajustements selon l'équivalence fiscale, les économies d'impôts au niveau de la Banque ainsi que les revenus, les frais et les impôts non répartis.

Pour 2006, le secteur Siège social a enregistré un bénéfice net comme présenté de 1 182 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 485 millions de dollars pour 2005. Le résultat rajusté du secteur Siège social est une perte nette de 99 millions de dollars pour l'exercice, alors qu'il avait été un bénéfice net rajusté de 18 millions de dollars pour l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre est imputable à l'augmentation des frais non répartis du Siège social, aux pertes sur titrisations, à la réduction du portefeuille de prêts secondaires et à des revenus moindres sur les capitaux excédentaires.

Les éléments à noter incluent 1 665 millions de dollars de gains sur dilution après impôts découlant de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade, en partie contrebalancés par une perte sur dilution après

impôts de 72 millions de dollars liée à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth. Les résultats incluent également une reprise de provision générale de 25 millions de dollars (16 millions de dollars après impôts) supérieure à celle de 2005, qui a plus que contrebalancé l'établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts de 28 millions de dollars (18 millions de dollars après impôts), résultat d'une modification de la méthode de provisionnement de la Banque. L'incidence négative des baisses prévues du taux d'impôt sur les bénéfices a fait diminuer les actifs d'impôts futurs de 24 millions de dollars. L'amortissement des actifs incorporels a été inférieur de 41 millions de dollars (38 millions de dollars après impôts). Les résultats comme présentés incluent une incidence négative moins élevée de 16 millions de dollars (10 millions de dollars après impôts) relative à la note d'orientation concernant la comptabilité portant sur les relations de couverture (NOC 13), qui exige que la Banque évalue à la valeur marchande la protection de crédit à l'égard du portefeuille de prêts aux grandes entreprises, parmi les autres couvertures économiques.

Les résultats de l'exercice précédent incluait des provisions pour litiges éventuels de 365 millions de dollars (238 millions de dollars après impôts) et une charge fiscale de 163 millions de dollars relative à la restructuration de TD Waterhouse qui a précédé l'opération avec Ameritrade en 2006. Les autres frais de l'exercice 2005 comprenaient une prime de rachat d'actions privilégiées qui avait entraîné une imputation de 13 millions de dollars. Ces charges avaient été en partie absorbées par des gains de 229 millions de dollars (127 millions de dollars après impôts) réalisés sur les recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires de l'exercice précédent. De plus, les résultats de l'exercice précédent comprenaient une économie d'impôts des provisions sectorielles de 98 millions de dollars, incluant la décision favorable d'un tribunal et une économie d'impôts de 30 millions de dollars attribuable à une hausse du taux d'impôt sur les bénéfices appliqué aux provisions sectorielles de 2004.

TABLEAU 19		SIÈGE SOCIAL		
(en millions de dollars canadiens)		2006	2005	2004
Perte d'intérêts nette		(654) \$	(659) \$	(454) \$
Reprise de provision pour pertes sur créances		(112)	(374)	(800)
Autres revenus		1 554	115	104
Frais autres que d'intérêts		667	1 052	1 021
Bénéfice (perte) avant économie d'impôts sur les bénéfices		345	(1 222)	(571)
Économie d'impôts sur les bénéfices		(839)	(737)	(413)
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts		(11)	-	-
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices		(13)	-	-
Bénéfice net – comme présenté		1 182	(485)	(158)
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices <sup>1</sup>		(1 281)	503	253
Bénéfice net (perte nette) – rajusté(e)		(99) \$	18 \$	95 \$

<sup>1</sup> Les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices, comprennent ce qui suit : en 2006 – 316 millions de dollars liés à l'amortissement des actifs incorporels; 1 665 millions de dollars attribuables au gain sur dilution découlant de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des frais; 72 millions de dollars rattachés à la perte sur dilution liée à l'acquisition de Hudson par TD Banknorth; 7 millions de dollars imputables à l'incidence des activités de couverture liée à la NOC-13; 39 millions de dollars liés aux reprises de provisions générales; 24 millions de dollars rattachés aux autres éléments fiscaux et 18 millions de dollars liés à l'établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts; en 2005 – 354 millions de dollars liés à l'amortissement des actifs incorporels; 17 millions de dollars imputables à l'incidence des activités de couverture liée à la NOC-13; 23 millions de

dollars liés aux reprises de provisions générales; 127 millions de dollars rattachés aux recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles); 163 millions de dollars d'imputations fiscales liées aux restructurations; 98 millions de dollars rattachés aux autres éléments fiscaux; 13 millions de dollars liés au rachat d'actions privilégiées et 238 millions de dollars attribuables à l'imputation pour litiges; en 2004 – 477 millions de dollars liés à l'amortissement des actifs incorporels; 50 millions de dollars imputables à l'incidence des activités de couverture liée à la NOC-13; 43 millions de dollars liés aux reprises de provisions générales; 426 millions de dollars rattachés aux recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles); et 195 millions de dollars attribuables à l'imputation pour litiges.

## DIRECTION DU SIÈGE SOCIAL

La fonction Direction du siège social de la Banque comprend la Vérification, la Conformité, les Affaires internes et publiques, les Services économiques, les Solutions technologiques (technologie de l'information), les Finances, les Ressources humaines, le Service juridique, le Marketing, le Bureau de l'ombudsman, les Services immobiliers, la Gestion des risques et la Sécurité.

L'industrie des services bancaires est de plus en plus complexe et remplie de défis. Les exigences et attentes de nos partenaires – clients, actionnaires, employés, autorités de réglementation, gouvernements et collectivité en général – changent constamment. Veiller à ce que la Banque demeure à l'affût des tendances et des développements en émergence est essentiel pour maintenir la confiance des partenaires dans la Banque.

Les gens qui servent nos clients à l'échelle internationale par l'entremise de nos quatre principaux secteurs d'exploitation comptent sur le soutien efficace et solide d'une grande variété de groupes fonctionnels, afin de demeurer centrés sur la priorité essentielle de dépasser les attentes de nos clients. Le mandat de la fonction Direction du siège social est d'agir comme point central d'avis et de conseils, et de concevoir, d'établir et d'instaurer des processus, des systèmes et des technologies pour faire en sorte que les principaux secteurs de la Banque exercent leurs activités de façon efficiente, fiable et conforme à toutes les réglementations applicables. Pour ce faire, la fonction Direction du siège social voit à ce que nous ayons les gens, les processus et les outils de la plus grande qualité possible pour appuyer nos activités, nos clients, nos employés et nos actionnaires.



## APERÇU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE 2005

# Sommaire du rendement de 2005

## ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS EN 2005

En mars 2005, la Banque a acquis une participation majoritaire dans TD Banknorth. C'est en 2005 que les résultats de TD Banknorth ont été inclus pour la première fois dans les résultats de la Banque. TD Banknorth mène ses activités dans les États du nord-est des États-Unis et offre une gamme complète de services et de produits bancaires.

En 2005, la Banque a ajouté 365 millions de dollars aux provisions pour litiges éventuels à l'égard de réclamations relatives à Enron. Voir la note 20 pour plus d'information.

## REVUE DU RENDEMENT FINANCIER

TABLEAU 20 REVUE DU RENDEMENT FINANCIER DE 2005						
(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	Services bancaires en gros	Gestion de patrimoine	Siège social	Total consolidé
Revenu d'intérêts net (perte d'intérêts nette)	4 342 \$	705 \$	977 \$	643 \$	(659) \$	6 008 \$
Autres revenus	2 361	299	1 011	2 103	115	5 889
<b>Total des revenus</b>	<b>6 703</b>	<b>1 004</b>	<b>1 988</b>	<b>2 746</b>	<b>(544)</b>	<b>11 897</b>
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	373	4	52	–	(374)	55
Frais autres que d'intérêts	3 773	549	1 325	2 083	1 052	8 782
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	2 557	451	611	663	(1 222)	3 060
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	855	161	189	231	(737)	699
Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	132	–	–	–	132
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	–	–	–	–
<b>Bénéfice net – comme présenté</b>	<b>1 702</b>	<b>158</b>	<b>422</b>	<b>432</b>	<b>(485)</b>	<b>2 229</b>
Éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéfices	–	–	129	–	503	632
<b>Bénéfice net – rajusté</b>	<b>1 702 \$</b>	<b>158 \$</b>	<b>551 \$</b>	<b>432 \$</b>	<b>18 \$</b>	<b>2 861 \$</b>

Le **revenu d'intérêts net** comme présenté pour 2005 s'est établi à 6 008 millions de dollars, soit une augmentation de 235 millions de dollars ou 4 % par rapport à un an plus tôt. Le volume plus élevé des actifs a ajouté 1 109 millions de dollars au revenu d'intérêts net en 2005, mais les changements de taux ont fait baisser le revenu d'intérêts net de 874 millions de dollars. L'augmentation générale du revenu d'intérêts net découle surtout de l'acquisition par la Banque de TD Banknorth. L'inclusion de sept mois de revenu d'intérêts net de TD Banknorth a compté pour 705 millions de dollars.

Pour 2005, les **autres revenus** comme présentés ont été de 5 889 millions de dollars, une augmentation de 1 006 millions de dollars ou 21 % par rapport à 2004. L'amélioration est surtout attribuable à une hausse du revenu de négociation, des revenus tirés des activités d'assurances, des revenus des services de cartes, des revenus tirés des titrisations, des revenus des services de placement et de valeurs mobilières, des frais de gestion de fonds communs de placement et des commissions de placement de valeurs mobilières et de courtage traditionnel. Cette hausse a été en partie annulée par une perte découlant d'une réduction de la valeur estimative de certains portefeuilles de dérivés structurés et de leur sortie dans le cadre du repositionnement du secteur mondial des produits structurés de la Banque, de même que d'un recul des commissions de courtage à escompte dû à une baisse des commissions par opération et du nombre moyen d'opérations par jour et à l'incidence des taux de change du côté de TD Waterhouse U.S.A. La hausse du revenu de négociation provient surtout de l'amélioration des revenus tirés des activités de négociation d'instruments de crédit et d'actions des Services bancaires en gros.

Les **frais autres que d'intérêts** comme présentés ont été de 8 782 millions de dollars contre 8 007 millions de dollars, soit une augmentation de 775 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'exercice 2004. L'inclusion des résultats de TD Banknorth depuis l'acquisition a compté pour 549 millions de dollars dans cette augmentation des frais. Les hausses des salaires et des avantages sociaux, des coûts d'occupation des locaux, des coûts du matériel, des services consultatifs professionnels, des autres frais dus à la comptabilisation de 365 millions de dollars de frais se rapportant aux ajouts aux provisions pour litiges éventuels à l'égard des réclamations relatives à Enron, l'augmentation des coûts de restructuration et de marketing et de développement des affaires, ont contribué à l'augmentation des frais. L'incidence de l'amortissement des actifs incorporels sur les frais comme présentés de la Banque a été de 546 millions de dollars contre 626 millions de dollars en 2004.

La **charge d'impôts** comme présentée s'est établie à 699 millions de dollars pour l'exercice 2005, en baisse de 104 millions de dollars par rapport à 2004. Le taux d'imposition réel de la Banque s'est élevé à 22,8 % pour l'exercice 2005, comparativement à 26,5 % en 2004.

## BILAN

La Banque, dont 80 % des actifs étaient au Canada en 2005, a augmenté ses actifs de 54 milliards de dollars ou 17,4 %, les faisant passer à 365 milliards de dollars à la fin de 2005.

## Rendement financier de 2005 par secteur d'exploitation

Les **Services bancaires personnels et commerciaux au Canada** ont déclaré une augmentation de 252 millions de dollars du bénéfice net en 2005 par rapport à 2004. Un écart positif de cinq points de pourcentage entre la croissance des revenus et la croissance des frais, conjugué à un solide rendement du crédit, a donné lieu à une croissance des bénéfices de 17 %. Le rendement du capital investi a monté pour s'établir à 23,1 % en 2005, comparativement à 20,4 % en 2004, la croissance des bénéfices ayant dépassé la croissance de 4 % du capital investi moyen. Le secteur a fortement contribué à la valeur pour les actionnaires, en générant un profit économique additionnel de 228 millions de dollars en 2005 par rapport à 2004.

Les revenus ont grimpé de 483 millions de dollars par rapport à 2004. La croissance des volumes pour la plupart des produits bancaires a été le principal moteur de la hausse des revenus et elle a été particulièrement forte en ce qui concerne les dépôts d'entreprises et les prêts immobiliers garantis. La croissance des volumes a été pour une part touchée par un affaiblissement des marges. Ont également contribué à la hausse des revenus, la croissance des services bancaires et de cartes de crédit et des frais d'opération, de même que celle des revenus d'assurances grâce à la baisse des taux de réclamations et à de nouvelles ventes. L'acquisition d'activités d'assurances auprès de Liberté Mutuelle en 2004 a représenté 57 millions de dollars de la hausse des revenus en 2005.

Comparativement à 2004, le volume moyen des prêts immobiliers garantis (titrisations comprises) a progressé de 10 milliards de dollars, et le volume des dépôts de particuliers, de 4 milliards de dollars, tandis que les autres prêts personnels sont demeurés relativement stables. Les dépôts d'entreprises ont augmenté de 3 milliards de dollars, tandis que les prêts aux entreprises et les acceptations ont grimpé de 725 millions de dollars. Les primes brutes d'assurance souscrites ont progressé de 242 millions de dollars.

La marge sur les actifs productifs moyens a glissé, passant de 3,05 % en 2004 à 2,96 % en 2005, principalement à cause d'une variation de la composition des produits, la croissance des volumes ayant été induite par des produits à marge moins élevée comme les prêts immobiliers garantis et les comptes d'épargne-placement garanti.

La provision pour pertes sur créances était constituée de 354 millions de dollars provenant de prêts aux particuliers et de 19 millions de dollars provenant de prêts commerciaux. Par rapport à 2004, la provision pour pertes sur créances est demeurée inchangée. La provision pour pertes sur créances en pourcentage du volume de prêts s'est améliorée pour passer de 0,27 % en 2004 à 0,25 %.

Les frais ont augmenté de 123 millions de dollars par rapport à 2004. L'acquisition des activités d'assurances de Liberté Mutuelle a compté pour 37 millions de dollars de cette augmentation. Pour le reste, l'augmentation est attribuable principalement à la rémunération des employés, au marketing, aux projets de développement de systèmes et à la croissance interne des volumes d'affaires d'assurance, facteurs partiellement contrebalancés par les synergies réalisées par suite de l'acquisition des succursales de la Banque Laurentienne en 2004 et par la baisse des frais d'intégration connexes. Le nombre moyen de postes équivalents temps plein (ETP) a grimpé de 704 en regard de 2004, en raison surtout de la croissance des activités d'assurances (y compris l'acquisition) et de l'ajout de personnel de vente et de services dans les succursales et les centres d'appels. Pour 2005, le ratio d'efficacité s'est établi à 56,3 %, une amélioration de 2,4 points de pourcentage par rapport à 2004.

Les **Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis** ont affiché, pour la période de sept mois terminée le 30 septembre 2005, un bénéfice net de 158 millions de dollars, un rendement du capital investi annualisé de 5,4 % et une perte économique de 105 millions de dollars.

Les revenus ont totalisé 1,0 milliard de dollars. La marge sur les actifs productifs moyens a atteint 4,11 %, favorisée par l'assainissement du bilan en février 2005. La croissance des prêts à la consommation a été vigoureuse, tandis que celle des prêts commerciaux a ralenti vers la fin de l'exercice. En outre, les prêts hypothécaires résidentiels ont reculé.

La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 4 millions de dollars, dénotant la grande qualité des actifs.

Les frais se sont établis à 549 millions de dollars et comprennent des imputations de 10 millions de dollars découlant de la fusion. Le nombre moyen de postes ETP a été d'environ 7 284. Le ratio d'efficacité a atteint 54,7 %.

Le bénéfice net des **Services bancaires en gros** en 2005 a baissé de 166 millions de dollars par rapport à 2004. Le rendement du capital investi pour 2005 s'est établi à 22,3 % contre 24,7 % en 2004. Le profit économique pour 2005 s'est élevé à 229 millions de dollars en comparaison de 278 millions de dollars en 2004.

Les revenus ont reculé de 208 millions de dollars par rapport à 2004. Les revenus tirés des opérations sur les marchés financiers et des activités des services bancaires de placement ont baissé, principalement en raison de l'incidence des pertes de 153 millions de dollars liées à la réduction de la valeur estimative et à la sortie de certains portefeuilles de dérivés structurés. Compte non tenu de ces éléments, les revenus ont légèrement augmenté en raison de la croissance importante des revenus tirés des prises fermes d'actions et de la facilitation de placements en actions qui a été en partie contrebalancée par un repli des revenus de négociation tirés des portefeuilles d'actions, d'instruments de crédit et de titres portant intérêt. Les revenus tirés des portefeuilles de placements en actions ont baissé, alors que les gains accrus réalisés sur les opérations portant sur des titres de capitaux propres ont été pratiquement annulés par la baisse des revenus d'intérêts, de dividendes et autres. Les revenus tirés des prêts ont diminué sous l'effet de la pression exercée sur les marges par la forte demande d'actifs de la part des investisseurs comparativement aux besoins d'emprunt des grandes sociétés.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 11 millions de dollars, en raison uniquement des coûts de protection de crédit. La qualité du crédit du portefeuille est demeurée élevée. Les Services bancaires en gros détenaient une protection de crédit de 3,2 milliards de dollars à l'égard du portefeuille de prêts, soit une baisse de 1,3 milliard de dollars par rapport à 2004.

Les frais ont monté de 36 millions de dollars, surtout du fait d'une imputation pour restructuration de 43 millions de dollars alors qu'en 2004, il y avait eu une reprise de provision pour restructuration de 7 millions de dollars. La variation sous-jacente des frais, avant l'incidence des coûts de restructuration, est une diminution de 14 millions de dollars. Celle-ci tient surtout à la baisse de la charge de rémunération variable, sous l'effet d'un repli des rendements sur les marchés financiers, en partie contrebalancée par les frais d'exploitation plus élevés pour les améliorations de l'infrastructure.

Le bénéfice net de **Gestion de patrimoine** a grimpé de 80 millions de dollars pour 2005, par rapport à 2004, par suite de la croissance de toutes les activités du secteur. Le rendement du capital investi a atteint 16,4 % pour l'exercice, contre 13 % en 2004. Le profit économique s'est amélioré de 91 millions de dollars par rapport à 2004.

Le total des revenus a grimpé de 156 millions de dollars par rapport à 2004, du fait d'une forte croissance des activités de conseil et de gestion des actifs. Dans le volet des fonds communs de placement, les frais de gestion ont augmenté en raison surtout de la croissance de 20 % des actifs et du fait que la composition du portefeuille est axée sur des catégories de fonds qui produisent un revenu plus élevé, tandis que l'accroissement des actifs administrés a permis de dégager de meilleurs résultats du côté des conseils de placement privés et de la planification financière. Dans le secteur du courtage à escompte, les volumes de négociation ont reculé de 3 %, tandis que le revenu d'intérêts a augmenté, en raison surtout de soldes à marge plus élevée et d'écart de taux accrus sur les dépôts.

Les frais ont connu une hausse de 36 millions de dollars par rapport à 2004, principalement attribuable à des paiements plus élevés de commissions de suivi aux vendeurs de fonds communs de placement de la Banque et à l'augmentation de la rémunération de l'effectif de vente dans les entreprises de conseils de placement privés et de planification financière.

Les actifs gérés au 31 octobre 2005 marquaient une augmentation de 13 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2004, attribuable surtout aux fortes ventes de fonds communs de placement et à l'accroissement des actifs institutionnels. Les actifs administrés affichaient, à la clôture de l'exercice, une augmentation de 36 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2004, en raison surtout de l'ajout de nouveaux actifs pour le courtage à escompte, les conseils de placement privés et la planification financière.

Pour l'exercice 2005, le secteur **Siège social** a constaté une perte nette de 485 millions de dollars, attribuable surtout à une augmentation de 365 millions de dollars de la provision pour litiges éventuels de la Banque liée à Enron, à l'amortissement des actifs incorporels de 546 millions de dollars et à une charge fiscale de 163 millions de dollars liée à la restructuration de TD Waterhouse qui a précédé l'opération avec Ameritrade au premier trimestre de 2006. Les autres frais comprennent une prime de rachat d'actions privilégiées qui a entraîné une imputation de 13 millions de dollars. Ces pertes ont été contrebalancées en partie par des gains

réalisés dans le portefeuille de prêts secondaires en ce qui a trait aux recouvrements de pertes précédemment prévues dans les provisions sectorielles des filiales américaines de 229 millions de dollars, la reprise de provisions générales de 35 millions de dollars et des gains de 27 millions de dollars résultant de l'incidence de la note d'orientation concernant la

comptabilité sur les relations de couverture (NOC-13). Les éléments fiscaux favorables de 98 millions de dollars comprenaient la décision favorable d'un tribunal et une économie d'impôts sur les bénéfices de 30 millions de dollars se rapportant à l'application d'un taux d'imposition plus élevé sur les provisions sectorielles en 2004.

## SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

### Revue du bilan

Le total des actifs s'établissait à 393 milliards de dollars au 31 octobre 2006, soit 28 milliards de dollars ou 8 % de plus qu'au 31 octobre 2005. Au 31 octobre 2006, le total des actifs comprenait principalement des prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances) de 161 milliards de dollars ou 41 % du total des actifs, des actifs détenus à des fins de négociation de 77 milliards de dollars ou 20 % du total des actifs, des

valeurs du compte de placement de 47 milliards de dollars ou 12 % du total des actifs, et des valeurs mobilières prises en pension de 31 milliards de dollars ou 8 % du total des actifs. Le total des actifs productifs moyens atteignait 315 milliards de dollars comparativement à 288 milliards de dollars en 2005. Le total des passifs avait augmenté de 24 milliards de dollars, incluant une hausse de 14 milliards de dollars ou 6 % des dépôts et une progression de 8 milliards de dollars ou 8 % des autres passifs, et une majoration des billets et débiteures subordonnés de 2 milliards de dollars ou 34 %. En outre, au 31 octobre 2006, le total de l'avoir des actionnaires avait augmenté de 4 milliards de dollars pour s'établir à 20 milliards de dollars, en hausse de 24 % par rapport à l'exercice précédent.

TABLEAU 21	PRINCIPALES DONNÉES DES BILANS CONSOLIDÉS	
	(en millions de dollars canadiens)	
	Au 31 octobre 2006	Au 31 octobre 2005
Valeurs mobilières	124 458 \$	108 096 \$
Valeurs mobilières prises en pension	30 961	26 375
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	160 608	152 243
Dépôts	260 907	246 981

#### FACTEURS TOUCHANT LES ACTIFS ET LES PASSIFS

L'acquisition de Hudson par TD Banknorth en janvier 2006 a fait augmenter le total des actifs et le total des passifs de 12 milliards de dollars chacun au bilan consolidé de la Banque.

Par suite de la vente de TD Waterhouse U.S.A. à Ameritrade, le total des actifs et le total des passifs de la Banque ont diminué respectivement de 5 milliards de dollars et de 7 milliards de dollars. Après la vente, la Banque a continué à gérer certains dépôts de clients de TD Ameritrade et elle a conservé ces dépôts dans son bilan consolidé. Ces dépôts ont augmenté pendant l'exercice à mesure que la Banque a noué des relations plus solides avec les clients de TD Ameritrade. Par conséquent, les dépôts gérés par la Banque ont crû de 2 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2005. Les dépôts gérés par la Banque pour le compte de clients de TD Ameritrade ont servi à financer une partie des actifs figurant au bilan consolidé de la Banque, ce qui s'est traduit par une augmentation de l'actif de 2 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2005.

De plus, la Banque réalise des opérations structurées pour le compte de clients, et les actifs sont comptabilisés au bilan consolidé de la Banque; le risque de marché s'y rapportant est transféré à des tiers au moyen de swaps sur le rendement total. Au 31 octobre 2006, les actifs visés par ces arrangements atteignaient 16 milliards de dollars, contre 14 milliards de dollars en 2005. La Banque assume également un risque de marché pour certains actifs par l'entremise de swaps sur le rendement total, et ce, sans acheter directement les instruments de liquidité. Les actifs visés par ces arrangements s'élevaient à 5 milliards de dollars au 31 octobre 2006 et à 5 milliards de dollars aussi en 2005. Le risque de marché pour toutes ces positions est suivi et surveillé, et le capital réglementaire au titre du risque de marché est maintenu. Ce montant comprend les actifs vendus en vertu de ces arrangements (excluant les dérivés d'actions) qui sont présentés à la rubrique «Arrangements hors bilan». Se reporter à la note 19 pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers dérivés.

Les **valeurs mobilières et les valeurs mobilières prises en pension** ont augmenté respectivement de 16 milliards de dollars ou 15 % et de 5 milliards de dollars ou 17 % par rapport à 2005. L'augmentation est attribuable à la croissance de 6 milliards de dollars du portefeuille de titres de créance des gouvernements ou assurés par les gouvernements, de 7 milliards de dollars de valeurs mobilières et de 4 milliards de dollars d'autres titres de créance.

Les **prêts** (déduction faite de la provision pour pertes sur créances) au 31 octobre 2006 s'élevaient à 161 milliards de dollars, en hausse de 8 milliards de dollars ou 5 % en regard de l'exercice précédent. Hudson a compté pour 6 milliards de dollars de la hausse. L'augmentation reflète une importante croissance des portefeuilles de prêts sur cartes de crédit et des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements, soit respectivement 2 milliards de dollars et 6 milliards de dollars. La croissance

des prêts sur cartes de crédit s'explique par la hausse du nombre de comptes VISA actifs. L'acquisition de Hudson a contribué pour 4 milliards de dollars à la croissance des portefeuilles de prêts aux entreprises et aux gouvernements. Les prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels ont bondi de 343 millions de dollars sous l'effet de la croissance du crédit indirect et des ventes de protection contre les découverts attribuable au lancement du nouveau produit facturé à l'utilisation de la Banque. Les prêts hypothécaires résidentiels, y compris les titrisations, ont augmenté de 2 milliards de dollars ou 1 % par rapport à 2005. La croissance des prêts hypothécaires résidentiels découle de la vigueur du marché immobilier. Les actifs titrisés montés par la Banque qui ne sont pas constatés au bilan ont atteint 28 milliards de dollars contre 24 milliards de dollars à l'exercice précédent.

Les **autres actifs** ont progressé de 1 milliard de dollars ou 2 %. Cette progression résulte principalement du placement dans TD Ameritrade et des écarts d'acquisition attribuables à l'acquisition de Hudson, en partie contrebalancés par une baisse du solde de réévaluation des dérivés détenus à des fins de transaction.

Les **dépôts** se sont établis à 261 milliards de dollars, en hausse de 14 milliards de dollars ou 6 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse du total des dépôts découle d'une augmentation de 15 milliards de dollars des dépôts de particuliers et d'une montée de 3 milliards de dollars des dépôts de banques, atténuées par une baisse de 4 milliards de dollars des dépôts d'entreprises et de gouvernements. L'augmentation des dépôts de particuliers englobe un saut de 7 milliards de dollars des dépôts sans terme de particuliers et un bond de 8 milliards de dollars des dépôts à terme de particuliers. La croissance des dépôts reflète surtout les effets de la croissance interne et de l'acquisition de Hudson, contrebalancés en partie par l'incidence de la conversion des monnaies étrangères. Hudson a contribué pour 8 milliards de dollars de dépôts au moment de son acquisition.

Les **passifs divers** ont augmenté de 8 milliards de dollars ou 8 %. Cette augmentation tient à une croissance de 7 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension et à une hausse de 3 milliards de dollars des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert, réduites par une baisse des autres passifs de 1 milliard de dollars. Hudson a contribué pour 4 milliards de dollars d'autres passifs au moment de son acquisition.

Les **billets et les débiteures subordonnés** ont progressé de 2 milliards de dollars comparativement à 2005, en raison de l'émission de divers billets et débiteures subordonnés.

Les **participations sans contrôle dans les filiales** sont entièrement constituées de la participation minoritaire dans TD Banknorth.

L'actif des actionnaires a grimpé de 4 milliards de dollars ou 24 % par rapport à l'exercice précédent, par suite surtout de la croissance de 3 milliards de dollars des bénéfices non répartis et d'une émission, au cours de l'exercice, d'actions ordinaires liée au régime de réinvestissement des dividendes, à l'exercice d'options sur actions et à l'acquisition de VFC, dont l'incidence a été en partie annulée par les écarts de conversion de monnaies étrangères.

#### PCGR DES ÉTATS-UNIS

Le total des actifs selon les PCGR des États-Unis s'établissait à 401 milliards de dollars au 31 octobre 2006, soit 8 milliards de dollars de plus que selon les PCGR du Canada. L'écart est principalement attribuable aux sûretés autres qu'en espèces. Selon les PCGR des États-Unis, certaines sûretés autres qu'en espèces reçues dans le cadre d'opérations de prêt de valeurs

mobilières sont comptabilisées comme un actif, et un passif est inscrit relativement à l'obligation de remettre la sûreté. Selon les PCGR du Canada, une sûreté autre qu'en espèces reçue dans le cadre d'une opération de prêt de valeurs mobilières n'est pas constatée au bilan consolidé. Le total des passifs selon les PCGR des États-Unis s'établissait à 375 milliards de dollars au 31 octobre 2006, soit 4 milliards de dollars de plus que selon les PCGR du Canada. La hausse est surtout attribuable à un écart entre les PCGR des États-Unis et les PCGR du Canada en ce qui a trait aux instruments dérivés comptabilisés dans les autres passifs. Selon les PCGR des États-Unis, tous les dérivés détenus à des fins autres que de transaction de la Banque doivent être constatés au bilan consolidé à leur juste valeur. Selon les PCGR du Canada, seuls certains dérivés détenus à des fins autres que de transaction sont comptabilisés dans le bilan consolidé.

## SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

# Qualité du portefeuille de crédit

#### APERÇU

- Le portefeuille de prêts et d'acceptations qui s'est établi à 169 milliards de dollars, déduction faite des provisions pour pertes sur créances, est en hausse de 11 milliards de dollars ou de 7 % par rapport à l'exercice précédent.
- Les prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques, ont atteint 239 millions de dollars, affichant une hausse de 43 millions de dollars ou de 22 %.
- La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 409 millions de dollars, comparativement à 55 millions de dollars en 2005.
- Le total des provisions pour pertes sur créances a augmenté de 24 millions de dollars ou de 2 % pour s'établir à 1 317 millions de dollars en 2006.

#### PORTFEUILLE DE PRÊTS

Dans l'ensemble, en 2006, la qualité du crédit de la Banque est demeurée stable en raison de la vigueur économique en Amérique du Nord, des stratégies d'affaires et de gestion des risques bien établies et des faibles taux d'intérêt qui sont maintenus. Au cours de l'exercice, la Banque a connu un faible niveau de nouvelles formations de prêts douteux.

Au cours de 2006, le portefeuille de prêts et d'acceptations est resté bien diversifié entre les prêts à la consommation et les prêts aux entreprises et aux gouvernements. La Banque a augmenté son portefeuille de crédit de 11 milliards de dollars ou de 7 % par rapport à l'exercice précédent, surtout en raison d'un accroissement des prêts aux entreprises et aux gouvernements et des acceptations de 20 %. Les prêts autorisés et l'encours des prêts aux petites et moyennes entreprises sont présentés dans le tableau 22 ci-dessous.

TABLEAU 22		PRÊTS AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES				
(en millions de dollars canadiens)						
Montant des prêts (en milliers de dollars canadiens)	Prêts autorisés			Encours		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
0 - 24	1 200 \$	1 137 \$	1 054 \$	621 \$	589 \$	522 \$
25 - 49	1 075	1 000	768	665	648	445
50 - 99	1 722	1 582	1 308	976	931	727
100 - 249	3 714	3 251	2 701	2 260	1 988	1 608
250 - 499	3 449	3 100	2 484	2 022	1 798	1 452
500 - 999	3 757	3 235	2 537	1 924	1 653	1 286
1 000 - 4 999	11 285	9 735	6 969	5 226	4 457	3 185
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>26 202 \$</b>	<b>23 040 \$</b>	<b>17 821 \$</b>	<b>13 694 \$</b>	<b>12 064 \$</b>	<b>9 225 \$</b>

<sup>1</sup> Les prêts aux particuliers utilisés à des fins commerciales ne sont pas inclus dans ces totaux.

Le portefeuille de prêts de détail a continué à dominer nos activités de crédit. Au cours de l'exercice, le portefeuille, constitué principalement de prêts hypothécaires résidentiels et de prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers, a progressé de 3 milliards de dollars ou de 2 % pour s'établir à 121 milliards de dollars à la clôture de l'exercice. Cette progression s'explique surtout par l'expansion du marché canadien qui a crû de 6 %, grâce à la demande pour des produits de prêt à la consommation qui est demeurée bonne et qui a entraîné l'ajout de 6 milliards de dollars au portefeuille. Ce facteur a compensé un recul dans le secteur des prêts de détail aux États-Unis.

Le total du portefeuille des activités de détail représente 71 % des prêts nets, y compris les acceptations, en regard de 75 % en 2005 et 79 % en 2004. Ce portefeuille a diminué par rapport au total des prêts, en raison de la croissance des prêts aux entreprises et aux gouvernements. Les prêts hypothécaires résidentiels ont représenté 32 % du portefeuille en 2006

contre 33 % en 2005 et 40 % en 2004. Les prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers ont constitué 40 % du total des prêts, par rapport à 41 % en 2005 et 39 % en 2004. La partie de notre risque de crédit qui est liée aux prêts aux entreprises et aux gouvernements a augmenté pour s'établir à 29 % en 2006, contre 25 % en 2005 et 21 % en 2004, en raison surtout d'une hausse de l'activité dans les marchés intérieurs et de la croissance du secteur immobilier aux États-Unis.

La plus grande partie du risque de crédit découle du portefeuille de prêts et d'acceptations; toutefois, la Banque exerce également des activités qui comportent un risque de crédit hors bilan. Ces activités comprennent des instruments de crédit et des instruments financiers dérivés, comme il est expliqué à la note 21.

TABLEAU 23	PRÊTS ET ACCEPTATIONS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ <sup>1</sup>					
				Pourcentage du total		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2006	2005	2004	2006	2005	2004
<b>Canada</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	50 220 \$	49 067 \$	51 374 \$	29,7 %	31,0 %	39,7 %
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	59 199	54 063	46 814	35,0	34,2	36,2
<b>Total des prêts résidentiels et aux particuliers</b>	<b>109 419</b>	<b>103 130</b>	<b>98 188</b>	<b>64,7</b>	<b>65,2</b>	<b>75,9</b>
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	958	1 326	1 343	0,6	0,9	1,0
Résidentiels	2 183	1 608	1 395	1,3	1,0	1,1
Détail	347	388	346	0,2	0,2	0,3
Services immobiliers	263	267	251	0,2	0,2	0,2
<b>Total des prêts immobiliers</b>	<b>3 751</b>	<b>3 589</b>	<b>3 335</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,6</b>
Agriculture	2 243	2 187	2 155	1,3	1,4	1,7
Vêtement et textiles	303	309	270	0,2	0,2	0,2
Automobile	1 330	1 283	1 404	0,8	0,8	1,1
Câblodistribution	278	386	543	0,2	0,2	0,4
Produits chimiques	479	424	435	0,3	0,3	0,3
Construction	912	754	764	0,5	0,5	0,6
Services financiers	3 299	3 745	1 983	1,9	2,4	1,5
Alimentation, boissons et tabac	1 498	1 367	1 233	0,9	0,9	1,0
Foresterie	508	530	427	0,3	0,3	0,3
Gouvernements	557	537	464	0,3	0,3	0,4
Services de santé et services sociaux	1 680	1 264	1 130	1,0	0,8	0,9
Médias et divertissements	2 078	1 201	904	1,2	0,8	0,7
Métaux et mines	975	451	464	0,6	0,3	0,4
Pétrole et gaz	2 678	1 205	863	1,5	0,8	0,7
Détail	1 105	1 020	1 071	0,7	0,6	0,8
Fabrication – divers	859	810	905	0,5	0,5	0,7
Télécommunications	120	21	60	0,1	–	–
Transports	543	520	448	0,3	0,3	0,3
Services publics	482	558	613	0,3	0,3	0,5
Tous les autres prêts	1 505	1 738	1 935	0,9	1,1	1,4
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>27 183</b>	<b>23 899</b>	<b>21 406</b>	<b>16,1</b>	<b>15,1</b>	<b>16,5</b>
<b>Total – Canada</b>	<b>136 602</b>	<b>127 029</b>	<b>119 594</b>	<b>80,8</b>	<b>80,3</b>	<b>92,4</b>
<b>États-Unis</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	3 165	3 625	–	1,9	2,3	–
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	8 336	11 258	4 294	4,9	7,1	3,3
<b>Total des prêts résidentiels et aux particuliers</b>	<b>11 501</b>	<b>14 883</b>	<b>4 294</b>	<b>6,8</b>	<b>9,4</b>	<b>3,3</b>
Prêts pour promotion immobilière						
Résidentiels	1 614	1 498	16	1,0	0,9	–
Services immobiliers	8 894	6 009	–	5,3	3,8	–
<b>Total des prêts immobiliers</b>	<b>10 508</b>	<b>7 507</b>	<b>16</b>	<b>6,3</b>	<b>4,7</b>	<b>–</b>
Agriculture	118	103	–	0,1	0,1	–
Vêtement et textiles	64	39	–	–	–	–
Automobile	309	317	52	0,2	0,2	–
Câblodistribution	195	161	145	0,1	0,1	0,1
Produits chimiques	272	208	–	0,2	0,1	–
Construction	295	291	5	0,2	0,2	–
Services financiers	842	1 280	772	0,5	0,9	0,6
Alimentation, boissons et tabac	236	198	103	0,1	0,1	0,1
Foresterie	350	178	68	0,2	0,1	0,1
Gouvernements	110	290	328	0,1	0,2	0,3
Services de santé et services sociaux	337	369	–	0,2	0,3	–
Médias et divertissements	478	448	183	0,3	0,3	0,1
Métaux et mines	177	193	10	0,1	0,1	–
Pétrole et gaz	290	192	152	0,2	0,1	0,1
Détail	321	214	–	0,2	0,1	–
Fabrication – divers	457	448	74	0,3	0,3	–
Télécommunications	233	230	111	0,1	0,1	0,1
Transports	210	197	31	0,1	0,1	–
Services publics	231	292	476	0,1	0,2	0,4
Tous les autres prêts	2 905	1 491	207	1,6	1,0	0,2
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>18 938</b>	<b>14 646</b>	<b>2 733</b>	<b>11,2</b>	<b>9,3</b>	<b>2,1</b>
<b>Total – États-Unis</b>	<b>30 439</b>	<b>29 529</b>	<b>7 027</b>	<b>18,0</b>	<b>18,7</b>	<b>5,4</b>
<b>Autres pays</b>						
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	8	9	11	–	–	–
<b>Total des prêts résidentiels et aux particuliers</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>11</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
Automobile	–	83	–	–	0,1	–
Câblodistribution	63	–	77	–	–	0,1
Produits chimiques	–	52	60	–	–	0,1
Construction	–	6	1	–	–	–
Services financiers	918	755	1 728	0,5	0,5	1,3
Alimentation, boissons et tabac	116	97	102	0,1	0,1	0,1
Foresterie	2	3	18	–	–	–
Gouvernements	–	14	–	–	–	–
Médias et divertissements	180	199	252	0,1	0,1	0,2
Métaux et mines	288	110	18	0,2	0,1	–
Fabrication – divers	–	1	22	–	–	–
Télécommunications	29	51	140	–	–	0,1
Transports	110	52	47	0,1	–	–
Services publics	487	217	182	0,2	0,1	0,2
Tous les autres prêts	42	25	152	–	–	0,1
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>2 235</b>	<b>1 665</b>	<b>2 799</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>2,2</b>
<b>Total – autres pays</b>	<b>2 243</b>	<b>1 674</b>	<b>2 810</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>2,2</b>
<b>Total</b>	<b>169 284 \$</b>	<b>158 232 \$</b>	<b>129 431 \$</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>
<b>Variation en pourcentage</b>	<b>7,0 %</b>	<b>22,3 %</b>	<b>3,8 %</b>			

<sup>1</sup> D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.



## CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT

Géographiquement, le portefeuille de crédit reste principalement concentré au Canada. En 2006, le pourcentage de prêts détenus au Canada était de 80 % par rapport à 80 % en 2005 et 92 % en 2004. Le reste est surtout concentré aux États-Unis. Le volume au Royaume-Uni, en Asie, en Australie et en Nouvelle-Zélande est limité.

Comme il est indiqué dans le tableau 24, le risque canadien est surtout concentré en Ontario, soit 50 % du total des prêts en 2006, ce qui représente une hausse par rapport à 48 % pour 2005. En ce qui a trait aux autres pays, la plus grande concentration se trouve aux États-Unis, avec 18 % du total des prêts, comme en 2005.

TABLEAU 24	PRÊTS ET ACCEPTATIONS, DÉDUCTION FAITE DE LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES, PAR RÉGION DE RISQUE ULTIME					
	(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			Pourcentage du total		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
<b>Canada</b>						
Atlantique	3 560 \$	3 637 \$	3 463 \$	2,1 %	2,3 %	2,7 %
Québec	8 154	8 312	7 570	4,8	5,3	5,9
Ontario	83 969	75 673	72 334	49,6	47,8	55,9
Prairies	20 187	19 150	18 424	12,0	12,1	14,2
Colombie-Britannique	19 382	19 074	17 780	11,5	12,0	13,7
<b>Total – Canada</b>	<b>135 252</b>	<b>125 846</b>	<b>119 571</b>	<b>80,0</b>	<b>79,5</b>	<b>92,4</b>
<b>États-Unis</b>	<b>29 977</b>	<b>28 609</b>	<b>6 131</b>	<b>17,7</b>	<b>18,1</b>	<b>4,7</b>
<b>Autres pays</b>						
Royaume-Uni	846	1 039	904	0,5	0,6	0,7
Autres pays européens	202	1 095	962	0,1	0,7	0,8
Australie et Nouvelle-Zélande	1 424	638	665	0,8	0,4	0,5
Japon	12	–	–	–	–	–
Autres pays asiatiques	633	573	894	0,4	0,4	0,7
Amérique latine et Caraïbes	870	431	303	0,5	0,3	0,2
Moyen-Orient et Afrique	68	1	1	–	–	–
<b>Total – autres pays</b>	<b>4 055</b>	<b>3 777</b>	<b>3 729</b>	<b>2,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2,9</b>
<b>Total</b>	<b>169 284 \$</b>	<b>158 232 \$</b>	<b>129 431 \$</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>
<b>Variation en pourcentage par rapport aux exercices précédents</b>						
Canada	7,5 %	5,2 %	5,0 %			
États-Unis	4,8	366,6	(20,7)			
Autres pays	7,4	1,3	21,5			
<b>Total</b>	<b>7,0 %</b>	<b>22,3 %</b>	<b>(3,8) %</b>			

Comme il est indiqué dans le tableau 23, les principales concentrations au Canada des prêts aux entreprises et aux gouvernements sont dans les secteurs prêts pour promotion immobilière, services financiers et pétrole et gaz, lesquelles s'établissent toutes à 2 %. De même, aux États-Unis, la principale concentration est dans le secteur prêts pour promotion immobilière, à 6 %, en hausse de 2 % par rapport à l'exercice précédent.

## PRÊTS DOUTEUX

Un prêt est considéré comme douteux lorsque, de l'avis de la direction, il n'y a plus d'assurance raisonnable de pouvoir recouvrer le plein montant du capital et des intérêts à l'échéance. Voir la note 3 afférente aux états financiers consolidés pour de plus amples renseignements sur les prêts douteux. Le tableau 25 présente l'incidence des prêts douteux sur le revenu d'intérêts net.

TABLEAU 25	INCIDENCE DES PRÊTS DOUTEUX SUR LE REVENU D'INTÉRÊTS NET		
	(en millions de dollars canadiens)		
	2006	2005	2004
Baisse du revenu d'intérêts net attribuable aux prêts douteux	29 \$	35 \$	49 \$
Recouvrements	(9)	(26)	(8)
<b>Baisse nette</b>	<b>20 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>41 \$</b>

Comme il est indiqué dans les tableaux 26 et 27, les prêts douteux nets avant provisions générales s'établissaient à 239 millions de dollars au 31 octobre 2006, par rapport à un total de 196 millions de dollars un an plus tôt et de 271 millions de dollars en 2004.

TABLEAU 26	PRÊTS DOUTEUX, MOINS PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ <sup>1</sup>					
	(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			Pourcentage du total		
	2006	2005	2004	2006	2005	2004
<b>Canada</b>						
Prêts hypothécaires résidentiels	9 \$	8 \$	15 \$	3,8 %	4,1 %	5,5 %
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	73	63	41	30,5	32,2	15,2
<b>Total des prêts résidentiels et aux particuliers</b>	<b>82</b>	<b>71</b>	<b>56</b>	<b>34,3</b>	<b>36,3</b>	<b>20,7</b>
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	-	2	4	-	1,0	1,4
Résidentiels	-	1	1	-	0,5	0,4
Total des prêts immobiliers	-	3	5	-	1,5	1,8
Agriculture	12	49	46	5,0	25,0	17,0
Vêtement et textiles	-	1	(2)	-	0,5	(0,7)
Automobile	18	9	13	7,6	4,6	4,8
Produits chimiques	-	11	1	-	5,6	0,4
Construction	2	1	4	0,8	0,5	1,4
Services financiers	-	-	-	-	-	-
Alimentation, boissons et tabac	1	1	(8)	0,4	0,5	(3,0)
Foresterie	34	-	1	14,3	-	0,4
Services de santé et services sociaux	-	-	1	-	-	0,4
Médias et divertissements	-	-	3	-	-	1,1
Métaux et mines	2	-	2	0,8	-	0,7
Pétrole et gaz	-	-	3	-	-	1,1
Détail	3	1	1	1,3	0,5	0,4
Fabrication – divers	2	-	9	0,8	-	3,3
Télécommunications	-	-	-	-	-	-
Transports	1	-	1	0,4	-	0,4
Services publics	-	-	-	-	-	-
Tous les autres prêts	3	-	3	1,3	-	1,1
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>78</b>	<b>76</b>	<b>83</b>	<b>32,7</b>	<b>38,7</b>	<b>30,6</b>
<b>Total – Canada</b>	<b>160</b>	<b>147</b>	<b>139</b>	<b>67,0</b>	<b>75,0</b>	<b>51,3</b>
<b>États-Unis</b>						
Prêts pour promotion immobilière						
Commerciaux et industriels	21	23	-	8,8	11,8	-
Résidentiels	9	1	-	3,8	0,5	-
Centres commerciaux	1	1	-	0,4	0,5	-
Services immobiliers	6	4	-	2,5	2,0	-
Total des prêts immobiliers	37	29	-	15,5	14,8	-
Vêtement et textiles	1	-	-	0,4	-	-
Automobile	1	-	-	0,4	-	-
Câblodistribution	-	-	-	-	-	-
Produits chimiques	-	-	-	-	-	-
Construction	6	3	-	2,5	1,5	-
Services financiers	1	-	15	0,4	-	5,5
Alimentation, boissons et tabac	2	1	-	0,8	0,5	-
Foresterie	-	1	-	-	0,5	-
Services de santé et services sociaux	1	-	-	0,4	-	-
Médias et divertissements	2	1	-	0,8	0,5	-
Métaux et mines	3	4	-	1,3	2,1	-
Détail	2	-	-	0,8	-	-
Fabrication – divers	13	6	-	5,5	3,1	-
Télécommunications	-	-	-	-	-	-
Transports	3	1	-	1,3	0,5	-
Services publics	-	1	88	-	0,5	32,5
Tous les autres prêts	7	2	12	2,9	1,0	4,4
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>79</b>	<b>49</b>	<b>115</b>	<b>33,0</b>	<b>25,0</b>	<b>42,4</b>
<b>Total – États-Unis</b>	<b>79</b>	<b>49</b>	<b>115</b>	<b>33,0</b>	<b>25,0</b>	<b>42,4</b>
<b>Autres pays</b>						
Câblodistribution	-	-	17	-	-	6,3
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6,3</b>
<b>Total – autres pays</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>17</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6,3</b>
<b>Total des prêts douteux nets avant les provisions générales</b>	<b>239</b>	<b>196</b>	<b>271</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>
Moins : provisions générales	1 145	1 140	917			
<b>Total des prêts douteux nets</b>	<b>(906) \$</b>	<b>(944) \$</b>	<b>(646) \$</b>			
<b>Prêts douteux nets en pourcentage de l'avoir en actions ordinaires</b>	<b>(4,7) %</b>	<b>(6,0) %</b>	<b>(5,1) %</b>			

<sup>1</sup> D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

Les prêts douteux nets après les provisions générales et spécifiques se sont établis à (906) millions de dollars contre (944) millions de dollars pour 2005 et (646) millions de dollars pour 2004. La couverture globale des prêts douteux a reculé d'un montant nominal de 38 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent.

TABLEAU 27	PRÊTS DOUTEUX, MOINS LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES, PAR RÉGION <sup>1</sup>					
				Pourcentage du total		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2006	2005	2004	2006	2005	2004
<b>Canada</b>						
Atlantique	3 \$	2 \$	2 \$	1,3 %	1,0 %	0,7 %
Québec	8	7	3	3,3	3,6	1,1
Ontario	130	99	91	54,4	50,5	33,6
Prairies	9	33	36	3,8	16,8	13,3
Colombie-Britannique	10	6	7	4,2	3,1	2,6
<b>Total – Canada</b>	<b>160</b>	<b>147</b>	<b>139</b>	<b>67,0</b>	<b>75,0</b>	<b>51,3</b>
<b>États-Unis</b>	<b>79</b>	<b>49</b>	<b>115</b>	<b>33,0</b>	<b>25,0</b>	<b>42,4</b>
<b>Autres pays</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>17</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>6,3</b>
<b>Total des prêts douteux nets avant les provisions générales</b>	<b>239</b>	<b>196</b>	<b>271</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>
Moins : provisions générales	1 145	1 140	917			
provisions sectorielles	–	–	–			
<b>Total des prêts douteux nets</b>	<b>(906)</b>	<b>(944) \$</b>	<b>(646) \$</b>			
<b>Prêts douteux nets en pourcentage des prêts nets<sup>2</sup></b>	<b>(0,5) %</b>	<b>(0,6) %</b>	<b>(0,5) %</b>			

<sup>1</sup> D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

<sup>2</sup> Comprennent les engagements de clients au titre d'acceptations.

### PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

Le total de la provision pour pertes sur créances consiste en des provisions générales et spécifiques comptabilisées dans le bilan consolidé. Cette provision est augmentée par la provision pour prêts douteux et diminuée par les radiations, déduction faite des recouvrements. La Banque maintient la provision à un niveau que la direction juge adéquat pour absorber les pertes du portefeuille de prêts. Les comptes douteux individuels, la conjoncture économique générale ainsi que la pondération sectorielle et géographique dans le portefeuille de prêts sont tous pris en considération par la direction au moment d'évaluer le montant adéquat de la provision.

#### Provisions spécifiques

La Banque constitue des provisions spécifiques pour prêts douteux lorsqu'une perte est probable ou lorsque la valeur de réalisation estimative du prêt, d'après les flux de trésorerie futurs prévus actualisés, est inférieure à la valeur comptable. Les provisions pour les portefeuilles de crédit de particuliers dépendent des défauts de paiement et du type de garantie. Les provisions spécifiques pour pertes sur créances sont constituées dans le but de ramener la valeur comptable des prêts à la valeur de réalisation estimative dans le cours normal des affaires.

Les provisions spécifiques pour les portefeuilles de prêts de gros et de prêts commerciaux sont établies pour chaque emprunteur et sont revues chaque trimestre. En ce qui a trait au portefeuille des activités de détail, les provisions sont calculées pour l'ensemble d'une facilité à l'aide d'une formule qui tient compte des pertes récentes.

Au cours de 2006, les provisions spécifiques ont monté de 19 millions de dollars ou 12 %, portant ainsi la provision spécifique totale à 172 millions de dollars. Les provisions pour pertes sur créances sont décrites plus en détail à la note 3 afférente aux états financiers consolidés.

#### Provision générale

Une provision générale est établie pour constater les pertes qui, selon la direction, s'étaient déjà produites dans le portefeuille à la date du bilan pour des prêts ou des crédits qui n'étaient pas encore désignés comme douteux. Le niveau de la provision générale correspond aux risques dans tous les portefeuilles et toutes les catégories. La provision générale est révisée chaque trimestre au moyen de modèles d'évaluation des risques de crédit élaborés par la Banque. Le montant de la provision dépend de la probabilité qu'un emprunteur manque à un engagement relatif à un emprunt (fréquence des pertes), de la perte en cas de défaut (importance des pertes) et du risque prévu au moment du défaut.

Dans le cas des portefeuilles de prêts de gros et de prêts commerciaux, les provisions sont établies par emprunteur. La perte en cas de défaut dépend de la garantie obtenue pour la facilité. Le risque de défaut est fonction de l'utilisation courante, de la solvabilité de l'emprunteur et du montant engagé. En ce qui a trait au portefeuille des activités de détail, la provision générale est calculée par portefeuille et dépend d'une estimation statistique de la perte établie à l'aide des modèles fondés sur les pertes passées et les recouvrements ainsi qu'à l'aide des prévisions des soldes. En définitive, la provision générale est établie d'après les pertes prévues et est directement fonction de la variation des pertes et des caractéristiques propres aux produits dans chaque portefeuille. Les modèles sont validés par rapport aux résultats passés et mis à jour au moins chaque année. La méthode de constitution de la provision générale est approuvée chaque année par le conseil d'administration.

Au 31 octobre 2006, notre provision générale pour pertes sur créances s'élevait à 1 145 millions de dollars, montant pratiquement inchangé par rapport au 31 octobre 2005, alors qu'il s'établissait à 1 140 millions de dollars.

Antérieurement, lorsque les pertes n'étaient pas adéquatement couvertes par la provision générale, la Banque établissait des provisions sectorielles pour pertes sur créances. Ces provisions visaient des secteurs d'activité et des régions touchés par des événements défavorables ou des changements de la conjoncture économique, même si les prêts individuels pour chaque groupe n'étaient pas considérés comme douteux. En 2006, la Banque n'a pas eu à constituer de provisions sectorielles.

## PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

La provision pour pertes sur créances est le montant imputé aux provisions générales et spécifiques pour pertes sur créances au cours de l'exercice, afin de porter la provision totale à un niveau que la direction considère comme adéquat pour absorber toutes les pertes sur créances probables dans le portefeuille de prêts de la Banque. Tout recouvrement de prêts douteux est soustrait de la provision nette de l'exercice.

La Banque a comptabilisé des provisions pour pertes sur créances de 409 millions de dollars en 2006, contre des provisions de 55 millions de dollars en 2005 et une reprise de pertes sur créances de 386 millions de dollars pour 2004. Le tableau 28 est un sommaire des provisions présentées à l'état des résultats consolidé.

T A B L E A U 28	PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Nouvelles provisions <sup>1</sup>	604 \$	352 \$	459 \$
Reprise de provisions sectorielles	-	-	(505)
Reprise de provisions générales			
Banque TD	(60)	(35)	(67)
TD Banknorth	(6)	(17)	-
Recouvrements			
sectoriels	(7)	(229)	(150)
spécifiques	(122)	(16)	(123)
<b>Total de la provision pour pertes sur créances (reprise)</b>	<b>409 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>(386) \$</b>

<sup>1</sup> Le total des nouvelles provisions comprend des provisions spécifiques pour pertes sur créances liées à VFC et pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts respectivement de 18 millions de dollars et de 28 millions de dollars.

Le total des nouvelles provisions a été de 604 millions de dollars en 2006, contre 352 millions de dollars en 2005. Le total de la provision pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne nette des prêts a été de 0,25 % pour l'exercice 2006, contre 0,04 % en 2005 et (0,30) % en 2004.

T A B L E A U 29	PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES PAR RÉGION <sup>1</sup>					
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	2006	2005	2004	Pourcentage du total		
				2006	2005	2004
<b>Canada</b>						
Atlantique	15 \$	11 \$	11 \$	3,7 %	20,0 %	(2,8) %
Québec	24	29	15	5,9	52,7	(3,9)
Ontario	299	227	238	73,1	412,7	(61,6)
Prairies	34	36	38	8,3	65,5	(9,8)
Colombie-Britannique	39	29	37	9,5	52,7	(9,7)
<b>Total – Canada</b>	<b>411</b>	<b>332</b>	<b>339</b>	<b>100,5</b>	<b>603,6</b>	<b>(87,8)</b>
<b>États-Unis</b>	<b>51</b>	<b>(205)</b>	<b>39</b>	<b>12,4</b>	<b>(372,7)</b>	<b>(10,1)</b>
<b>Autres pays</b>						
Royaume-Uni	(1)	(13)	(43)	(0,2)	(23,7)	11,1
Australie	(4)	-	9	(1,0)	-	(2,3)
Asie	-	(7)	(2)	-	(12,7)	0,5
<b>Total – autres pays</b>	<b>(5)</b>	<b>(20)</b>	<b>(36)</b>	<b>(1,2)</b>	<b>(36,4)</b>	<b>9,3</b>
<b>Provision générale</b>	<b>(48)</b>	<b>(52)</b>	<b>(67)</b>	<b>(11,7)</b>	<b>(94,5)</b>	<b>17,4</b>
<b>Provision sectorielle (déduction faite du transfert aux provisions spécifiques)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(661)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>171,2</b>
<b>Total</b>	<b>409 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>(386) \$</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>
<b>Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts<sup>2</sup></b>						
Canada						
Prêts hypothécaires résidentiels	(0,01) %	0,02 %	0,01 %			
Prêts aux particuliers	0,66	0,64	0,73			
Prêts aux entreprises et autres prêts	0,14	(0,01)	0,12			
Total – Canada	0,32	0,27	0,29			
États-Unis	0,17	(0,98)	0,50			
Autres pays	(0,22)	(0,94)	(1,30)			
Provisions générales	(0,03)	(0,04)	(0,05)			
Provisions sectorielles	-	-	(0,52)			
<b>Total</b>	<b>0,25 %</b>	<b>0,04 %</b>	<b>(0,30) %</b>			

<sup>1</sup> D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

<sup>2</sup> Comprend les engagements de clients au titre d'acceptations.

TABLEAU 30		PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ <sup>1</sup>					
					Pourcentage du total		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)		2006	2005	2004	2006	2005	2004
<b>Canada</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	(3) \$	12 \$	3 \$	(0,7) %	11,2 %	0,9 %	
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	379	307	311	83,0	287,0	90,9	
<b>Total des prêts résidentiels et aux particuliers</b>	<b>376</b>	<b>319</b>	<b>314</b>	<b>82,3</b>	<b>298,2</b>	<b>91,8</b>	
Prêts pour promotion immobilière							
Commerciaux et industriels	(7)	1	–	(1,5)	0,9	–	
Résidentiels	1	–	–	0,2	–	–	
<b>Total des prêts immobiliers</b>	<b>(6)</b>	<b>1</b>	<b>–</b>	<b>(1,3)</b>	<b>0,9</b>	<b>–</b>	
Agriculture	(1)	3	(5)	(0,2)	2,8	(1,5)	
Vêtement et textiles	3	–	1	0,7	–	0,3	
Automobile	4	–	7	0,9	–	2,0	
Produits chimiques	(9)	3	(2)	(2,0)	2,8	(0,6)	
Construction	1	2	3	0,2	1,9	0,9	
Services financiers	1	–	–	0,2	–	–	
Alimentation, boissons et tabac	1	1	2	0,2	0,9	0,6	
Foresterie	28	–	–	6,1	–	–	
Services de santé et services sociaux	1	1	1	0,2	0,9	0,3	
Médias et divertissements	1	–	2	0,2	–	0,6	
Métaux et mines	1	–	3	0,2	–	0,9	
Pétrole et gaz	–	–	3	–	–	0,9	
Détail	2	1	2	0,4	0,9	0,6	
Fabrication – divers	1	2	3	0,2	1,9	0,9	
Télécommunications	–	(4)	7	–	(3,7)	2,0	
Transports	–	1	(1)	–	0,9	(0,3)	
Services publics	–	–	–	–	–	–	
Tous les autres prêts	7	2	(1)	1,6	1,9	(0,3)	
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>35</b>	<b>13</b>	<b>25</b>	<b>7,6</b>	<b>12,1</b>	<b>7,3</b>	
<b>Total – Canada</b>	<b>411</b>	<b>332</b>	<b>339</b>	<b>89,9</b>	<b>310,3</b>	<b>99,1</b>	
<b>États-Unis</b>							
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	34	12	1	7,5	11,2	0,3	
<b>Total des prêts résidentiels et aux particuliers</b>	<b>34</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>7,5</b>	<b>11,2</b>	<b>0,3</b>	
Prêts pour promotion immobilière							
Commerciaux et industriels	3	1	–	0,7	0,9	–	
Résidentiels	2	–	–	0,4	–	–	
Services immobiliers	4	–	–	0,9	–	–	
<b>Total des prêts immobiliers</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>–</b>	<b>2,0</b>	<b>0,9</b>	<b>–</b>	
Câblodistribution	–	–	(30)	–	–	(8,8)	
Produits chimiques	–	–	7	–	–	2,0	
Construction	1	(1)	–	0,2	(0,9)	–	
Alimentation, boissons et tabac	–	1	–	–	0,9	–	
Services de santé et services sociaux	–	–	–	–	–	–	
Médias et divertissements	1	–	–	0,2	–	–	
Métaux et mines	–	2	(2)	–	1,9	(0,6)	
Détail	–	1	–	–	0,9	–	
Fabrication – divers	4	1	–	0,9	0,9	–	
Télécommunications	–	(14)	(20)	–	(13,1)	(5,8)	
Transports	1	–	–	0,2	–	–	
Services publics	–	(202)	78	–	(188,7)	22,8	
Tous les autres prêts	1	(6)	5	0,2	(5,6)	1,5	
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>17</b>	<b>(217)</b>	<b>38</b>	<b>3,7</b>	<b>(202,8)</b>	<b>11,1</b>	
<b>Total – États-Unis</b>	<b>51</b>	<b>(205)</b>	<b>39</b>	<b>11,2</b>	<b>(191,6)</b>	<b>11,4</b>	
<b>Autres pays</b>							
Automobile	–	–	(4)	–	–	(1,2)	
Câblodistribution	–	(9)	2	–	(8,4)	0,6	
Services financiers	–	(11)	(11)	–	(10,3)	(3,2)	
Médias et divertissements	(4)	–	–	(0,9)	–	–	
Détail	(1)	–	–	(0,2)	–	–	
Télécommunications	–	–	2	–	–	0,6	
Services publics	–	–	(25)	–	–	(7,3)	
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>(5)</b>	<b>(20)</b>	<b>(36)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(18,7)</b>	<b>(10,5)</b>	
<b>Total – autres pays</b>	<b>(5)</b>	<b>(20)</b>	<b>(36)</b>	<b>(1,1)</b>	<b>(18,7)</b>	<b>(10,5)</b>	
<b>Total avant les provisions générales et sectorielles</b>	<b>457</b>	<b>107</b>	<b>342</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	
Provisions générales (reprise)	(48)	(52)	(67)				
Provisions sectorielles (reprise) (y compris le transfert aux provisions spécifiques)	–	–	(661)				
<b>Total</b>	<b>409 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>(386) \$</b>				

<sup>1</sup> D'après la région géographique de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.



## SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

# Situation du capital

TABLEAU 31	STRUCTURE DU CAPITAL ET RATIOS		
(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
<b>Fonds propres de première catégorie</b>			
Bénéfices non répartis	13 725 \$	10 650 \$	9 540 \$
Écarts de conversion	(918)	(696)	(265)
Actions ordinaires	6 334	5 872	3 373
Rajustement additionnel pour les actions de la Banque TD détenues par un courtier	(78)	(29)	(121)
Actions privilégiées admissibles	1 319	895	1 310
Surplus d'apport	66	40	20
Participations sans contrôle admissibles dans les filiales	2 395	1 632	–
Titres de fiducie de capital	1 250	1 250	1 250
Moins : écarts d'acquisition et actifs incorporels excédant la limite de 5 %	(7 014)	(6 508)	(2 467)
<b>Total des fonds propres de première catégorie</b>	<b>17 079</b>	<b>13 106</b>	<b>12 640</b>
<b>Fonds propres de deuxième catégorie</b>			
Billets et débetures subordonnés	6 900	5 138	5 644
Provision générale pour pertes sur créances incluse dans les fonds propres	1 145	1 137	878
Moins : amortissement des billets et des débetures subordonnés	(182)	(39)	(212)
<b>Total des fonds propres de deuxième catégorie</b>	<b>7 863</b>	<b>6 236</b>	<b>6 310</b>
Participation dans des filiales d'assurances réglementées	(1 262)	(1 043)	(819)
Participations importantes dans des filiales non consolidées	(5 065)	(1 072)	(1 036)
Protection de premier niveau	(53)	(44)	(189)
	(6 380)	(2 159)	(2 044)
<b>Total des fonds propres réglementaires</b>	<b>18 562 \$</b>	<b>17 183 \$</b>	<b>16 906 \$</b>
<b>Ratios des fonds propres réglementaires</b>			
Fonds propres de première catégorie	12,0 %	10,1 %	12,6 %
Total des fonds propres	13,1	13,2	16,9
Ratio de l'actif par rapport aux fonds propres <sup>1</sup>	19,9	19,9	17,1
Avoir corporel en actions ordinaires	12 938 \$	9 567 \$	9 000 \$
Avoir corporel en actions ordinaires en % des actifs pondérés en fonction des risques	9,1 %	7,4 %	9,0 %

<sup>1</sup> Total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que les lettres de crédit et les garanties, moins les placements dans des sociétés liées, les écarts d'acquisition et les actifs nets incorporels, divisé par le total des fonds propres réglementaires.

### OBJECTIFS DE LA BANQUE

- Avoir des fonds propres suffisants pour garder la confiance des investisseurs et des déposants, tout en dégagant un rendement satisfaisant pour les actionnaires ordinaires.
- Posséder une structure de fonds propres appropriée, selon l'évaluation interne de la Banque, comme définie par les autorités de réglementation, et par rapport aux autres institutions financières.
- Obtenir le coût global le plus bas pour les fonds propres, tout en préservant une composition appropriée d'éléments de fonds propres afin de respecter les niveaux de capitalisation cibles.
- Maintenir des notations élevées.

### SOURCES DES FONDS PROPRES

Les fonds propres de la Banque proviennent principalement des actionnaires ordinaires et des bénéfices non répartis. Les autres sources englobent les actionnaires privilégiés de la Banque, les porteurs d'instruments hybrides de fonds propres et les porteurs des titres de créance subordonnés de la Banque.

### GESTION DES FONDS PROPRES

La fonction Gestion des risques du Groupe gère les fonds propres de la Banque et est responsable de l'obtention, du maintien et du remboursement des fonds propres. Le conseil d'administration surveille la politique sur les fonds propres et la gestion des fonds propres.

### CAPITAL ÉCONOMIQUE

Le capital économique, ou capital investi, est la mesure interne dont la Banque se sert pour évaluer les fonds propres requis. Le capital économique est formé du capital à risque qui est nécessaire pour financer les pertes qui pourraient survenir dans des situations de crises économiques ou opérationnelles et du capital de placement qui a été utilisé pour financer les acquisitions ou les investissements dans des immobilisations.

La Banque recourt à des modèles internes pour déterminer le capital à risque requis pour couvrir les risques de crédit, de marché, de négociation, de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire, d'exploitation, d'affaires et d'autres risques établis. Le capital à risque diffère des fonds propres réglementaires puisqu'il s'applique tant aux produits de dépôts qu'aux produits d'actifs, et il s'applique aux risques d'exploitation et d'assurance ainsi qu'aux risques de crédit et de marché. Les fonds propres réglementaires sont établis selon les règlements du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

À l'intérieur du cadre de mesure de la Banque, notre objectif est de maintenir le capital à risque servant à couvrir les pertes imprévues à un niveau élevé pour préserver la confiance et les notations. Contrastant avec les mesures des agences de notation et des fonds propres réglementaires, le capital économique désigne uniquement le capital en actions ordinaires. Étant donné que les pertes sont portées à l'état des résultats consolidé, la Banque s'assure de disposer d'un avoir en actions ordinaires suffisant pour absorber les pertes du scénario le plus défavorable.

La Banque fonde ses décisions d'affaires sur le rendement du capital économique, tout en s'assurant que, dans l'ensemble, elle atteint un équilibre entre le respect des exigences des autorités de réglementation et des agences de notation et les fonds disponibles.

### FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES

#### *Fonds propres de première catégorie*

Les fonds propres de première catégorie atteignaient 17,1 milliards de dollars au 31 octobre 2006, en hausse par rapport aux 13,1 milliards de dollars un an plus tôt. La hausse découle surtout de solides bénéfices et de l'opération avec TD Ameritrade, y compris le gain sur dilution de 1 665 millions de dollars. L'incidence défavorable cumulative des fluctuations du change sur les bénéfices non répartis était de 918 millions de dollars au 31 octobre 2006. La Banque a mobilisé 518 millions de dollars en actions ordinaires au cours de l'exercice, dont 328 millions de dollars dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et

70 millions de dollars en rapport avec l'acquisition de VFC. La Banque a également racheté quatre millions d'actions ordinaires au coût de 264 millions de dollars en 2006 dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. La Banque a émis pour 425 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang, série O, et a racheté la totalité des 16 065 actions privilégiées de premier rang, série I, au cours de l'exercice. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 13 afférentes aux états financiers consolidés de la Banque.

#### Fonds propres de deuxième catégorie

La Banque a remboursé deux débetures subordonnées au cours de l'exercice, la première pour 150 millions de dollars, et la deuxième, pour 800 millions de dollars. La Banque a également émis trois nouvelles débetures subordonnées : un billet admissible de catégorie 2A pour 800 millions de dollars, et deux émissions de catégorie 2B pour respectivement 1 milliard de dollars et 500 millions de dollars. Pour plus de détails, se reporter à la note 11 afférente aux états financiers consolidés de la Banque.

#### DIVIDENDES

La politique de dividende de la Banque est approuvée par le conseil d'administration. Au cours de l'exercice, la Banque a haussé son dividende trimestriel à deux reprises, et le dividende trimestriel s'établissait au 31 octobre 2006 à 0,48 \$ l'action, ce qui est conforme à la fourchette cible actuelle de 35 % à 45 % du bénéfice rajusté. Les dividendes en espèces déclarés et versés en 2006 ont atteint 1,78 \$ l'action (1,58 \$ en 2005; 1,36 \$ en 2004). Au 31 octobre 2006, il y avait 717,4 millions d'actions ordinaires en circulation (711,8 millions en 2005; 655,9 millions en 2004). La capacité de la Banque de verser des dividendes est assujettie à la *Loi sur les banques* et aux règlements du BSIF. Pour obtenir de l'information détaillée, se reporter à la note 13 afférente aux états financiers consolidés de la Banque.

#### NOTATIONS

En octobre 2006, Dominion Bond Rating Service (DBRS) a haussé la note des titres de créance de premier rang à long terme de la Banque pour la porter à AA. Standard & Poor's (S&P) et Moody's Investors Service ont modifié leurs perspectives, portant la note de la Banque de stable à positive au cours de l'exercice. En octobre 2006, les notes à long terme suivantes étaient attribuées à la Banque par les agences de notation : Fitch, AA-, Moody's, Aa3, DBRS, AA et S&P, A+.

#### RATIOS DE FONDS PROPRES

Les ratios de fonds propres permettent de mesurer la santé et la souplesse financières.

Le BSIF définit deux principaux ratios d'adéquation des fonds propres : le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. Le BSIF établit des niveaux cibles pour les banques canadiennes comme suit :

- Le ratio des fonds propres de première catégorie est défini comme les fonds propres de première catégorie divisés par les actifs pondérés en fonction des risques. Le BSIF exige que les banques visent un ratio de 7 % pour leurs fonds propres de première catégorie.
- Le ratio du total des fonds propres est défini comme le total des fonds propres réglementaires divisé par les actifs pondérés en fonction des risques. Le BSIF exige que les banques visent un ratio de 10 % pour le total de leurs fonds propres.

Le 31 octobre 2006, le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque et son ratio du total des fonds propres s'établissaient respectivement à 12,0 % et 13,1 %, contre 10,1 % et 13,2 % le 31 octobre 2005. La variation annuelle résulte de plusieurs facteurs dont la croissance des fonds propres, comme il est décrit ci-dessus, et l'augmentation des actifs pondérés en fonction des risques (découlant notamment de l'acquisition de Hudson par TD Banknorth). Le placement de la Banque dans TD Ameritrade est déduit du total des fonds propres, ce qui a une incidence importante sur le ratio du total des fonds propres. La Banque a dépassé sa cible à moyen terme de 8 % à 8,5 % pour les fonds propres de première catégorie.

Le BSIF mesure l'adéquation des fonds propres des banques canadiennes d'après ses instructions pour déterminer le capital rajusté en fonction des risques, les actifs pondérés en fonction des risques et les risques hors bilan. Cette démarche repose sur le cadre réglementaire de la Banque des règlements internationaux (BRI) visant à atteindre une mesure plus uniforme de l'adéquation des fonds propres et à établir des normes pour les banques engagées dans des activités internationales.

#### ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES

Les actifs pondérés en fonction des risques sont établis en appliquant les pondérations en fonction des risques prescrites par le BSIF aux actifs du bilan et aux instruments financiers hors bilan, d'après le risque de crédit de la contrepartie. Les actifs pondérés en fonction des risques comprennent également une somme qui représente l'exposition au risque de marché de la Banque pour son portefeuille de négociation. Le total des actifs pondérés en fonction des risques de la Banque a augmenté de 11,9 milliards de dollars ou 9,2 % en 2006 par rapport à l'exercice précédent.

TABLEAU 32		ACTIFS PONDÉRÉS EN FONCTION DES RISQUES				
(en millions de dollars canadiens)						
	2006		2005		2004	
	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques
<b>Actifs au bilan</b>						
Liquidités et autres	10 782 \$	1 905 \$	13 418 \$	2 435 \$	9 038 \$	1 582 \$
Valeurs mobilières	124 458	4 792	108 096	4 955	98 280	4 155
Valeurs mobilières prises en pension	30 961	1 562	26 375	559	21 888	589
Prêts (montant net)	160 608	91 436	152 243	82 713	123 924	61 251
Engagements de clients au titre d'acceptations	8 676	8 676	5 989	5 896	5 507	5 414
Autres actifs	57 429	8 881	59 089	7 695	52 390	6 208
<b>Total des actifs au bilan</b>	<b>392 914 \$</b>	<b>117 252 \$</b>	<b>365 210 \$</b>	<b>104 253 \$</b>	<b>311 027 \$</b>	<b>79 199 \$</b>
<b>Actifs hors bilan</b>						
Instruments de crédit		14 818		13 419		9 031
Instruments financiers dérivés		6 647		7 201		6 268
<b>Total des actifs hors bilan</b>		<b>21 465</b>		<b>20 620</b>		<b>15 299</b>
<b>Total de l'équivalent des actifs pondérés en fonction des risques</b>						
– risque de crédit		138 717		124 873		94 498
– risque de marché		3 162		5 109		5 808
<b>Total des actifs pondérés en fonction des risques</b>		<b>141 879 \$</b>		<b>129 982 \$</b>		<b>100 306 \$</b>

TABLEAU 33		DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION <sup>1</sup>
Au 31 octobre 2006		Nombre d'actions
<b>Actions privilégiées</b>		
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Banque (en milliers d'actions)		
Série M		14 000
Série N		8 000
Série O		17 000
Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD (en milliers d'actions) :		
Actions privilégiées à dividende non cumulatif, série A		350
<b>Total des actions privilégiées</b>		<b>39 350</b>
<b>Titres de fiducie de capital</b>		
Parts de fiducie émises par Fiducie de capital TD (en milliers de parts)		
Série 2009		900
<b>Total des titres de fiducie de capital</b>		<b>900</b>
<b>Actions ordinaires en circulation</b> (en millions d'actions)		
Options sur actions (en millions d'actions)		717,4
– acquises		12,9
– non acquises		5,4

<sup>1</sup> Pour plus de détails, y compris le montant du capital, les caractéristiques de conversion et d'échange et les distributions, se reporter aux notes 12, 13 et 14 afférentes aux états financiers consolidés de la Banque.

## SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

### Arrangements hors bilan

Dans le cours normal des affaires, la Banque participe à diverses opérations financières qui, selon les PCGR, ne sont pas constatées au bilan consolidé ou le sont mais à des montants différents des totaux notionnels ou contractuels. Ces arrangements hors bilan comportent, entre autres risques, des risques de marché, de crédit et d'illiquidité qui sont traités à la rubrique «Gestion des risques», aux pages 57 à 66 du présent rapport de gestion. Les arrangements hors bilan, notamment les titrisations, les engagements, les garanties et les obligations contractuelles, servent habituellement à la gestion des risques, à la gestion des fonds propres ou pour du financement.

#### STRUCTURES D'ACCUEIL

La Banque mène certaines activités en vertu d'arrangements avec des structures d'accueil (SA). Nous utilisons des SA pour obtenir des liquidités par la titrisation de certains actifs financiers de la Banque, afin d'aider nos clients à titriser leurs actifs financiers et de créer pour eux des produits de placement. Les SA peuvent être structurées en fiducies, en sociétés de personnes ou en sociétés commerciales, et elles peuvent être établies comme des structures d'accueil admissibles (SAA) ou des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Lorsqu'une entité est considérée comme une EDDV en vertu de la note d'orientation concernant la comptabilité de l'ICCA, l'entité doit être consolidée par le principal bénéficiaire. Pour obtenir de l'information sur la note d'orientation concernant la comptabilité relative aux EDDV, se reporter à la note 6 afférente aux états financiers consolidés.

Mécanisme important des marchés de capitaux, les titrisations assurent une liquidité en facilitant l'accès des investisseurs à des portefeuilles particuliers d'actifs et de risques. Une structure de titrisation type consiste pour la Banque à vendre des actifs à une SA qui, à son tour, finance l'achat de ces actifs par une émission de titres. Créées pour répondre à un objectif unique et distinct, les SA ne sont pas des unités d'exploitation et n'ont habituellement pas d'employés. Les documents constitutifs de la SA décrivent le mode de distribution des flux de trésorerie provenant des actifs détenus par la SA entre les investisseurs et les tiers ayant droit à ces flux. La Banque est partie à des SA par voie de titrisations de ses actifs, de titrisations d'actifs de tiers et d'autres opérations financières.

Certaines titrisations de créances montées par la Banque ou de créances de tiers sont réalisées par l'entremise de SAA. Une SAA est une fiducie ou une autre entité juridique manifestement distincte de la Banque, qui exerce certaines activités permises, qui détient des actifs précis et qui ne peut vendre ou céder des actifs particuliers qu'en réponse automatique à des situations réunissant des conditions particulières. Aucune partie, y compris la Banque, ne consolide de SAA.

#### ACCORD DE BÂLE II RÉVISÉ

En 2004, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a finalisé le nouvel Accord de Bâle sur les fonds propres, qui vise à remplacer l'accord qui avait été instauré en 1988 et modifié en 1996. Les principes fondamentaux du nouvel accord prennent en compte les divers degrés de complexité et de technicité des banques pour faciliter la mise en application du cadre proposé. Le cadre permettra aux banques admissibles d'établir leurs fonds propres en fonction de leur méthode d'évaluation interne, de gestion et d'atténuation des risques. Il offre en outre un éventail de méthodes, allant des plus simples aux plus évoluées, pour évaluer le risque de crédit et le risque d'exploitation. Une mesure plus évoluée des risques devrait aligner davantage les fonds propres réglementaires et le capital économique. De plus, le cadre comprend des dispositions prévoyant des changements de calcul des fonds propres de première catégorie et du total des fonds propres.

Le cadre vise à mettre en place une gestion des risques plus rigoureuse et plus exacte en réduisant les fonds propres réglementaires qui sont requis par des méthodes moins strictes et moins évoluées. Bien que l'objectif général du nouveau cadre ne vise ni à augmenter ni à diminuer le niveau global des fonds propres dans le système, certaines institutions financières verront leurs fonds propres réglementaires augmenter, tandis que d'autres les verront diminuer, selon la combinaison des actifs, le niveau de risque et l'historique de pertes propres à chacune.

La Banque a entrepris de recueillir, d'analyser et de présenter les données nécessaires et elle est en bonne voie de respecter les exigences du nouvel accord de Bâle prescrites par notre autorité de réglementation pour le contexte canadien. Le nouveau cadre réglementaire devrait entrer en vigueur pour les banques canadiennes en 2008.

La Banque surveille sa participation auprès des SA par l'entremise de son comité des risques de réputation. Le comité a pour mandat de revoir les opérations structurées et les crédits complexes susceptibles de présenter d'importants risques de réputation, juridiques, de réglementation, comptables ou fiscaux, y compris les opérations faisant appel à des SA.

#### TITRISATION D'ACTIFS DE LA BANQUE

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires commerciaux pour rehausser sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de sa situation nette. Ces titrisations sont décrites ci-après.

##### Prêts hypothécaires résidentiels

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et leur cession éventuelle à des EDDV. La Banque continue de gérer les prêts hypothécaires titrisés et s'expose aux risques liés aux prêts cédés du fait des droits conservés dans ces prêts. Aucune perte sur créances n'est prévue à l'égard des droits conservés dans les prêts hypothécaires résidentiels titrisés, ceux-ci étant tous garantis par un gouvernement. Nous conservons des droits dans la marge excédentaire des titres adossés à des créances hypothécaires vendus et continuons de gérer les prêts hypothécaires sous-jacents à ces titres, en contrepartie d'avantages équivalant à une rémunération fondée sur le marché.

Au 31 octobre 2006, l'encours des prêts hypothécaires résidentiels titrisés de la Banque totalisait 17,9 milliards de dollars, contre 15,5 milliards de dollars en 2005. La valeur comptable de nos droits conservés dans des prêts hypothécaires résidentiels titrisés au 31 octobre 2006 était de 128,4 millions de dollars contre 273 millions de dollars en 2005.

##### Structures de copropriété

La Banque titrise des prêts immobiliers garantis aux particuliers, des prêts sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires commerciaux au moyen d'une structure de copropriété. Selon cette structure, les droits de propriété dans un groupe homogène sont vendus à des SA. En vertu de ses droits de propriété, la SA a droit à une partie des recouvrements de prêts utilisés pour payer ses frais et s'acquitter de ses obligations envers les porteurs de ses titres adossés à des actifs. Bien que les droits de la Banque dans les créances ne soient plus constatés dans notre bilan, nous gardons le compte du client et entretenons la relation. La titrisation de nos prêts immobiliers garantis aux particuliers et des créances sur cartes de crédit est une vente d'un point de vue juridique et satisfait aux critères de traitement à titre de vente d'un point de vue comptable. Au moment de la vente, ces créances sont retirées de notre bilan, ce qui donne lieu à un gain ou à une perte comptabilisé(e) dans les revenus autres que d'intérêts dans l'état des résultats consolidé.

Pour la titrisation des prêts immobiliers garantis aux particuliers, la Banque fournit un rehaussement de crédit du fait de ses droits conservés dans la marge excédentaire de la SAA et, dans certains cas, en fournissant des lettres de crédit. Les droits que la Banque conserve dans la marge excédentaire de la SAA et dans les lettres de crédit sont subordonnés aux obligations des porteurs des titres adossés à des actifs et absorbent les pertes sur les prêts immobiliers aux particuliers avant que les paiements aux porteurs en souffrent. Au 31 octobre 2006, l'encours des prêts immobiliers aux particuliers titrisés de la Banque s'établissait à 8 milliards de dollars, contre 4,8 milliards de dollars au 31 octobre 2005. La valeur comptable de nos droits conservés dans les prêts immobiliers aux particuliers titrisés était de 61,7 millions de dollars au 31 octobre 2006 en regard de 32 millions de dollars au 31 octobre 2005.

Pour la titrisation des cartes de crédit, la Banque fournit un rehaussement de crédit à la SAA du fait de ses droits conservés dans la marge excédentaire. Les droits que la Banque conserve dans la marge excédentaire de la SAA sont subordonnés aux obligations de cette dernière envers les porteurs de ses titres adossés à des actifs et absorbent les pertes liées aux prêts sur cartes de crédit avant que les paiements aux porteurs en souffrent. Si les flux de trésorerie nets sont insuffisants, la perte de la Banque se limite à un coupon détaché qui découle du calcul d'un gain ou d'une perte au moment de la vente des créances. Au 31 octobre 2006, l'encours des créances sur cartes de crédit titrisées de la Banque s'élevait à 800 millions de dollars, comparativement à 1,3 milliard de dollars au 31 octobre 2005. La valeur comptable de nos droits conservés dans des créances sur cartes de crédit titrisées au 31 octobre 2006 était de 7,03 millions de dollars contre 24 millions de dollars au 31 octobre 2005.

La Banque vend des prêts hypothécaires commerciaux dans des groupes de sûretés à une SA. La SA finance l'achat de ces groupes par l'émission de certificats de propriété de rangs différents et qui peuvent ou non être notés (de AAA à B-). Les certificats de propriété représentent des droits indivis dans le groupe de sûretés, et la SA, comme elle a vendu tous les droits indivis associés au groupe, n'est plus assujettie aux risques des groupes de sûretés. La vente de nos prêts hypothécaires commerciaux à la SA constitue une vente réelle au sens comptable, et comme nous n'exerçons aucun contrôle sur la SA et que nous ne sommes exposés à aucun risque/rendement associé aux prêts hypothécaires, nous ne consolidons pas la SA.

La Banque titre également des prêts hypothécaires commerciaux en les vendant à des EDDV. Au 31 octobre 2006, 165 millions de dollars de nos prêts hypothécaires commerciaux montés avaient été titrisés par l'entremise d'une EDDV dont nous étions le promoteur, tandis que 55 millions de dollars de prêts hypothécaires commerciaux ont été vendus à une EDDV dont le promoteur était un tiers. Les droits de la Banque dans la marge excédentaire, le compte de dépôt en garantie et les prêts hypothécaires commerciaux des EDDV dont nous sommes le promoteur sont subordonnés aux obligations des EDDV envers les porteurs de leurs titres adossés à des créances. Les droits de la Banque dans la marge excédentaire des EDDV dont le promoteur est un tiers sont subordonnés aux obligations des EDDV envers les porteurs de leurs titres adossés à des créances.

Les actifs titrisés de la Banque qui ne sont pas constatés au bilan consolidé totalisaient 27,9 milliards de dollars, contre 23,9 milliards de dollars un an plus tôt. Pour obtenir de l'information détaillée, se reporter à la note 4 afférente aux états financiers consolidés de la Banque. Si ces titrisations cessaient d'exister, la Banque devrait rétablir la totalité de ces actifs dans son bilan consolidé et assumer entièrement le risque d'exploitation, le risque financier et le risque de marché qui en découleraient.

#### **FIDUCIES DE CAPITAL**

Nous sommes le promoteur de SA pour mobiliser des capitaux, y compris les titres de fiducie de capital TD II, série 2012-1 (TD CaTS II), émis par Fiducie de capital TD II (fiducie II) qui est une EDDV. Comme la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de fiducie II, elle ne consolide pas ces titres. Pour des détails sur cette activité des fiducies de capital et sur les modalités des TD CaTS II émis et en circulation, voir la note 12 afférente aux états financiers consolidés.

#### **TITRISATION D'ACTIFS DE TIERS**

La Banque aide ses clients à titriser leurs actifs financiers par l'intermédiaire de SA qu'elle administre. La Banque peut fournir un rehaussement de crédit aux SA ou obtenir pour ces dernières des facilités de swap ou de liquidité ou leur offrir des services de placement de valeurs mobilières. Les facilités de liquidité ne sont disponibles qu'en cas de perturbation générale du marché et la probabilité de perte est négligeable. La Banque ne fournit pas d'employés aux SA et n'a aucun droit de propriété dans ces dernières. Tous les honoraires tirés de ces activités sont conformes aux conditions du marché. Si ces titrisations cessaient d'exister, les revenus de titrisation de la Banque diminueraient.

Notre relation principale avec les SA se limite à l'administration de programmes de conduits de papier commercial adossé à des créances à vendeurs multiples (conduits à plusieurs vendeurs) dont le montant totalisait 10,3 milliards de dollars au 31 octobre 2006, et 9,7 milliards de dollars au 31 octobre 2005. Nous administrons actuellement quatre programmes de conduits à plusieurs vendeurs. Nous sommes engagés dans les marchés des conduits à plusieurs vendeurs parce qu'ils génèrent un rendement redressé en fonction du risque avantageux pour nous. Nos clients utilisent surtout les conduits à plusieurs vendeurs pour diversifier leurs sources de financement et réduire les coûts de financement en misant sur la valeur de garanties de haute qualité.

#### **CRÉATION D'AUTRES PRODUITS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT**

La Banque vend des valeurs du compte de négociation à des EDDV dans le cadre de ses stratégies de gestion du bilan. Comme la Banque a des droits variables importants dans ces EDDV mais n'en est pas le principal bénéficiaire, elle ne consolide pas ces EDDV. Par ailleurs, la Banque ne conserve pas de contrôle effectif sur les actifs vendus. Les actifs vendus en vertu de ces ententes s'élevaient à 1 milliard de dollars au 31 octobre 2006, par rapport à 1 milliard de dollars en 2005. La Banque conclut des swaps sur le rendement total avec les contreparties de la vente des actifs. Le risque de marché découlant de toutes ces opérations fait l'objet d'un suivi et d'une surveillance constante.

La Banque participe aussi à des structures de titres garantis par des créances en vertu desquelles elle peut agir à titre de preneur ferme, de tiers investisseur ou de contrepartie à des dérivés. Ces titres permettent de mobiliser, par l'émission de titres de créance, des capitaux qui serviront à investir dans des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés. Le résultat net est réparti entre les détenteurs de droits variables dans les titres garantis par des créances. Les structures de titres garantis par des créances que nous gérons peuvent de temps à autre acheter des biens donnés en garantie émanant de nous ou de tiers. Nous ne consolidons pas ces structures de titres garantis par des créances. Nous constatons les revenus d'honoraires tirés des services de structuration et de gestion des garanties et, dans les cas indiqués, les revenus d'intérêts découlant des placements dans des titres garantis par des créances.

De plus, la Banque offre des billets liés à des actions, des billets liés à des effets de crédit, des billets liés à des taux d'intérêt et des obligations liées à la valeur d'une marchandise à différentes EDDV et à de tiers clients. Ces opérations présentent un risque négligeable pour la Banque.

Par l'entremise de La Société Canada Trust, la Banque agit comme fiduciaire de fiducies de particuliers et de sociétés. Elle reçoit des honoraires de fiduciaire pour ces services.

La Banque est en outre le promoteur d'un grand nombre de fonds communs de placement dont elle est l'administrateur. Elle ne garantit toutefois pas le capital investi par les investisseurs ni le rendement de ces fonds.

De plus, la Banque offre d'autres produits financiers à ses clients. Il arrive que ces produits financiers soient créés par l'entremise d'une EDDV qui en est l'émetteur ou le débiteur. La Banque peut offrir aux EDDV certains services d'administration et d'autres produits financiers contre une rémunération aux conditions du marché.

## GARANTIES

Dans le cours normal des affaires, nous concluons divers contrats de garantie visant à soutenir nos clients. Ces garanties, à l'exception des primes connexes, sont maintenues hors bilan à moins qu'une provision soit nécessaire pour couvrir des pertes probables. Les principaux types de garanties que nous offrons comprennent des lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution, des actifs vendus avec recours, des rehaussements de crédit, des options vendues et des ententes d'indemnisation. Pour de l'information détaillée sur les garanties de la Banque, voir la note 20 afférente aux états financiers consolidés.

## ENGAGEMENTS

La Banque conclut différentes ententes pour répondre aux besoins financiers de ses clients et comme source de revenus d'honoraires pour elle. Les engagements importants de la Banque comprennent des lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution, des lettres de crédit documentaires et commerciales ainsi que des engagements de crédit. Ces produits peuvent exposer la Banque à des risques d'illiquidité, de crédit ou de réputation. Il y a des processus de gestion et de contrôle des risques adéquats en place pour réduire ces risques. La note 20 afférente aux états financiers consolidés de la Banque présente de l'information détaillée sur le montant de crédit additionnel maximum que la Banque pourrait être tenue d'engager.

## OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La Banque a des obligations contractuelles d'effectuer des paiements futurs à l'égard d'engagements découlant de contrats de location-exploitation et de location-acquisition et de certains engagements d'achat. Ces obligations contractuelles influent sur les besoins de liquidité et de fonds propres à court et à long terme de la Banque. Tous les contrats, à l'exception des engagements découlant de contrats de location-exploitation, (ceux en vertu desquels nous nous sommes engagés à acheter des volumes déterminés de biens et de services), sont présentés dans le bilan consolidé de la Banque. Le tableau 34 ci-après résume nos obligations contractuelles.

TABLEAU 34	CALENDRIER DES ÉCHÉANCES D'OBLIGATIONS CONTRACTUELLES					2006	2005
	(en millions de dollars canadiens)	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Dépôts <sup>1</sup>	202 655 \$	39 306 \$	17 387 \$	1 559 \$	260 907 \$	246 981 \$	
Billets et débentures subordonnés	1	1	228	6 670	6 900	5 138	
Engagements découlant de contrats de location-exploitation	309	551	373	561	1 794	1 829	
Titres de fiducie de capital	-	-	900	-	900	900	
Ententes de services de réseau	154	462	-	-	616	657	
Guichets automatiques	68	180	55	-	303	371	
Technologies de centre d'appels	15	61	83	55	214	-	
Licences de logiciels et entretien du matériel	81	54	-	-	135	-	
<b>Total</b>	<b>203 283 \$</b>	<b>40 615 \$</b>	<b>19 026 \$</b>	<b>8 845 \$</b>	<b>271 769 \$</b>	<b>255 876 \$</b>	

<sup>1</sup> Comme la date des dépôts payables à vue et des dépôts payables sur préavis n'est pas précisée et est établie par le déposant, les obligations sont considérées à moins de un an.



## SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

# Instruments financiers

La Banque, en tant qu'institution financière, possède des actifs et des passifs qui se composent essentiellement d'instruments financiers. Les actifs financiers de la Banque comprennent, entre autres, des liquidités, des valeurs dans des comptes de placement et de négociation, des prêts et des dérivés, tandis que les passifs financiers comprennent des dépôts, des obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert, des obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension, des instruments dérivés et des titres de créance subordonnés.

La Banque utilise des instruments financiers à des fins de transaction et à des fins autres que de transaction. En règle générale, la Banque s'engage dans des activités de transaction par l'achat et la vente de valeurs mobilières dans le but d'obtenir des liquidités et de combler les besoins des clients et, plus rarement, par la prise de positions de transaction exclusives dans le but de dégager un profit. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction comprennent les valeurs

mobilières du compte de négociation et les dérivés détenus à des fins de transaction. Les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction se composent du portefeuille de prêts, des valeurs mobilières du compte de placement, des dérivés de couverture et des passifs financiers de la Banque. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur dans les états financiers consolidés de la Banque, tandis que les instruments financiers détenus à des fins autres que de transaction sont comptabilisés au coût. Cela traduit la façon dont la Banque gère ses propres activités. Pour de plus amples renseignements sur la façon de calculer la juste valeur des instruments financiers, se reporter à la rubrique «Estimations comptables critiques» à la page 67.

L'utilisation d'instruments financiers permet à la Banque de dégager des profits sous la forme de revenus d'intérêts et d'honoraires. Les instruments financiers créent également divers risques que la Banque gère par la voie de ses politiques et procédures étendues de gestion des risques. Les principaux risques sont les risques de taux d'intérêt, de crédit et d'illiquidité ainsi que le risque lié aux actions et le risque de change. Pour une description plus détaillée de la façon dont la Banque gère ses risques, se reporter à la rubrique «Gestion des risques» aux pages 57 à 66.

## FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES

# Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs

Outre les risques décrits dans la partie Gestion des risques, beaucoup d'autres facteurs de risque, dont beaucoup échappent à notre contrôle, pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon importante de nos plans, de nos objectifs et de nos estimations. Certains de ces facteurs sont décrits ci-dessous. Tout énoncé prospectif, y compris les énoncés prospectifs inclus dans le présent rapport de gestion, est naturellement associé à des risques et à des incertitudes, de nature générale et spécifique, qui peuvent faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Certains de ces facteurs sont présentés ci-dessous et d'autres sont cités dans la mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs, en page 11 du présent rapport de gestion.

### FACTEURS LIÉS AU SECTEUR

#### *Conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités*

La Banque exerce ses activités au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays. Par conséquent, la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités peut avoir une incidence importante sur ses bénéfices. Les facteurs conjoncturels comprennent notamment les taux d'intérêt à court et à long terme, l'inflation, les fluctuations des marchés financiers et du marché de la dette, les taux de change, la vigueur de l'économie, les menaces terroristes et le volume d'affaires réalisé dans une région donnée. Par exemple, si l'économie traversait une période de ralentissement marquée par une hausse du chômage et une baisse du revenu familial, cela aurait un effet négatif sur les bénéfices et les investissements des sociétés, la consommation, et la demande de nos prêts et autres produits, et notre provision pour pertes sur créances augmenterait probablement, ce qui porterait atteinte à nos bénéfices. De même, un désastre naturel pourrait entraîner un accroissement des demandes de règlement qui pourrait nuire à nos résultats.

#### *Taux de change*

Les variations des taux de change des monnaies du Canada, des États-Unis et des autres pays où la Banque exerce des activités peuvent avoir un effet néfaste sur sa situation financière et sur ses bénéfices futurs en raison des écarts de conversion. Par exemple, l'appréciation du dollar canadien peut nuire à nos placements et à nos bénéfices aux États-Unis, y compris le placement de la Banque dans TD Banknorth Inc. et TD Ameritrade Holding Corporation. L'appréciation du dollar canadien peut aussi nuire aux bénéfices des petites entreprises, des commerces et des grandes sociétés qui sont des clients de la Banque au Canada.

#### *Politique monétaire*

Les bénéfices de la Banque sont tributaires des politiques monétaires de la Banque du Canada et de la Réserve fédérale américaine ainsi que d'autres facteurs à l'origine de l'évolution des marchés des capitaux. Les variations de la masse monétaire et du niveau général des taux d'intérêt peuvent avoir une incidence sur la rentabilité de la Banque. Une fluctuation des taux d'intérêt modifie l'écart entre les intérêts payés sur les dépôts et les intérêts gagnés sur les prêts, ce qui entraîne une variation du revenu d'intérêts net de la Banque. Les facteurs à l'origine de l'évolution des politiques monétaires et des marchés des capitaux échappent au contrôle de la Banque qui ne peut ni les prévoir ni les anticiper.

#### *Concurrence*

Le niveau de concurrence sur les marchés où la Banque exerce ses activités a une incidence sur son rendement. La Banque fait actuellement face à une très forte concurrence. Le maintien de la clientèle dépend de nombreux facteurs comme les prix des produits ou des services, le niveau de service à la clientèle offert et les modifications des produits et services proposés.

#### *Modifications des lois et des règlements et poursuites judiciaires*

Les modifications des lois et des règlements, y compris les changements touchant leur interprétation ou leur mise en œuvre, pourraient avoir une incidence sur la Banque puisqu'elles pourraient restreindre sa gamme de produits ou de services ou augmenter la capacité des concurrents à rivaliser avec ses produits ou ses services. En outre, un manquement aux lois et aux règlements applicables pourrait entraîner des sanctions et des amendes pouvant avoir une incidence défavorable sur les bénéfices de la Banque et sur sa réputation. Toute décision d'un tribunal ou d'une autorité de réglementation et toute poursuite judiciaire intentée contre la Banque peut avoir une influence néfaste sur ses résultats.

#### *Exactitude et intégralité des renseignements sur les clients et les contreparties*

Dans ses décisions concernant l'autorisation d'un crédit ou d'autres opérations avec des clients et des contreparties, la Banque peut se fier à des renseignements fournis par ces clients et ces contreparties, y compris des états financiers et d'autres informations financières. La Banque peut également se fier aux déclarations faites par des clients et des contreparties à l'égard de l'exactitude et de l'intégralité de ces renseignements. La situation financière et les bénéfices de la Banque pourraient en pâtir si celle-ci se fiait à des états financiers qui ne sont pas conformes aux PCGR, qui sont trompeurs ou qui ne présentent pas, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats d'exploitation des clients et des contreparties.

#### *Conventions et méthodes comptables utilisées par la Banque*

Les conventions et les méthodes comptables utilisées par la Banque établissent la façon dont la Banque présente sa situation financière et ses résultats d'exploitation, et peuvent exiger que la direction fasse des estimations ou qu'elle recoure à des hypothèses portant sur des questions qui sont, par nature, incertaines. Ces estimations et ces hypothèses peuvent être révisées et toute modification peut avoir une incidence néfaste marquée sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Banque.

**FACTEURS PARTICULIERS À LA BANQUE**

**Nouveaux produits et services pour maintenir ou accroître la part de marché**

La capacité de la Banque à maintenir ou à accroître sa part de marché dépend, en partie, de sa capacité à adapter ses produits et ses services aux normes changeantes du secteur. Les sociétés de services financiers subissent de plus en plus de pression à l'égard des prix de leurs produits et services. Ce facteur peut réduire le revenu d'intérêts net ou les revenus tirés des produits et des services de la Banque donnant droit à des commissions. En outre, l'engouement pour de nouvelles technologies pourrait entraîner de grandes dépenses pour la Banque afin de modifier ou d'adapter ses produits et ses services. La Banque pourrait être incapable de déployer avec succès de nouveaux produits et services, de les faire accepter par le marché ou de développer une clientèle et de la fidéliser.

**Acquisitions et plans stratégiques**

La Banque soupèse régulièrement des occasions d'acquérir d'autres sociétés de services financiers ou une partie de leurs activités, soit directement, soit indirectement au moyen des stratégies d'acquisition de ses filiales. La capacité de la Banque ou d'une filiale de réaliser avec succès une acquisition est souvent assujettie à l'approbation des autorités de réglementation et des actionnaires. À cet égard, la Banque ne peut être certaine ni du moment où l'approbation des autorités de réglementation sera accordée ni des modalités et conditions en vertu desquelles elle le sera, le cas échéant. Les acquisitions peuvent avoir une incidence sur les résultats futurs selon le degré de réussite de la direction à intégrer l'entreprise acquise. Si la Banque ou sa filiale a de la difficulté à intégrer l'entreprise acquise, à maintenir un niveau de gouvernance approprié

sur l'entreprise acquise ou à découvrir les leaders adéquats au sein de l'entreprise acquise, les augmentations des revenus, les économies de coûts, l'accroissement des parts de marchés et les autres avantages attendus de l'acquisition pourraient ne pas se matérialiser. Le rendement financier de la Banque est également tributaire de sa capacité à exécuter les plans stratégiques élaborés par la direction. Si les plans stratégiques ne se réalisent pas avec succès ou qu'ils sont modifiés, les résultats de la Banque pourraient croître plus lentement ou décroître.

**Capacité de recruter des dirigeants clés et de les maintenir en poste**

Le rendement futur de la Banque repose en grande partie sur sa capacité à recruter des dirigeants clés et à les maintenir en poste. Il existe une forte rivalité pour s'attacher les meilleures personnes dans le secteur des services financiers. La Banque ou une société acquise par la Banque ne peuvent garantir qu'elles seront en mesure de continuer à recruter des dirigeants clés et à les maintenir en poste, bien que cela soit un objectif des politiques et pratiques de gestion des ressources de la Banque.

**Infrastructure commerciale**

Des tiers fournissent des composantes essentielles de l'infrastructure commerciale de la Banque comme les connexions à Internet et l'accès aux réseaux. Compte tenu du volume élevé d'opérations que nous traitons quotidiennement, certaines erreurs peuvent se répéter ou se combiner avant d'être découvertes et rectifiées avec succès. Malgré les plans d'urgence que nous avons mis en place, les interruptions de services Internet, de services d'accès aux réseaux ou d'autres services de communication voix-données fournis par ces tiers pourraient avoir une incidence néfaste sur la capacité de la Banque à offrir des produits et des services aux clients et à exercer autrement ses activités.

**FACTEURS DE RISQUE ET GESTION DES RISQUES**

**Gestion des risques**

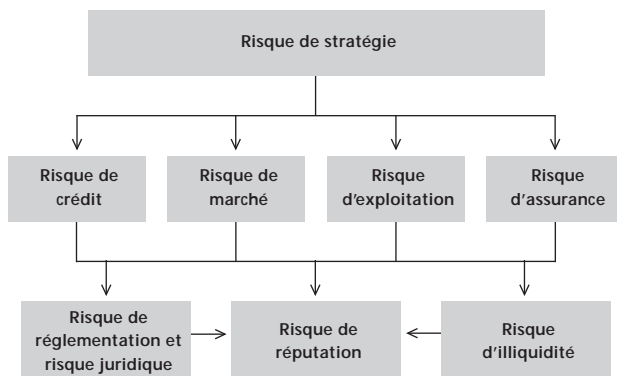
**SOMMAIRE**

La prestation de services financiers comporte des risques qu'il faut prendre de façon prudente en vue d'assurer une croissance rentable. L'objectif de la Banque est d'obtenir un rendement stable et durable pour chaque dollar de risque que nous prenons, tout en accordant une grande importance à l'investissement dans nos entreprises afin de nous assurer d'atteindre nos objectifs de croissance future. Nos entreprises examinent avec soin les divers risques auxquels elles sont exposées et évaluent l'incidence de ces risques et la probabilité qu'une perte en découle. Nous parons à ces risques en mettant en place des stratégies d'affaires et de gestion des risques pour nos diverses unités d'exploitation, compte tenu des risques et du milieu d'affaires au sein duquel nous exerçons nos activités.

**QUELS SONT LES RISQUES POUR NOS ENTREPRISES?**

Du fait de ses entreprises et des activités qu'elle exerce, la Banque est exposée à un grand nombre de risques, recensés et définis dans notre cadre de gestion des risques. Ce cadre est la plateforme de mise en place de processus appropriés pour surveiller les risques qui sert également à communiquer les principaux risques pouvant mettre en péril la réalisation de nos objectifs et de nos stratégies d'affaires et à en faire rapport de façon uniforme.

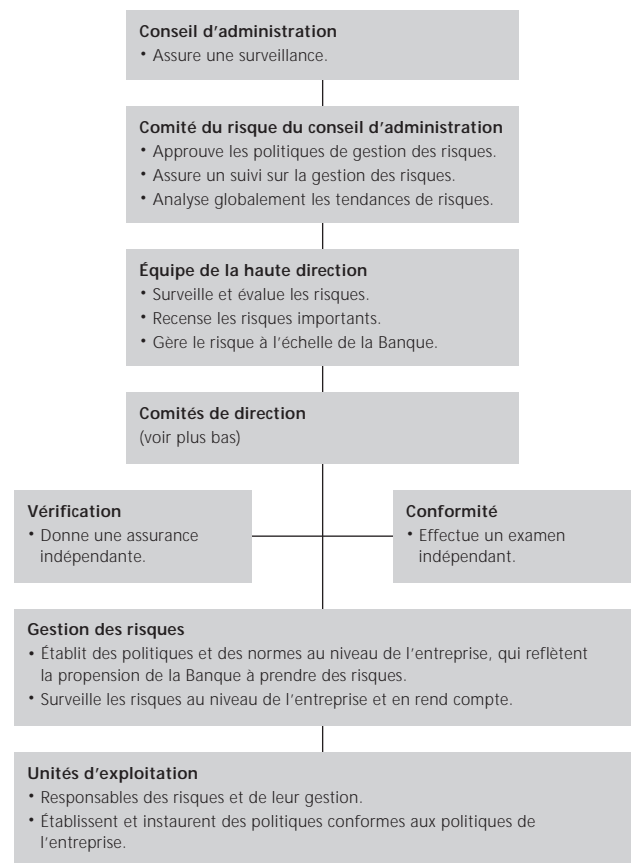
**CADRE DE GESTION DES RISQUES**



Comme l'illustre le schéma ci-dessus, le cadre de gestion des risques définit les principales catégories de risques auxquelles nous sommes exposés ainsi que les rapports qui les unissent.

**RESPONSABLES DE LA GESTION DES RISQUES**

Nous avons mis en place une structure de gouvernance pour la gestion des risques qui établit la filière-risque et attribue les responsabilités des administrateurs, des dirigeants et des employés participant à la gestion des risques. Cette structure nous assure que l'information importante sur les risques est diffusée, par les unités d'exploitation et les fonctions chargées de la supervision, à l'équipe de la haute direction et au conseil d'administration.



## Comités de direction

<p><b>Comité d'examen du rendement d'entreprise</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présidé par le président et chef de la direction.</li> <li>Examine l'ensemble des stratégies et le rendement des exploitations.</li> </ul>	<p><b>Comité de surveillance des risques d'exploitation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présidé par le chef de la gestion des risques.<sup>1</sup></li> <li>Chargé de la supervision de toutes les activités de gestion des risques d'exploitation de la Banque et de la conformité de la Banque aux lois.</li> </ul>	<p><b>Comité de placements</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présidé par le chef de la gestion des risques.<sup>1</sup></li> <li>Examine le rendement de tous les principaux placements, y compris le portefeuille de la Banque et les mandats de clients, gérés par des gestionnaires de portefeuille externes et internes.</li> </ul>	<p><b>Comité de l'actif et du passif</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présidé par le chef de la gestion des risques.<sup>2</sup></li> <li>Chargé de la surveillance du risque de marché lié aux activités autres que de négociation de la Banque, de la situation de financement et de trésorerie consolidée et de la situation du capital consolidé, y compris la couverture des capitaux en monnaies étrangères.</li> </ul>
<p><b>Comité du risque de réputation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présidé par le chef de la gestion des risques.<sup>3</sup></li> <li>Examine et approuve les questions touchant le risque de réputation de même que les opérations sur produits structurés complexes, et établit et supervise la politique relative au risque de réputation.</li> </ul>	<p><b>Comité de divulgation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présidé par le vice-président à la direction et chef des finances.</li> <li>S'assure que des contrôles et des procédures sont en place en vue de présenter des informations fiables et conformes en temps opportun aux autorités de réglementation, aux actionnaires et au marché.</li> </ul>	<p><b>Comité de l'entreprise</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présidé par le président et chef de la direction.</li> <li>S'occupe de la coordination de toutes les fonctions Siège social de la Banque et de l'exécution des opérations de fusions et acquisitions.</li> </ul>	<p><b>Comité de services partagés au Canada</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Présidé par le coprésident, Activités de la Société.</li> <li>S'assure de tirer parti efficacement des services partagés par les unités d'exploitation canadiennes.</li> </ul>

<sup>1</sup> Actuellement présidé par intérim par le coprésident, Activités de la Société.

<sup>2</sup> Actuellement présidé par intérim par le vice-président à la direction et chef des finances.

<sup>3</sup> Actuellement présidé par intérim par le vice-président à la direction et chef du contentieux.

### NOTRE STRUCTURE DE GOUVERNANCE POUR LA GESTION DES RISQUES ÉTABLIT CE QUI SUIT :

- Le conseil d'administration et son comité du risque sont responsables de voir à ce que la direction instaure et oriente, à l'échelle de la Banque, une culture de gestion efficace des risques. Ensemble, ils établissent la propension de la Banque à prendre des risques, par l'examen et l'approbation périodiques de politiques appropriées de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise.
- L'équipe de la haute direction de la Banque, présidée par le président et chef de la direction, est responsable de la surveillance, de l'évaluation et de la gestion des risques à l'échelle de la Banque.
- Le président et chef de la direction et le chef de la gestion des risques, avec l'appui des autres membres de l'équipe de la haute direction, sont responsables du recensement et de la communication au conseil d'administration des risques jugés importants.
- Les comités de direction surveillent, à l'échelle de l'entreprise, les principaux risques et principales expositions aux risques, par l'examen et l'appui des politiques, des stratégies et des activités de contrôle de gestion des risques. Les comités de direction voient à ce que les ressources de gestion des risques déployées dans toute la Banque soient suffisantes et adéquates pour que nos objectifs en la matière soient réalisés. Les comités tiennent des réunions périodiques et, au besoin, des réunions spéciales.
- La fonction Gestion des risques, exercée au niveau du Siège social, présidée par le chef de la gestion des risques, est responsable de l'établissement de politiques et de pratiques, à l'échelle de l'entreprise, qui reflètent la propension de la Banque à prendre des risques. La Gestion des risques doit aussi surveiller les risques propres aux unités ou à l'échelle de l'entreprise et en rendre compte lorsque ces risques peuvent nuire à la Banque. Le chef de la gestion des risques préside les comités de direction axés sur les risques ou en fait partie.
- Certains membres de direction de l'équipe de Gestion des risques assurent actuellement par intérim le rôle de chef de la gestion des risques.
- Les fonctions Vérification et Conformité s'assurent, de façon indépendante, de l'efficacité des politiques, des procédures et des contrôles internes de gestion des risques et en rendent compte à la direction et au conseil d'administration.
- Chaque unité d'exploitation est responsable de la gestion de ses propres risques et du signalement aux échelons supérieurs des questions importantes liées au risque, selon les besoins. Les professionnels de la gestion des affaires et de la gestion des risques de chaque unité d'exploitation s'assurent que des politiques, des processus et des contrôles internes sont établis afin de gérer, outre les affaires, les risques qui y sont associés.

### COMMENT NOUS GÉRONS LES RISQUES

La Banque a adopté une approche globale et proactive de la gestion des risques qui intègre l'expérience et les connaissances spécialisées de nos unités d'exploitation et de nos professionnels de la gestion des risques ainsi que les rôles de surveillance du Siège social. Notre approche fait la promotion d'une solide culture de gestion des risques et s'aligne sur les objectifs stratégiques de la Banque. Elle comprend ce qui suit :

- Des politiques et des pratiques de gestion des risques appropriées, à l'échelle de l'entreprise, y compris des lignes directrices, des exigences et des limites qui maintiennent les risques à des niveaux acceptables.
- Un examen et une évaluation réguliers des politiques de gestion des risques par les comités de direction, puis un examen et une approbation par le comité du risque du conseil d'administration.
- Un cadre intégré de processus de suivi des risques et d'information, à l'échelle de l'entreprise, qui permet de communiquer, sous forme de rapports, les éléments clés du profil de risque de la Banque, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, à la haute direction et au conseil d'administration.
- Des méthodes de mesure des risques qui recourent à une quantification, y compris une analyse de la valeur à risque, des analyses de scénarios et des évaluations des facteurs de stress.
- Des autoévaluations annuelles par les principales unités d'exploitation et le rôle de surveillance du Siège social chargé de la supervision des principaux risques et contrôles internes de ces unités. Les questions importantes liées aux risques sont recensées, signalées aux échelons supérieurs et contrôlées, selon les besoins.
- Une mesure appropriée du rendement qui répartit le capital économique à risque entre les unités d'exploitation et impute une charge correspondante.
- Une surveillance active des occurrences de risques internes et externes afin de jauger l'efficacité des contrôles internes.
- Des examens indépendants et exhaustifs par le service Vérification quant à la qualité de l'environnement de contrôle interne et à la conformité aux politiques et procédures de gestion des risques.

### COMMENT LE RISQUE EST GÉRÉ À TD BANKNORTH

Étant une société ouverte, TD Banknorth gère activement le risque au moyen de sa propre structure de gouvernance, compte tenu des risques inhérents à ses activités. La Banque surveille de diverses façons la gouvernance et la gestion des risques de TD Banknorth. Deux administrateurs indépendants de la Banque ainsi que le chef de la direction font aussi partie du conseil d'administration de TD Banknorth. Un de ces administrateurs indépendants est membre du comité de gestion des risques de son conseil d'administration. Semestriellement, le chef de la gestion des risques de TD Banknorth présente un aperçu du profil de risque de TD Banknorth au comité du risque du conseil d'administration de la Banque, et les rapports sur les risques de TD Banknorth sont examinés trimestriellement dans le cadre des réunions du comité du risque de la Banque.

À l'échelon de la direction, certaines fonctions comme Gestion des risques, Conformité et Vérification ont établi des protocoles qui facilitent l'échange d'information entre les deux sociétés. Plus précisément, les cadres de Gestion des risques de TD Banknorth, y compris le chef de la gestion des risques, rencontrent régulièrement leurs homologues de la Banque afin de traiter des questions courantes et nouvelles liées au risque. Le vérificateur principal de la Banque examine tous les rapports de vérification de TD Banknorth et fournit, chaque trimestre, de l'information sur les questions importantes liées à la vérification et aux risques de TD Banknorth au comité de vérification du conseil d'administration de la Banque. Le chef de la conformité de la Banque rencontre régulièrement les cadres responsables de la conformité de TD Banknorth afin de passer en revue les questions, les activités et les rapports importants liés à la conformité. En outre, les activités de gestion de l'actif et du passif de TD Banknorth sont fondées sur les modèles et les processus d'évaluation de la Banque.

#### COMMENT LE RISQUE EST GÉRÉ À TD AMERITRADE

Bien que la Banque ne possède pas de participation conférant le contrôle dans TD Ameritrade, elle exerce une surveillance sur la fonction de gestion des risques par une gouvernance appropriée et les protocoles du conseil d'administration et de la direction.

La Banque nomme cinq des douze administrateurs de TD Ameritrade. Ce nombre comprend actuellement notre chef de la direction, le coprésident, Activités de la Société, et un administrateur indépendant de la Banque. Les règlements de TD Ameritrade, qui stipulent que les nominations des futurs chefs de la direction doivent être approuvées par les deux tiers des membres du conseil d'administration, font que le choix du chef de la direction de TD Ameritrade doit nécessairement être soutenu par TD. Les administrateurs que nous nommons participent à certains comités du conseil d'administration de TD Ameritrade, y compris comme présidents des comités de vérification et de rémunération.

Les processus et les protocoles de surveillance mis en œuvre par la direction sont alignés de façon à coordonner l'échange nécessaire d'information entre les sociétés. Outre la communication régulière à l'échelon du chef de la direction, des rapports mensuels sur l'exploitation de TD Ameritrade permettent à la Banque d'examiner et d'analyser les résultats d'exploitation de celle-ci et ses principaux risques. De même, certaines fonctions comme Vérification interne, Finances et Conformité ont des protocoles de communication qui permettent de partager l'information sur les questions de risque et de contrôle. Les rapports trimestriels remis à notre comité de vérification et à notre comité du risque comprennent des commentaires sur toutes les questions importantes liées à la vérification ou au risque au sein de TD Ameritrade.

Les pages suivantes décrivent les principaux risques que court la Banque et la façon dont ils sont gérés.

#### Risque de stratégie

*Le risque de stratégie correspond à l'éventualité d'une perte découlant de la mise en application de stratégies inefficaces, de l'absence de stratégies d'affaires intégrées, de l'incapacité de mettre en œuvre ces stratégies et de l'incapacité d'adapter les stratégies à l'évolution de la conjoncture des affaires.*

La direction générale supervise, évalue, gère et atténue les principaux risques de stratégie courus par la Banque, et le conseil d'administration en assure la surveillance.

#### RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE STRATÉGIE

L'équipe de la haute direction gère le risque de stratégie de la Banque. L'équipe de la haute direction se compose des principaux dirigeants de la Banque, représentant chacune des principales unités d'exploitation et le rôle de surveillance du Siège social.

La stratégie globale de la Banque est établie par le président et chef de la direction et par l'équipe de la haute direction, en consultation avec le conseil d'administration et avec son approbation. En outre, le comité de l'entreprise est responsable de l'exécution des opérations de fusions et acquisitions. Chaque cadre supérieur qui gère une importante unité d'exploitation ou fonction est chargé d'en gérer les stratégies et d'assurer qu'elles sont alignées sur la stratégie globale de la Banque. Les cadres supérieurs sont aussi responsables, devant le président et chef de la direction et l'équipe de la haute direction, de la surveillance, de la gestion et du compte rendu des risques commerciaux inhérents à leurs stratégies respectives.

Le président et chef de la direction fait rapport au conseil d'administration sur la mise en œuvre des stratégies de la Banque, sur le recensement des risques commerciaux inhérents à ces stratégies et sur la méthode de gestion de ces risques.

#### COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE STRATÉGIE

L'équipe de la haute direction examine les stratégies et la performance des principales unités d'exploitation et le rôle de surveillance du Siège social dans le cadre de séances d'examen de la performance. La fréquence des examens des stratégies dans le cadre de ces séances dépend du profil de risque et de l'importance de l'unité ou de la fonction en cause.

#### Risque de crédit

*Le risque de crédit correspond à l'éventualité d'une perte financière si un emprunteur ou la contrepartie à une opération n'honore pas ses engagements.*

Le risque de crédit est l'un des risques les plus importants et les plus généralisés qui planent sur les activités bancaires. Tout prêt, tout crédit ou toute opération qui comporte des règlements entre la Banque et d'autres parties ou d'autres institutions financières – comme des opérations sur dérivés ou des stocks de valeurs mobilières – expose la Banque à un certain degré de risque de crédit. De ce fait, nous n'accordons les prêts qu'en fonction des relations d'affaires avec nos clients, et gérons toutes nos activités de façon méthodique et prudente, en nous concentrant rigoureusement sur le rendement économique pour réduire ainsi la volatilité des bénéfices.

Notre objectif premier est de mettre en place une stratégie complète, transparente et méthodique de gestion du risque de crédit visant une meilleure compréhension, une meilleure sélection et une meilleure gestion dynamique de nos expositions pour réduire ainsi la volatilité des bénéfices.

Notre stratégie consiste en une surveillance centralisée rigoureuse du risque de crédit au sein de chaque unité, ce qui renforce une culture de responsabilisation, d'indépendance et d'équilibre.

#### RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE CRÉDIT

La responsabilité de la gestion du risque de crédit est à l'échelle de l'entreprise. Une solide culture de gestion des risques a été intégrée dans l'ensemble des tâches quotidiennes, dans la prise de décisions et dans l'établissement des stratégies concernant toutes les activités de la Banque. La compréhension et la gestion du risque de crédit incombent à chaque unité d'exploitation.

Les fonctions de contrôle du risque de crédit sont intégrées au sein des unités d'exploitation afin d'ancrer la responsabilité à l'égard du risque de crédit. Par contre, elles font rapport conjointement à la tête dirigeante de l'entreprise et à Gestion des risques afin d'assurer l'objectivité et la responsabilisation. Ces groupes sont les principaux responsables des décisions et doivent se conformer aux politiques, aux lignes directrices et aux limites discrétionnaires établies et assurer le respect des normes établies en matière d'évaluation du crédit.

Une surveillance indépendante du risque de crédit est assumée par Gestion des risques, qui conçoit des politiques centralisées visant à gérer et à contrôler les risques de portefeuille, de même que des politiques plus spécifiques sur les produits, au besoin.

Le comité du risque du conseil d'administration est l'ultime autorité quant à la surveillance de la gestion du risque de crédit et approuve l'ensemble des politiques importantes de la Banque en matière de risque de crédit.

#### COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est géré d'après une infrastructure centralisée reposant sur :

- l'approbation centralisée, par Gestion des risques, de l'ensemble des politiques en matière de risque de crédit et des limites discrétionnaires des agents à l'échelle de la Banque concernant les marges de crédit;
- l'établissement de lignes directrices visant à surveiller et à limiter les concentrations au sein des portefeuilles conformément aux politiques, approuvées par le conseil d'administration pour l'ensemble de l'entreprise, qui encadrent les risques-pays, les risques sectoriels et les expositions groupées;
- la conception et la mise en œuvre de modèles et de politiques visant à établir des notations de risques propres aux emprunteurs et aux facilités afin de quantifier le niveau de risque et d'en faciliter la gestion au sein de nos Services bancaires commerciaux et de nos Services bancaires en gros. Ces modèles sont revus régulièrement afin d'en vérifier le caractère approprié, l'exactitude et la validité;
- la mise en œuvre de processus de gestion dynamique des notations relatives aux risques-pays, aux risques sectoriels et aux risques de contrepartie, ce qui comprend des exigences de révision des expositions au risque de crédit les plus importantes quotidiennement, mensuellement et trimestriellement;
- l'approbation des techniques de pointage et des normes servant à l'octroi de crédit personnel.



## RISQUE-PAYS

Un changement imprévu de nature économique ou politique dans un pays étranger pourrait nuire aux paiements transfrontaliers relatifs aux produits, services, prêts, dividendes et crédits liés aux échanges ainsi qu'à la capacité de rapatrier les capitaux de la Banque du pays étranger. Actuellement, la Banque est exposée à un risque de contrepartie dans 63 pays, avec une exposition aux risques majoritairement concentrée en Amérique du Nord. Les notes du risque-pays sont fondées sur des modèles de notation approuvés et sur le jugement de professionnels, et ces notes sont utilisées pour établir des lignes directrices portant sur le risque-pays qui tiennent compte de tous les aspects du risque de crédit auquel s'exposent nos diverses activités. Les notes de risque-pays sont gérées de manière dynamique et sont soumises à un examen exhaustif au moins annuellement.

## RISQUE SECTORIEL

Dans le cadre de notre stratégie en matière de risque de crédit, nous établissons des limites par secteur d'activité et par groupe en ce qui concerne le risque de crédit lié à des secteurs d'activité particuliers. Une méthode systématique sert à limiter les concentrations par secteur d'activité et à assurer la diversification du portefeuille de prêts de la Banque. Des lignes directrices à l'égard du risque sectoriel constituent un élément clé de ce processus, en limitant l'exposition au risque d'après la notation de risque effectuée à l'interne. La notation est déterminée à l'aide de notre modèle de notation du risque sectoriel et au moyen d'une analyse sectorielle exhaustive.

Si plusieurs secteurs d'activité partagent les mêmes risques, nous leur attribuons une ligne directrice commune. En outre, Gestion des risques attribue une limite de concentration à chaque secteur, exprimée en pourcentage du total de l'exposition de la Banque aux risques de gros et aux risques commerciaux. Nous révisons régulièrement les notations de risque par secteur d'activité afin que celles-ci continuent à refléter adéquatement le risque rattaché à chaque secteur.

## RISQUE DE CONTREPARTIE

À l'aide de modèles particuliers à chaque secteur et du jugement de professionnels, la Banque attribue à chaque emprunteur une notation de risque qui reflète la probabilité que l'emprunteur n'honore pas ses obligations. La notation du risque de l'emprunteur détermine le montant de risque de crédit que la Banque est prête à assumer à l'égard de l'emprunteur. En outre, à l'aide d'une méthode fondée sur des modèles, chaque facilité de crédit accordée à un emprunteur comporte une notation de risque afin de tenir compte des taux de recouvrement des prêts prévus, compte tenu d'une évaluation de la garantie ou de la valeur des actifs servant de sûreté à la facilité.

Pour les comptes dont les risques se rapportent notamment aux instruments dérivés, nous utilisons des accords généraux de compensation ou des garanties, dans la mesure du possible, pour atténuer ces risques.

Nous utilisons un modèle de calcul de rendement du capital redressé en fonction des risques pour évaluer le rendement des relations de crédit d'après la structure et l'échéance des prêts de même que d'après la notation interne des emprunteurs en cause. Nous révisons la notation et le rendement du capital de chaque emprunteur au moins annuellement.

## DÉRIVÉS DE CRÉDIT

Nous recourons à des dérivés de crédit pour atténuer le risque de crédit dans notre portefeuille. Les dérivés de crédit permettent à la Banque de transférer à une autre partie, dans le cadre d'une opération synthétique, le risque associé à un actif sous-jacent. Une commission est payée à la contrepartie assumant le risque de crédit, alors que la Banque garde l'actif de crédit sous-jacent.

Une protection de crédit en cas de défaut n'est généralement achetée que de contreparties de bonne qualité. Lorsque les modalités de la protection correspondent aux modalités de l'actif sous-jacent, le montant de la facilité de crédit comportant un risque de crédit est réduit du notionnel de la protection.

## CRÉDIT PERSONNEL

Les portefeuilles de crédit personnel sont constitués de vastes secteurs qui comprennent : les prêts hypothécaires résidentiels, les prêts non garantis, les créances sur cartes de crédit et les crédits accordés aux petites entreprises. Ces portefeuilles se composent d'un grand nombre de comptes relativement petits. Par conséquent, le risque de crédit s'évalue de manière plus efficace par des modèles analytiques statistiques et par des stratégies de décision. Les demandes de crédit personnel sont traitées à l'aide de systèmes de pointage automatisés ou, dans le cas d'opérations

plus importantes ou plus complexes, sont acheminées à des tarificateurs dans des centres de crédit régionaux soumis à des limites d'autorisation explicites. Une fois que les crédits à la consommation sont financés, ils font l'objet d'un suivi constant par des programmes de gestion quantitative des clients, qui détectent toute fluctuation des risques et fournissent l'occasion d'accroître la performance, compte tenu du risque. La centralisation de l'examen quantitatif des crédits personnels a permis de bien équilibrer les portefeuilles et de les assortir de risques prévisibles.

Conformément à sa stratégie axée sur l'évaluation quantitative efficace du crédit personnel, la Banque dirige une grande partie de son investissement dans les technologies vers la plateforme logicielle des activités de détail, de crédit et de gestion des comptes clients. Par cet investissement continu, la Banque arrive à mieux contenir les pertes de crédit à la consommation à l'intérieur de limites prévisibles ainsi qu'à renforcer l'environnement de contrôle destiné à réduire le risque d'erreurs opérationnelles. De plus, l'investissement dans l'infrastructure produit plus rapidement de l'information de gestion plus précise et plus complète au bon moment, ce qui permet d'apprécier les améliorations mesurables de la gestion du risque de crédit. Par conséquent, la stratégie de la Banque en matière de crédit personnel consiste à optimiser la gestion rigoureuse du portefeuille de crédit personnel par des systèmes, des méthodes et des processus à la fine pointe de la technologie.

## RISQUE CLASSIFIÉ / PRÊTS DOUTEUX

Le risque classifié se rapporte aux prêts et autres crédits qui, selon les normes, comportent un risque de crédit plus élevé que la normale. Un prêt est considéré comme douteux lorsque, de l'avis de la direction, nous n'avons plus l'assurance raisonnable de pouvoir recouvrer le plein montant du capital et des intérêts à l'échéance.

Nous constituons des provisions spécifiques pour prêts douteux lorsqu'une perte est probable ou lorsque la valeur estimative du prêt, d'après les flux de trésorerie futurs prévus actualisés, est inférieure à la valeur comptable. Les provisions pour les portefeuilles de crédit personnel reposent sur les défauts de paiement et le type de garantie.

Voir l'analyse portant sur la qualité du portefeuille de crédit, pages 44 à 50.

## Risque de marché

*Le risque de marché correspond à la perte éventuelle découlant des variations de la valeur des instruments financiers. La valeur d'un instrument financier peut être influencée par les variations des taux d'intérêt, des taux de change, des prix des actions et des marchandises et des écarts de crédit.*

Nous sommes exposés au risque de marché dans notre portefeuille de valeurs du compte de négociation et dans notre portefeuille de valeurs du compte de placement ainsi que dans nos activités autres que de négociation. Pour ce qui est de nos portefeuilles de valeurs du compte de négociation et de valeurs du compte de placement, nous participons activement à des opérations sur le marché afin d'obtenir des rendements pour la Banque par la gestion prudente de nos positions et de nos stocks. Lorsque nous exerçons des activités bancaires autres que de négociation, nous sommes exposés au risque de marché par suite d'opérations conclues avec des clients.

## RISQUE DE MARCHÉ DANS NOS ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Les quatre principales activités de négociation suivantes nous exposent à un risque de marché :

- Tenue de marché : Nous maintenons un marché pour un grand nombre de valeurs mobilières et d'autres produits négociés. Nous constituons un portefeuille de ces valeurs mobilières afin de conclure des opérations d'achat et de vente avec des investisseurs et réaliser la marge entre le cours acheteur et le cours vendeur. La rentabilité dépend du volume négocié.
- Ventes : Nous offrons une vaste gamme de produits financiers qui répondent aux besoins de nos clients. Les revenus tirés de ces produits nous proviennent des marges bénéficiaires et des commissions. La rentabilité dépend des volumes de ventes.
- Arbitrage : Nous prenons des positions sur certains marchés ou certains produits et compensons le risque connexe sur d'autres marchés ou produits. Grâce à nos connaissances des divers marchés et produits ainsi que des relations entre ceux-ci, nous pouvons relever les anomalies de prix et en tirer avantage.
- Positionnement : En prévision de fluctuations sur certains marchés de capitaux, nous cherchons à réaliser des profits en prenant des positions sur ces marchés. Cette stratégie est la plus risquée de nos activités de négociation, et nous l'employons de façon sélective.



## RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ DANS LES ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

Les Services bancaires en gros assument au premier chef la responsabilité de la gestion du risque de marché, tandis que le groupe Gestion des risques de négociation, qui fait partie de Gestion des risques, surveille leurs activités.

Le comité du capital et du risque de marché est présidé par le premier vice-président, Gestion des risques de négociation, et est composé de cadres supérieurs des Services bancaires en gros et de la fonction Vérification. Le comité se réunit régulièrement pour réviser le profil de risque de marché de nos activités de négociation, donner son approbation aux modifications apportées aux politiques sur les risques, faire la revue du stock de prises fermes et faire l'examen de l'emploi des capitaux et des actifs au sein des Services bancaires en gros.

Le comité du risque de conseil d'administration surveille la gestion du risque de marché et approuve périodiquement toutes les principales politiques sur le risque de marché.

## COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE MARCHÉ DANS NOS ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION

La gestion du risque de marché constitue un élément stratégique de notre processus de planification opérationnelle. Nous n'amoignons de nouvelles activités de négociation et n'étendons celles qui existent que si le risque a été évalué de façon exhaustive et jugé susceptible d'être assumé selon notre seuil de tolérance et nos compétences en affaires, et que si nous possédons l'infrastructure adéquate pour surveiller, contrôler et gérer le risque.

### Limites de négociation

Nous fixons des limites de négociation qui sont conformes au plan d'affaires approuvé pour une activité donnée et à notre tolérance à l'égard du risque de marché de cette activité. En établissant ces limites, nous tenons compte de la volatilité du marché, de sa liquidité, de l'expérience des négociateurs et de la stratégie d'affaires. Des limites sont établies au niveau des négociateurs, des portefeuilles et des secteurs d'activité, de même qu'au niveau global des Services bancaires en gros.

Nos principales limites de négociation comprennent des limites de sensibilité et des limites spéciales, notamment quant aux notionnels, aux différentiels de taux, aux variations de la courbe de rendement, aux variations de prix et à la volatilité, ainsi que plusieurs autres catégories de limites.

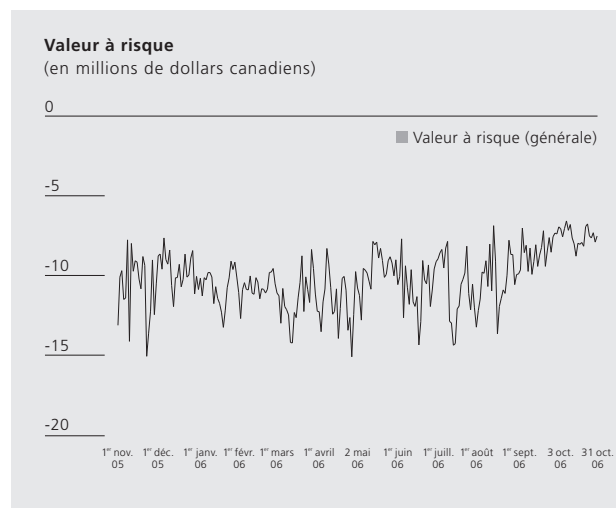
La valeur à risque est une autre mesure principale pour établir les limites de négociation. La valeur à risque mesure l'incidence négative que les éventuelles fluctuations des taux et des prix du marché pourraient avoir sur la valeur d'un portefeuille pour une période donnée. Nous utilisons la valeur à risque pour surveiller et contrôler le niveau global du risque et pour calculer les fonds propres réglementaires requis pour le risque de marché dans les activités de négociation.

À la fin de chaque journée, les positions de risque sont comparées aux limites et toute situation où les limites de négociation ont été dépassées fait l'objet d'un rapport. Tout dépassement est signalé aux échelons supérieurs et est géré en vertu des politiques et des procédures de gestion du risque de marché. Dans le cas des principaux dépassements dont l'incidence est élevée, un processus de signalement au chef de la gestion des risques est immédiatement mis en œuvre.

### Calcul de la valeur à risque

Nous estimons la valeur à risque en créant une distribution des variations possibles de la valeur marchande du portefeuille actuel. Nous évaluons celui-ci à l'aide des prix du marché et des fluctuations de taux au cours des 251 derniers jours de négociation. La valeur à risque est ensuite calculée pour constituer le seuil que les pertes possibles du portefeuille ne devraient pas dépasser plus de un jour de négociation sur 100.

Le graphique ci-après indique la valeur à risque quotidienne.<sup>1</sup>



<sup>1</sup> La valeur à risque exclut TD Ameritrade.

TABLEAU 35	VALEUR À RISQUE							
	2006				2005			
Pour les exercices terminés les 31 octobre								
(en millions de dollars canadiens)	Fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas	Fin de l'exercice	Moyenne	Haut	Bas
Risque de taux d'intérêt	(4,0) \$	(8,2) \$	(14,0) \$	(3,5) \$	(7,3) \$	(8,2) \$	(13,7) \$	(5,2) \$
Risque sur capitaux propres	(6,0)	(5,6)	(10,8)	(3,3)	(5,5)	(5,6)	(10,0)	(3,6)
Risque de change	(1,2)	(2,1)	(4,4)	(0,5)	(1,9)	(2,8)	(6,2)	(0,9)
Risque de marchandises	(1,0)	(1,3)	(4,2)	(0,4)	(0,8)	(1,0)	(2,8)	(0,4)
Effet de diversification <sup>1</sup>	5,0	7,3	n. <sup>2</sup>	n. <sup>2</sup>	4,8	8,1	n. <sup>2</sup>	n. <sup>2</sup>
Valeur à risque générale du marché	(7,2) \$	(9,9) \$	(14,8) \$	(6,2) \$	(10,7) \$	(9,5) \$	(15,8) \$	(5,9) \$

<sup>1</sup> La valeur à risque globale est moins élevée que la somme de la valeur à risque des différents types de risque, étant donné que certains risques sont atténués par l'effet de diversification des portefeuilles.

<sup>2</sup> Négligeable. Il n'est pas important de calculer un effet de diversification, du fait que le haut et le bas peuvent survenir à différents jours pour différents types de risques.

### Évaluation des facteurs de stress

Nos activités de négociation sont soumises à une limite mondiale globale de tests de facteurs de stress. De même, chaque secteur d'exploitation mondial doit obéir à des limites de tests de facteurs de stress et chaque grande catégorie de risque est assortie d'une limite globale de tests de facteurs de stress. Des scénarios de stress sont conçus pour reproduire des événements économiques extrêmes, les pires résultats historiques ou des fluctuations importantes mais plausibles des facteurs de risque sur des marchés clés.

Les tests de stress sont effectués et revus régulièrement avec le chef de la gestion des risques ainsi qu'avec le comité du capital et du risque de marché.

### RISQUE DE MARCHÉ DANS LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Nous sommes aussi exposés à un risque de marché dans le propre portefeuille de placements de la Banque et dans les activités de banque d'affaires. Les risques sont gérés au moyen de divers processus, y compris la détermination de ces risques et de leur incidence possible. Des politiques et des procédures sont mises en place pour surveiller, évaluer et atténuer ces risques.

## RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DANS LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Le comité du risque du conseil d'administration examine et approuve les politiques et les limites de placement pour le propre portefeuille de la Banque et pour les activités de banque d'affaires. Le comité des placements examine régulièrement le rendement des placements de la Banque et évalue la performance des gestionnaires de portefeuille.

## COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DANS LES ACTIVITÉS DE PLACEMENT

Nous utilisons des systèmes et des outils de mesure évolués pour gérer le risque du portefeuille. L'information compilée sur le risque fait partie intégrante du processus de prise de décisions en matière de placement du fait de l'utilisation d'objectifs de rendement, de profils risque/rendement et de seuils de tolérance à l'égard du risque. L'analyse des rendements fait ressortir les inducteurs de rendement comme les expositions à certains secteurs ou à certains titres, et l'incidence de certains processus comme l'exécution d'opérations.

## RISQUE DE MARCHÉ DANS LES OPÉRATIONS BANCAIRES AUTRES QUE DE NÉGOCIATION

Nous sommes exposés à un risque de marché lorsque nous concluons des opérations bancaires autres que de négociation avec nos clients. Ces opérations englobent surtout les dépôts et les prêts, qui sont aussi désignés comme nos «positions d'actif et de passif».

## Gestion de l'actif et du passif

*La gestion de l'actif et du passif consiste à gérer les risques de marché qui entourent nos activités bancaires traditionnelles. Les risques de marché comprennent principalement le risque de taux d'intérêt et le risque de change.*

## RESPONSABLES DE LA GESTION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

Le service de gestion de la trésorerie et du bilan évalue et gère les risques de marché de nos activités bancaires autres que de négociation, sous la surveillance du comité de gestion de l'actif et du passif, qui comprend le vice-président à la direction et chef des finances de même que d'autres dirigeants et qui est présidé par le chef de la gestion des risques (il est actuellement présidé par intérim par le chef des finances). Le comité du risque du conseil d'administration revoit et approuve périodiquement toutes les politiques relatives au risque de marché pour la gestion de l'actif et du passif ainsi que la conformité aux limites de risque approuvées.

## COMMENT NOUS GÉRONS NOS POSITIONS D'ACTIF ET DE PASSIF

Lorsque les produits de la Banque sont émis, les risques sont évalués au moyen d'un cadre de prix de transfert redressé en fonction des options assurant une couverture intégrale. Ce cadre permet au service de gestion de la trésorerie et du bilan d'évaluer et de gérer le risque lié aux produits selon un profil de risque cible. Il permet aussi de s'assurer que les unités d'exploitation ne prendront de risques que pour des activités jugées productives.

### *Gestion du risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges, les bénéfices et la valeur économique de la Banque. Le risque de taux d'intérêt est géré afin d'obtenir des bénéfices réguliers et prévisibles au fil du temps. À cette fin, la Banque a adopté une méthode de couverture méthodique pour la gestion de l'apport au bénéfice net de ses positions d'actif et de passif, y compris un profil d'échéances modélisé pour les actifs, les passifs et les capitaux propres non sensibles aux taux d'intérêt. Les principaux aspects de cette méthode sont les suivants :

- Évaluer et gérer l'incidence d'une hausse ou d'une baisse des taux d'intérêt sur le revenu d'intérêts net et la valeur économique.
- Mesurer la contribution de chaque produit de la Banque en fonction du risque et compte tenu d'une couverture intégrale, y compris l'incidence des options financières accordées aux clients, comme les engagements hypothécaires.
- Élaborer et instaurer des stratégies pour stabiliser le revenu d'intérêts net à l'égard de tous les produits bancaires personnels et commerciaux.

Nous sommes exposés à un risque de taux d'intérêt lorsque les flux de trésorerie liés au capital et aux intérêts de l'actif et du passif comportent des dates de paiement ou d'échéance différentes. Il s'agit alors d'une position asymétrique. Le prix d'un actif ou d'un passif sensible aux taux d'intérêt est refixé lorsque les taux changent, lorsque des flux de trésorerie sont générés à l'échéance ou pendant l'amortissement normal, ou lorsque les clients exercent les options de remboursement anticipé, de conversion ou de rachat qui sont rattachées à un produit particulier.

Notre risque de taux d'intérêt dépend de l'ampleur et de l'orientation des fluctuations des taux d'intérêt ainsi que de l'importance et de l'échéance des positions asymétriques. Il est aussi influencé par les volumes de nouvelles affaires, par les renouvellements de prêts et de dépôts ainsi que par la fréquence à laquelle les clients exercent les options, comme le remboursement d'un prêt avant son échéance.

Le risque de taux d'intérêt est mesuré à l'aide de simulations «chocs» des mouvements des taux d'intérêt permettant d'évaluer l'incidence des variations de taux d'intérêt sur les revenus annuels à risque et la valeur économique à risque de la Banque. Les revenus annuels à risque correspondent à la variation du revenu d'intérêts net annuel de la Banque résultant d'un mouvement défavorable de 100 points de base des taux d'intérêt dû à des flux de trésorerie asymétriques. La valeur économique à risque correspond à l'écart entre la valeur actualisée du portefeuille d'actifs de la Banque et la variation de la valeur actualisée du portefeuille de passifs de la Banque, compte tenu des instruments hors bilan, qui résulte d'un mouvement défavorable de 100 points de base des taux d'intérêt.

Toutes les positions d'actif et de passif et tous les risques hors bilan sont évalués régulièrement. Nous visons à protéger la valeur actualisée de la marge fixée au moment de la prise d'effet des actifs et des passifs à taux fixe et à réduire la volatilité du revenu d'intérêts net au fil du temps.

Le risque de taux d'intérêt lié aux instruments comportant des flux de trésorerie à taux fixe fermés (sans option) est évalué et géré séparément des options incorporées dans les produits. Les flux de trésorerie prévus comprennent l'incidence des risques modélisés pour :

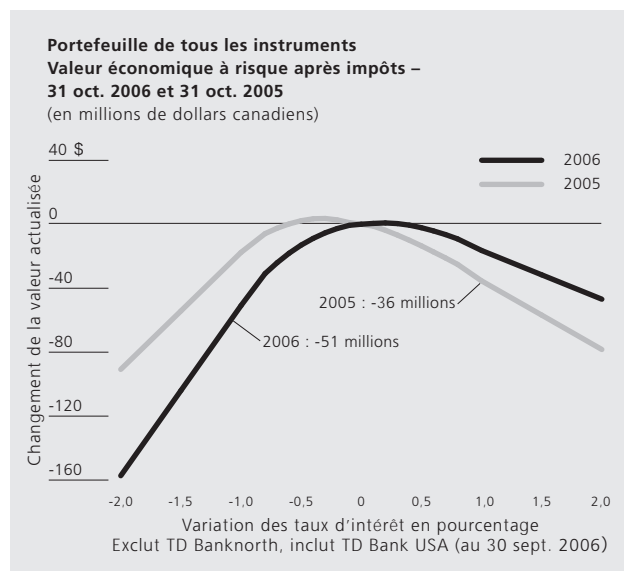
- un profil présumé d'échéances pour le portefeuille de dépôts de base de la Banque;
- le profil cible de placement de la Banque d'après sa position nette en actions;
- les hypothèses de règlement des hypothèques, à part les options incorporées de remboursement anticipé.

Pour ce qui est des instruments fermés, la gestion du portefeuille a pour objectif d'éliminer l'asymétrie des flux de trésorerie et ainsi réduire la volatilité du revenu d'intérêts net.

Les options rattachées aux produits, qu'elles soient autonomes comme celles des engagements de taux hypothécaires ou qu'elles soient incorporées dans un prêt ou dans un dépôt, exposent la Banque à un risque financier considérable.

Nos risques à l'égard des options autonomes en vertu d'engagements de taux hypothécaires sont modélisés d'après un taux de prêt prévu fondé sur des résultats historiques. Nous modélisons notre exposition aux options vendues incorporées dans d'autres produits, comme un droit de remboursement ou de rachat anticipé, d'après une analyse des comportements rationnels des clients. Nous modélisons également une exposition à une baisse des taux d'intérêt donnant lieu à une compression des marges sur certains comptes de dépôt à vue sensibles aux taux d'intérêt. Les expositions aux options de produits sont gérées par l'achat d'options ou par un processus de couverture dynamique conçu pour reproduire l'avantage des options achetées.

Le graphique ci-dessous indique notre exposition au risque de taux d'intérêt lié à tous les instruments inclus dans la situation financière, soit les instruments sans option (fermés) plus les options de produits. En 2006, le portefeuille a été très sensible à une baisse soudaine et soutenue de 100 points de base des taux. Si une telle baisse avait eu lieu, la valeur économique de l'avoir des actionnaires aurait diminué de 51 millions de dollars après impôts. Par contre, en 2005, le portefeuille avait été plus sensible à une hausse de 100 points de base des taux, qui aurait entraîné une baisse de 36 millions après impôts. Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2006, les revenus à risque pour la totalité du portefeuille ont oscillé entre 24 et 53 millions de dollars. Le risque actuel représente une petite proportion des limites approuvées par le conseil d'administration et représente un portefeuille étroitement couvert d'après les hypothèses sur les produits.



Pour la mesure des revenus à risque (ne figure pas dans le graphique), une baisse de 100 points de base des taux le 31 octobre 2006 aurait fait baisser le bénéfice net avant impôts de 0,5 million de dollars au cours des douze prochains mois. En 2005, la Banque était aussi très exposée à une baisse des taux, qui aurait fait baisser de 15 millions de dollars le bénéfice avant impôts.

#### Gestion du risque de change hors du compte de négociation

Le risque de change correspond aux pertes qui pourraient découler des fluctuations des taux de change. L'actif et le passif libellés en monnaies étrangères comportent un risque de change.

Nous sommes exposés à un risque de change hors du compte de négociation en raison de nos placements dans des établissements étrangers et lorsque nos actifs libellés dans une monnaie étrangère sont supérieurs ou inférieurs à nos passifs libellés dans la même monnaie. La situation donne lieu à une position ouverte en monnaie étrangère. Des fluctuations défavorables des taux de change peuvent nuire au bénéfice net et aux capitaux propres de la Banque ainsi qu'à ses ratios de fonds propres. Nous visons à réduire au minimum l'effet de ces fluctuations.

Minimiser l'effet d'une fluctuation défavorable des taux de change sur les capitaux propres présentés donne lieu à une variabilité des ratios de fonds propres en raison du montant des actifs pondérés en fonction des risques libellés en monnaies étrangères. Si le dollar canadien fléchit, l'équivalent en dollars canadiens des actifs pondérés en fonction du risque de la Banque en monnaies étrangères augmente, ce qui accroît les exigences en matière de fonds propres de la Banque. Donc, le risque de change découlant des placements nets de la Banque dans des établissements étrangers est couvert dans la mesure où la variation des ratios de fonds propres ne dépasse pas une valeur tolérable pour une variation donnée des taux de change. La valeur tolérable augmente à mesure que le ratio de fonds propres de la Banque monte.

L'information relative à la valeur économique à risque et aux revenus annuels à risque ne tient pas compte de l'incidence des risques liés à TD Banknorth.

#### POURQUOI LES MARGES SUR LES PRODUITS FLUCTUENT AVEC LE TEMPS

Comme nous l'expliquons plus haut, la méthode de gestion de la Banque pour l'actif et le passif bloque les marges sur les prêts et les dépôts à taux fixe lorsqu'ils sont comptabilisés. Elle atténue aussi l'incidence d'un mouvement instantané de taux d'intérêt sur le niveau du revenu d'intérêts net devant être gagné avec le temps, en raison de l'asymétrie des flux de trésorerie et de l'exercice des options incorporées. Malgré cette méthode, la marge sur les actifs productifs moyens peut fluctuer avec le temps pour les raisons suivantes :

- Les marges gagnées sur les nouveaux produits à taux fixe ou sur les produits à taux fixe renouvelés, par rapport aux marges déjà gagnées sur les produits parvenus à échéance auront une incidence sur les marges existantes des portefeuilles.
- La marge moyenne pondérée sur les actifs productifs moyens variera par suite des changements apportés à la composition des affaires.
- Les fluctuations du taux de base des acceptations bancaires et le décalage dans l'évolution des prix des produits en réaction à des changements de taux de gros peuvent avoir une incidence sur les marges gagnées.
- Le niveau général des taux d'intérêt influe sur le rendement généré par la Banque sur le profil d'échéances modélisé pour ses dépôts de base et sur le profil de placement pour sa position nette en actions au fil du temps. Le niveau général des taux d'intérêt constitue également un facteur clé de certains risques modélisés au titre des options et aura une incidence sur le coût de couverture de ces risques.

La méthode de la Banque tend à atténuer l'incidence de ces facteurs au fil du temps, ce qui donne lieu à un flux de bénéfices plus réguliers et plus prévisibles.

Une simulation modélisée du revenu d'intérêts net est utilisée pour évaluer le niveau et les variations du revenu d'intérêts net qui sera dégagé dans le temps, selon divers scénarios de taux d'intérêt. Cette simulation comprend également l'incidence des hypothèses quant à la croissance projetée des volumes de produits, aux nouvelles marges et à la combinaison de produits.

#### Risque d'illiquidité

*Le risque d'illiquidité se rapporte au risque que nous ne puissions pas satisfaire aux demandes de liquidités et nous acquitter de nos obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir au retrait d'un dépôt, à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit. Le risque d'illiquidité comprend également le risque de ne pas être en mesure de liquider des actifs dans des délais convenables et à un prix raisonnable.*

La Banque doit toujours avoir accès à des fonds suffisants pour faire face à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance et soutenir et faire croître ses actifs et ses activités, tant dans des conditions normales qu'en situation de stress. Dans le cas improbable qu'elle manque de financement, la Banque doit pouvoir poursuivre ses activités sans être forcée de liquider une trop grande partie de ses actifs. La gestion du risque d'illiquidité est le processus qui lui assure l'accès à des fonds adéquats.

#### RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

Le comité de gestion de l'actif et du passif surveille le programme de gestion du risque d'illiquidité de la Banque. Il s'assure de l'existence d'une structure de gestion efficace, à même d'évaluer et de gérer convenablement le risque d'illiquidité. De plus, le Forum général sur les liquidités, qui comprend des cadres supérieurs des Finances, de Gestion de la trésorerie et du bilan, de Gestion des risques et des Services bancaires en gros, relève et surveille nos risques d'illiquidité. Au besoin, le Forum recommande au comité de gestion de l'actif et du passif les mesures qui s'imposent pour maintenir notre situation de liquidité à l'intérieur de certaines limites tant dans des conditions normales qu'en situation de stress.

La Banque a une seule politique mondiale pour le risque d'illiquidité, mais les grandes unités d'exploitation évaluent et gèrent les risques d'illiquidité comme suit :

- Le service Gestion de la trésorerie et du bilan est chargé de consolider la situation mondiale de la Banque à l'égard du risque d'illiquidité et d'en faire rapport ainsi que de gérer la situation de risque d'illiquidité des Services bancaires personnels et commerciaux du Canada.
- Les Services bancaires en gros sont responsables de la gestion des risques d'illiquidité inhérents aux portefeuilles d'activités bancaires de gros.
- TD Bank USA est chargée de la gestion de sa situation d'illiquidité.
- Chaque unité d'exploitation doit adhérer à la politique mondiale de gestion des risques d'illiquidité, qui est passée en revue et approuvée périodiquement par le comité du risque du conseil d'administration.

#### COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE D'ILLIQUIDITÉ

Les exigences globales en matière de liquidité de la Banque sont définies comme la somme requise pour financer les sorties de fonds prévues, plus une réserve de liquidités prudente visant à financer d'éventuelles sorties de fonds en cas de dérèglement des marchés financiers ou d'un autre événement qui pourrait influencer sur notre accès à des liquidités. Nous ne recourons au financement de gros à court terme que pour le financement de titres négociables ou des actifs à court terme.

Nous évaluons les exigences de liquidités à l'aide d'un scénario de base prudent définissant les liquidités à détenir en tout temps pour une période minimale précise. Ce scénario prévoit la couverture de la totalité de nos titres de créance de gros non garantis venant à échéance ainsi que d'autres retraits possibles de dépôts et des passifs connexes. Nous procédons également à un test de couverture supplémentaire des liquidités pour nous assurer de notre capacité à financer nos activités de façon entièrement garantie pour une période maximale de un an.

Nous satisfaisons à nos exigences de liquidités en détenant des actifs facilement convertibles en espèces et en gérant nos flux de trésorerie. Ne sont des liquidités que les actifs négociables à court terme, assortis d'une notation de crédit suffisante et disponibles à la vente. Les actifs liquides sont représentés selon l'écart cumulatif des liquidités d'après le moment du règlement et la capacité d'absorption du marché. Les actifs requis aux fins de garantie et ceux affectés à des fins semblables ne sont pas compris dans les liquidités.

Bien que nos unités d'exploitation aient chacune la responsabilité d'évaluer et de gérer leurs risques d'illiquidité respectifs, nous gérons aussi des liquidités à l'échelle mondiale, en nous assurant de la gestion uniforme et efficiente du risque d'illiquidité dans toutes nos activités. Le 31 octobre 2006, notre position d'actifs liquides excédentaires consolidés s'établissait à 18,8 milliards de dollars jusqu'à 90 jours, en regard d'une position de 23,6 milliards de dollars le 31 octobre 2005. Notre position d'actifs liquides excédentaires correspond au total des actifs liquides de la Banque, moins les exigences de financement de gros non garanti de la Banque, les retraits possibles de dépôts autres que de gros et les passifs éventuels venant à échéance dans les 90 jours.

Pour les situations de crise, nous disposons de plans d'urgence afin de respecter tous nos engagements en temps voulu.

#### FINANCEMENT

La Banque dispose d'une réserve importante de dépôts stables de détail et commerciaux, comptant pour plus de 63 % du total du financement. De plus, nous comptons un programme actif de financement de gros nécessaire pour accéder à une grande variété de sources de financement, y compris la titrisation d'actifs. Le financement de gros de la Banque est également réparti par région, par monnaie et par réseau de distribution. Nous avons des limites sur les sommes que nous pouvons garder pour un déposant de façon à ne pas compter excessivement sur un client ou sur un petit groupe de clients comme source de financement. Nous avons également une limite sur les montants de financement de gros qui peuvent arriver à échéance au cours d'une période donnée.

En 2006, la Banque a titrisé et vendu 3,0 milliards de dollars de prêts hypothécaires et des lignes de crédit de 3,5 milliards de dollars. De plus, la Banque a émis 3,7 milliards de dollars d'autres titres de financement à moyen et à long terme, 2,3 milliards de dollars de créances subordonnées et 0,4 milliard d'actions privilégiées.

#### Risque d'assurance

*Le risque d'assurance correspond au risque de pertes lorsque les réclamations sont supérieures aux réclamations prévues dans le prix des produits. Le risque d'assurance peut découler d'une estimation ou d'un choix inadéquat des risques connexes, d'une piètre conception des produits, d'événements extrêmes ou catastrophiques, de même que du caractère aléatoire inhérent aux risques assurés.*

L'assurance comporte le placement de produits qui transfèrent des risques individuels en vue d'en tirer un rendement qui est prévu dans les primes gagnées. Nous sommes exposés à des risques d'assurance dans le cadre de nos activités d'assurance IARD, d'assurance de personnes et de réassurance.

#### RESPONSABLES DU RISQUE D'ASSURANCE

La gestion du risque d'assurance incombe principalement à la haute direction de chaque unité d'exploitation ayant des activités d'assurances, sous la surveillance de Gestion des risques. Le comité de vérification du conseil d'administration agit comme comité de vérification et comité de révision pour les filiales canadiennes d'assurance. Ces filiales ont également leur propre conseil d'administration, de même que des actuaires nommés indépendants qui assurent un suivi additionnel de la gestion du risque.

#### COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE D'ASSURANCE

Nous avons mis en place un ensemble de politiques et de pratiques pour gérer le risque d'assurance. À cette fin, une bonne conception des produits est un élément déterminant. La plupart des risques assurés sont essentiellement à court terme, c'est-à-dire qu'ils n'engendrent pas de garanties de prix à long terme. Une diversification géographique et une diversification de la gamme de produits sont également des éléments importants. Une protection de réassurance est souscrite pour réduire encore plus l'exposition aux risques de fluctuations des réclamations, notamment l'exposition aux catastrophes naturelles dans nos activités d'assurance IARD. Nous gérons aussi le risque par des pratiques efficaces de tarification et d'approbation des réclamations, de suivi constant des résultats réels et d'analyses de scénarios de simulation de stress.

#### Risque d'exploitation

*Le risque d'exploitation est le risque de perte découlant du caractère inadéquat ou de la défaillance des processus, des gens et des systèmes internes ainsi que d'événements externes.*

Les rouages d'une institution financière complexe exposent nos entreprises à une vaste gamme de risques d'exploitation, notamment l'inexécution des opérations et les erreurs dans la documentation, les infractions fiduciaires et les divulgations d'information, les défaillances technologiques, l'interruption des affaires, le vol et la fraude, la sécurité des lieux de travail et les dommages aux actifs corporels découlant de nos activités internes et de nos activités imparties. L'incidence peut entraîner des pertes financières, nuire à notre réputation, ou donner lieu à des amendes ou à des blâmes.

La gestion du risque d'exploitation est impérative et essentielle à la création d'une valeur durable pour les actionnaires ainsi qu'à l'efficacité de l'exploitation, et à l'offre d'un accès fiable, sécuritaire et commode à des services financiers, ce qui suppose que la Banque doive maintenir un cadre de gestion du risque d'exploitation efficace composé de politiques, de processus, de ressources et de contrôles internes qui permettent de contenir le risque d'exploitation à des niveaux acceptables.

## RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE D'EXPLOITATION

Gestion des risques est responsable de la conception et du maintien du cadre de gestion global des risques d'exploitation de la Banque, lequel comprend des politiques, des processus et des pratiques de gouvernance à l'échelle de l'entreprise visant à déceler, évaluer, atténuer et contrôler le risque d'exploitation et à en faire rapport. Gestion des risques facilite la surveillance du risque et la communication à la haute direction, au comité de surveillance du risque d'exploitation et au comité du risque du conseil d'administration, de rapports sur les risques d'exploitation que court la Banque.

La Banque compte également sur ses propres groupes de spécialistes qui se concentrent exclusivement sur la gestion de risques d'exploitation spécifiques qui nécessitent des activités d'atténuation ciblées. Ces groupes sont responsables de l'établissement de politiques à l'échelle de l'entreprise et du maintien d'une surveillance appropriée particulièrement de questions comme la poursuite des activités, la gestion de l'impartition, la gestion du risque lié à la technologie et la sécurité des données.

La responsabilité de la gestion courante du risque d'exploitation incombe essentiellement à la haute direction de chaque unité d'exploitation selon les politiques de gestion du risque d'exploitation de la Banque. Chaque unité d'exploitation et chaque groupe du Siège social comportent une fonction de gestion des risques indépendante qui met en œuvre le cadre de gestion des risques d'exploitation, compte tenu de la nature et de l'ampleur de ses risques d'exploitation propres. Chaque unité d'exploitation a un comité de gestion des risques composé des cadres supérieurs de l'unité qui supervise les enjeux et les initiatives à l'égard de la gestion des risques d'exploitation.

## COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE D'EXPLOITATION

Par le cadre de gestion des risques d'exploitation, la Banque se dote d'un système de politiques, de processus et de méthodes exhaustifs qui limitent le risque d'exploitation à des niveaux acceptables et mettent l'accent sur des pratiques de gestion proactives. Les principales activités de gestion du risque d'exploitation sont les suivantes :

### Autoévaluation des risques et des contrôles

Le contrôle interne constitue l'un des principaux boucliers qui assurent la protection des employés, des clients, des actifs et de l'information et sert à la prévention et la détection des erreurs et des fraudes. Le processus d'autoévaluation des risques et des contrôles a été adopté par chacune de nos unités d'exploitation dans le but de recenser de façon proactive les principaux risques d'exploitation présents dans l'entreprise et d'évaluer si les contrôles internes en place sont appropriés pour atténuer ces risques. Chaque direction utilise également les résultats de ce processus pour voir à ce que son unité d'exploitation maintienne des contrôles internes efficaces selon les politiques de la Banque.

### Surveillance des occurrences de risque d'exploitation

La surveillance des occurrences de risque d'exploitation est importante pour rester sensible aux risques rencontrés et pour aider la direction à agir de manière constructive afin de réduire notre exposition aux pertes futures. La Banque a un système centralisé d'information qui sert à surveiller les occurrences internes et externes et à en faire rapport. L'information sur ces occurrences est analysée pour en dégager les tendances aux fins d'établissement ainsi que pour bien comprendre les risques courus dans nos unités d'exploitation et par la Banque dans son ensemble.

### Rapports sur les risques

Gestion des risques, en collaboration avec la direction des unités d'exploitation, facilite la présentation régulière de facteurs de risques jusqu'à la haute direction et au conseil d'administration, fournissant des indicateurs compréhensibles de l'ampleur et de l'orientation des risques présents dans toute la Banque. Les enjeux et les plans d'action importants à l'égard du risque d'exploitation font l'objet d'un suivi et d'une communication systématiques afin de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités et reste attentive aux risques.

## Assurances

Gestion des risques gère activement un vaste portefeuille d'assurance ainsi que d'autres instruments de financement des risques afin de compter sur une protection additionnelle contre les pertes. Gestion des risques évalue le type et le niveau de la couverture d'assurance de responsabilité civile requise par rapport à notre tolérance au risque et par rapport à nos obligations réglementaires. Il s'agit entre autres de procéder à des analyses de risques et à des analyses financières poussées et à trouver des occasions permettant de transférer les risques au besoin.

## Technologies et information

La gestion des risques d'exploitation liés à l'utilisation de technologies et d'information est primordiale pour la Banque. Les technologies et l'information sont utilisées pour ainsi dire dans toutes les sphères de nos activités, y compris la création et le soutien de nouveaux marchés, de produits concurrentiels et de canaux de distribution. Les risques liés à la technologie et à l'information qui touchent à l'intégrité et à la sécurité opérationnelles de nos données, de nos systèmes et de notre infrastructure sont gérés de façon active au moyen de programmes de gestion des risques liés aux technologies et à la sécurité de l'information à l'échelle de l'entreprise, lesquels sont fondés sur les meilleures pratiques du secteur et sur le cadre de gestion du risque d'exploitation de la Banque. Ces programmes de gestion comprennent des évaluations strictes de la menace et de la vulnérabilité, des processus liés à la sécurité et des pratiques méthodiques de gestion des changements.

## Gestion de la poursuite des activités

La gestion de la poursuite des activités est vitale et fait partie intégrante du cadre de gestion du risque d'exploitation de la Banque. Elle comprend le maintien des pratiques de gestion de la poursuite des activités à l'échelle de l'entreprise, ce qui permet à la haute direction et aux cadres supérieurs de continuer à gérer et à exploiter leurs unités d'exploitation dans des conditions défavorables, en mettant en œuvre des stratégies souples, des objectifs de récupération, des plans visant la poursuite des activités et la gestion des crises et des protocoles de communication.

Chaque unité d'exploitation a son propre plan de reprise en cas d'arrêt ou de dérèglement d'une composante essentielle pour les fonctions critiques et chaque unité teste régulièrement ce plan.

## Gestion de l'impartition

L'impartition est une entente conclue avec un prestataire de services qui exécute au nom de la Banque des activités, des fonctions ou des processus d'affaires dont on s'attendrait normalement qu'ils soient exécutés par la Banque elle-même. L'impartition d'activités d'affaires est profitable pour la Banque si elle donne accès à des technologies de pointe, des connaissances spécialisées, des économies d'échelle et des efficacités opérationnelles. Bien que ces ententes soient avantageuses pour nos activités et notre clientèle, nous convenons que des risques y sont rattachés et que ces risques doivent être gérés. Pour réduire notre exposition aux risques relatifs à l'impartition, nous avons un programme en matière de gestion des risques d'impartition mis en œuvre à l'échelle de l'entreprise qui comprend l'établissement de normes minimales quant à la diligence raisonnable et à la surveillance continue des prestataires de services, selon l'importance de l'entente particulière d'impartition intervenue.



## Risque de réglementation et risque juridique

*Le risque de réglementation correspond au risque de non-conformité aux lois, aux règlements et aux directives réglementaires applicables. Le risque juridique correspond au risque de non-conformité aux exigences légales, y compris la prévention et le règlement efficaces des litiges.*

Les services financiers sont parmi les secteurs les plus strictement réglementés, et il est attendu que la direction d'une entreprise de services financiers comme la nôtre respecte des normes élevées dans toutes ses relations et activités d'affaires. Par conséquent, nous sommes exposés à un risque de réglementation dans la quasi-totalité de nos activités. La Banque et ses filiales sont en outre parties à diverses poursuites dans le cours normal des affaires, dont bon nombre se rapportent à des prêts. La non-conformité aux exigences réglementaires applicables entraîne un risque de réputation pour la Banque dans son ensemble ainsi qu'un risque d'amende ou de blâme en plus de pouvoir conduire à une poursuite. Les amendes, les décisions d'un tribunal ou d'une autorité de réglementation ainsi que tout autre coût associé à des poursuites judiciaires peuvent également avoir une incidence défavorable sur les bénéfices de la Banque.

Le risque de réglementation et le risque juridique diffèrent des autres risques bancaires, comme le risque de crédit ou le risque de marché, car il ne s'agit pas de risques que la direction prend activement et consciemment en prévision de dégager un rendement. Ce sont des risques auxquels nous faisons face dans le cours normal de nos affaires.

### RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE RÉGLEMENTATION ET DU RISQUE JURIDIQUE

La gestion proactive du risque de réglementation est assurée principalement par l'entremise d'un cadre de gestion du risque de réglementation à l'échelle de l'entreprise appelé «cadre de gestion de la conformité aux lois». Le Service de la conformité est responsable de ce cadre. Selon ce cadre, la direction de chaque unité d'exploitation est responsable de la gestion quotidienne du risque de réglementation. Elle doit faire la preuve que toutes les exigences réglementaires sont respectées. À cette fin, elle reçoit de l'aide et des conseils des fonctions du Siège social chargées de la surveillance, soit le Service juridique, le Service de la conformité et le Service de la vérification.

Les conseillers juridiques internes et externes travaillent en étroite collaboration avec les unités d'exploitation dans le cadre des activités quotidiennes pour relever les secteurs présentant un risque juridique éventuel, pour dresser et négocier les accords juridiques visant à gérer ces risques, pour conseiller quant à la conformité des obligations juridiques selon les accords et gérer les litiges auxquels la Banque et ses filiales sont parties.

### COMMENT NOUS GÉRONS LE RISQUE DE RÉGLEMENTATION ET LE RISQUE JURIDIQUE

Les unités d'exploitation gèrent le risque de réglementation et le risque juridique courants, principalement en établissant des normes adéquates en matière de conformité à l'échelon de la direction, en mettant en place et en appliquant des politiques et des procédures appropriées et en assurant la surveillance de la conformité. Les fonctions du Siège social chargées de la surveillance font aussi la promotion d'une culture de conformité au sein de la Banque comme suit :

- communication des exigences réglementaires et des nouveaux risques liés à la conformité à chaque unité d'exploitation;
- vérification auprès des unités d'exploitation de l'application des politiques et des procédures appropriées et du fait qu'une formation adéquate sur les exigences réglementaires est fournie aux employés;
- surveillance indépendante et vérification par tests des unités d'exploitation afin de s'assurer qu'elles respectent les politiques, les procédures et les exigences et que les contrôles internes sont efficaces;
- recensement et signalement à la haute direction et au conseil d'administration des enjeux et des constatations importants.

Le respect des exigences réglementaires est également documenté au moyen d'un processus d'attestation officiel assuré par la direction de l'unité d'exploitation. Outre l'exécution de processus de surveillance et d'examen tout au long de l'année, les unités d'exploitation canadiennes révisent une fois l'an les exigences réglementaires reliées aux lois qui les régissent et mettent à jour leurs évaluations des risques et leurs contrôles destinés à atténuer ces risques. Plus un risque est élevé, plus le processus de contrôle doit être rigoureux afin de réduire au minimum le risque de non-conformité. Le Service de la conformité examine aussi les évaluations pour déterminer l'efficacité des contrôles des unités d'exploitation. Une fois que le processus d'examen annuel est achevé, la haute direction des unités d'exploitation atteste par écrit qu'elles sont en conformité avec les exigences réglementaires applicables ou bien qu'il existe des écarts ou des lacunes. En cas d'écarts ou de lacunes, un plan d'action doit être dressé et exécuté pour y remédier.

Bien qu'il ne soit pas possible d'éliminer complètement le risque juridique, la fonction juridique s'assure que les unités d'exploitation comprennent les risques éventuels et qu'elles tentent activement de les gérer en vue de réduire les risques pour la Banque. En outre, le risque juridique touchant le processus de règlement des litiges est géré comme suit :

- utilisation pertinente de spécialistes et de conseillers juridiques externes;
- examen périodique des situations par le Service juridique, avec l'unité d'exploitation en cause et, au besoin, d'autres groupes;
- en ce qui a trait à l'incidence que pourrait avoir un litige sur la situation financière et sur les divulgations financières connexes de la Banque, examen trimestriel des questions par le Service juridique et le chef du contentieux en collaboration avec le Service des finances et d'autres groupes de direction, les vérificateurs nommés par les actionnaires et, si la situation est importante, le comité de vérification.

## Risque de réputation

*Le risque de réputation correspond à la possibilité qu'une publicité négative, fondée ou non, concernant les pratiques commerciales, les actions ou les inactions d'une institution, entraîne ou pourrait entraîner une perte de valeur de l'institution, une baisse de sa liquidité ou un effritement de sa clientèle.*

La réputation d'une société est en soi un bien précieux, essentiel pour optimiser la valeur pour les actionnaires. Voilà pourquoi elle est toujours sensible aux risques. Le risque de réputation ne peut être géré indépendamment des autres risques, puisque la réputation n'échappe à aucun risque et qu'à son tour la réputation peut rejaillir sur la marque, le bénéfice et les fonds propres. Qu'il s'agisse du risque de crédit, du risque de marché, du risque d'exploitation, du risque d'assurance, du risque d'illiquidité, du risque de réglementation ou du risque juridique, tous doivent être gérés de manière efficace afin de protéger la réputation de la Banque.

Étant donné l'évolution des pratiques commerciales dans la foulée des nouvelles réalités d'exploitation qui définissent le risque de réputation, nous avons accru, à l'instar d'autres entreprises de notre secteur, l'importance que nous accordons à ce risque. Nous avons, au niveau de l'entreprise, une politique à l'égard du risque de réputation, approuvée par le comité du risque du conseil d'administration, établissant un cadre au sein duquel les unités d'exploitation relèvent les questions touchant la réputation, qui sont ensuite soumises à l'attention des comités pertinents, y compris le comité du risque de réputation. Au sein des services de gros, nous avons également défini et documenté un processus d'approbation des opérations structurées. Ce processus fait intervenir des comités incluant des représentants des unités d'exploitation et des fonctions de contrôle, et il consiste entre autres à prendre en considération tous les aspects d'un nouveau produit structuré, y compris le risque de réputation.

### RESPONSABLES DE LA GESTION DU RISQUE DE RÉPUTATION

L'équipe de la haute direction et les comités de direction qui examinent le risque de réputation dans le cadre de leur mandat normal sont responsables en dernier ressort de la réputation de la Banque. Cependant, tous les employés et les représentants de la Banque doivent contribuer positivement à la réputation de la Banque, en s'assurant de respecter un code d'éthique en tout temps et de maintenir des relations harmonieuses avec les parties intéressées et en s'assurant que la Banque respecte les politiques, les lois et les règlements applicables. La gestion du risque de réputation est plus efficace lorsque tout un chacun a toujours à cœur d'améliorer et de protéger la réputation de la Banque.

## Accord de Bâle II

L'Accord de Bâle II est un nouveau cadre introduit en 2004 par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Ce cadre vise à améliorer la conformité aux exigences de fonds propres au niveau international, à rendre le capital réglementaire plus sensible aux risques et à encourager de meilleures pratiques en matière de gestion des risques pour les banques actives à l'échelle internationale. La Banque a affecté des ressources compétentes à ce projet pour satisfaire aux exigences de l'Accord de Bâle II.

## NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

# Estimations comptables critiques

Les conventions comptables de la Banque sont essentielles pour comprendre ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Un sommaire des principales conventions comptables est présenté dans les notes afférentes aux états financiers consolidés de la Banque. Certaines conventions comptables de la Banque nécessitent des jugements et des estimations de nature complexe et subjective, puisqu'ils portent sur des questions qui sont essentiellement incertaines. Toute modification de ces jugements et estimations pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Banque. La Banque a établi des procédés pour assurer que les conventions comptables sont appliquées de manière uniforme et que les processus de modification des méthodes sont adéquatement contrôlés et mis en œuvre de manière appropriée et systématique. En outre, les conventions comptables critiques de la Banque sont régulièrement examinées avec le comité de vérification. Les conventions comptables critiques qui exigent que la direction établisse des jugements et des estimations incluent la comptabilisation des prêts douteux, la comptabilisation de la juste valeur des instruments financiers détenus dans les portefeuilles de négociation, la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, l'évaluation des valeurs du compte de placement, la comptabilisation des titrisations et des entités à détenteurs de droits variables, l'évaluation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels, la comptabilisation des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite, et les passifs éventuels.

### COMPTABILISATION DES PRÊTS DOUTEUX

La comptabilisation des prêts douteux revêt une grande importance compte tenu de la taille du portefeuille de prêts de la Banque. La Banque utilise deux types de provisions pour prêts douteux : les provisions spécifiques et les provisions générales. Les prêts douteux sont comptabilisés lorsque la Banque détermine, après l'identification et l'évaluation des comptes et des prêts problématiques, que le recouvrement opportun de la totalité des intérêts et du capital exigibles aux termes du contrat n'est plus assuré. Le choix du moment pour désigner un prêt comme prêt douteux et établir le montant de la provision spécifique nécessaire exigent un jugement éclairé. Le jugement de la direction est fondé sur l'évaluation de la probabilité de défaut, de la perte en cas de défaut et du risque en cas de défaut. Les modifications apportées à ces estimations, du fait d'un certain nombre de circonstances, peuvent avoir une incidence directe sur la provision pour prêts douteux et entraîner un changement de la provision. Les modifications apportées à la provision, le cas échéant, influeraient surtout sur les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, les Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis et les Services bancaires en gros. Les examens des autorités de réglementation du Canada et des États-Unis apportent une certaine uniformité aux provisions spécifiques constatées par les banques.

La provision générale exige l'exercice du jugement de la direction et son niveau dépend de l'évaluation de la conjoncture économique et commerciale, des résultats historiques et techniques prévus, de la composition du portefeuille de prêts et d'autres indicateurs pertinents. Pour établir le niveau approprié de la provision générale, la Banque a recours, outre le jugement de la direction, à un modèle interne fondé sur des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'utilisation en cas de défaut. Si l'on augmentait ou réduisait ces paramètres de 10 % isolément, le modèle indiquerait soit une augmentation, soit une diminution de la provision pour prêts commerciaux et aux grandes entreprises de 43 millions de dollars au titre de la probabilité de défaut, de 43 millions de dollars au titre de la perte en cas de défaut et de 16 millions de dollars au titre de l'utilisation en cas de défaut.

La rubrique «Gestion des risques», pages 57 à 66 du présent rapport de gestion, présente une analyse plus détaillée du risque de crédit. Se reporter également à la note 3 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus d'information sur la provision pour pertes sur créances.

### COMPTABILISATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉTENUS DANS LES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION

Les valeurs du compte de négociation de la Banque, les obligations liées aux valeurs vendues à découvert et les instruments dérivés de négociation sont comptabilisés à la juste valeur dans le bilan consolidé, et les gains et pertes réalisés et latents qui en découlent sont constatés immédiatement dans les autres revenus. Se reporter aux notes 2, 17 et 19 afférentes aux états financiers consolidés de la Banque pour plus de détails.

La juste valeur des instruments financiers négociés en Bourse est déterminée d'après les cours du marché et rajustée en fonction des règlements de marge quotidiens, s'il y a lieu. La note 17 afférente aux états financiers consolidés de la Banque contient de l'information sur la juste valeur estimative de tous les instruments financiers au 31 octobre 2006.

La juste valeur de la presque totalité des instruments financiers détenus dans des portefeuilles de négociation est établie en fonction du cours du marché ou de modèles d'évaluation qui font appel à des paramètres de marché observables de manière indépendante. Ces paramètres comprennent les courbes des taux d'intérêt, les taux de change et la volatilité des options. Les modèles d'évaluation englobent les taux et les prix en vigueur sur le marché pour des instruments sous-jacents ayant des échéances et des caractéristiques similaires, et ils tiennent compte de facteurs comme la qualité du crédit de la contrepartie, la liquidité et la concentration. Certains instruments dérivés sont évalués à l'aide de modèles dont les paramètres de marché ne sont pas observables. En pareil cas, la direction doit faire preuve de jugement dans l'estimation des paramètres. Ces instruments dérivés ne sont pas, en temps normal, négociés activement sur le marché et sont complexes. Par exemple, certains produits de crédit sont évalués à l'aide de modèles assortis de paramètres comme des taux de corrélation et de recouvrement qui ne sont pas observables. Toute incertitude dans l'estimation des paramètres peut avoir une incidence sur le montant des revenus ou des pertes comptabilisés pour une position particulière. Dans le cas où aucun paramètre de marché n'est observable, la Banque reporte tous les bénéfices de mise en place.

La direction exerce également son jugement pour comptabiliser les rajustements de juste valeur apportés aux modèles d'évaluation pour tenir compte de l'incertitude relative à la mesure dans l'évaluation d'instruments dérivés complexes et négociés moins activement sur le marché.

Pour s'assurer que les évaluations produites par les modèles sont appropriées, la Banque exerce des contrôles, notamment une revue et une approbation indépendantes des modèles d'évaluation et une revue indépendante des évaluations par du personnel qualifié. Étant donné l'évolution du marché des instruments dérivés complexes, la tarification de ces produits devient plus transparente, ce qui donne lieu à une amélioration des modèles d'évaluation.

Nous sommes d'avis que les estimations de la juste valeur sont raisonnables à la lumière du processus suivi pour obtenir divers prix du marché extérieur, de l'application constante des modèles sur une certaine période et des contrôles et processus susmentionnés. Les évaluations sont également corroborées d'après les résultats passés et d'après les règlements en espèces réels de contrats. Cette convention comptable influe surtout sur les Services bancaires en gros. Pour une analyse du risque de marché, se reporter à la page 60 du présent rapport de gestion.

### COMPTABILISATION DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour comptabiliser les impôts de l'exercice, la Banque doit faire preuve de jugement à l'égard des questions touchant certaines opérations complexes, les questions connues à l'étude auprès de l'administration fiscale ou les questions soumises à un tribunal. De ce fait, la Banque a une provision fiscale pour éventualités et en évalue régulièrement le caractère adéquat.

Des impôts sur les bénéfices futurs sont constatés pour tenir compte de l'incidence des impôts futurs sur les opérations réalisées pendant l'exercice courant. La constatation d'impôts sur les bénéfices futurs a une incidence sur tous les secteurs de la Banque et fait appel au jugement, notamment dans les situations suivantes :

- La recouvrabilité des actifs d'impôts futurs est évaluée. La Banque constate une provision pour moins-value lorsqu'elle croit, d'après tous les éléments probants disponibles, qu'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs constatés ne se réaliseront pas tous avant leur échéance. Cependant, le montant d'actifs d'impôts futurs constaté et considéré comme réalisable pourrait être réduit si le bénéfice projeté n'était pas réalisé en raison de divers facteurs, telle qu'une conjoncture économique défavorable. Si la Banque estimait que le bénéfice projeté ne sera pas atteint, elle constaterait une provision pour moins-value additionnelle pour ramener ses actifs d'impôts futurs à un montant qu'elle croit réalisable. La taille de la provision pour moins-value repose en grande partie sur les prévisions de bénéfices de la Banque, ces bénéfices établissant dans quelle mesure la Banque pourra réaliser ses actifs d'impôts futurs.
- Les actifs d'impôts futurs sont calculés à l'aide des taux d'imposition qui sont censés s'appliquer au cours de la période ou ils seront réalisés. Les actifs et les passifs d'impôts constatés antérieurement doivent être rajustés lorsque la date prévue de l'événement futur est révisée en fonction de nouvelles informations.
- La Banque n'a pas constaté de passifs d'impôts futurs au titre des bénéfices non répartis de certaines activités à l'étranger puisqu'elle ne prévoit pas les rapatrier. Les impôts estimatifs à payer sur ces bénéfices en cas de rapatriement seraient de 454 millions de dollars au 31 octobre 2006.

## ÉVALUATION DES VALEURS DU COMPTE DE PLACEMENT

Les valeurs du compte de placement de la Banque comprennent les valeurs négociées sur le marché et les placements dans des titres de participation privés non négociés sur le marché. Selon les PCGR, les valeurs du compte de placement sont comptabilisées au coût ou au coût après amortissement, et rajustées à la valeur de réalisation nette afin de constater une baisse de valeur durable.

La Banque présente la juste valeur estimative des valeurs du compte de placement à la note 2 afférente à ses états financiers consolidés. L'évaluation des valeurs négociées sur le marché est déterminée selon les cours du marché, qui fluctuent d'une période de présentation à l'autre. L'évaluation des placements dans des titres de participation privés exige que la direction fasse preuve de jugement, étant donné l'absence de cours du marché, le manque inhérent de liquidité et la nature à plus long terme de ces placements. Ces derniers sont initialement comptabilisés au coût et comparés régulièrement avec la juste valeur. La juste valeur est établie à l'aide de techniques d'évaluation, y compris les flux de trésorerie actualisés et un multiple du bénéfice avant impôts et amortissement. La direction exerce son jugement pour choisir la méthode d'évaluation ainsi que les diverses données utilisées pour le calcul, qui peuvent varier d'une période de présentation à l'autre. Ces estimations font l'objet d'un suivi et d'un examen périodiques de notre part afin d'en établir la cohérence et la vraisemblance. Toute imprécision de ces estimations peut influencer sur la juste valeur qui en découlera. En raison de la nature des placements dans des titres de participation privés, l'évaluation de la direction changera avec le temps, à mesure que les titres sous-jacents arriveront à échéance et qu'une stratégie de sortie sera élaborée et mise en œuvre. Les estimations de juste valeur peuvent également changer en raison de l'évolution des affaires des émetteurs. Les changements peuvent être importants selon la nature des facteurs retenus pour la méthode d'évaluation et l'ordre de grandeur des variations de ces facteurs.

Les valeurs du compte de placement sont ramenées à leur valeur de réalisation nette lorsqu'une baisse de valeur est considérée comme durable. La détermination du caractère temporaire ou durable de la baisse de valeur est une question de jugement. Nous examinons régulièrement les valeurs du compte de placement pour déterminer toute baisse de valeur durable possible, et cet examen comporte généralement une analyse des faits et circonstances propres à chaque placement et des attentes de rendement d'un titre. Plus particulièrement, les facteurs suivants sont indicatifs d'une perte de valeur : le fait que la valeur boursière du titre soit inférieure, depuis longtemps, à la valeur comptable; le fait que la société émettrice ait subi des pertes importantes au cours du ou des derniers exercices; le fait que la société émettrice accumule des pertes depuis plusieurs années; la suspension des opérations portant sur le titre en question; les difficultés de trésorerie et les problèmes de continuité de l'exploitation de la société émettrice. Cette convention comptable a une incidence sur tous les secteurs d'exploitation de la Banque.

## COMPTABILISATION DES TITRISATIONS ET DES ENTITÉS À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

Deux décisions importantes doivent être prises en ce qui concerne la comptabilisation des titrisations. La première décision importante concerne les actifs titrisés montés par la Banque. Il faut décider si la titrisation peut être considérée comme une vente selon les PCGR. Selon les PCGR, il faut que la Banque satisfasse à certains critères particuliers

pour établir qu'elle a renoncé au contrôle des actifs et, par conséquent, être en mesure de constater un gain ou une perte à la vente. Par exemple, les actifs titrisés doivent être isolés par rapport à la Banque et être placés hors d'atteinte de la Banque et de ses créanciers, même en cas de faillite ou de mise sous séquestre. Pour calculer le gain ou la perte à la vente, la direction estime les flux de trésorerie futurs à partir du montant estimatif des intérêts attendus sur les actifs titrisés, du rendement revenant aux investisseurs, de la tranche des actifs titrisés qui sera remboursée avant l'échéance prévue, des pertes sur créances prévues, du coût de gestion des actifs et du taux d'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie réels peuvent être très différents des estimations de la direction. Si les flux de trésorerie réels diffèrent de nos estimations des flux de trésorerie futurs, alors les gains ou les pertes de titrisation constatés dans les revenus seront rajustés. Les droits conservés sont passés en résultat sur la durée de l'actif titrisé. La note 4 afférente aux états financiers consolidés de la Banque présente de l'information additionnelle sur les titrisations, y compris une analyse de sensibilité pour les principales hypothèses. Pour 2006, les principales hypothèses utilisées pour estimer les flux de trésorerie futurs n'ont fait l'objet d'aucune modification importante. Les hypothèses sont révisées périodiquement et peuvent être modifiées en cas de changements économiques importants.

La deuxième décision importante consiste à déterminer si les EDDV doivent être consolidées. Toutes les fiducies de titrisation de la Banque sont considérées comme des EDDV. Selon les PCGR actuels, les EDDV doivent être consolidées seulement lorsque la Banque est le principal bénéficiaire exposé à une majorité des pertes prévues de l'EDDV ou qui a droit à une majorité des rendements résiduels prévus de l'EDDV, ou les deux. En outre, la Banque ne doit pas consolider une EDDV qui est une SAA. La direction exerce son jugement pour estimer les pertes prévues et le rendement résiduel prévu en vue d'établir si la Banque conserve la presque totalité des risques et des avantages résiduels relatifs à l'EDDV. Selon les PCGR actuels, la totalité des actifs montés par la Banque et cédés à des EDDV satisfont aux critères de traitement à titre de vente et de non-consolidation. Cette convention comptable a une incidence sur les Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, les Services bancaires en gros et le Siège social.

## ÉVALUATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION ET DES ACTIFS INCORPORELS

Selon les PCGR, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation au moins annuellement au niveau des unités d'exploitation ou dans le cas où un événement ou un changement de situation indique que l'actif peut avoir subi une perte de valeur. Le test de dépréciation des écarts d'acquisition consiste à déterminer si la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition se rapporte est inférieure à sa valeur comptable, auquel cas la juste valeur de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est comparée à sa valeur comptable. Si la juste valeur est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition est considéré comme ayant subi une perte de valeur, et une charge pour dépréciation est constatée immédiatement. La juste valeur des unités d'exploitation de la Banque est déterminée d'après des modèles d'évaluation internes qui tiennent compte de divers facteurs comme les bénéfices prévus et normalisés, les ratios cours-bénéfices et les taux d'actualisation. La direction exerce son jugement dans l'estimation de la juste valeur des unités d'exploitation, et toute imprécision des hypothèses et

des estimations de juste valeur peut influencer sur le calcul de la dépréciation et sur l'évaluation des écarts d'acquisition. La direction est d'avis que les hypothèses et les estimations utilisées sont raisonnables et justifiables dans le contexte actuel. Lorsque cela est possible, les justes valeurs internes sont comparées aux données du marché. Les valeurs comptables des unités d'exploitation de la Banque sont déterminées par la direction au moyen de modèles de capital économique aux fins de rajustement des actifs et passifs nets par unité d'exploitation. Ces modèles sont fondés sur divers facteurs comme le risque de marché, le risque de crédit et le risque d'exploitation, et ils visent à produire les fonds propres qui seraient détenus par une unité d'exploitation si elle était une entité autonome. L'attribution par la Banque de capital économique à l'unité d'exploitation est revue par le Comité de gestion du capital.

Les actifs incorporels qui tirent leur valeur de relations contractuelles avec des clients, ou qui peuvent être séparés et vendus, et qui ont une durée de vie utile limitée sont amortis sur leur durée de vie utile estimative. La détermination de la durée de vie utile estimative de ces actifs incorporels qui ont une durée de vie limitée nécessite une analyse des circonstances ainsi que du jugement de la part de la direction. Les actifs incorporels ayant une durée de vie limitée font l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que des circonstances indiquent que la valeur comptable peut ne pas être recouvrable. Ces circonstances indiqueraient une dépréciation possible des actifs incorporels, auquel cas il faudrait effectuer une analyse des flux de trésorerie. La valeur des actifs incorporels ayant une durée de vie limitée serait ramenée à leur valeur recouvrable nette selon les flux de trésorerie futurs prévus. Cette convention comptable a une incidence sur les secteurs d'exploitation de la Banque. Se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus d'information sur les écarts d'acquisition et les actifs incorporels.

#### COMPTABILISATION DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET DES AVANTAGES POSTÉRIEURS AU DÉPART À LA RETRAITE

Les obligations au titre des prestations de retraite et des avantages postérieurs au départ à la retraite dépendent des hypothèses utilisées pour le calcul de ces montants. Les hypothèses actuarielles sont établies par la direction et évaluées annuellement par les actuaires de la Banque. Ces hypothèses comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires, la tendance générale du coût des soins de santé et le taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs est établi d'après le rendement à long terme d'obligations de sociétés notées AA à la date d'évaluation. Les autres hypothèses sont également des estimations à long terme. L'hypothèse relative au taux de rendement à long terme prévu des actifs du régime est fondée sur les rendements historiques et les attentes quant aux rendements futurs de chaque catégorie d'actifs ainsi que sur la répartition cible des actifs de la caisse. Comme ces hypothèses se rapportent à des facteurs à long terme, elles supposent un certain degré d'incertitude. Les écarts entre les résultats réels et les hypothèses ainsi que les variations des hypothèses découlant des modifications des attentes futures entraînent une augmentation ou une diminution de la charge pour prestations de retraite et avantages postérieurs au départ à la retraite au cours des exercices futurs.

Le tableau ci-après présente la sensibilité de l'obligation au titre des prestations de retraite constituées et de la charge de retraite du régime de retraite principal de la Banque aux variations du taux d'actualisation, de l'hypothèse relative au rendement à long terme prévu des actifs du régime et du taux d'augmentation des salaires au 31 octobre 2006. L'analyse de sensibilité présentée dans le tableau est hypothétique et doit être utilisée avec prudence. Cette convention comptable a une incidence sur tous les secteurs de la Banque. Pour plus d'information sur les principales hypothèses utilisées pour établir la charge de retraite annuelle et l'obligation au titre des prestations constituées de la Banque, se reporter à la note 15 afférente aux états financiers consolidés.

(en millions de dollars canadiens)	Obligation	Charge
Incidence d'une variation de 1,0 % des principales hypothèses		
Hypothèse utilisée pour le taux d'actualisation	5,50 %	5,20 %
Diminution de l'hypothèse	334 \$	52 \$
Augmentation de l'hypothèse	(262) \$	(39) \$
Hypothèse utilisée pour le rendement à long terme prévu des actifs du régime		
Diminution de l'hypothèse	S.O.	S.O.
Augmentation de l'hypothèse	S.O.	S.O.
Hypothèse utilisée pour le taux d'augmentation des salaires		
Diminution de l'hypothèse	(79) \$	(19) \$
Augmentation de l'hypothèse	90 \$	22 \$

#### PASSIFS ÉVENTUELS

La Banque et ses filiales font l'objet de diverses poursuites dans le cours normal des affaires, dont bon nombre sont liées aux prêts. De l'avis de la direction, l'issue d'une ou de l'ensemble de ces poursuites n'aura pas d'incidence défavorable marquée sur la situation financière de la Banque.

Des provisions pour litiges éventuels sont constituées lorsqu'il devient probable que la Banque engagera des frais et que le montant peut être estimé de manière raisonnable. Outre la direction de la Banque, des experts internes et externes évaluent la probabilité et le montant estimatif des pertes. Tant qu'une éventualité existe, la direction ou les experts de la Banque peuvent obtenir de nouvelles informations qui peuvent changer leur évaluation quant à la probabilité de pertes et à leur montant estimatif. Toute modification des évaluations peut faire varier le montant des pertes comptabilisées. De plus, les coûts réels de résolution de ces réclamations peuvent être sensiblement supérieurs ou inférieurs aux provisions.

Se reporter à la note 20 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus de détails.

#### DÉRIVÉS

L'incidence des dérivés détenus à des fins autres que de transaction sur le revenu d'intérêts net et sur les autres revenus pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 est présentée au tableau 36 ci-dessous.

TABLEAU 36 DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS AUTRES QUE DE TRANSACTION		
(en millions de dollars canadiens)	Dérivés détenus à des fins autres que de transaction admissibles à la comptabilité de couverture	Dérivés détenus à des fins autres que de transaction non admissibles à la comptabilité de couverture
Revenu d'intérêts net (perte d'intérêts nette)	53 \$	– \$
Autres revenus	–	39



## NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

# Modifications futures de conventions comptables et de la présentation de l'information financière

La Banque prévoit adopter les normes comptables suivantes au cours des prochains exercices. Voir la note 1 afférente aux états financiers consolidés de la Banque pour plus de détails sur ces modifications futures.

### INSTRUMENTS FINANCIERS, COUVERTURES ET RÉSULTAT ÉTENDU

L'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », « Couvertures » et « Résultat étendu ». Ces normes, harmonisées en grande partie avec les PCGR des États-Unis, seront appliquées par la Banque à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006. L'incidence principale de ces normes est décrite ci-dessous.

- Les autres éléments du résultat étendu deviendront une nouvelle composante de l'avoire des actionnaires et un nouvel état intitulé « État du résultat étendu » sera ajouté au jeu d'états financiers consolidés de base de la Banque.
- Les actifs financiers devront être classés comme disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, détenus à des fins de transaction, ou comme prêts et créances.
- Dans le cas des couvertures de juste valeur, qui consistent pour la Banque à couvrir les variations de la juste valeur des actifs, des passifs ou des engagements fermes, la variation de la juste valeur des dérivés et des éléments couverts attribuable au risque couvert sera comptabilisée à l'état des résultats consolidé.

- Dans le cas des couvertures de flux de trésorerie, qui consistent pour la Banque à couvrir la variation des flux de trésorerie liés aux actifs et aux passifs à taux variable et aux opérations prévues, la tranche efficace de la couverture des variations de la juste valeur des instruments dérivés sera présentée dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que les éléments couverts soient constatés à l'état des résultats consolidé.

### PCGR DES ÉTATS-UNIS

#### *Comptabilisation de certains instruments financiers hybrides*

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter la ligne directrice du FASB concernant certains instruments financiers hybrides.

Selon cette ligne directrice, la Banque pourra choisir d'évaluer à leur juste valeur certains instruments financiers hybrides intégralement, et constater les variations de la juste valeur en résultat net. Le choix de l'évaluation à la juste valeur éliminera la nécessité de constater séparément certains dérivés incorporés dans ces instruments financiers hybrides.

#### *Comptabilisation de la gestion des actifs financiers*

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter la ligne directrice du FASB concernant la gestion des actifs financiers. Cette ligne directrice exigera que la Banque évalue d'abord ses droits de gestion à la juste valeur, et elle lui permettra ensuite soit de les amortir sur leur durée, soit de les réévaluer à la juste valeur en les passant en résultat net. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette ligne directrice sur ses états financiers consolidés.

#### *Impôts sur les bénéfices*

À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter l'interprétation du FASB concernant les impôts sur les bénéfices. Cette interprétation fournit des renseignements additionnels sur la façon de constater, d'évaluer et de présenter les économies et les passifs d'impôts. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette ligne directrice sur ses états financiers consolidés.

## NORMES ET CONVENTIONS COMPTABLES

# Contrôles et procédures

### INFORMATION SUR LES CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Sous la surveillance et avec la participation de la direction de la Banque, y compris le chef de la direction et le chef des finances, une appréciation de l'efficacité des contrôles et procédures à l'égard de l'information financière de la Banque, selon les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, a été effectuée en date du 31 octobre 2006. Selon cette appréciation, la direction de la Banque, y compris le chef de la direction et le chef des finances, a conclu que les contrôles et procédures à l'égard de l'information financière de la Banque étaient efficaces au 31 octobre 2006.

### RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de la Banque est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (comme il est défini dans les règles sur les valeurs mobilières applicables) pour la Banque. Le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière s'entend des politiques et des procédés qui 1) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la Banque; 2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers selon les principes comptables généralement reconnus, et que les encaissements et décaissements de la Banque ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil

d'administration; et 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la Banque qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

La direction de la Banque a utilisé les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway, pour effectuer, avec la participation du chef de la direction et du chef des finances, une appréciation de l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière. D'après cette appréciation, la direction a conclu que le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière était efficace au 31 octobre 2006. L'appréciation par la direction de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été vérifiée par les vérificateurs indépendants de la Banque, Ernst & Young s.r.l., cabinet d'experts-comptables inscrit, qui ont aussi vérifié les états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006. Dans leur rapport, à la page 72, les vérificateurs expriment une opinion sans réserve sur l'appréciation de la direction et sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière en date du 31 octobre 2006.

### MODIFICATIONS DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au cours de l'exercice 2006 et de la dernière période intermédiaire, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.



## RÉSULTATS FINANCIERS

### États financiers consolidés

#### RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de la Banque est responsable de l'intégrité, de l'uniformité, de l'objectivité et de la fiabilité des états financiers consolidés de La Banque Toronto-Dominion ainsi que de l'information financière connexe présentée dans le présent rapport annuel. Les principes comptables généralement reconnus du Canada de même que les exigences de la *Loi sur les banques* et les règlements connexes ont été appliqués, et la direction a exercé son jugement et effectué les meilleures estimations possibles quand elle l'a jugé opportun.

Le système comptable de la Banque et les contrôles internes connexes, de même que les procédés à l'appui utilisés, sont conçus de manière à fournir une assurance raisonnable de l'intégralité et de l'exactitude des comptes financiers et de la protection des biens contre les pertes attribuables à un usage ou à une cession non autorisés de ceux-ci. Les procédés à l'appui comprennent le choix judicieux et la formation appropriée d'employés qualifiés, la mise en place de structures organisationnelles assurant une division précise des responsabilités et l'obligation de rendre compte sur le rendement, ainsi que la communication de politiques et de directives sur la conduite des activités dans toute la Banque.

La direction a utilisé les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway pour effectuer une appréciation de l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2006. D'après cette appréciation, la direction a conclu que le contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière était efficace au 31 octobre 2006.

Le conseil d'administration de la Banque, par l'intermédiaire du comité de vérification qui est composé d'administrateurs indépendants, s'assure que la direction

s'acquitte de ses responsabilités relativement à la présentation de l'information financière et aux systèmes de contrôle interne.

Le vérificateur en chef de la Banque, qui a pleinement et librement accès au comité de vérification, procède à un vaste programme de vérifications. Ce programme soutient le système de contrôle interne et est exécuté par une équipe professionnelle de vérificateurs.

Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada examine les affaires de la Banque et prend les renseignements qu'il juge nécessaires pour s'assurer que les dispositions de la *Loi sur les banques* relatives à la sécurité des déposants sont dûment observées et que la situation financière de la Banque est saine.

Ernst & Young s.r.l., vérificateurs nommés par les actionnaires, ont vérifié l'appréciation par la direction de l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2006, en plus de vérifier les états financiers consolidés de la Banque portant la même date. Leur rapport, dans lequel ils expriment une opinion sans réserve, figure à la page 72. Les vérificateurs Ernst & Young ont pleinement et librement accès au comité de vérification, qu'ils rencontrent périodiquement, afin de discuter de leur vérification et des questions s'y rapportant, comme les commentaires qu'ils peuvent avoir à formuler relativement à la fidélité de l'information financière et à la suffisance des contrôles internes.

Le président et chef de la direction,



W. Edmund Clark

La vice-présidente à la direction et chef des finances,



Colleen M. Johnston

Toronto, Canada  
Le 7 décembre 2006

#### RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS AUX ACTIONNAIRES


Nous avons vérifié le bilan consolidé de La Banque Toronto-Dominion au 31 octobre 2006 et les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Banque. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis (PCAOB). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que notre vérification constitue un fondement raisonnable à la formulation de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 octobre 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du PCAOB, l'efficacité du contrôle interne de La Banque Toronto-Dominion à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2006 selon les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* du Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway et avons exprimé une opinion sans réserve à cet égard dans notre rapport du 7 décembre 2006.

Les états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 octobre 2005 et 2004 ont été vérifiés par Ernst & Young s.r.l. et PriceWaterhouseCoopers s.r.l. qui ont exprimé une opinion sans réserve sur ceux-ci dans le rapport daté du 22 novembre 2005.



Ernst & Young s.r.l.  
Comptables agréés

Toronto, Canada  
Le 7 décembre 2006

**RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS SUR LES  
CONTRÔLES INTERNES SELON LES NORMES DU PUBLIC  
COMPANY ACCOUNTING OVERSIGHT BOARD (ÉTATS-UNIS)**

Nous avons vérifié l'appréciation de la direction, figurant à la page 71 du présent rapport annuel, selon laquelle La Banque Toronto-Dominion maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2006, selon les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Commission Treadway (les critères du COSO). La direction de La Banque Toronto-Dominion est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'appréciation qu'elle fait de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'appréciation faite par la direction et une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque à l'égard de l'information financière en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis (PCAOB). Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace de l'information financière a été maintenu à tous les égards importants. Notre vérification a consisté notamment à comprendre le contrôle interne à l'égard de l'information financière, à évaluer l'appréciation qu'en a faite la direction, à mettre en œuvre des tests et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière ainsi qu'à mettre en œuvre d'autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que notre vérification constitue un fondement raisonnable à la formulation de notre opinion.

Le contrôle interne d'une société à l'égard de l'information financière est le processus visant à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, selon les principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne d'une société à l'égard de l'information financière s'entend des politiques et procédures qui 1) concernent la tenue de comptes suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société;

2) fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour dresser les états financiers selon les principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; et 3) fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de la société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation, ou d'une détérioration du niveau de respect des politiques ou des procédures.

À notre avis, l'appréciation par la direction selon laquelle La Banque Toronto-Dominion maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2006 donne, à tous les égards importants, une image fidèle de la réalité selon les critères du COSO. De plus, à notre avis, La Banque Toronto-Dominion maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 octobre 2006, selon les critères du COSO.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du PCAOB, les bilans consolidés de La Banque Toronto-Dominion au 31 octobre 2006 et les états consolidés des résultats, des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006 de La Banque Toronto-Dominion, et notre rapport du 7 décembre 2006 exprime une opinion sans réserve.

*Ernst & Young LLP*

**Ernst & Young s.r.l.**  
Comptables agréés

Toronto, Canada  
Le 7 décembre 2006

# Bilan consolidé

Aux 31 octobre

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
<b>ACTIF</b>		
<b>Encaisse et montants à recevoir de banques</b>	<b>2 019 \$</b>	1 673 \$
<b>Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques</b>	<b>8 763</b>	11 745
	<b>10 782</b>	13,418
<b>Valeurs mobilières (Note 2)</b>		
Compte de négociation	77 482	65 775
Compte de placement	46 976	42 321
	<b>124 458</b>	108 096
<b>Valeurs mobilières prises en pension</b>	<b>30 961</b>	26 375
<b>Prêts (Note 3)</b>		
Prêts hypothécaires résidentiels	53 425	52 740
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	63 130	62 754
Cartes de crédit	4 856	2 998
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	40 514	35 044
	<b>161 925</b>	153 536
Provision pour pertes sur créances	(1 317)	(1 293)
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	<b>160 608</b>	152 243
<b>Divers</b>		
Engagements de clients au titre d'acceptations	8 676	5 989
Placement dans TD Ameritrade (Note 25)	4 379	–
Instruments financiers dérivés à des fins de transaction (Note 17)	27 845	33 651
Écarts d'acquisition (Note 5)	7 396	6 518
Autres actifs incorporels (Note 5)	1 946	2 124
Terrains, constructions, matériel et mobilier (Note 7)	1 862	1 801
Autres actifs (Note 9)	14 001	14 995
	<b>66 105</b>	65 078
<b>Total de l'actif</b>	<b>392 914 \$</b>	365 210 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>Dépôts (Note 8)</b>		
Particuliers	146 636 \$	131 783 \$
Banques	14 186	11 505
Entreprises et gouvernements	100 085	103 693
	<b>260 907</b>	246 981
<b>Divers</b>		
Acceptations	8 676	5 989
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert (Note 2)	27 113	24 406
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension (Note 2)	18 655	11 284
Instruments dérivés à des fins de transaction (Note 17)	29 337	33 498
Autres passifs (Note 10)	17 461	18 545
	<b>101 242</b>	93 722
<b>Billets et débiteurs subordonnés (Note 11)</b>	<b>6 900</b>	5 138
<b>Passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital (Note 12)</b>	<b>1 794</b>	1 795
<b>Participations sans contrôle dans les filiales (Note 25)</b>	<b>2 439</b>	1 708
Passif éventuel, engagements et garanties (Note 20)		
<b>AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>		
Actions ordinaires (en millions d'actions émises et en circulation : 717,4 en 2006 et 711,8 en 2005) (Note 13)	6 334	5 872
Actions privilégiées (en millions d'actions émises et en circulation : 17,0 en 2006 et néant en 2005) (Note 13)	425	–
Surplus d'apport	66	40
Écart de conversion	(918)	(696)
Bénéfices non répartis	13 725	10 650
	<b>19 632</b>	15 866
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>392 914 \$</b>	365 210 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



**W. Edmund Clark**  
Président et chef de la direction



**Hugh J. Bolton**  
Président du comité de vérification

# État des résultats consolidé

Pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
<b>Revenu d'intérêts</b>			
Prêts	10 832 \$	8 322 \$	6 958 \$
Valeurs mobilières			
Dividendes	837	927	859
Intérêts	3 598	3 112	2 798
Dépôts auprès de banques	302	415	517
	15 569	12 776	11 132
<b>Frais d'intérêts</b>			
Dépôts	7 081	5 129	3 853
Billets et débiteures subordonnés	388	328	312
Actions privilégiées et titres de fiducie de capital (Note 12)	126	147	170
Divers	1 603	1 164	1 024
	9 198	6 768	5 359
<b>Revenu d'intérêts net</b>	6 371	6 008	5 773
<b>Autres revenus</b>			
Services de placement et de valeurs mobilières	2 171	2 417	2 296
Commissions sur crédit	371	343	343
Gains nets sur valeurs du compte de placement (Note 2)	305	242	192
Revenu (perte) de négociation (Note 22)	797	147	(153)
Frais de service	937	787	673
Titrisations de prêts (Note 4)	346	414	390
Services de cartes	383	279	172
Assurances, déduction faite des règlements (Note 23)	896	826	593
Honoraires de fiducie	130	111	78
Divers	397	323	299
	6 733	5 889	4 883
<b>Total des revenus</b>	13 104	11 897	10 656
<b>Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances (Note 3)</b>	409	55	(386)
<b>Frais autres que d'intérêts</b>			
Salaires et avantages sociaux (Note 15)	4 485	4 218	3 780
Frais d'occupation des locaux, amortissement compris	701	676	612
Frais de matériel et de mobilier, amortissement compris	599	609	562
Amortissement des autres actifs incorporels (Note 5)	505	546	626
Coûts de restructuration (reprise) (Note 26)	50	43	(7)
Marketing et développement des affaires	470	469	384
Frais de courtage connexes	164	226	228
Services professionnels et consultatifs	510	494	446
Communications	201	205	207
Divers (Note 20)	1 042	1 296	1 169
	8 727	8 782	8 007
<b>Gain sur dilution, montant net (Note 25)</b>	1 559	-	-
<b>Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices, participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts, et quote-part du bénéfice net d'une société liée</b>	5 527	3 060	3 035
<b>Charge d'impôts sur les bénéfices (Note 16)</b>	874	699	803
<b>Participations sans contrôle dans les filiales, déduction faite des impôts</b>	184	132	-
<b>Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts (Note 25)</b>	134	-	-
<b>Bénéfice net</b>	4 603	2 229	2 232
<b>Dividendes sur actions privilégiées</b>	22	-	-
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	4 581 \$	2 229 \$	2 232 \$
<b>Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions) (Note 27)</b>			
– de base	716,8	691,3	654,5
– dilué	723,0	696,9	659,4
<b>Bénéfice par action (Note 27) (en dollars)</b>			
– de base	6,39 \$	3,22 \$	3,41 \$
– dilué	6,34	3,20	3,39
<b>Dividendes par action (en dollars)</b>	1,78	1,58	1,36

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## État des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires consolidé

Pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
<b>Actions ordinaires (Note 13)</b>			
Solde au début de l'exercice	5 872 \$	3 373 \$	3 179 \$
Actions émises à l'exercice d'options	119	125	99
Actions émises par suite du régime de réinvestissement des dividendes	328	380	174
Incidence des actions (acquises) vendues par les Services bancaires en gros	(20)	6	(41)
Rachats d'actions ordinaires	(35)	–	(38)
Émises à l'acquisition de TD Banknorth (Note 25)	–	1 988	–
Émises à l'acquisition de VFC (Note 25)	70	–	–
Solde à la fin de l'exercice	6 334	5 872	3 373
<b>Actions privilégiées</b>			
Actions émises (Notes 13)	425	–	–
Solde à la fin de l'exercice	425	–	–
<b>Surplus d'apport</b>			
Solde au début de l'exercice	40	20	9
Options sur actions (Note 14)	26	20	11
Solde à la fin de l'exercice	66	40	20
<b>Écart de conversion</b>			
Solde au début de l'exercice	(696)	(265)	(130)
Pertes nettes de change découlant de placements dans des filiales et autres éléments	(720)	(718)	(739)
Incidence de la diminution du placement dans TD Waterhouse U.S.A. (Note 25)	66	–	–
Gains nets de change découlant des activités de couverture	641	428	1 004
Charge d'impôts sur les bénéfices (Note 16)	(209)	(141)	(400)
Solde à la fin de l'exercice	(918)	(696)	(265)
<b>Bénéfices non répartis</b>			
Solde au début de l'exercice	10 650	9 540	8 518
Bénéfice net	4 603	2 229	2 232
Dividendes sur actions ordinaires	(1 278)	(1 098)	(890)
Dividendes sur actions privilégiées	(22)	–	–
Cessation d'un régime de rémunération à base d'actions	–	–	(24)
Prime versée au rachat d'actions ordinaires	(229)	–	(312)
Divers	1	(21)	16
Solde à la fin de l'exercice	13 725	10 650	9 540
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>19 632 \$</b>	<b>15 866 \$</b>	<b>12 668 \$</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



# État des flux de trésorerie consolidé

Pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>			
Bénéfice net	4 603 \$	2 229 \$	2 232 \$
Rajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets d'exploitation			
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	409	55	(386)
Coûts de restructuration	50	43	(7)
Amortissement (Note 7)	343	322	294
Amortissement des autres actifs incorporels	505	546	626
Options sur actions	26	20	11
Gain sur dilution, montant net	(1 559)	-	-
Gains nets sur valeurs du compte de placement	(305)	(242)	(192)
Gain net sur titrisations	(119)	(166)	(134)
Quote-part du bénéfice net d'une société liée	(134)	-	-
Participations sans contrôle	184	132	-
Impôts sur les bénéfices futurs (Note 16)	(17)	(261)	128
Variations des actifs et passifs d'exploitation			
Impôts sur les bénéfices exigibles	88	2	(440)
Intérêts à recevoir et à payer (Note 9, 10)	(146)	588	(141)
Valeurs mobilières du compte de négociation	(11 707)	1 118	(12 003)
Gains latents et montants à recevoir sur les contrats de dérivés	5 806	46	(5 246)
Pertes latentes et montants à payer sur les contrats de dérivés	(4 161)	(375)	5 873
Divers	(252)	1 205	377
Flux de trésorerie nets d'exploitation	(6 386)	5 262	(9 008)
<b>Flux de trésorerie de financement</b>			
Variation des dépôts	9 246	11 169	24 013
Valeurs mobilières mises en pension	6 665	1 438	2 001
Valeurs mobilières vendues à découvert	2 707	5 305	2 325
Émission de billets et de débentures subordonnés	2 341	270	3
Remboursement de billets et de débentures subordonnés	(978)	(1 419)	(158)
Billets et débentures subordonnés (acquis) vendus par les Services bancaires en gros	8	(3)	(26)
Passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital	(1)	(765)	(225)
Écart de conversion sur les billets et les débentures subordonnés émis en monnaie étrangère	(45)	(24)	(62)
Actions ordinaires émises à l'exercice d'options	119	125	99
Actions ordinaires (acquises) vendues par les Services bancaires en gros	(20)	6	(41)
Rachat d'actions ordinaires	(35)	-	(38)
Dividendes versés en espèces sur les actions ordinaires	(950)	(718)	(716)
Prime versée sur les actions ordinaires	(229)	-	(312)
Émission d'actions privilégiées	425	-	-
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(22)	-	-
Flux de trésorerie nets de financement	19 231	15 384	26 863
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>			
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	2 982	(4 111)	(1 383)
Variations des valeurs du compte de placement			
Achats	(132 903)	(211 782)	(227 774)
Produit tiré des échéances	112 962	193 415	201 585
Produit tiré des ventes	18 599	14 010	19 769
Variation des activités de prêt			
Montage et acquisitions	(132 864)	(78 655)	(77 827)
Produit tiré des échéances	113 477	62 956	63 457
Produit tiré des ventes	2 691	4 541	3 326
Produit tiré des titrisations de prêts (Note 4)	9 939	7 365	5 564
Terrains, constructions, matériel et mobilier	(494)	(814)	(207)
Valeurs mobilières prises en pension	(4 578)	(4 487)	(4 413)
Programme de rachat d'actions de TD Banknorth (Note 25)	(290)	(603)	-
Acquisitions et cessions, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie acquis (Note 25)	(1 980)	(2 184)	-
Flux de trésorerie nets d'investissement	(12 459)	(20 349)	(17 903)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(40)	(28)	(16)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	346	269	(64)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	1 673	1 404	1 468
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice, représentés par l'encaisse et les montants à recevoir de banques</b>	<b>2 019 \$</b>	<b>1 673 \$</b>	<b>1 404 \$</b>
<b>Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie</b>			
Montant des intérêts payés au cours de l'exercice	9 085 \$	6 433 \$	5 468 \$
Montant des impôts sur les bénéfices payés au cours de l'exercice	968	968	1 509

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

## NOTE 1 SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### LOI SUR LES BANQUES

Les états financiers consolidés ci-joints et les principes comptables suivis par La Banque Toronto-Dominion (la Banque), y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada, sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Les principales conventions et méthodes comptables suivies par la Banque sont les suivantes :

### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les actifs, les passifs, les résultats d'exploitation ainsi que les flux de trésorerie des filiales et de certaines entités à détenteurs de droits variables (EDDV) après élimination des opérations intersociétés et des soldes réciproques. Les filiales sont des sociétés ou d'autres personnes morales contrôlées par la Banque. La Banque utilise la méthode de l'acquisition pour comptabiliser toutes les acquisitions d'entreprises.

Lorsque la Banque ne détient pas toutes les actions de la filiale, la participation minoritaire dans la filiale est présentée au bilan consolidé dans les participations sans contrôle dans les filiales, et le bénéfice tiré des participations sans contrôle, déduction faite des impôts, est présenté à titre d'élément distinct dans l'état des résultats consolidé.

La méthode de consolidation proportionnelle est utilisée pour comptabiliser les placements dans lesquels la Banque exerce un contrôle conjoint. Seule la quote-part spécifique de la Banque dans les actifs, les passifs, les revenus et les frais est consolidée.

Les sociétés sur lesquelles la Banque exerce une influence notable sont présentées dans les valeurs du compte de placement, à l'exception de TD Ameritrade qui est présentée séparément, et sont comptabilisées à la valeur de consolidation. La quote-part de la Banque dans le revenu, les gains et les pertes réalisés à la cession et les moins-values afin de tenir compte des pertes de valeur durables de ces sociétés est présentée dans l'état des résultats consolidé.

### UTILISATION D'ESTIMATIONS DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Pour dresser les états financiers consolidés, la direction doit effectuer des estimations et formuler des hypothèses d'après l'information disponible en date des états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les pertes sur prêts, la juste valeur des instruments financiers détenus dans des portefeuilles de négociation, la consolidation des EDDV, les impôts sur les bénéfices, l'évaluation des valeurs du compte de placement, les titrisations, l'évaluation des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels, les prestations de retraite et les avantages postérieurs au départ à la retraite ainsi que le passif éventuel font l'objet d'importantes estimations et hypothèses, de la part de la direction, utilisées dans le calcul des montants qui doivent être comptabilisés dans les états financiers consolidés.

### CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires sont convertis aux taux historiques. Les revenus et les charges libellés en monnaies étrangères sont convertis aux taux de change moyens pour l'exercice. Les gains et les pertes de conversion latents et tous les gains et les pertes réalisés sont inclus dans les autres revenus.

Pour les établissements étrangers autonomes, tous les actifs et les passifs libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, et tous les revenus et charges sont convertis aux taux de change moyens pour l'exercice. Les gains et les pertes de conversion latents relatifs aux participations de la Banque dans les établissements autonomes, déduction faite de tout gain ou de toute perte compensatoire découlant des couvertures de risques de change liés à ces participations et des impôts sur les bénéfices y afférents, sont inclus dans l'avoir des actionnaires. À la cession de ces placements, tout gain ou toute perte de conversion cumulatif est inclus dans les autres revenus.

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie consistent en encaisse et montants à recevoir de banques. Ces dépôts sont émis par des institutions financières de qualité supérieure.

### CONSTATATION DES REVENUS

Les services de placement et de valeurs mobilières englobent les honoraires de gestion d'actifs, les honoraires d'administration et les commissions de même que les frais de services de placement. Les honoraires de gestion d'actifs, les honoraires d'administration et les commissions tirés des services de gestion de placements et services connexes, des services de garde et de fiducie institutionnelle et des services de courtage sont tous constatés au cours de la période pendant laquelle les services sont rendus. Les frais de services de placement comprennent les honoraires de services consultatifs, qui sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés, et les honoraires de prise ferme, déduction faite des frais de syndicat de placement, qui sont constatés dans les revenus une fois que la Banque a rendu tous les services à l'émetteur et a le droit de recouvrer les honoraires.

Les services de cartes comprennent les commissions sur paiement tirées des cartes de crédit et de débit, les frais annuels et les frais de service relatifs aux activités de titrisation. Les revenus sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés, sauf les frais annuels qui sont constatés sur une période de douze mois.

### CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2006.

### CONVENTIONS COMPTABLES PARTICULIÈRES

Afin de permettre une meilleure compréhension des états financiers consolidés de la Banque, nous avons décrit les principales conventions comptables dont les divers éléments des états financiers font l'objet à l'intérieur des notes présentant les informations financières s'y rapportant. Ces notes sont comme suit :

Note	Sujet	Page
2	Valeurs mobilières	78
3	Prêts, prêts douteux et provision pour pertes sur créances	80
4	Titrisations de prêts	81
5	Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	83
6	Entités à détenteurs de droits variables	84
7	Terrains, constructions, matériel et mobilier	84
8	Dépôts	85
9	Autres actifs	85
10	Autres passifs	85
11	Billets et débentures subordonnés	86
12	Passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital	86
13	Capital social	88
14	Rémunérations à base d'actions	89
15	Avantages sociaux futurs	91
16	Impôts sur les bénéfices	95
17	Juste valeur des instruments financiers	96
18	Risque de taux d'intérêt	97
19	Instruments financiers dérivés	99
20	Passif éventuel, engagements et garanties	102
21	Concentration du risque de crédit	104
22	Revenu lié aux activités de négociation	104
23	Assurances	105
24	Information sectorielle	105
25	Acquisitions et cessions	107
26	Coûts de restructuration	108
27	Bénéfice par action	109
28	Opérations entre apparentés	109
29	Rapprochement des principes comptables généralement reconnus du Canada et des États-Unis	110
30	Faits postérieurs à la date du bilan	113

## MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES ET DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

### *Instruments financiers, couvertures et résultat étendu*

L'ICCA a publié trois nouvelles normes : le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », le chapitre 3865, « Couvertures », et le chapitre 1530, « Revenu étendu ». Ces normes, harmonisées en grande partie avec les PCGR des États-Unis, entrent en vigueur pour la Banque à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006. Les principales incidences de ces normes sont décrites ci-dessous.

Les actifs financiers seront classés comme disponibles à la vente, détenus jusqu'à leur échéance, détenus à des fins de transaction, ou comme prêts et créances. Les passifs financiers seront classés comme détenus à des fins de transaction ou autres. Initialement, tous les actifs et passifs financiers doivent être présentés au bilan à la juste valeur. Toute évaluation ultérieure doit être déterminée selon le classement de chaque actif ou passif financier. Les actifs détenus jusqu'à leur échéance seront limités aux instruments à échéance fixe que la Banque a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à l'échéance et seront comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et les créances sont aussi comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs détenus à des fins de transaction continueront d'être comptabilisés à la juste valeur, et les gains et les pertes réalisés et latents seront présentés en résultat net. La majorité des actifs restants seront classés dans les actifs disponibles à la vente et mesurés à la juste valeur, et les gains et les pertes latents seront constatés dans les autres éléments du résultat étendu. Certains actifs et passifs seront désignés à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur.

Le cumul des autres éléments du résultat étendu deviendra une nouvelle composante de l'avoir des actionnaires et un nouvel état intitulé « État du résultat étendu » sera ajouté aux états financiers de base de la Banque. Le résultat étendu comprend le bénéfice net de la Banque et les autres éléments du résultat étendu. Les autres éléments du résultat étendu comprennent les gains et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente, la conversion de monnaies étrangères et les variations de la juste valeur marchande des instruments dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, déduction faite dans chaque cas des impôts sur les bénéfices.

Les nouvelles normes exigent que tous les instruments dérivés soient comptabilisés soit comme actifs, soit comme passifs, et mesurés à leur juste valeur. En outre, les nouvelles normes permettent l'application d'une méthode spéciale de comptabilité de couverture pour certains types d'opérations, pourvu que certains critères soient respectés. Dans le cas des couvertures de juste valeur, qui consistent pour la Banque à couvrir les variations de la juste valeur des actifs, des passifs ou des engagements fermes, la variation de la juste valeur des dérivés et des éléments couverts attribuable au risque couvert sera comptabilisée dans l'état des résultats consolidé. Dans le cas des couvertures de flux de trésorerie, qui consistent pour la Banque à couvrir la variation des flux de trésorerie liés aux actifs et aux passifs à taux variable et aux opérations prévues, la tranche efficace de la couverture des variations de la juste valeur des instruments dérivés sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que les éléments couverts soient constatés dans l'état des résultats consolidé.

L'ICCA a récemment publié un exposé-sondage qui modifie les dispositions transitoires relatives au chapitre 3865, « Couvertures ». La Banque complètera sa détermination du rajustement transitoire pour les trois normes une fois que les règles transitoires seront arrêtées définitivement.

## NOTE 2 VALEURS MOBILIÈRES

### VALEURS MOBILIÈRES

Les valeurs du compte de négociation sont achetées dans le but de procéder à une revente dans un proche avenir. Les valeurs du compte de négociation, y compris les valeurs vendues à découvert incluses dans le passif, sont comptabilisées à la juste valeur. La juste valeur est établie d'après la valeur de marché ou, lorsque la valeur de marché n'est pas disponible facilement, d'après le cours d'autres titres semblables, d'après des preuves indirectes ou à l'aide d'une autre technique d'évaluation. Les gains et les pertes réalisés sur cession ainsi que les gains et pertes latents découlant des variations de juste valeur sont présentés dans les autres revenus.

Les valeurs du compte de placement comprennent les titres de créance et les titres de participation achetés dans l'intention de les conserver un certain temps conformément aux objectifs de placement initiaux de la Banque, mais qui peuvent être vendus en cas de modification de ces objectifs de placement par suite d'une variation de la situation du marché. Les valeurs du compte de placement comprennent les titres dans le portefeuille de services bancaires de placement qui ne sont pas cotés en Bourse et qui sont généralement détenus à plus long terme que la plupart des autres valeurs. Les titres de participation sont comptabilisés au coût et les titres de créance le sont au coût après amortissement, rajusté à la valeur de réalisation nette afin de constater toute baisse de valeur durable. Les gains et les pertes réalisés à la cession, déterminés au coût moyen, et les moins-values servant à constater les pertes de valeur durables sont inclus dans les gains nets (pertes nettes) sur valeurs du compte de placement. Les gains réalisés et latents sur les valeurs utilisées aux fins des activités de couverture sont passés en résultat au cours de la même période que le revenu tiré des éléments couverts.

Les revenus de dividendes et d'intérêts sur toutes les valeurs sont comptabilisés d'après la méthode de la comptabilité d'exercice et inclus dans le revenu d'intérêts. L'amortissement des primes et des escomptes sur les titres de créance détenus à des fins de placement sont reportés et amortis sur la durée de vie de l'actif et inclus dans le revenu d'intérêts.

### VALEURS MOBILIÈRES PRISES EN PENSION ET MISES EN PENSION

Les prises en pension consistent en l'achat d'une valeur mobilière que la Banque s'engage à revendre au vendeur à un prix stipulé d'avance. Les mises en pension consistent en la vente d'une valeur mobilière que la Banque s'engage à racheter de l'acheteur à un prix stipulé d'avance. Les valeurs mobilières prises en pension et les obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension sont comptabilisées au coût après amortissement dans le bilan consolidé. L'écart entre le prix de vente et le prix de rachat convenu aux termes de la mise en pension est comptabilisé à titre de frais d'intérêts. Inversement, l'écart entre le coût d'achat et le produit établi d'avance à recevoir aux termes d'une prise en pension est comptabilisé à titre de revenus d'intérêts. La Banque prend possession du bien sous-jacent donné en sûreté, en surveille la valeur marchande par rapport aux sommes dues en vertu des conventions et, le cas échéant, exige la cession d'une sûreté additionnelle ou la réduction du solde des valeurs mobilières afin de protéger la marge contractuelle. Dans l'éventualité du défaut de la contrepartie, la convention de financement donne à la Banque le droit de liquider le bien qu'elle détient en sûreté.

## Calendrier des échéances des valeurs mobilières

(en millions de dollars canadiens)

	Durée jusqu'à l'échéance <sup>1</sup>							2005 Total
	Moins de un an	Un an à 3 ans	3 ans à 5 ans	5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Aucune échéance précise	2006 Total	
<b>Valeurs du compte de placement</b>								
<b>Valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement</b>								
Canada	5 815 \$	506 \$	269 \$	248 \$	25 \$	– \$	6 863 \$	7 074 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	579	7 547	12 952	–	–	–	21 078	16 067
	6 394	8 053	13 221	248	25	–	27 941	23 141
Provinces	85	97	140	195	6	–	523	359
	6 479	8 150	13 361	443	31	–	28 464	23 500
<b>Autres titres de créance</b>								
Émetteurs canadiens	83	251	325	241	24	–	924	820
Gouvernement fédéral des États-Unis	3 732	1 262	520	90	75	–	5 679	4 217
Autres gouvernements étrangers	1 191	1 230	1 005	2	–	–	3 428	3 097
Autres émetteurs	1 204	1 646	693	184	1 815	–	5 542	7 527
	6 210	4 389	2 543	517	1 914	–	15 573	15 661
<b>Actions</b>								
Actions privilégiées	104	110	137	8	–	368	727	918
Actions ordinaires	–	–	–	–	18	2 194	2 212	2 242
	104	110	137	8	18	2 562	2 939	3 160
Total des valeurs du compte de placement	12 793	12 649	16 041	968	1 963	2 562	46 976	42 321
<b>Valeurs du compte de négociation</b>								
<b>Valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement</b>								
Canada	2 437	3 175	666	1 183	1 533	–	8 994	7 357
Provinces	510	342	18	683	926	–	2 479	3 491
	2 947	3 517	684	1 866	2 459	–	11 473	10 848
<b>Autres titres de créance</b>								
Émetteurs canadiens	238	346	409	1 194	1 139	–	3 326	3 077
Gouvernement fédéral des États-Unis	81	494	559	58	–	–	1 192	650
Autres gouvernements étrangers	1 075	736	152	449	189	–	2 601	3 541
Autres émetteurs	4 342	4 463	5 157	6 028	3 193	–	23 183	18 754
	5 736	6 039	6 277	7 729	4 521	–	30 302	26 022
<b>Actions</b>								
Actions privilégiées	6	–	–	–	–	126	132	324
Actions ordinaires	–	–	–	–	–	35 575	35 575	28 581
	6	–	–	–	–	35 701	35 707	28 905
Total des valeurs du compte de négociation	8 689	9 556	6 961	9 595	6 980	35 701	77 482	65 775
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>21 482 \$</b>	<b>22 205 \$</b>	<b>23 002 \$</b>	<b>10 563 \$</b>	<b>8 943 \$</b>	<b>38 263 \$</b>	<b>124 458 \$</b>	<b>108 096 \$</b>

<sup>1</sup> Représente les échéances contractuelles. Les échéances réelles peuvent différer en raison des privilèges de remboursement anticipé incorporés au contrat.

## Gains et pertes latents sur les valeurs mobilières

(en millions de dollars canadiens)

	2006				2005			
	Valeur comptable	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Valeur marchande estimative	Valeur comptable	Gains bruts latents	Pertes brutes latentes	Valeur marchande estimative
<b>Valeurs du compte de placement</b>								
<b>Valeurs mobilières émises ou assurées par un gouvernement</b>								
Canada	6 863 \$	15 \$	5 \$	6 873 \$	7 074 \$	22 \$	16 \$	7 080 \$
Titres adossés à des créances hypothécaires	21 078	64	1	21 141	16 067	24	42	16 049
	27 941	79	6	28 014	23 141	46	58	23 129
Provinces	523	5	2	526	359	5	1	363
	28 464	84	8	28 540	23 500	51	59	23 492
<b>Autres titres de créance</b>								
Émetteurs canadiens	924	6	3	927	820	10	2	828
Gouvernement fédéral des États-Unis	5 679	1	12	5 668	4 217	–	2	4 215
Autres gouvernements étrangers	3 428	2	37	3 393	3 097	30	7	3 120
Autres émetteurs	5 542	10	55	5 497	7 527	39	61	7 505
	15 573	19	107	15 485	15 661	79	72	15 668
<b>Actions</b>								
Actions privilégiées	727	108	1	834	918	93	1	1 010
Actions ordinaires	2 212	745	44	2 913	2 242	749	53	2 938
	2 939	853	45	3 747	3 160	842	54	3 948
Total des valeurs du compte de placement	46 976	956	160	47 772	42 321	972	185	43 108
Valeurs du compte de négociation	77 482	–	–	77 482	65 775	–	–	65 775
<b>Total des valeurs mobilières</b>	<b>124 458 \$</b>	<b>956 \$</b>	<b>160 \$</b>	<b>125 254 \$</b>	<b>108 096 \$</b>	<b>972 \$</b>	<b>185 \$</b>	<b>108 883 \$</b>

## Gains nets sur valeurs du compte de placement

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Gains réalisés	406 \$	293 \$	268 \$
Pertes réalisées	(18)	(15)	(29)
Moins-values	(83)	(36)	(47)
<b>Total</b>	<b>305 \$</b>	<b>242 \$</b>	<b>192 \$</b>

### NOTE 3 PRÊTS, PRÊTS DOUTEUX ET PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

#### PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

Les prêts sont comptabilisés au coût, déduction faite d'une provision pour pertes sur créances et du revenu non gagné, qui comprend l'intérêt et les commissions de montage de prêts constatés d'avance, les commissions d'engagement et les commissions de syndication de prêts, et les escomptes non amortis.

Les commissions de montage de prêts sont considérées comme des rajustements du rendement du prêt et sont reportées et passées progressivement en revenu d'intérêts sur la durée du prêt. Les commissions d'engagement sont passées progressivement en autres revenus sur la période d'engagement, lorsqu'il est improbable que l'engagement sera appelé. Autrement, elles sont reportées et passées progressivement en revenu d'intérêts sur la durée du prêt connexe. Les commissions de syndication de prêts sont constatées dans les autres revenus lorsque le placement est achevé, à moins que le rendement de tout prêt conservé par la Banque ne soit inférieur à celui d'autres établissements de crédit comparables participant au syndicat financier, auquel cas une fraction appropriée des commissions est constatée à titre de rajustement du rendement dans le revenu d'intérêts sur la durée du prêt.

Le revenu d'intérêts est comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'exercice jusqu'à ce que le prêt soit classé comme prêt douteux. Lorsqu'un prêt est recensé comme douteux, la comptabilisation de l'intérêt cesse.

On entend par prêt douteux tout prêt à l'égard duquel, de l'avis de la direction, la qualité du crédit s'est détériorée au point où la Banque n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer le plein montant du capital et des intérêts en temps voulu. En outre, tout prêt, autre qu'un dépôt auprès d'une banque ou un prêt garanti ou assuré par le gouvernement du Canada, des gouvernements provinciaux au Canada ou un organisme régi par l'un de ces gouvernements, pour lequel un versement est en souffrance depuis 90 jours aux termes du contrat, est classé comme prêt douteux.

Les dépôts auprès de banques sont jugés douteux lorsqu'un versement est en souffrance depuis 21 jours aux termes du contrat. Les prêts garantis par le gouvernement du Canada sont classés à titre de prêts douteux lorsqu'ils sont en souffrance depuis 365 jours.

Les intérêts reçus par la suite sur les prêts douteux sont utilisés en premier lieu pour récupérer les frais de recouvrement et les radiations de capital, puis comptabilisés à titre de revenu d'intérêts. Un prêt récupère son statut de prêt productif lorsqu'il est établi que le remboursement du plein montant du capital et des intérêts en temps voulu est raisonnablement assuré selon les modalités contractuelles initiales ou restructurées du prêt et que tous les critères ayant justifié le classement à titre de prêt douteux sont rectifiés.

#### ACCEPTATIONS

Les acceptations représentent une forme de titre de créance à court terme négociable émis par des clients, que la Banque garantit, en contrepartie de frais. Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le passif éventuel de la Banque en vertu des acceptations est comptabilisé à titre de passif dans le bilan consolidé. Le recours de la Banque contre le client dans le cas d'un appel de fonds à l'égard d'un engagement est comptabilisé à titre d'actif compensatoire d'un montant équivalent.

#### PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

La Banque maintient une provision qui est considérée comme suffisante pour absorber toutes les pertes sur créances relatives à un portefeuille constitué d'instruments qui figurent au bilan consolidé ou qui sont hors bilan consolidé. Les actifs du portefeuille qui figurent au bilan consolidé sont les dépôts auprès de banques, les prêts, les prêts hypothécaires et les acceptations. Les éléments hors bilan consolidé comprennent les garanties et les lettres de crédit. La provision, y compris la provision pour les acceptations et les éléments hors bilan, est déduite des prêts dans le bilan consolidé.

La provision comprend des provisions spécifiques et des provisions générales. Les provisions spécifiques comprennent les provisions pour pertes ayant trait à des actifs identifiables dont la valeur comptable est supérieure à la valeur de réalisation estimative. Une provision spécifique est établie pour chaque facilité de crédit afin de constater les pertes sur créances pour les prêts aux grandes et moyennes entreprises et aux gouvernements. Pour ces prêts, la valeur de réalisation estimative se mesure en général en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon le taux d'intérêt effectif du prêt immédiatement avant la perte de valeur. Dans le cas des prêts aux particuliers et aux petites entreprises et des prêts sur cartes de crédit, une provision spécifique est calculée à l'aide d'une formule tenant compte des pertes récentes enregistrées. Une provision spécifique est comptabilisée pour les prêts sur cartes de crédit lorsque les soldes du compte sont échus depuis 90 jours. Les prêts sur cartes de crédit dont les remboursements sont échus depuis 180 jours sont entièrement radiés.

Les provisions générales comprennent les provisions accumulées pour les pertes qui sont réputées être survenues mais qui ne peuvent pas être déterminées élément par élément ou par groupe. Le niveau d'une provision générale dépend de l'évaluation de la conjoncture économique, des statistiques et des prévisions de pertes, de la composition du portefeuille de prêts et d'autres indicateurs pertinents. Le calcul d'une provision générale est effectué à l'aide de modèles de risque de crédit élaborés par la Banque. Ces modèles tiennent compte de la probabilité de défaut (fréquence des pertes), de la perte en cas de défaut (importance des pertes) et du risque prévu en cas de défaut. La provision, revue trimestriellement, tient compte des risques associés au modèle et aux estimations, de même que du jugement de la direction.



## Prêts et prêts douteux

(en millions de dollars canadiens)

	Montant brut des prêts	Prêts douteux bruts	Provisions spécifiques	Prêts douteux, déduction faite des provisions spécifiques	Provisions générales	Provisions pour pertes sur créances totales	Montant net des prêts
<b>2006</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	53 425 \$	16 \$	6 \$	10 \$	33 \$	39 \$	53 386 \$
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	63 130	114	59	55	271	330	62 800
Cartes de crédit	4 856	38	21	17	92	113	4 743
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	40 514	243	86	157	749	835	39 679
<b>Total</b>	<b>161 925 \$</b>	<b>411 \$</b>	<b>172 \$</b>	<b>239 \$</b>	<b>1 145 \$</b>	<b>1 317 \$</b>	<b>160 608 \$</b>
<b>2005</b>							
Prêts hypothécaires résidentiels	52 740 \$	19 \$	11 \$	8 \$	37 \$	48 \$	52 692 \$
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers	62 754	93	50	43	247	297	62 457
Cartes de crédit	2 998	–	–	–	58	58	2 940
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	35 044	237	92	145	798	890	34 154
<b>Total</b>	<b>153 536 \$</b>	<b>349 \$</b>	<b>153 \$</b>	<b>196 \$</b>	<b>1 140 \$</b>	<b>1 293 \$</b>	<b>152 243 \$</b>
						<b>2006</b>	<b>2005</b>
Moyenne des prêts douteux bruts au cours de l'exercice						<b>354 \$</b>	455 \$

Le montant des prêts hypothécaires résidentiels comprenait 29 433 millions de dollars au 31 octobre 2006 (33 219 millions de dollars au 31 octobre 2005) de prêts hypothécaires assurés par le gouvernement du Canada. Les prêts douteux bruts comprenaient les actifs saisis détenus aux fins de vente d'une valeur comptable brute de 27 millions de dollars au 31 octobre 2006 (21 millions de dollars au 31 octobre 2005) et une provision connexe de 12 millions de dollars (11 millions de dollars en 2005).

Les prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts aux particuliers comprenaient des prêts immobiliers aux particuliers, assurés par le gouvernement du Canada, de 13 702 millions de dollars au 31 octobre 2006 (12 111 millions de dollars au 31 octobre 2005).

## Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)

	2006			2005		2004
	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total
Solde au début de l'exercice	153 \$	1 140 \$	1 293 \$	266 \$	917 \$	1 183 \$
Acquisitions de TD Banknorth (y compris Hudson) et de VFC	–	87	87	27	289	316
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	457	(48)	409	107	(52)	55
Radiations <sup>1</sup>	(583)	–	(583)	(487)	–	(487)
Recouvrements	129	–	129	245	–	245
Divers <sup>2</sup>	16	(34)	(18)	(5)	(14)	(19)
<b>Provision pour pertes sur créances à la fin de l'exercice</b>	<b>172 \$</b>	<b>1 145 \$</b>	<b>1 317 \$</b>	<b>153 \$</b>	<b>1 140 \$</b>	<b>1 293 \$</b>

<sup>1</sup> Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, il n'y a eu aucune radiation à l'égard de prêts restructurés (néant en 2005; 7 millions de dollars en 2004).

<sup>2</sup> Comprend les variations de taux de change, déduction faite des pertes sur les ventes de prêts.

## NOTE 4 TITRISATIONS DE PRÊTS

Lorsque des prêts sont cédés dans le cadre d'une titrisation à une structure d'accueil admissible en vertu de modalités qui en transfèrent le contrôle à des tiers et qu'une contrepartie autre que des droits de bénéficiaire sur les actifs cédés est reçue, l'opération est comptabilisée à titre de vente, et les actifs connexes sont retirés du bilan consolidé. Pour qu'il y ait transfert de contrôle, les prêts cédés doivent avoir été isolés par rapport au cédant, même en cas de faillite ou de mise sous séquestre du cédant, le cessionnaire doit avoir le droit de nantir ou vendre les prêts cédés ou, si le cessionnaire est une structure d'accueil admissible, conforme à la définition donnée dans la Note d'orientation en comptabilité 12 de l'ICCA, «Cessions de créances», chaque investisseur dans la structure d'accueil admissible a le droit de nantir ou vendre sa participation dans la structure et le cédant ne peut conserver le droit de racheter les prêts et de recevoir un avantage non négligeable.

Dans le cadre de la titrisation, certains actifs financiers sont conservés et peuvent comprendre des coupons d'intérêts, des droits de gestion et, dans certains cas, un compte de réserve.

Un gain ou une perte à la vente de prêts est constaté immédiatement dans les autres revenus, après l'incidence des couvertures sur les actifs vendus, le cas échéant. Le gain ou la perte dépend de la valeur comptable antérieure des créances faisant l'objet de la cession, répartie entre les actifs vendus et les droits conservés en fonction de leur juste valeur relative à la date de la cession. Pour obtenir les justes valeurs, on fait appel aux cours, s'ils existent. Cependant, il n'existe généralement pas de cotations pour les droits conservés, de sorte que la Banque estime habituellement la juste valeur en fonction de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus calculée selon les meilleures estimations de la direction au sujet des hypothèses clés – pertes sur créances, rythmes des remboursements anticipés, courbes des taux d'intérêt à terme et taux d'actualisation proportionnés aux risques en jeu.

Lorsque la Banque conserve les droits de gestion et que les avantages de la gestion sont plus ou moins adéquats, selon les attentes du marché, un actif ou un passif de gestion est comptabilisé et amorti en fonction du montant et de la période du revenu estimatif de la gestion.

Les autres droits conservés sont classés à titre de valeurs du compte de placement et comptabilisés au coût ou au coût après amortissement et sont soumis à un test de dépréciation trimestriellement. Après la

titrisation, tout droit conservé qui a subi une dépréciation est rétabli à sa valeur de réalisation nette, qui est déterminée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus.

Le tableau suivant présente les activités de titrisation de la Banque. Dans la plupart des cas, la Banque continue d'assurer la gestion des actifs titrisés.

## Nouvelles titrisations

(en millions de dollars canadiens)	2006									2005	2004
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Total
Produit brut	6 349 \$	6 741 \$	4 200 \$	633 \$	17 923 \$	5 928 \$	4 208 \$	5 200 \$	661 \$	15 997 \$	14 598 \$
Droits conservés	99	69	66	7	241	131	30	95	-	256	236
Flux de trésorerie reçus sur les droits conservés	220	73	148	-	441	197	50	167	4	418	386

Le tableau suivant présente l'incidence des titrisations sur l'état des résultats consolidé de la Banque.

## Gains de titrisation et revenu sur les droits conservés

(en millions de dollars canadiens)	2006									2005	2004
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Total	Total
Gain (perte) à la vente	(5) \$	54 \$	63 \$	7 \$	119 \$	42 \$	22 \$	90 \$	12 \$	166 \$	134 \$
Revenu sur les droits conservés	87	55	85	-	227	122	50	76	-	248	256
<b>Total</b>	<b>82 \$</b>	<b>109 \$</b>	<b>148 \$</b>	<b>7 \$</b>	<b>346 \$</b>	<b>164 \$</b>	<b>72 \$</b>	<b>166 \$</b>	<b>12 \$</b>	<b>414 \$</b>	<b>390 \$</b>

Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les droits conservés sont présentées dans le tableau suivant.

## Principales hypothèses

	2006				2005				2004			
	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux
Taux des remboursements anticipés <sup>1</sup>	20,0 %	6,1 %	43,9 %	8,4 %	20,0 %	5,9 %	41,6 %	2,1 %	20,0 %	5,9 %	40,0 %	3,3 %
Marge excédentaire <sup>2</sup>	0,6	1,1	13,1	0,8	0,7	1,1	13,2	-	0,7	1,1	12,4	-
Taux d'actualisation	6,0	4,3	5,6	5,6	5,2	3,2	4,0	9,8	5,1	2,8	4,4	9,8
Pertes sur créances prévues <sup>3</sup>	-	-	2,3	0,1	-	-	2,9	0,1	-	-	3,0	0,1

<sup>1</sup> Représente le taux de remboursement mensuel pour les prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit garantis.

<sup>2</sup> La marge excédentaire au titre des prêts sur cartes de crédit reflète le rendement net du portefeuille qui correspond aux intérêts gagnés moins les coûts de financement et les pertes.

<sup>3</sup> Aucune perte sur créances n'est prévue pour les prêts hypothécaires résidentiels, car ils sont garantis par un gouvernement.

Au cours de 2006, il y a eu des échéances de prêts et de créances déjà titrisés de 7 984 millions de dollars (8 632 millions de dollars en 2005; 9 033 millions de dollars en 2004). Ainsi, le produit net tiré des titrisations de prêts s'est établi à 9 939 millions de dollars (7 365 millions de dollars en 2005; 5 564 millions de dollars en 2004).

Le tableau qui suit présente les principales hypothèses économiques utilisées et la sensibilité de la juste valeur actuelle des droits conservés ayant pris naissance au cours de l'exercice à deux changements défavorables dans chaque principale hypothèse au 31 octobre 2006. Comme l'analyse de sensibilité est hypothétique, elle doit être utilisée avec prudence.

## Sensibilité des principales hypothèses aux changements défavorables

(en millions de dollars canadiens)	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts aux particuliers	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires commerciaux
<b>2006</b>				
Juste valeur des droits conservés	237 \$	73 \$	7 \$	8 \$
Taux d'actualisation +10 %	(2) \$	(1) \$	- \$	(1) \$
+20 %	(3)	(1)	-	(1)
Taux des remboursements anticipés	20,0 %	6,1 %	43,9 %	8,5 %
+10 %	(6) \$	(7) \$	(1) \$	- \$
+20 %	(12)	(12)	(1)	-
Pertes sur créances prévues	- %	- %	2,3 %	0,1 %
+10 %	- \$	(1) \$	- \$	- \$
+20 %	-	(1)	(1)	-

Le tableau suivant présente de l'information sur les prêts douteux bruts et les radiations nettes pour des actifs financiers présentés et titrisés aux 31 octobre.

### Prêts gérés

	2006			2005		
	Prêts <sup>1</sup>	Prêts douteux bruts	Radiations nettes	Prêts <sup>1</sup>	Prêts douteux bruts	Radiations nettes
<b>Type de prêts</b>						
Prêts hypothécaires	69 730 \$	16 \$	2 \$	68 168 \$	19 \$	7 \$
Prêts aux particuliers	76 343	159	420	71 430	131	382
Autres prêts	42 452	243	57	36 519	205	(111)
Total des prêts présentés et titrisés	188 525	418	479	176 117	355	278
Moins : Prêts titrisés	27 917	7	25	23 874	6	36
<b>Total des prêts présentés dans le bilan consolidé</b>	<b>160 608 \$</b>	<b>411 \$</b>	<b>454 \$</b>	<b>152 243 \$</b>	<b>349 \$</b>	<b>242 \$</b>

<sup>1</sup> Déduction faite de la provision pour pertes sur créances.

### NOTE 5 ÉCARTS D'ACQUISITION ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets identifiables, y compris les actifs incorporels identifiables. L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais est soumis annuellement à un test de dépréciation et chaque fois qu'un événement ou un changement de situation indique que les actifs peuvent avoir subi une perte de valeur. L'écart d'acquisition est attribué à l'unité d'exploitation, qui est soit un secteur d'activité ou le niveau immédiatement

inférieur au secteur. Une perte de valeur de l'écart d'acquisition est détectée en comparant la valeur comptable de l'unité d'exploitation à sa juste valeur. Toute perte de valeur de l'écart d'acquisition est portée à l'état des résultats consolidé au cours de la période où elle est détectée. Les tests de dépréciation annuels de l'écart d'acquisition ont établi qu'aucune réduction de valeur n'a été requise en 2006 et 2005.

### Écart d'acquisition par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	Services bancaires en gros	Gestion de patrimoine	Total
<b>2006</b>					
Valeur comptable des écarts d'acquisition au début de l'exercice	884 \$	4 328 \$	146 \$	1 160 \$	6 518 \$
Écarts d'acquisition découlant d'acquisitions au cours de l'exercice	202	1 778	–	56	2 036
Vente de TD Waterhouse U.S.A.	–	–	–	(827)	(827)
Écart de conversion	–	(301)	–	(30)	(331)
<b>Valeur comptable des écarts d'acquisition à la fin de l'exercice</b>	<b>1 086 \$</b>	<b>5 805 \$</b>	<b>146 \$</b>	<b>359 \$</b>	<b>7 396 \$</b>
<b>2005</b>					
Valeur comptable des écarts d'acquisition au début de l'exercice	884 \$	– \$	146 \$	1 195 \$	2 225 \$
Écarts d'acquisition découlant d'acquisitions au cours de l'exercice	–	4 642	–	–	4 642
Écart de conversion	–	(314)	–	(35)	(349)
<b>Valeur comptable des écarts d'acquisition à la fin de l'exercice</b>	<b>884 \$</b>	<b>4 328 \$</b>	<b>146 \$</b>	<b>1 160 \$</b>	<b>6 518 \$</b>

### AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels de la Banque sont principalement des actifs incorporels liés aux dépôts de base qui représentent la valeur incorporelle des relations avec les déposants acquises à la prise en charge de passifs de dépôts dans le cadre d'une acquisition, et des actifs incorporels liés aux dépôts à terme, aux prêts et aux fonds communs de placement provenant d'acquisitions. Les actifs incorporels sont amortis sur une période

de 5 à 18 ans, proportionnellement à l'avantage économique attendu. Tous les actifs incorporels sont soumis à un test de dépréciation au moins annuel et chaque fois qu'un événement ou un changement de situation indique que les actifs peuvent avoir subi une perte de valeur, ce qui ne s'est pas produit en 2006, 2005 et 2004.

Le tableau ci-dessous présente de l'information sur les autres actifs incorporels de la Banque aux 31 octobre :

### Autres actifs incorporels

(en millions de dollars canadiens)	2006		2005	
	Valeur comptable	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Actifs incorporels liés aux dépôts de base	2 577 \$	1 675 \$	902 \$	954 \$
Autres actifs incorporels	4 108	3 064	1 044	1 170
<b>Total des actifs incorporels<sup>1</sup></b>	<b>6 685 \$</b>	<b>4 739 \$</b>	<b>1 946 \$</b>	<b>2 124 \$</b>

<sup>1</sup> La dotation aux amortissements future d'après la valeur comptable des actifs incorporels pour les cinq prochains exercices est estimée comme suit : 425 millions de dollars pour 2007, 338 millions de dollars pour 2008, 248 millions de dollars pour 2009, 198 millions de dollars pour 2010, 158 millions de dollars pour 2011.

Une EDDV est une entité dont le montant total des investissements en instruments de capitaux propres à risque n'est pas suffisant pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel. La Banque recense les EDDV dans lesquelles elle détient un droit, établit si elle en est le principal bénéficiaire et, le cas échéant, procède à leur consolidation. Le principal bénéficiaire est une entité qui assume la majorité des pertes prévues des EDDV ou qui a droit à la majorité des rendements résiduels prévus des EDDV, ou les deux.

La Banque est considérée être le principal bénéficiaire de Lillooet Limited, dont il est question à la note 25. La Banque n'a pas d'autres EDDV importantes dont elle est le principal bénéficiaire.

La Banque détient d'importants droits variables dans des EDDV à l'égard desquelles elle n'est pas considérée comme le principal bénéficiaire. Les droits variables de la Banque dans des EDDV non consolidés sont analysés ci-après.

#### CONDUITS À PLUSIEURS VENDEURS

Les conduits à plusieurs vendeurs (que l'on appelle aussi «instruments de titrisation pour clients») procurent des sources différentes de financement par la titrisation de leurs actifs. Les clients vendent leurs créances à un conduit, celui-ci finance l'achat des créances en émettant du papier commercial à court terme à des investisseurs externes. Chaque vendeur continue de gérer ses actifs et absorbe les premières pertes. La Banque n'a aucun droit de propriété dans les actifs qui restent la propriété du conduit. La Banque peut fournir un rehaussement de crédit ou des facilités de swap ou de liquidité aux EDDV ainsi que des services de placement de valeurs mobilières. Les facilités de liquidité ne sont disponibles qu'en cas de perturbation générale du marché et la probabilité de perte est négligeable. La Banque ne fournit pas d'employés aux EDDV et n'a aucun droit de propriété dans ces dernières. La Banque reçoit des honoraires qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Au 31 octobre 2006, la Banque était le gestionnaire de conduits à plusieurs vendeurs qui détenaient au total 11 milliards de dollars (10 milliards de dollars en 2005) d'actifs. Bien que la probabilité de perte soit négligeable, le risque éventuel maximal auquel la Banque est exposée à l'égard de pertes provenant du fait que des facilités de liquidité ne sont disponibles qu'en cas de perturbation générale du marché était de 11 milliards de dollars (10 milliards de dollars en 2005).

#### CONDUITS À VENDEUR EXCLUSIF

La Banque utilise des conduits à vendeur exclusif pour améliorer sa situation de trésorerie, diversifier ses sources de financement et optimiser la gestion de sa situation financière.

Au 31 octobre 2006, la Banque détenait des droits variable dans un conduit à vendeur exclusif ayant 4 milliards de dollars d'actifs. Bien que la probabilité de perte soit négligeable, le risque éventuel maximal de perte de la Banque pour ces conduits, du fait que des facilités de liquidité ne sont disponibles qu'en cas de perturbation générale du marché, était de 4 milliards de dollars (3 milliards de dollars en 2005).

#### AUTRES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

La Banque vend des valeurs du compte de négociation à des EDDV dans le cadre de ses stratégies de gestion de sa situation financière. La Banque ne conserve pas de contrôle effectif sur les actifs vendus. Les actifs vendus en vertu de ces ententes s'élevaient à 1 milliard de dollars (1 milliard de dollars en 2005). La Banque conclut des swaps sur le rendement total avec toutes les contreparties de la vente des actifs. Le risque de marché découlant de toutes ces opérations fait l'objet d'un suivi et d'une surveillance constante.

La Banque participe aussi à des structures de titres garantis par des créances en vertu desquelles elle peut agir à titre de preneur ferme, de tiers investisseur ou de contrepartie à des dérivés. Ces structures permettent de mobiliser, par l'émission de titres de créance, des capitaux qui serviront à investir dans des portefeuilles de titres ou de dérivés. Le résultat net est réparti entre les détenteurs de droits variables dans ces structures. Au 31 octobre 2006, la Banque ne détenait pas de participation importante dans de telles structures.

La Banque offre des billets liés à des actions et des billets liés à la valeur du crédit à différentes EDDV et à des tiers clients. Au 31 octobre 2006, ces opérations représentaient un risque négligeable pour la Banque.

Par l'entremise de La Société Canada Trust, la Banque agit comme fiduciaire de fiducies de particuliers et de sociétés. La Banque reçoit des honoraires de fiduciaire pour ces services, lesquels ne sont pas importants pour la Banque.

En plus des opérations et des produits susmentionnés, la Banque offre d'autres produits financiers à ses clients, notamment des fonds communs de placement. Il arrive que ces produits financiers soient créés par l'entremise d'une EDDV qui en est l'émetteur ou l'obligataire. La Banque peut offrir aux EDDV certains services d'administration et d'autres produits financiers contre une rémunération aux conditions du marché. La position de la Banque dans ces opérations n'est pas considérée comme importante.

Les constructions, le matériel, le mobilier et les agencements, le matériel informatique et les logiciels ainsi que les améliorations locatives sont comptabilisés au coût moins l'amortissement cumulé. Les terrains sont enregistrés au coût. Les gains et les pertes à la cession sont inclus dans les autres revenus dans l'état des résultats consolidé. Lorsque la Banque constate un gain à la vente de biens dans lesquels elle conserve une importante participation de location, la partie du gain qui peut être attribuée à cette participation est reportée et passée progressivement en résultat sur la durée restante du contrat de location. Lorsque les terrains, les constructions, du matériel et le mobilier ne sont plus utilisés ou sont réputés avoir subi une perte de valeur, ils sont ramenés à leur valeur recouvrable nette. La Banque évalue la valeur comptable des actifs à long terme lorsque des changements de situation indiquent qu'il est possible qu'il y ait eu dépréciation. Il y a dépréciation lorsque les flux de trésorerie non actualisés projetés découlant de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle sont inférieurs à leur valeur comptable. Une réduction de valeur serait alors constatée. Aucune dépréciation des terrains, des constructions, du matériel, du mobilier et des agencements ou des améliorations locatives de la Banque n'a été constatée au cours des exercices 2006, 2005 et 2004.

La Banque constate l'obligation juridique associée à la mise hors service d'un actif à long terme dans la période au cours de laquelle celle-ci survient et peut être raisonnablement estimée. Le passif et l'actif correspondant sont constatés à leur juste valeur. La hausse de l'actif à long terme est amortie sur la durée de vie utile restante de l'actif.

Les méthodes et les taux d'amortissement par catégorie d'actifs sont comme suit :

Actifs	Taux et méthode d'amortissement
Constructions	5 % ou 10 %, amortissement dégressif
Matériel informatique	30 %, amortissement dégressif
Logiciels	de 3 à 7 ans, amortissement linéaire
Mobilier, agencements et autre matériel	20 %, amortissement dégressif
Améliorations locatives	Moindre de la durée du contrat et de la durée de vie utile, amortissement linéaire

(en millions de dollars canadiens)

	2006			2005
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Terrains	229 \$	– \$	229 \$	180 \$
Constructions	760	355	405	358
Matériel informatique et logiciels	1 125	664	461	482
Mobilier, agencements et autre matériel	920	553	367	376
Améliorations locatives	755	355	400	405
<b>Total</b>	<b>3 789 \$</b>	<b>1 927 \$</b>	<b>1 862 \$</b>	<b>1 801 \$</b>

L'amortissement cumulé à la fin de 2005 était de 1 795 millions de dollars. La dotation aux amortissements pour les constructions, le

matériel et le mobilier s'est établie à 343 millions de dollars en 2006 (322 millions de dollars en 2005; 294 millions de dollars en 2004).

## NOTE 8 DÉPÔTS

Les dépôts à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque n'a pas le droit de demander un préavis de retrait. Ces dépôts représentent généralement les comptes-chèques, dont certains produisent de l'intérêt.

Les dépôts sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels la Banque peut légalement demander un préavis de retrait. Ces dépôts représentent généralement les comptes d'épargne.

Les dépôts à terme comprennent tous les dépôts encaissables à une date d'échéance fixe, acquis par nos clients pour gagner de l'intérêt sur une période fixe. La durée varie de un jour à 10 ans. L'intérêt sur les dépôts est couru et compris dans les autres passifs dans le bilan consolidé. Les dépôts sont généralement des dépôts à terme, des certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables. Le montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus au 31 octobre 2006 s'établissait à 83 millions de dollars (81 millions de dollars en 2005).

### Types de dépôts

(en millions de dollars canadiens)				2006	2005
	À vue	Sur préavis	À terme	Total	Total
Particuliers	23 633 \$	55 991 \$	67 012 \$	146 636 \$	131 783 \$
Banques	1 683	93	12 410	14 186	11 505
Entreprises et gouvernements	18 788	27 251	54 046	100 085	103 693
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>44 104 \$</b>	<b>83 335 \$</b>	<b>133 468 \$</b>	<b>260 907 \$</b>	<b>246 981 \$</b>
<b>Dépôts non productifs d'intérêts inclus ci-dessus</b>					
Au Canada				6 217 \$	6 459 \$
À l'étranger				4 328	3 067
<b>Dépôts productifs d'intérêts inclus ci-dessus</b>					
Au Canada				166 084	162 640
À l'étranger				82 870	73 577
Fonds fédéraux américains déposés				1 408	1 238
<b>Total<sup>1</sup></b>				<b>260 907 \$</b>	<b>246 981 \$</b>

<sup>1</sup> Une somme de 350 millions de dollars due à Fiducie de capital TD II est incluse dans les passifs de dépôt au bilan consolidé.

### Dépôts à terme

(en millions de dollars canadiens)							2006	2005
	Moins de un an	Un an à 2 ans	2 ans à 3 ans	3 ans à 4 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Particuliers	20 188 \$	26 327 \$	4 301 \$	1 334 \$	14 820 \$	42 \$	67 012 \$	58 742 \$
Banques	11 798	228	203	1	32	148	12 410	8 787
Entreprises et gouvernements	43 230	1 898	6 349	368	832	1 369	54 046	61 835
<b>Total</b>	<b>75 216 \$</b>	<b>28 453 \$</b>	<b>10 853 \$</b>	<b>1 703 \$</b>	<b>15 684 \$</b>	<b>1 559 \$</b>	<b>133 468 \$</b>	<b>129 364 \$</b>

## NOTE 9 AUTRES ACTIFS

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Montants à recevoir des courtiers et des clients	5 458 \$	7 484 \$
Intérêts courus	1 458	1 199
Débiteurs, charges payées d'avance et autres éléments	4 983	4 172
Actifs liés aux assurances, compte non tenu des investissements	962	1 014
Actif d'impôts futurs net	537	520
Charge de retraite reportée	603	606
<b>Total</b>	<b>14 001 \$</b>	<b>14 995 \$</b>

## NOTE 10 AUTRES PASSIFS

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Montants à payer aux courtiers et aux clients	6 748 \$	6 677 \$
Intérêts courus	1 980	1 867
Impôts sur les bénéfices exigibles	358	270
Créditeurs, charges à payer et autres éléments	3 168	3 470
Passifs liés aux assurances	2 959	2 681
Passif au titre des prestations constituées	581	503
Charges salariales à payer	826	1 089
Chèques et autres effets en circulation	841	1 988
<b>Total</b>	<b>17 461 \$</b>	<b>18 545 \$</b>



**NOTE 11 BILLETS ET DÉBENTURES SUBORDONNÉS**

Les billets et les débetures subordonnés sont des obligations directes non garanties de la Banque ou de ses filiales, dont le droit de paiement est subordonné aux droits des déposants et de certains autres créanciers. Dans certains cas, la Banque a conclu des options sur taux, des swaps de taux et des swaps de devises pour modifier les risques connexes en matière de taux

d'intérêt et de change. Les rachats, annulations, échanges et modifications de débetures subordonnées sont assujettis au consentement et à l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

Les frais d'intérêts sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

**Billets et débetures subordonnés**

(en millions de dollars canadiens)

Date d'échéance	Taux d'intérêt (%)	Date de rachat la plus rapprochée	Montant en monnaie étrangère	2006	2005
Janvier 2007 à août 2009	Divers <sup>1</sup>	–	–	6 \$	4 \$
Avril 2033 <sup>4</sup>	6,45 %	Avril 2008	16 millions de dollars US	18	–
Décembre 2010 <sup>2</sup>	8,40 %	Décembre 2005	–	–	150
Juin 2011 <sup>4</sup>	7,63 %	–	200 millions de dollars US	224	232
Juillet 2011 <sup>3</sup>	6,00 %	Juillet 2006	–	–	796
Mai 2012 <sup>4</sup>	7,00 %	–	220 millions de dollars US	247	–
Juillet 2012	6,55 %	Juillet 2007	–	497	500
Septembre 2012	5,20 %	Septembre 2007	–	550	547
Septembre 2013	4,54 %	Septembre 2008	–	1 000	984
Août 2014	10,05 %	–	–	149	149
Janvier 2016 <sup>5</sup>	4,32 %	Janvier 2011	–	1 000	–
Octobre 2016 <sup>6</sup>	4,87 %	Octobre 2011	–	500	–
Juin 2018	5,69 %	Juin 2013	–	897	900
Septembre 2022 <sup>4</sup>	4,64 %	–	–	270	270
Mai 2025	9,15 %	–	–	196	196
Février 2027 <sup>4</sup>	8,98 %	Février 2007	49 millions de dollars US	55	–
Février 2027 <sup>4</sup>	9,06 %	Février 2007	67 millions de dollars US	75	75
Mai 2027 <sup>4</sup>	10,52 %	Mai 2007	29 millions de dollars US	32	36
Juin 2028 <sup>4</sup>	7,65 %	Juin 2008	55 millions de dollars US	61	–
Juillet 2030 <sup>4</sup>	11,30 %	Juillet 2010	13 millions de dollars US	14	15
Octobre 2030 <sup>4</sup>	10,88 %	Octobre 2010	28 millions de dollars US	31	33
Février 2031 <sup>4</sup>	10,20 %	Février 2011	4 millions de dollars US	5	5
Juillet 2031 <sup>4</sup>	9,07 %	Janvier 2007	5 millions de dollars US	6	6
Avril 2032 <sup>4</sup>	8,00 %	Avril 2007	206 millions de dollars US	230	240
Avril 2033 <sup>4</sup>	6,85 %	Avril 2008	21 millions de dollars US	23	–
Mars 2034 <sup>4</sup>	8,18 %	Mars 2009	21 millions de dollars US	24	–
Octobre 2104 <sup>7</sup>	4,97 %	Octobre 2015	–	790	–
				<b>6 900 \$</b>	<b>5 138 \$</b>

<sup>1</sup> Intérêt payable à divers taux, de 0 % à 0,125 %.

<sup>2</sup> Le 1<sup>er</sup> décembre 2005, la Banque a racheté la totalité des débetures subordonnées à 8,4 %, échéant en décembre 2010.

<sup>3</sup> Le 26 juillet 2006, la Banque a racheté la totalité de ses débetures subordonnées à 6,00 % d'un capital de 800 millions de dollars, échéant le 26 juillet 2011.

<sup>4</sup> Obligation d'une filiale.

<sup>5</sup> Le 16 janvier 2006, la Banque a émis 1 milliard de dollars de billets à moyen terme, 4,317 %, échéant le 18 janvier 2016.

<sup>6</sup> Le 28 avril 2006, la Banque a émis 500 millions de dollars de billets à moyen terme, 4,87 %, échéant le 28 octobre 2016.

<sup>7</sup> Le 1<sup>er</sup> novembre 2005, la Banque a émis 800 millions de dollars de billets à moyen terme, 4,97 %, échéant le 30 octobre 2104.

**CALENDRIER DES REMBOURSEMENTS**

L'ensemble des échéances des billets et des débetures subordonnés de la Banque s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Moins de un an	1 \$	153 \$
Plus de un an à 2 ans	1	1
Plus de 3 ans à 4 ans	4	–
Plus de 4 ans à 5 ans	224	–
Plus de 5 ans	6 670	4 984
<b>Total</b>	<b>6 900 \$</b>	<b>5 138 \$</b>

**NOTE 12 PASSIF AU TITRE DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES ET DES TITRES DE FIDUCIE DE CAPITAL**

Comme l'exige le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », la Banque classe les actions privilégiées et les titres de fiducie de capital, convertibles au gré du porteur en un nombre variable d'actions ordinaires de la Banque, dans le passif aux fins de la présentation financière.

Les actions privilégiées sans droit de conversion ne sont pas classées dans le passif et sont présentées dans la note 13. Les titres de fiducie de capital TD II, série 2012-1, ne sont pas consolidés au niveau de la Banque, mais sont décrits plus en détail plus loin.

**Passif**

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
<b>Actions privilégiées</b>		
Actions privilégiées émises par la Banque (en milliers d'actions) :		
Catégorie A – 16, série I	– \$	– \$
Catégorie A – 14 000, série M	350	350
Catégorie A – 8 000, série N	200	200
	<b>550</b>	<b>550</b>
Actions privilégiées émises par Société d'investissement hypothécaire TD (en milliers d'actions) :		
350 actions privilégiées à dividende non cumulatif, série A	344	345
<b>Total des actions privilégiées</b>	<b>894</b>	<b>895</b>
<b>Titres de fiducie de capital</b>		
Parts de fiducie émises par Fiducie de capital TD (en milliers d'actions) : 900 titres de fiducie de capital, série 2009	900	900
<b>Total des titres de fiducie de capital</b>	<b>900</b>	<b>900</b>
<b>Total des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital</b>	<b>1 794 \$</b>	<b>1 795 \$</b>

## ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Aucune des actions privilégiées en circulation n'est rachetable au gré du porteur. Les remboursements et les rachats de toute action privilégiée sont assujettis à l'approbation préalable du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

### **Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série H**

Le 3 mai 2004, la Banque a racheté toutes les actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série H, en circulation à 25,00 \$ l'action, plus les intérêts déclarés et non versés de 0,014589 \$ l'action pour la période de trois jours terminée le 3 mai 2004.

### **Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série I**

Le 31 juillet 2006, la Banque a racheté la totalité de ses 16 065 actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série I, au prix nominal de 6,25 \$ l'action.

### **Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série J**

Le 31 octobre 2005, la Banque a racheté les 16 millions d'actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série J, à 25,80 \$ l'action.

### **Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série M**

Le 3 février 2003, la Banque a émis 14 millions d'actions de série M pour une contrepartie brute au comptant de 350 millions de dollars.

À compter du 30 avril 2009, la Banque pourra racheter en totalité, ou en partie de temps à autre, les actions de série M en circulation par le versement au comptant de 26,00 \$ l'action si le rachat a lieu avant le 30 avril 2010; de 25,75 \$ si le rachat a lieu à compter du 30 avril 2010 mais avant le 30 avril 2011; de 25,50 \$ si le rachat a lieu à compter du 30 avril 2011 mais avant le 30 avril 2012; de 25,25 \$ si le rachat a lieu à compter du 30 avril 2012 mais avant le 30 avril 2013; et de 25,00 \$ si le rachat a lieu par la suite, plus les intérêts non versés jusqu'à la date de rachat.

À compter du 30 avril 2009, la Banque pourra convertir les actions de série M en circulation, en totalité ou en partie, en un nombre d'actions ordinaires de la Banque déterminé en divisant le prix de rachat par action de série M alors applicable, plus les intérêts déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion, par 2,00 \$ ou 95 % du cours moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

À compter du 31 octobre 2013, chaque action de série M pourra, au gré du porteur, être convertie tous les trimestres en actions ordinaires, comme il est décrit ci-dessus. La Banque peut, en donnant un avis d'au moins 40 jours avant la date de conversion à tous les porteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter les actions, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat au comptant de 25,00 \$ l'action, plus les intérêts non versés jusqu'à la date de conversion.

### **Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, série N**

Le 30 avril 2003, la Banque a émis 8 millions d'actions de série N pour une contrepartie brute au comptant de 200 millions de dollars.

À compter du 30 avril 2009, la Banque pourra racheter en totalité, ou en partie de temps à autre, les actions de série N en circulation par le versement au comptant de 26,00 \$ l'action si le rachat a lieu avant le 30 avril 2010; de 25,75 \$ si le rachat a lieu à compter du 30 avril 2010 mais avant le 30 avril 2011; de 25,50 \$ si le rachat a lieu à compter du 30 avril 2011 mais avant le 30 avril 2012; de 25,25 \$ si le rachat a lieu à compter du 30 avril 2012 mais avant le 30 avril 2013; et de 25,00 \$ si le rachat a lieu par la suite, plus les intérêts non versés jusqu'à la date de rachat.

À compter du 30 avril 2009, la Banque pourra convertir les actions de série N en circulation, en totalité ou en partie, en un nombre d'actions ordinaires de la Banque déterminé en divisant le prix de rachat par action de série N alors applicable, plus les intérêts déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion, par 2,00 \$ ou 95 % du cours moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

À compter du 31 janvier 2014, chaque action de série N pourra, au gré du porteur, être convertie tous les trimestres en actions ordinaires, comme il est décrit ci-dessus. La Banque peut, en donnant un avis d'au moins 40 jours avant la date de conversion à tous les porteurs qui ont fourni un avis de conversion, racheter les actions, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat au comptant de 25,00 \$ l'action, plus les intérêts non versés jusqu'à la date de conversion.

## ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A DE SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT HYPOTHÉCAIRE TD

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, Société d'investissement hypothécaire TD (SIHTD) aura l'option de racheter les actions de série A en circulation pour un montant de 1 000 \$ l'action.

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, la Banque pourra échanger la totalité des actions de série A en circulation contre un nombre d'actions ordinaires de la Banque déterminé en divisant 1 000 \$, plus les intérêts déclarés et non versés jusqu'à la date de l'échange, par 95 % du cours moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là.

Tous les semestres, à compter du 31 octobre 2007, chaque action de série A pourra être échangée, au gré du porteur, contre un nombre d'actions ordinaires de la Banque déterminé en divisant 1 000 \$, plus les intérêts déclarés et non versés jusqu'à la date de l'échange, par 1,00 \$ ou 95 % du cours moyen de ces actions ordinaires à ce moment-là, selon le plus élevé des deux montants.

SIHTD peut, en donnant un avis d'au moins deux jours ouvrables avant la date de l'échange à tous les porteurs qui ont fourni un avis d'échange, racheter les actions, ou la Banque peut trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat de 1 000 \$, plus les intérêts déclarés et non versés jusqu'à la date de conversion.

Chaque action de série A peut être automatiquement échangée contre une action privilégiée de la Banque sans le consentement du porteur dans les cas suivants : a) SIHTD ne verse pas les intérêts sur les actions de série A; b) la Banque ne verse pas les intérêts sur la totalité de ses actions privilégiées à dividende non cumulatif; c) des procédures sont entamées pour liquider la Banque; d) le Bureau du surintendant des institutions financières Canada prend le contrôle de la Banque; e) la Banque a des fonds propres de première catégorie inférieurs à 5 % ou un ratio de fonds propres de moins de 8 %; ou f) la Banque ou SIHTD enfreint une ligne directrice du Bureau du surintendant des institutions financières Canada exigeant l'accroissement de ses fonds propres ou la fourniture de liquidités additionnelles.

## Distribution d'intérêts sur les actions privilégiées

(par action)	Fréquence de distribution	Montant
Série I	Trimestriel	0,01000 \$
Série M	Trimestriel	0,29375 \$
Série N	Trimestriel	0,28750 \$
SIHTD, série A	Semestriel	32,30 \$

## TITRES DE FIDUCIE DE CAPITAL, SÉRIE 2009

Les titres de fiducie de capital, série 2009, (TD CaTS) sont émis par Fiducie de capital TD (fiducie), dont les titres comportant droit de vote sont détenus à 100 % par la Banque. Les porteurs des TD CaTS ont le droit de recevoir des distributions au comptant fixes non cumulatives semestrielles de 38 \$ par TD CaTS. Si la fiducie ne versait pas les distributions semestrielles en entier, la capacité de la Banque de déclarer des dividendes et des distributions d'intérêts sur ses actions ordinaires et privilégiées serait restreinte.

Entre le 30 juin 2005 et le 31 décembre 2009, la fiducie a l'option de racheter les TD CaTS en circulation au plus élevé des deux montants suivants : a) 1 000 \$, plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat ou b) un prix calculé afin de produire un rendement annuel équivalant au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada venant à échéance le 31 décembre 2009 à ce moment-là, majoré de 0,38 %, plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat. S'il survenait un changement défavorable du traitement fiscal ou du capital de la fiducie applicable avant le 30 juin 2005, la fiducie pourrait racheter les TD CaTS en circulation à un prix de rachat calculé comme ci-dessus. À compter du 31 décembre 2009, le prix de rachat sera de 1 000 \$, plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat. Ces droits de rachat sont assujettis à l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

À compter du 30 juin 2010, chaque TD CaTS pourra, au gré du porteur, être converti tous les semestres en une action privilégiée de premier rang, catégorie A, rachetable, à dividende non cumulatif, série A1, de la Banque. En donnant un avis d'au moins 60 jours avant la date de conversion à tous les porteurs qui ont fourni un avis de conversion, la Banque peut racheter les TD CaTS, ou trouver des acheteurs substitués pour le faire, au prix d'achat de 1 000 \$ chacun, plus les distributions non versées jusqu'à la date de conversion.

Chaque TD CaTS peut être automatiquement échangé contre une action privilégiée de premier rang, catégorie A, rachetable, à dividende non cumulatif, série A1, de la Banque sans le consentement du porteur dans les cas suivants : a) des procédures sont entamées pour liquider la Banque; b) le Bureau du surintendant des institutions financières Canada prend le contrôle de la Banque; c) la Banque a des fonds propres de première catégorie inférieurs à 5 % ou un ratio de fonds propres de moins de 8 %; ou d) la Banque enfreint une ligne directrice du Bureau du surintendant des institutions financières Canada exigeant l'accroissement de ses fonds propres ou la fourniture de liquidités additionnelles.

Le taux de distribution sur les titres de la fiducie est de 7,60 % par année. Au 31 octobre 2006, aucune action privilégiée de premier rang, catégorie A, rachetable, à dividende non cumulatif, série A1, de la Banque n'était émise. Si ces actions étaient émises, elles auraient un taux de dividende de 7,6 %.

## TITRES DE FIDUCIE DE CAPITAL TD II, SÉRIE 2012-1

Les titres de Fiducie de capital TD II, série 2012-1, (TD CaTS II) sont émis par Fiducie de capital TD II (fiducie II), dont les titres comportant droit de vote sont détenus à 100 % par la Banque. La fiducie II est une entité à détenteur de droits variables. Comme la Banque n'est pas le principal bénéficiaire de la fiducie II, elle ne les consolide pas. Le billet de dépôt de premier rang de 350 millions de dollars qui a été émis à la fiducie II est inclus dans les dépôts au bilan consolidé. Aux fins réglementaires, les 350 millions de dollars émis par la fiducie II sont considérés comme faisant partie du capital disponible de la Banque.

Les porteurs des TD CaTS II ont le droit de recevoir des distributions au comptant fixes non cumulatives semestrielles de 33,96 \$ par TD CaTS II. Si la fiducie II ne versait pas les distributions semestrielles en entier, la capacité de la Banque de déclarer des dividendes sur ses actions ordinaires et privilégiées serait restreinte. Le produit d'émission a été investi dans

des dépôts bancaires. Entre le 31 décembre 2007 et le 31 décembre 2012, la fiducie II a l'option de racheter les TD CaTS II en circulation au plus élevé des deux montants suivants : a) 1 000 \$, plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat ou b) un prix calculé afin de produire un rendement annuel équivalant au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada venant à échéance le 31 décembre 2012 à ce moment-là, majoré de 0,38 %, plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat. S'il survenait un changement défavorable du traitement fiscal ou du capital de la fiducie II applicable avant le 31 décembre 2012, la fiducie II pourrait racheter les TD CaTS II en circulation à un prix de rachat calculé comme ci-dessus. À compter du 31 décembre 2012, le prix de rachat serait de 1 000 \$, plus les distributions non versées jusqu'à la date de rachat. Ces droits de rachat sont assujettis à l'approbation du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

## NOTE 13 CAPITAL SOCIAL

### ACTIONS ORDINAIRES

Les actionnaires ont autorisé la Banque à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, pour une contrepartie illimitée. Les actions ordinaires ne sont pas rachetables ni convertibles.

D'habitude, les dividendes sont déclarés trimestriellement par le conseil d'administration de la Banque, et le montant peut varier d'un trimestre à l'autre.

### Actions émises et en circulation

(en millions d'actions et en millions de dollars canadiens)	2006		2005		2004	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
<b>Actions ordinaires :</b>						
Solde au début de l'exercice	711,8	5 872 \$	655,9	3 373 \$	656,3	3 179 \$
Émises à l'exercice d'options	3,4	119	4,3	125	4,4	99
Émises dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes	5,4	328	7,3	380	3,8	174
Incidence des actions (acquises) vendues par les Services bancaires en gros	(0,3)	(20)	–	6	(1,0)	(41)
Émises à l'acquisition de TD Banknorth	–	–	44,3	1 988	–	–
Émises à l'acquisition de VFC	1,1	70	–	–	–	–
Acquises aux fins d'annulation	(4,0)	(35)	–	–	(7,6)	(38)
<b>Solde à la fin de l'exercice – actions ordinaires</b>	<b>717,4</b>	<b>6 334 \$</b>	<b>711,8</b>	<b>5 872 \$</b>	<b>655,9</b>	<b>3 373 \$</b>
<b>Actions privilégiées (catégorie A, série O) :</b>						
Émises au cours de l'exercice	17,0	425 \$	–	–	–	–
<b>Solde à la fin de l'exercice – actions privilégiées</b>	<b>17,0</b>	<b>425 \$</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>

### ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Le 1<sup>er</sup> novembre 2005, la Banque a émis 17 millions d'actions de premier rang de catégorie A, série O pour une contrepartie brute au comptant de 425 millions de dollars. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2010, la Banque pourra racheter en totalité, ou en partie de temps à autre, les actions de série O en circulation par le versement au comptant de 26,00 \$ l'action si le rachat a lieu avant le 30 octobre 2011; de 25,75 \$ si le rachat a lieu à compter du 30 octobre 2011 mais avant le 30 octobre 2012; de 25,50 \$ si le rachat a lieu à compter du 30 octobre 2012 mais avant le 30 octobre 2013; de 25,25 \$ si le rachat a lieu à compter du 30 octobre 2013 mais avant le 30 octobre 2014; et de 25,00 \$ si le rachat a lieu par la suite, plus les dividendes non versés jusqu'à la date de rachat.

Le dividende trimestriel sur les actions de série O est de 0,303125 \$ l'action.

### OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES AFFAIRES

Le 18 septembre 2006, la Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, en vigueur pour une période maximale de un an, afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à quatre millions d'actions ordinaires, représentant environ 0,6 % de ses actions ordinaires en circulation au 8 septembre 2006. Cette offre a pris fin en octobre 2006 après le rachat de quatre millions d'actions au coût de 264 millions de dollars. Aucun rachat n'a été effectué dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des affaires de la Banque qui a expiré en février 2006.

Le 19 octobre 2006, la Banque a annoncé une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des affaires soumise à l'approbation des autorités de réglementation, afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à cinq millions d'actions ordinaires, représentant environ 0,7 % des actions ordinaires de la Banque alors en circulation.

### RÉGIME DE RÉINVESTISSEMENT DES DIVIDENDES

La Banque offre un régime de réinvestissement des dividendes à l'intention de ses actionnaires ordinaires. La participation à ce régime est facultative et, en vertu des conditions du régime, les dividendes en

espèces sur les actions ordinaires servent à acheter des actions ordinaires additionnelles. Au gré de la Banque, les actions ordinaires peuvent être émises sur le capital autorisé de la Banque, au cours moyen des cinq derniers jours de négociation précédant la date de versement des dividendes, moins un escompte variant entre 0 % et 5 %, au gré de la Banque, ou sur le marché libre, au cours du marché. Au cours de l'exercice, un total de cinq millions d'actions ordinaires ont été émises sur le capital autorisé de la Banque avec un escompte de 1,0 % aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et 0,4 million d'actions additionnelles ont été émises sans escompte. En 2005, 7,3 millions d'actions ordinaires ont été émises sur le capital autorisé de la Banque avec un escompte de 1 %.

### RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

En vertu de la *Loi sur les banques*, la Banque ne peut pas déclarer de dividendes sur ses actions ordinaires ou privilégiées s'il existe un motif valable de croire que, ce faisant, elle violerait les règlements de la *Loi sur les banques* en matière d'adéquation des fonds propres et de liquidité ou selon les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Le Bureau du surintendant des institutions financières Canada impose aussi une restriction en vertu de la *Loi sur les banques* sur la capacité de la Banque de verser des dividendes et de faire des distributions sur les actions ordinaires et privilégiées qui consiste à évaluer l'adéquation des fonds propres réglementaires et de la liquidité de la Banque de façon continue. La Banque ne prévoit pas que ces conditions l'empêcheront de verser des dividendes dans le cours normal des affaires.

La capacité de la Banque de verser des dividendes est également restreinte si TD CaTS et TD CaTS II ne versent pas le plein montant des distributions semestrielles aux porteurs de leurs titres de fiducie respectifs. En outre, la capacité de la Banque de verser des dividendes sur ses actions ordinaires sans l'approbation des porteurs d'actions privilégiées en circulation est restreinte, à moins que toutes les distributions d'intérêts et tous les dividendes sur actions privilégiées n'aient été déclarés et versés ou réservés aux fins de versement. Actuellement, ces limites ne restreignent pas le versement d'intérêts sur les actions privilégiées ou de dividendes sur les actions ordinaires.

La Banque a divers régimes de rémunération à base d'actions. La Banque utilise la méthode de la juste valeur pour la comptabilisation de toutes les attributions d'options sur actions. Selon cette méthode, la Banque constate une charge de rémunération fondée sur la juste valeur des options, qui est déterminée selon un modèle d'évaluation des options. La juste valeur des options est comptabilisée, sur la période d'acquisition des droits en vertu des options attribuées, à titre de charge de rémunération et de surplus d'apport. Le solde du surplus d'apport est réduit à mesure que les options sont exercées et le montant constaté initialement pour les options dans le surplus d'apport est crédité au capital social. Aucune charge de rémunération n'a été comptabilisée pour les 23,9 millions d'options sur actions attribuées et en cours avant le 1<sup>er</sup> novembre 2002, puisque la Banque a adopté de façon prospective l'actuelle norme comptable concernant les rémunérations à base d'actions. Au 31 octobre 2006, 8,9 millions d'options restaient non exercées.

#### RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS

La Banque maintient un programme d'options sur actions à l'intention de certains employés clés et administrateurs externes. Aucune option sur actions n'a été attribuée aux administrateurs externes depuis décembre 2001. Aux termes du régime, des options sur actions ordinaires d'une durée de sept ans (en vigueur depuis le 11 décembre 2003) et dont les droits s'acquiescent sur quatre ans sont périodiquement attribuées aux employés admissibles de la Banque. Ces options sont assorties d'un droit d'achat d'actions ordinaires de la Banque à un prix fixe égal au cours de clôture des actions le jour précédant la date d'octroi des options. En vertu de ce régime, 12,5 millions d'actions ordinaires ont été réservées aux fins d'émission future (14,3 millions en 2005; 16,4 millions en 2004). Les options en cours viennent à échéance à diverses dates jusqu'en août 2013. Un sommaire de la situation des options sur actions de la Banque et des informations connexes pour les exercices terminés les 31 octobre est présenté ci-après :

#### Situation des options sur actions

(en millions d'actions)	Prix d'exercice moyen pondéré		2005		2004	
	2006	2005	Prix d'exercice moyen pondéré	2004	Prix d'exercice moyen pondéré	
Options en cours au début de l'exercice	19,9	38,08 \$	22,1	35,21 \$	24,4	32,28 \$
Options attribuées	1,9	59,95	2,2	49,41	2,4	40,95
Options exercées	(3,4)	33,78	(4,3)	28,95	(4,4)	22,12
Options frappées d'extinction/annulées	(0,1)	43,38	(0,1)	38,46	(0,3)	37,79
Options en cours à la fin de l'exercice	18,3	41,18 \$	19,9	38,08 \$	22,1	35,21 \$
Options exerçables à la fin de l'exercice	12,9	37,85 \$	13,2	36,30 \$	14,1	33,44 \$

Le tableau qui suit présente un résumé de l'information sur les options sur actions en cours et exerçables au 31 octobre 2006.

#### Fourchette des prix d'exercice

	Nombre d'options en cours (en millions d'actions)	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Options en cours		Options exerçables	
			Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables (en millions d'actions)	Prix d'exercice moyen pondéré	
17,45 \$ – 25,43 \$	0,8	1,7	23,16 \$	0,8	23,16 \$	
29,80 \$ – 40,43 \$	5,7	4,68	34,15	4,9	34,28	
40,92 \$ – 44,30 \$	7,8	4,43	41,23	6,7	41,27	
49,40 \$ – 55,90 \$	2,1	5,00	49,40	0,5	49,40	
57,75 \$ – 60,02 \$	1,9	6,03	59,95	–	–	

La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes à l'aide des hypothèses suivantes : i) taux d'intérêt sans risque de 3,91 % (3,7 % en 2005, 4,10 % en 2004), ii) durée prévue des options de 5,1 ans (5,3 ans en 2005; 5 ans en 2004), iii) volatilité prévue de 21,9 % (25,7 % en 2005; 27,6 % en 2004) et iv) rendement de l'action prévu de 2,88 % (2,84 % en 2005; 2,93 % en 2004). Au cours de l'exercice, 1,9 million d'options (2,2 millions en 2005; 2,4 millions en 2004) ont été attribuées à une juste valeur moyenne pondérée de 11,26 \$ l'option (10,64 \$ l'option en 2005; 9,37 \$ l'option en 2004).

Au cours de l'exercice, la Banque a constaté à l'état des résultats consolidé une charge de rémunération de 26 millions de dollars (20 millions de dollars en 2005; 11 millions de dollars en 2004) au titre des options sur actions attribuées.

#### AUTRES RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La Banque gère des régimes d'unités d'actions subalternes qui sont offerts à certains de ses employés. En vertu de ces régimes, des unités d'actions subalternes équivalant à des actions ordinaires de la Banque et dont les droits s'acquiescent généralement sur une période de trois à quatre ans, sont attribuées aux participants. La Banque établit un passif relativement aux unités d'actions subalternes qui sont attribuées, et une charge de rémunération incitative est constatée dans l'état des résultats consolidé sur la période d'acquisition des droits. À la date d'échéance, le participant reçoit une somme en espèces qui représente la valeur des unités d'actions subalternes. Au 31 octobre 2006, le nombre d'unités d'actions subalternes de la Banque en vertu de ces régimes était de 9 millions (11 millions en 2005; 7,9 millions en 2004).

La Banque offre également des régimes d'unités d'actions différées aux dirigeants admissibles et aux administrateurs externes. En vertu de ces régimes, une tranche de la rémunération annuelle incitative des participants peut être différée sous forme d'unités d'actions équivalant à des actions ordinaires de la Banque. Les unités d'actions différées ne sont rachetables qu'au moment où le participant prend sa retraite, en cas d'invalidité permanente ou de cessation d'emploi ou au terme

du mandat d'administrateur, et doivent être rachetées pour une contrepartie au comptant avant la fin de l'année civile suivante. Les équivalents de dividendes sont dévolus aux participants sous forme d'unités additionnelles.

Au 31 octobre 2006, 2,5 millions d'unités d'actions différées étaient en circulation (2,1 millions en 2005).

La charge de rémunération pour ces régimes est constatée dans l'exercice pendant lequel le participant gagne la rémunération incitative. Les variations de la valeur des unités d'actions subalternes et des unités d'actions différées sont constatées dans l'état des résultats consolidé, déduction faite de l'incidence des couvertures connexes. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, la Banque a constaté une charge de rémunération pour ces régimes, déduction faite de l'incidence des couvertures, de 129 millions de dollars (113 millions de dollars en 2005; 93 millions de dollars en 2004).

#### RÉGIME D'ÉPARGNE DES EMPLOYÉS

La Banque a également un régime d'achat d'actions offert aux employés. En vertu du régime d'épargne des employés (REE) de la Banque, les employés peuvent y verser jusqu'à 6 % de leur salaire annuel de base jusqu'à concurrence de 4 500 \$ par année civile afin d'acheter des actions ordinaires de la Banque. La Banque verse un montant correspondant à 50 % des cotisations des employés. Les cotisations de la Banque sont acquises lorsque l'employé compte deux années de service continu à la Banque. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, les cotisations de la Banque ont totalisé 41 millions de dollars (36 millions de dollars en 2005; 33 millions de dollars en 2004). Au 31 octobre 2006, 6 millions d'actions ordinaires étaient détenues au total en vertu du REE (5,9 millions en 2005; 5,4 millions en 2004). Les actions pour le REE sont achetées sur le marché libre et sont considérées comme étant en circulation dans le calcul du bénéfice par action de base et dilué de la Banque. Les dividendes gagnés sur les actions ordinaires de la Banque détenues dans le REE servent à l'achat sur le marché libre d'actions ordinaires additionnelles pour le REE.

## TD BANKNORTH

TD Banknorth Inc. (TD Banknorth) a également divers régimes d'options sur actions à l'intention des employés clés et des administrateurs externes. Les options donnent aux porteurs le droit d'acheter des actions ordinaires de TD Banknorth Inc. à un prix fixe. La situation de tous les régimes d'options sur actions se présente comme suit :

## Situation des options sur actions de TD Banknorth

(en millions d'actions)	2006	Prix d'exercice moyen pondéré	2005	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de l'exercice	8,0	30,38 \$	6,3	28,36 \$
Options attribuées	2,6	31,34	2,2	36,31
Options exercées	(0,5)	25,92	(0,4)	29,11
Options frappées d'extinction / annulées	(0,3)	32,80	(0,1)	35,95
Options en cours à la fin de l'exercice	9,8	29,79 \$	8,0	30,38 \$
Options exerçables à la fin de l'exercice	6,3	27,89 \$	5,0	28,14 \$

Le tableau qui suit présente un résumé de l'information sur les options sur actions en cours et exerçables au 31 octobre 2006.

## Fourchette des prix d'exercice de TD Banknorth

	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre d'actions en cours (en millions d'actions)	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions en cours (en millions d'actions)	Prix d'exercice moyen pondéré
14,52 \$ - 18,15 \$	0,2	3,2578	15,80 \$	0,2	15,80 \$
18,15 \$ - 21,78 \$	0,6	3,4061	19,55	0,6	19,55
21,78 \$ - 25,41 \$	0,7	4,1625	23,30	0,7	23,30
25,41 \$ - 29,04 \$	1,6	5,8088	26,19	1,6	26,19
29,04 \$ - 32,67 \$	4,7	7,5444	31,84	2,4	31,46
32,67 \$ - 36,30 \$	2,0	8,0813	34,89	0,8	34,84

La juste valeur des options attribuées a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes à l'aide des hypothèses suivantes : i) taux d'intérêt sans risque de 4,47 % (4,17 % en 2005), ii) durée prévue des options de 7,5 ans (7,5 ans en 2005), iii) volatilité prévue de 15,08 % (13,09 % en 2005), et iv) rendement de l'action prévu de 2,78 % (2,32 % en 2005). Au cours de l'exercice, 2,6 millions d'options (2,2 millions en 2005) ont été attribuées à une juste valeur moyenne pondérée de 5,77 \$ l'option (6,34 \$ l'option en 2005).

Au cours de l'exercice, TD Banknorth a constaté à l'état des résultats une charge de rémunération de 8 millions de dollars (3 millions de dollars en 2005) au titre des options sur actions attribuées.

## AUTRES RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS DE TD BANKNORTH

TD Banknorth gère un régime d'intéressement en actions destiné aux administrateurs, aux dirigeants et à certains employés de TD Banknorth. En vertu de ce régime, des unités d'actions subalternes à régler en espèces ou en actions ordinaires de TD Banknorth et dont les droits s'acquièrent généralement après trois ans sont attribuées aux participants. Au 31 octobre 2006, le nombre d'unités d'actions subalternes de TD Banknorth en vertu de ce régime était de 1,4 million (0,7 million en 2005).

TD Banknorth offre un régime d'unités d'actions subalternes fondé sur la performance à certains de ses dirigeants. Ce régime prévoit l'attribution d'unités d'actions subalternes reflétant le cours de l'action ordinaire de la Banque. La somme en espèces payable relativement aux unités d'actions subalternes fondées sur la performance est rajustée à la hausse ou à la baisse, jusqu'à un maximum de 20 %, afin de tenir compte de la performance de TD Banknorth en regard d'un objectif de croissance annuelle du bénéfice par action. Au 31 octobre 2006, 0,4 million d'unités d'actions subalternes étaient en circulation (0,5 million en 2005).

La charge de rémunération pour ces régimes est constatée dans l'exercice pendant lequel le participant gagne la rémunération incitative. Les variations de la valeur des unités d'actions subalternes et des unités d'actions différées sont constatées dans l'état des résultats, déduction faite de l'incidence des couvertures connexes. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006, TD Banknorth a constaté une charge de rémunération pour ces régimes, déduction faite de l'incidence des couvertures, de 19 millions de dollars (10 millions de dollars en 2005).

En outre, TD Banknorth et ses filiales offrent des régimes 401(k) couvrant pratiquement tous les employés permanents, ainsi qu'un régime d'actionariat ouvert aux employés ayant un an de service et plus.



Le régime de retraite principal de la Banque, l'Association de la caisse de retraite de La Banque Toronto-Dominion, est un régime à prestations déterminées auquel la participation est facultative. Les prestations aux termes de ce régime sont calculées d'après les années de service et la moyenne des salaires des cinq dernières années de service du participant. Par suite de l'acquisition de Services financiers CT inc. (CT), la Banque est le promoteur d'un régime de retraite comprenant un volet à prestations déterminées et un volet à cotisations déterminées. La capitalisation des deux régimes est assurée par les cotisations de la Banque et celles des participants aux régimes. En outre, la Banque offre aux employés admissibles d'autres régimes d'avantages sociaux par capitalisation partielle. Les prestations de retraite connexes sont versées à même les actifs et les cotisations de la Banque.

La Banque offre également certains avantages postérieurs au départ à la retraite et à l'emploi, des congés rémunérés et des prestations de cessation d'emploi à ses employés (avantages complémentaires), qui sont généralement non capitalisés. Ces avantages comprennent l'assurance médicale, l'assurance vie et l'assurance dentaire. Les employés admissibles aux avantages postérieurs au départ à la retraite sont ceux qui prennent leur retraite à certains âges établis. Certains retraités peuvent devoir assumer une partie du coût de leurs avantages. Les employés admissibles aux avantages postérieurs à l'emploi sont ceux qui sont en congé d'invalidité ou de maternité.

Pour les régimes à prestations déterminées et les régimes d'avantages complémentaires, les évaluations actuarielles sont effectuées au moins tous les trois ans (des extrapolations sont utilisées dans l'intervalle) afin de déterminer la valeur actualisée des prestations constituées. Les charges découlant des prestations de retraite et des avantages complémentaires sont établies d'après des évaluations actuarielles distinctes selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables de la direction à l'égard du rendement des actifs des régimes, de l'augmentation des salaires, de l'âge de départ à la retraite des employés et des coûts estimatifs des soins de santé. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les passifs est établi en fonction du rendement des obligations à long terme notées AA de sociétés à la date d'évaluation. La charge inclut le coût des prestations pour les services rendus au cours de l'exercice, les frais d'intérêts sur les passifs, le rendement prévu des actifs des régimes selon la juste valeur marchande et l'amortissement des modifications de régimes d'après la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'activité résiduelle moyenne prévue du groupe d'employés (période moyenne prévue jusqu'à l'admissibilité intégrale aux avantages complémentaires). L'excédent, le cas échéant, du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % des obligations au titre des prestations projetées ou 10 % de la juste valeur marchande des actifs des régimes, selon le montant le plus élevé, est également amorti sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité du groupe d'employés. La durée résiduelle moyenne prévue d'activité du groupe d'employés qui participent au régime de retraite principal de la Banque est de 10 ans, et elle est de 16 ans pour les participants aux régimes d'avantages complémentaires principaux. La période moyenne prévue jusqu'à l'admissibilité intégrale aux régimes d'avantages complémentaires principaux est de 11 ans. L'écart cumulatif entre la charge et les cotisations aux fins de la capitalisation est présenté dans les autres actifs ou autres passifs au bilan consolidé.

Pour les régimes à cotisations déterminées, la charge de retraite annuelle est égale aux cotisations de la Banque au régime.

#### RÉGIME DE RETRAITE

Le régime de retraite principal de la Banque est capitalisé par les cotisations de la Banque et celles des participants au régime. Conformément à la loi, la Banque verse au régime des montants établis selon une méthode actuarielle et, en bout de ligne, il lui incombe de s'assurer que le passif du régime fait l'objet d'une capitalisation appropriée avec le temps.

Le tableau de la page suivante présente la situation financière du régime de retraite principal de la Banque. Les actifs et les obligations découlant du régime de retraite sont établis au 31 juillet.

Les cotisations de la Banque au régime de retraite principal de la Banque au cours de 2006 se sont établies à 60 millions de dollars. Ces cotisations ont été effectuées conformément au rapport d'évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation au 31 octobre 2004. La prochaine évaluation aux fins de la capitalisation devra être faite en date du 31 octobre 2007 au plus tard.

Pour établir le taux de rendement à long terme prévu pour l'hypothèse de rendement des actifs du régime de retraite principal de la Banque, la Banque a pris en compte les rendements historiques et les prévisions de rendement pour chacune des catégories d'actifs ainsi que la répartition cible des actifs de la caisse de retraite. Elle a ainsi choisi une hypothèse de taux de rendement des actifs à long terme de 6,75 %.

L'incidence, sur la charge de retraite de 2006, d'une augmentation ou d'une diminution de un point de pourcentage de l'hypothèse de taux de rendement prévu des actifs pourrait se traduire respectivement par une diminution ou une augmentation de 19 millions de dollars.

La répartition moyenne pondérée des actifs du régime de retraite principal de la Banque, par catégorie d'actifs, était la suivante au 31 juillet :

#### Répartition des actifs

Titres	2006	2005	2004
Actions	62 %	60 %	56 %
Titres de créance	36	39	43
Équivalents de trésorerie	2	1	1
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

En 2006, les actifs nets du régime de retraite principal de la Banque comportaient des placements dans la Banque et ses sociétés affiliées ayant une valeur marchande de 6 millions de dollars (6 millions de dollars en 2005; 3 millions de dollars en 2004).

La gestion des placements du régime de retraite principal de la Banque est fondée sur une approche équilibrée selon laquelle l'objectif premier est d'atteindre un taux de rendement réel de 3 %. Par conséquent, la fourchette de répartition de l'actif permise se présente comme suit :

#### Répartition de l'actif

Titres	Fourchette acceptable
Actions	50 % - 65 %
Titres de créance	30 % - 48 %
Équivalents de trésorerie	0 % - 4 %

La politique de placement suivie pour le régime de retraite principal de la Banque est décrite ci-après. Elle a été suivie tout au long de l'exercice.

Des contrats à terme et des options peuvent être utilisés pourvu qu'ils ne créent pas d'effet de levier additionnel. Toutefois, le régime de retraite investit dans des fonds de couverture, qui, de manière générale, utilisent un effet de levier pour mettre en œuvre leur stratégie de placement. La quasi-totalité des actifs doivent essentiellement avoir une valeur marchande facilement vérifiable.

En règle générale, l'avoir du portefeuille d'actions doit être entièrement investi et largement diversifié, surtout dans des sociétés de qualité dont la capitalisation est de moyenne à forte et dans des fiducies de revenu, et aucun titre ne peut à lui seul dépasser 10 % de la valeur du portefeuille. Des actions étrangères et des certificats américains d'actions étrangères, également de grande qualité, peuvent aussi être acquis pour diversifier davantage le portefeuille.

Les placements dans les instruments de créance d'une entité non gouvernementale ne doivent pas dépasser 10 % de l'ensemble du portefeuille de titres de créance. Les titres de créance de sociétés doivent généralement avoir une notation d'au moins BBB au moment de l'achat et pendant toute la durée du placement au sein du portefeuille. Il n'existe pas de pondération maximale pour les notations au sein du portefeuille de titres de créance.

## Obligations au titre des prestations, actifs et situation de capitalisation du régime

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Obligations au titre des prestations constituées à la fin de la période	1 783 \$	1 810 \$	1 446 \$
<b>Variation des obligations au titre des prestations projetées</b>			
Obligations au titre des prestations projetées au début de la période	1 978	1 535	1 418
Coût au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	71	46	38
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	105	101	94
Cotisations des participants	29	26	26
Prestations versées	(114)	(93)	(95)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	–	(9)	2
Modification des hypothèses actuarielles	(96)	318	44
Modifications du régime	6	54	8
Obligations au titre des prestations projetées à la fin de la période	1 979	1 978	1 535
<b>Variation des actifs du régime</b>			
Actifs du régime à la juste valeur marchande au début de la période	1 907	1 650	1 507
Rendement réel des actifs du régime	67	78	61
Gain (perte) à la cession de placements	(113)	286	204
Cotisations des participants	29	26	26
Cotisations de l'employeur	60	64	46
Augmentation (diminution) des gains latents sur les placements	185	(95)	(86)
Prestations versées	(114)	(93)	(95)
Frais d'administration	(6)	(9)	(14)
Divers	–	–	1
Actifs du régime à la juste valeur marchande à la fin de la période	2 015	1 907	1 650
<b>Excédent (déficit) des actifs du régime sur les obligations au titre des prestations projetées</b>	36	(71)	115
Perte nette non constatée découlant des résultats passés, écart entre les résultats réels et les prévisions établies et incidence des modifications d'hypothèses	293	416	265
Coût au titre des services passés non constaté	61	62	14
Cotisations de l'employeur pour le quatrième trimestre	14	15	22
<b>Charge de retraite payée d'avance</b>	404 \$	422 \$	416 \$
<b>Charge annuelle</b>			
La charge de retraite nette comprend les éléments suivants :			
Coût au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	71 \$	46 \$	38 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	105	101	94
Rendement réel des actifs du régime	(133)	(260)	(165)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(96)	309	46
Modifications du régime	6	54	8
Écart entre les coûts attribuables à la période et les coûts constatés au cours de la période au titre de ce qui suit :			
Rendement des actifs du régime <sup>1</sup>	5	149	64
Gains actuariels (pertes actuarielles) <sup>2</sup>	118	(300)	(31)
Modifications du régime <sup>3</sup>	2	(48)	(7)
<b>Charge de retraite</b>	78 \$	51 \$	47 \$
<b>Hypothèses actuarielles utilisées pour calculer la charge annuelle</b>			
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	5,20 %	6,40 %	6,50 %
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	3,50	3,50	3,50
Taux de rendement moyen pondéré prévu à long terme des actifs du régime <sup>4</sup>	6,75	6,75	6,75
<b>Hypothèses actuarielles utilisées pour calculer les obligations au titre des prestations à la fin de la période</b>			
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	5,50 %	5,20 %	6,40 %
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	3,50	3,50	3,50
Taux de rendement moyen pondéré prévu à long terme des actifs du régime <sup>4</sup>	6,75	6,75	6,75

<sup>1</sup> Comprend le rendement prévu des actifs du régime de 128 millions de dollars (111 millions de dollars en 2005; 101 millions de dollars en 2004) moins le rendement réel des actifs du régime de 133 millions de dollars (260 millions de dollars en 2005; 165 millions de dollars en 2004).

<sup>2</sup> Comprendent la perte constatée de 22 millions de dollars pour l'exercice 2006 (9 millions de dollars en 2005; 15 millions de dollars en 2004) moins les (gains actuariels) pertes actuarielles sur les obligations au titre des prestations projetées au cours de l'exercice de (96) millions de dollars (309 millions de dollars en 2005; 46 millions de dollars en 2004).

<sup>3</sup> Comprendent la dotation aux amortissements pour les modifications du régime de 8 millions de dollars pour l'exercice 2006 (6 millions de dollars pour 2005; 1 million de dollars pour 2004) moins le coût réel des modifications du régime de 6 millions de dollars pour l'exercice (54 millions de dollars en 2005; 8 millions de dollars en 2004).

<sup>4</sup> Déduction faite des frais et charges.

## AUTRES RÉGIMES DE RETRAITE

### Régime de retraite de CT

Par suite de l'acquisition de CT, la Banque est le promoteur d'un régime de retraite comprenant un volet à prestations déterminées et un volet à cotisations déterminées. Le volet à prestations déterminées du régime a cessé d'être offert aux nouveaux participants après le 31 mai 1987. Les employés de CT qui ont adhéré au régime le 1<sup>er</sup> juin 1987 ou après cette date n'étaient admissibles qu'au volet à cotisations déterminées. Depuis

août 2002, le volet à cotisations déterminées du régime n'est plus offert aux participants, et les employés admissibles à ce régime ont pu adhérer au régime de retraite principal de la Banque. La capitalisation du volet à prestations déterminées est assuré par les cotisations de la Banque et des participants au régime. Les actifs et les obligations du régime sont évalués au 31 juillet. Le tableau suivant présente la situation financière du volet à prestations déterminées du régime de CT.

### Obligations et actifs du régime de retraite de CT

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Obligations au titre des prestations projetées à la fin de la période	343 \$	352 \$	308 \$
Actifs du régime à la juste valeur marchande à la fin de la période	358	365	308
Charge de retraite reportée	77	79	53
Charge de retraite	5	5	4

### Régime de retraite de TD Banknorth

TD Banknorth offre un régime de retraite à prestations déterminées non contributif qui couvre la quasi-totalité des employés permanents à temps plein. Des régimes de retraite complémentaires ont également été adoptés à l'intention de certains dirigeants clés. En outre, TD Banknorth et ses filiales sont les promoteurs de régimes d'avantages sociaux postérieurs au départ à la retraite limités qui offrent des prestations

d'assurance médicale et d'assurance vie à un groupe restreint d'employés et d'administrateurs qui satisfont à des exigences minimales d'âge et d'années de service.

Les actifs et les obligations du régime sont évalués au 31 décembre. Le tableau suivant présente la situation financière du volet à prestations déterminées du régime de retraite de TD Banknorth.

### Obligations et actifs du régime de TD Banknorth

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Obligations au titre des prestations projetées à la fin de la période	304 \$	278 \$	s.o.
Actifs du régime à la juste valeur marchande à la fin de la période	334	307	
Charge de retraite reportée	122	112	
Charge de retraite	7	5 <sup>1</sup>	

<sup>1</sup> Charge de retraite pour les sept mois terminés le 30 septembre 2005.

### Régimes de retraite complémentaires

Le tableau suivant présente la situation financière des plus importants régimes de retraite complémentaires des employés de la Banque, lesquels sont capitalisés en partie par les employés admissibles. Les actifs et les obligations des régimes d'avantages sociaux sont évalués au 31 juillet.

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Obligations au titre des prestations projetées à la fin de la période	332 \$	328 \$	289 \$
Actifs des régimes à la juste valeur à la fin de la période	-	5	9
Passif au titre des prestations constituées	252	226	205
Charge de retraite	34	29	28

Les autres régimes offerts par la Banque et certaines de ses filiales ne sont pas considérés comme importants aux fins de la présentation de l'information financière.

### Montants constatés au bilan consolidé

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
<b>Autres actifs</b>		
Régime de retraite principal	404 \$	422 \$
Régime de retraite à prestations déterminées de CT	77	79
Régime de retraite à prestations déterminées de TD Banknorth	122	105
Charge de retraite reportée	603	606
<b>Autres passifs</b>		
Régime d'avantages complémentaires de retraite	303	277
Régime de retraite complémentaire	252	226
Autres avantages sociaux futurs – montant net	26	-
Passif au titre des prestations constituées	581	503
Montant net constaté au 31 octobre	22 \$	103 \$

## RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Outre ses régimes de retraite, la Banque offre certaines prestations d'assurance médicale, d'assurance vie et d'assurance dentaire aux employés à la retraite. Le tableau suivant présente la situation financière

des principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite de la Banque. Les obligations des principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite sont évaluées au 31 juillet.

### Obligations au titre des avantages complémentaires de retraite

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
<b>Variation des obligations au titre des prestations projetées</b>			
Obligations au titre des prestations projetées au début de la période	436 \$	302 \$	268 \$
Coût au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	12	10	9
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	20	20	19
Modifications de régimes	(65)	–	–
Prestations versées	(8)	(7)	(8)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(21)	111	14
Obligations au titre des prestations projetées à la fin de la période	374	436	302
Perte nette non constatée découlant des résultats passés, écart entre les résultats réels et les prévisions établies et incidence des modifications d'hypothèses	128	157	48
Coût non amorti des services passés	(59)	–	–
Cotisations de l'employeur	2	2	2
<b>Passif au titre des prestations constituées</b>	<b>303 \$</b>	<b>277 \$</b>	<b>252 \$</b>
<b>Charge annuelle</b>			
La charge nette au titre des avantages complémentaires de retraite comprend les éléments suivants :			
Coût au titre des services rendus au cours de l'exercice – prestations acquises	12 \$	10 \$	9 \$
Frais d'intérêts sur les obligations au titre des prestations projetées	20	20	19
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(21)	111	14
Modifications de régimes	(65)	–	–
Écart entre les coûts attribuables à la période et les coûts constatés au cours de la période au titre de ce qui suit :			
(Gains actuariels) pertes actuarielles <sup>1</sup>	29	(110)	(14)
Modifications de régimes <sup>2</sup>	59	–	–
<b>Charge au titre des avantages complémentaires de retraite</b>	<b>34 \$</b>	<b>31 \$</b>	<b>28 \$</b>
<b>Hypothèses actuarielles utilisées pour calculer la charge annuelle</b>			
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	5,30 %	6,60 %	6,75 %
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	3,50	3,50	3,50
<b>Hypothèses actuarielles utilisées pour calculer les obligations au titre des prestations à la fin de la période</b>			
Taux d'actualisation moyen pondéré des obligations au titre des prestations projetées	5,60 %	5,30 %	6,60 %
Taux d'augmentation moyen pondéré des salaires	3,50	3,50	3,50

<sup>1</sup> Comprennent la perte de 8 millions de dollars constatée pour l'exercice 2006 (1 million de dollars en 2005; néant en 2004) moins les (gains actuariels) pertes actuarielles sur les obligations au titre de prestations projetées de (21) millions de dollars (111 millions de dollars en 2005; 14 millions de dollars en 2004).

<sup>2</sup> Comprennent l'amortissement des coûts des modifications de régimes pour l'exercice 2006 de (6) millions de dollars (néant en 2005; néant en 2004) moins les coûts actuariels des modifications de régimes au cours de l'exercice de (65) millions de dollars (néant en 2005; néant en 2004).

Le taux d'augmentation présumé du coût des soins de santé pour le prochain exercice utilisé pour prévoir le coût des prestations visées par les principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite est de 7,1 %. On a présumé une diminution graduelle du taux à 4,2 % d'ici 2014 et son maintien à ce niveau par la suite.

Pour 2006, l'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de un point de pourcentage du taux présumé de variation du coût des soins de santé sur la charge au titre des prestations correspond respectivement à une hausse de 2 millions de dollars et à une baisse de 2 millions de dollars et, sur les obligations au titre des prestations, respectivement à une hausse de 32 millions de dollars et à une baisse de 27 millions de dollars.

## FLUX DE TRÉSORERIE

Les cotisations de la Banque à ses régimes de retraite et à ses principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite sont comme suit :

### Cotisations aux régimes de retraite

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Régime de retraite principal	60 \$	57 \$	55 \$
Régime de retraite à prestations déterminées de CT	3	31	2
Régimes de retraite complémentaires des employés	10	8	8
Régimes d'avantages complémentaires de retraite	8	7	8
<b>Total</b>	<b>81 \$</b>	<b>103 \$</b>	<b>73 \$</b>

### Cotisations estimatives

La Banque et ses filiales prévoient verser en 2007 des cotisations de 68 millions de dollars au régime de retraite principal de la Banque, de 3 millions de dollars au régime de retraite à prestations déterminées de CT, de 34 millions de dollars au régime de retraite à prestations déterminées de TD Banknorth, de 12 millions de dollars aux régimes de retraite complémentaires des employés de la Banque et de 11 millions de dollars aux principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite. Le montant des cotisations futures peut changer si la Banque révisé le niveau de ses cotisations en cours d'exercice.

### Versements estimatifs de prestations futures

Les versements estimatifs de prestations futures en vertu du régime de retraite principal de la Banque s'élèvent à 104 millions de dollars pour 2007; 104 millions de dollars pour 2008; 104 millions de dollars pour 2009; 105 millions de dollars pour 2010; 107 millions de dollars pour 2011 et 564 millions de dollars pour les exercices compris entre 2012 et 2016.

Les versements estimatifs de prestations futures en vertu des principaux régimes d'avantages complémentaires de retraite s'élèvent à 11 millions de dollars pour 2007; 12 millions de dollars pour 2008; 13 millions de dollars pour 2009; 14 millions de dollars pour 2010; 15 millions de dollars pour 2011 et 98 millions de dollars pour les exercices compris entre 2012 et 2016.

## NOTE 16 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Banque constate les impôts exigibles et futurs qui découlent de toutes les opérations comptabilisées dans les états financiers consolidés. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés d'après les taux d'imposition qui devraient s'appliquer lorsque les actifs ou les passifs

sont présentés aux fins de l'impôt. La Banque établit une provision pour moins-value dans la mesure où l'actif d'impôts futur est supérieur au montant dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable.

### Charge d'impôts sur les bénéfices

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices – état des résultats consolidé			
Impôts exigibles	888 \$	960 \$	675 \$
Impôts futurs	(14)	(261)	128
	874	699	803
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices – bilan consolidé <sup>1</sup>			
Impôts exigibles	219	96	399
Impôts futurs	(3)	–	–
	216	96	399
<b>Total</b>	<b>1 090 \$</b>	<b>795 \$</b>	<b>1 202 \$</b>
Impôts exigibles			
Fédéral	600 \$	454 \$	586 \$
Provincial	339	230	289
Étranger	168	372	199
	1 107	1 056	1 074
Impôts futurs			
Fédéral	(49)	(220)	62
Provincial	(26)	(105)	35
Étranger	58	64	31
	(17)	(261)	128
<b>Total</b>	<b>1 090 \$</b>	<b>795 \$</b>	<b>1 202 \$</b>

<sup>1</sup> Comprend la charge d'impôts incluse dans l'écart de conversion de 209 millions de dollars pour l'exercice 2006 (141 millions de dollars en 2005; 400 millions de dollars en 2004). À l'exercice 2005, une économie de 45 millions de dollars pour la perte de couverture de change de TD Banknorth a été incluse dans les écarts d'acquisition.

Figurent ci-dessous les taux d'impôt prévus par la loi et un rapprochement des impôts sur les bénéfices avec les taux d'impôt réels et les charges d'impôts sur les bénéfices constatées dans l'état des résultats consolidé.

### Rapprochement avec le taux d'impôt prévu par la loi

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Impôts au taux d'impôt sur les bénéfices canadien prévu par la loi	1 934 \$	1 072 \$	1 065 \$
Augmentation (diminution) attribuable aux éléments suivants :			
Dividendes reçus	(234)	(232)	(205)
Écarts de taux liés aux activités internationales	(248)	(215)	(215)
Éléments liés aux gains et pertes sur dilution	(582)	163	–
Variations des taux d'imposition fédéral et provinciaux futurs	10	–	52
Impôt fédéral des grandes sociétés	(3)	9	12
Divers – montant net	(3)	(98)	94
<b>Charge d'impôts sur les bénéfices et taux d'impôt sur les bénéfices réel</b>	<b>874 \$</b>	<b>699 \$</b>	<b>803 \$</b>
	<b>15,8 %</b>	<b>22,8 %</b>	<b>26,5 %</b>



L'actif d'impôts futurs net présenté dans les autres actifs comprend ce qui suit :

#### Actif d'impôts futurs net

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
<b>Actifs d'impôts futurs</b>		
Provision pour pertes sur créances	268 \$	333 \$
Locaux, matériel et mobilier	237	251
Revenus reportés	12	20
Valeurs mobilières	193	201
Écarts d'acquisition	77	85
Avantages sociaux	384	361
Divers	248	382
Total des actifs d'impôts futurs	1 419	1 633
Provision pour moins-value	(46)	(58)
Actifs d'impôts futurs	1 373	1 575
<b>Passifs d'impôts futurs</b>		
Actifs incorporels	(678)	(711)
Avantages sociaux	(153)	(146)
Divers	(5)	(198)
Passifs d'impôts futurs	(836)	(1 055)
Actif d'impôts futurs net <sup>1</sup>	537 \$	520 \$

<sup>1</sup> Sont inclus dans l'actif d'impôts futurs net au 31 octobre 2006 des actifs (passifs) d'impôts futurs de 329 millions de dollars (254 millions de dollars en 2005) du Canada; de 192 millions de dollars (247 millions de dollars en 2005) des États-Unis et de 16 millions de dollars (19 millions de dollars en 2005) de l'étranger.

Les bénéfices de certaines filiales étrangères seraient assujettis à un impôt additionnel uniquement en cas de rapatriement au Canada. La Banque n'a pas constaté de passifs d'impôts futurs pour cet impôt additionnel étant donné qu'elle ne prévoit pas rapatrier les bénéfices non répartis à l'heure actuelle. Si tous les bénéfices non répartis de ces filiales étrangères étaient rapatriés, les impôts estimatifs à payer atteindraient 454 millions de dollars au 31 octobre 2006 (264 millions de dollars en 2005).

#### NOTE 17 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux suivants présentent la juste valeur des instruments financiers figurant au bilan et hors bilan selon le mode d'évaluation établi ci-dessous. La juste valeur représente le prix estimatif auquel la Banque croit pouvoir échanger un instrument financier dans le cadre d'une opération conclue d'un commun accord avec des parties dans le cours normal des affaires, dans des conditions de pleine concurrence. Le cours du marché, lorsqu'il est disponible, est la meilleure indication de la juste valeur. La Banque calcule la juste valeur selon les méthodes d'évaluation et les hypothèses suivantes.

Dans le cas de certains actifs et passifs qui sont à court terme ou qui sont assortis de caractéristiques de taux variable, la juste valeur est considérée comme égale à la valeur comptable. Ces éléments ne figurent pas ci-dessous. La juste valeur estimative des valeurs mobilières, tant du compte de négociation que du compte de placement, est celle présentée à la note 2.

La juste valeur estimative des prêts reflète les variations des taux d'intérêt qui se sont produites depuis que les prêts ont été consentis ainsi que les changements dans la solvabilité des emprunteurs. En ce qui a trait aux prêts productifs à taux fixe, la juste valeur estimative est

déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs prévus liés à ces prêts aux taux d'intérêt du marché pour les prêts ayant des risques de crédit similaires. La juste valeur estimative des prêts n'est pas rajustée pour tenir compte des protections de crédit que la Banque a achetées pour atténuer le risque de crédit. En ce qui a trait aux prêts productifs à taux variable, les variations des taux d'intérêt ont une incidence minimale sur la juste valeur étant donné que les taux d'intérêt imputés aux prêts sont révisés régulièrement en fonction du marché. Dans ce cas, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable. La juste valeur des dérivés de crédit est présentée séparément à la note 19.

La juste valeur estimative des dépôts à terme est établie par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels au moyen des taux d'intérêt courants offerts pour les dépôts assortis de conditions similaires. La Banque considère la juste valeur des dépôts dont l'échéance n'est pas définie comme égale à la valeur comptable, soit l'équivalent du montant exigible à la date de présentation de l'information financière. La juste valeur estimative des billets et des débiteures subordonnés est calculée en fonction des cours du marché.

#### Actifs et passifs financiers

(en millions de dollars canadiens)	2006		2005	
	Valeur comptable	Juste valeur estimative	Valeur comptable	Juste valeur estimative
<b>Bilan consolidé</b>				
<b>Actif</b>				
Valeurs mobilières	124 458 \$	125 254 \$	108 096 \$	108 883 \$
Prêts	160 608	160 464	152 243	152 359
<b>Passifs</b>				
Dépôts	260 907	260 806	246 981	247 009
Billets et débiteures subordonnés	6 900	7 168	5 138	5 497

La juste valeur estimative des instruments financiers dérivés négociés en Bourse est déterminée d'après les cours du marché. Ainsi, ces instruments ont une juste valeur minimale, car ils sont réellement réglés quotidiennement. La juste valeur estimative des instruments financiers dérivés négociés hors Bourse est calculée à l'aide de modèles d'évaluation qui tiennent compte des cours et des prix courants des instruments sous-jacents ayant des échéances et des caractéristiques similaires.

La juste valeur est déterminée d'après le point médian entre les cours du marché dans la mesure du possible. La valeur du marché des dérivés négociés hors Bourse est estimée à l'aide de modèles reconnus, mais elle est comptabilisée déduction faite des rajustements de valeur qui tiennent compte de la nécessité de couvrir les risques de marché, d'illiquidité, de modèle et de crédit qui ne sont pas nécessairement pris en compte par les modèles. Au besoin, si le modèle comprend des intrants qui ne sont pas observables sur le marché, tout gain ou toute perte relatif à un contrat lors de sa mise en place est différé et comptabilisé à mesure que les intrants deviennent observables.

#### Juste valeur des instruments financiers dérivés (voir également la note 19)

(en millions de dollars canadiens)	2006				2005	
	Juste valeur moyenne pour l'exercice <sup>1</sup>		Juste valeur à la fin de l'exercice		Juste valeur à la fin de l'exercice	
	Positive	Négative	Positive	Négative	Positive	Négative
<b>Instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins de transaction :</b>						
Contrats sur taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	17 \$	17 \$	6 \$	13 \$	28 \$	19 \$
Swaps	11 080	11 794	9 536	10 586	11 683	12 032
Options vendues	-	1 429	-	1 101	-	1 567
Options acquises	1 293	-	1 128	-	1 014	-
<b>Total des contrats sur taux d'intérêt</b>	<b>12 390</b>	<b>13 240</b>	<b>10 670</b>	<b>11 700</b>	<b>12 725</b>	<b>13 618</b>
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	3 747	3 653	2 837	2 717	4 656	3 727
Swaps	3 125	698	3 008	850	2 786	525
Swaps de taux et de devises	5 796	7 383	4 987	6 133	5 118	6 573
Options vendues	-	661	-	457	-	986
Options acquises	634	-	446	-	869	-
<b>Total des contrats de change</b>	<b>13 302</b>	<b>12 395</b>	<b>11 278</b>	<b>10 157</b>	<b>13 429</b>	<b>11 811</b>
Autres contrats						
Dérivés de crédit	711	947	938	1 169	484	674
Autres contrats <sup>2</sup>	6 475	7 162	4 959	6 311	7 013	7 395
<b>Juste valeur – transaction</b>	<b>32 878 \$</b>	<b>33 744 \$</b>	<b>27 845 \$</b>	<b>29 337 \$</b>	<b>33 651 \$</b>	<b>33 498 \$</b>
<b>Instruments financiers dérivés détenus ou émis à des fins autres que de transaction :</b>						
Contrats sur taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux			1	-	-	-
Swaps			482	404	506	361
Options vendues			-	-	-	-
Options acquises			5	-	32	-
<b>Total des contrats sur taux d'intérêt</b>			<b>488</b>	<b>404</b>	<b>538</b>	<b>361</b>
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré			523	222	697	59
Swap de taux et de devises			-	-	6	612
<b>Total des contrats de change</b>			<b>523</b>	<b>222</b>	<b>703</b>	<b>671</b>
Dérivés de crédit			8	36	35	42
Autres contrats <sup>2</sup>			810	-	539	-
<b>Juste valeur – autres que de transaction</b>			<b>1 829</b>	<b>662</b>	<b>1 815</b>	<b>1 074</b>
<b>Total de la juste valeur</b>			<b>29 674 \$</b>	<b>29 999 \$</b>	<b>35 466 \$</b>	<b>34 572 \$</b>

<sup>1</sup> La juste valeur moyenne des instruments financiers dérivés de transaction pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005 est comme suit : positive de 35 684 millions de dollars et négative de 35 401 millions de dollars. Les moyennes sont calculées mensuellement.

<sup>2</sup> Comprennent les dérivés sur actions et marchandises.

#### NOTE 18 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La Banque gagne et paye de l'intérêt sur certains actifs et passifs. Dans la mesure où les actifs, les passifs et les instruments financiers viennent à échéance ou font l'objet de refixation du taux à diverses dates, la Banque est exposée à un risque de taux d'intérêt. Le tableau en page suivante présente la date d'échéance ou la date de refixation du taux, selon la plus proche, des instruments sensibles aux taux d'intérêt. Les dates de refixation contractuelles du taux peuvent être rajustées selon les estimations de la direction à l'égard des remboursements ou des

rachats anticipés qui n'ont pas de lien avec les variations des taux d'intérêt. Les opérations hors bilan comprennent uniquement les notionnels des opérations qui ont été conclues à titre de couvertures d'éléments non compris dans le compte de négociation. Certains actifs et passifs sont présentés comme non sensibles aux taux, bien que le profil présumé pour la gestion réelle puisse être différent. Les valeurs du compte de négociation sont présentées dans la catégorie à taux variable.

## Risque de taux d'intérêt

(en milliards de dollars canadiens)

2006	Taux variable	Moins de 3 mois	3 mois à un an	Total moins de un an	Un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensibles aux taux d'intérêt	Total
<b>Actif</b>								
Liquidités et autres	4,1 \$	3,4 \$	0,5 \$	8,0 \$	– \$	– \$	2,8 \$	10,8 \$
<i>Rendement réel</i>		3,5 %	4,7 %					
Valeurs du compte de placement	0,3 \$	6,1 \$	9,9 \$	16,3 \$	26,5 \$	1,8 \$	2,4 \$	47,0 \$
<i>Rendement réel</i>		4,4 %	1,7 %		3,7 %	5,2 %		
Valeurs du compte de négociation	77,5 \$	– \$	– \$	77,5 \$	– \$	– \$	– \$	77,5 \$
Valeurs mobilières prises en pension	5,2 \$	17,7 \$	4,7 \$	27,6 \$	– \$	2,0 \$	1,3 \$	30,9 \$
<i>Rendement réel</i>		4,3 %	5,1 %			5,5 %		
Prêts	15,3 \$	70,0 \$	17,8 \$	103,1 \$	51,0 \$	6,2 \$	0,3 \$	160,6 \$
<i>Rendement réel</i>		5,7 %	5,8 %		5,5 %	5,8 %		
Divers	37,4 \$	– \$	– \$	37,4 \$	– \$	– \$	28,7 \$	66,1 \$
<b>Total de l'actif</b>	<b>139,8 \$</b>	<b>97,2 \$</b>	<b>32,9 \$</b>	<b>269,9 \$</b>	<b>77,5 \$</b>	<b>10,0 \$</b>	<b>35,5 \$</b>	<b>392,9 \$</b>
<b>Passif et avoir des actionnaires</b>								
Dépôts	54,6 \$	78,8 \$	49,7 \$	183,1 \$	31,6 \$	0,9 \$	45,3 \$	260,9 \$
<i>Rendement réel</i>		3,2 %	3,9 %		3,4 %	4,9 %		
Obligations liées aux valeurs mobilières vendues à découvert	27,1 \$	– \$	– \$	27,1 \$	– \$	– \$	– \$	27,1 \$
Obligations liées aux valeurs mobilières mises en pension	2,6 \$	13,3 \$	2,1 \$	18,0 \$	– \$	– \$	0,7 \$	18,7 \$
<i>Rendement réel</i>		4,1 %	4,3 %					
Billets et débiteures subordonnés	– \$	– \$	– \$	– \$	0,2 \$	6,7 \$	– \$	6,9 \$
<i>Rendement réel</i>					7,1 %	5,7 %		
Divers	38,0 \$	– \$	0,4 \$	38,4 \$	0,9 \$	0,6 \$	19,8 \$	59,7 \$
Avoir des actionnaires	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	0,4 \$	19,2 \$	19,6 \$
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>122,3 \$</b>	<b>92,1 \$</b>	<b>52,2 \$</b>	<b>266,6 \$</b>	<b>32,7 \$</b>	<b>8,6 \$</b>	<b>85,0 \$</b>	<b>392,9 \$</b>
<b>Position au bilan</b>	<b>17,5 \$</b>	<b>5,1 \$</b>	<b>(19,3) \$</b>	<b>3,3 \$</b>	<b>44,8 \$</b>	<b>1,4 \$</b>	<b>(49,5) \$</b>	<b>– \$</b>
Total des montants à payer sur les instruments <sup>1</sup>	– \$	(93,3) \$	(18,7) \$	(112,0) \$	(86,8) \$	(1,5) \$	– \$	(200,3) \$
<i>Rendement réel</i>		4,5 %	2,9 %		3,0 %	4,2 %		
Total des montants à recevoir sur les instruments <sup>1</sup>	– \$	81,3 \$	32,5 \$	113,8 \$	84,6 \$	1,9 \$	– \$	200,3 \$
<i>Rendement réel</i>		3,7 %	3,7 %		2,9 %	6,3 %		
<b>Position hors bilan</b>	<b>– \$</b>	<b>(12,0) \$</b>	<b>13,8 \$</b>	<b>1,8 \$</b>	<b>(2,2) \$</b>	<b>0,4 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>
<b>Position nette</b>	<b>17,5 \$</b>	<b>(6,9) \$</b>	<b>(5,5) \$</b>	<b>5,1 \$</b>	<b>42,6 \$</b>	<b>1,8 \$</b>	<b>(49,5) \$</b>	<b>– \$</b>

<sup>1</sup> Notionnel

## Risque de taux d'intérêt par monnaie

(en milliards de dollars canadiens)

2006	Taux variable	Moins de 3 mois	3 mois à un an	Total moins de un an	Un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensibles aux taux d'intérêt	Total
Monnaie canadienne								
– position au bilan	(2,0) \$	35,1 \$	(14,1) \$	19,0 \$	35,3 \$	(1,0) \$	(47,8) \$	5,5 \$
Monnaies étrangères								
– position au bilan	19,5	(30,0)	(5,2)	(15,7)	9,5	2,4	(1,7)	(5,5)
<b>Position au bilan</b>	<b>17,5</b>	<b>5,1</b>	<b>(19,3)</b>	<b>3,3</b>	<b>44,8</b>	<b>1,4</b>	<b>(49,5)</b>	<b>–</b>
Monnaie canadienne								
– position hors bilan	–	(14,9)	10,9	(4,0)	27,2	0,3	–	23,5
Monnaies étrangères								
– position hors bilan	–	2,9	2,9	5,8	(29,4)	0,1	–	(23,5)
<b>Position hors bilan</b>	<b>–</b>	<b>(12,0)</b>	<b>13,8</b>	<b>1,8</b>	<b>(2,2)</b>	<b>0,4</b>	<b>–</b>	<b>–</b>
<b>Position nette</b>	<b>17,5 \$</b>	<b>(6,9) \$</b>	<b>(5,5) \$</b>	<b>5,1 \$</b>	<b>42,6 \$</b>	<b>1,8 \$</b>	<b>(49,5) \$</b>	<b>– \$</b>

## Risque de taux d'intérêt

(en milliards de dollars canadiens)

2005	Taux variable	Moins de 3 mois	3 mois à un an	Total moins de un an	Un an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensibles aux taux d'intérêt	Total
Total de l'actif	133,1 \$	100,9 \$	26,1 \$	260,1 \$	61,5 \$	7,7 \$	35,9 \$	365,2 \$
Total du passif et de l'avoir des actionnaires	96,3	114,4	40,8	251,5	29,9	8,8	75,0	365,2
Position au bilan	36,8	(13,5)	(14,7)	8,6	31,6	(1,1)	(39,1)	–
Position hors bilan	–	(21,8)	21,6	(0,2)	(0,7)	0,9	–	–
Position nette	36,8 \$	(35,3) \$	6,9 \$	8,4 \$	30,9 \$	(0,2) \$	(39,1) \$	– \$

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur tient aux fluctuations des taux d'intérêt et de change, des écarts de crédit, des prix des marchandises, des actions et d'autres mesures financières. Ces instruments comprennent les contrats de dérivés en matière de taux d'intérêt, de taux de change, d'actions, de marchandises et de crédit.

La Banque les utilise pour gérer ses propres risques liés à ses stratégies d'investissement et de financement ou aux fins de transaction.

#### DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

La Banque recourt à des contrats de dérivés détenus à des fins de transaction afin de répondre aux besoins de ses clients et de disposer de positions de transaction et aussi, dans certains cas, à des fins de gestion des risques. Ces dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes réalisés ou latents qui en résultent sont constatés immédiatement dans les autres revenus.

#### DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS AUTRES QUE DE TRANSACTION

Les dérivés utilisés aux fins de gestion des risques sont classés généralement par la Banque comme des produits dérivés détenus à des fins autres que de transaction et font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ces dérivés sont en général comptabilisés hors bilan à titre de couvertures, et les gains et les pertes réalisés et latents qui en découlent sont passés en résultat de la même manière que l'actif ou le passif financier couvert constaté au bilan, ou que l'opération couverte prévue hors bilan. Les primes sur les options achetées sont reportées lors de la mise en place et amorties par imputation dans les autres revenus sur la durée du contrat.

#### RELATIONS DE COUVERTURE

Pour qu'un dérivé soit admissible à la comptabilité de couverture, les détails de la relation de couverture doivent faire l'objet d'une documentation formelle au moment de la création de la relation. La documentation sur la couverture doit décrire les objectifs de gestion des risques, relever la nature de la stratégie de couverture, décrire l'élément couvert, recenser les risques particuliers qui sont couverts, fournir une description de l'instrument de couverture et expliquer comment l'efficacité de la couverture est évaluée.

L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent avoir un degré élevé et inverse de corrélation de sorte que les variations de la juste valeur de l'instrument de couverture compenseront pour ainsi dire les effets de l'exposition couverte de la Banque pendant toute la durée de la relation de couverture. L'efficacité est évaluée à la fois de façon prospective et rétrospective. Si une relation de couverture devient inefficace, elle cesse d'être admissible à la comptabilité de couverture et toute variation ultérieure de la juste valeur de l'instrument de couverture est passée en résultat.

Les dérivés détenus à des fins autres que de transaction de la Banque qui ont été désignés comme éléments d'une relation de couverture et qui répondent aux critères d'efficacité sont considérés comme efficaces. Les relations de couverture inefficaces et les couvertures qui n'ont pas été désignées comme éléments d'une relation de couverture sont comptabilisées à la juste valeur et feront varier les résultats.

Le portefeuille de swaps sur défaillance de crédit de la Banque, dont le notionnel est de 3 milliards de dollars, n'est pas admissible à la comptabilité de couverture et est comptabilisé à la juste valeur. L'incidence sur les résultats des dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture correspond à un bénéfice de 7 millions de dollars après impôts (17 millions de dollars après impôts en 2005).

Les couvertures sur les engagements de taux d'intérêt sont également comptabilisées à la juste valeur. Le coût initial d'engagement, déduction faite des remboursements, est reporté et amorti sur la durée de l'hypothèque sous-jacente.

#### CATÉGORIES DE PRODUITS DÉRIVÉS

La majorité des contrats de dérivés de la Banque sont des opérations hors Bourse qui sont négociées en privé entre la Banque et la contrepartie au contrat. Les autres contrats de dérivés sont des contrats standardisés négociés par l'intermédiaire de Bourses organisées et réglementées et consistent principalement en options et en contrats à terme normalisés.

#### DÉRIVÉS DE TAUX D'INTÉRÊT

Les contrats de garantie de taux d'intérêt sont des contrats négociés hors Bourse qui permettent de fixer effectivement un taux d'intérêt futur pour une période donnée. Un contrat de garantie de taux d'intérêt type prévoit que les parties procéderont, à une date future prédéterminée, à un règlement en espèces, correspondant à la différence entre un taux d'intérêt contractuel et un taux du marché qui sera établi dans le futur, calculé à partir d'un notionnel convenu. Le capital n'est pas échangé.

Les swaps de taux d'intérêt sont des contrats négociés hors Bourse permettant à deux parties de s'échanger des flux de trésorerie, d'après un notionnel déterminé, pour une période donnée. Dans le cadre d'un swap de taux d'intérêt type, une partie est tenue de payer un taux d'intérêt fixe du marché en échange d'un taux d'intérêt variable du marché établi de temps à autre, les deux étant calculés à partir du même notionnel. Le capital n'est pas échangé.

Les options sur taux d'intérêt sont des contrats en vertu desquels une partie (l'acheteur de l'option) obtient d'une autre partie (le vendeur de l'option), en échange d'une prime, le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre, à une date future précise ou pendant une période déterminée, un instrument financier donné au prix prévu au contrat. L'instrument financier sous-jacent est assorti d'un prix du marché sensible aux fluctuations des taux d'intérêt. Pour gérer son risque de taux d'intérêt, La Banque agit à titre de vendeur et d'acheteur de ces options. Ces options sont négociées tant sur les marchés boursiers que hors Bourse.

Les contrats à terme sur taux d'intérêt sont des contrats normalisés négociés en Bourse. Ils sont fondés sur un engagement de vendre ou d'acheter une quantité précise d'un instrument financier à une date future déterminée, au prix prévu au contrat. Ces contrats diffèrent des contrats de garanties de taux d'intérêt en ce sens qu'ils portent sur des montants normalisés, à des dates de règlement normalisées, et qu'ils sont négociés en Bourse.

#### DÉRIVÉS DE CHANGE

Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements négociés hors Bourse entre deux parties visant l'échange d'une quantité donnée d'une monnaie contre la livraison d'une quantité donnée d'une seconde monnaie, à une date future ou à l'intérieur d'une fourchette de dates.

Les contrats de swap comprennent les swaps de devises et les swaps combinés de taux d'intérêt et de devises. Les swaps de devises consistent à acheter une monnaie sur le marché au comptant et à la vendre simultanément sur le marché à terme, ou inversement. Les swaps combinés de taux d'intérêt et de devises sont des opérations dans lesquelles les parties s'échangent un capital et des flux d'intérêts libellés dans des monnaies différentes sur une période donnée. Ces contrats servent à la fois à gérer le risque de change et le risque de taux d'intérêt.

Les contrats à terme normalisés sont semblables aux contrats de change à terme de gré à gré, sauf qu'ils portent sur des montants normalisés, avec des dates de règlement normalisées, et qu'ils sont négociés en Bourse.

#### DÉRIVÉS DE CRÉDIT

Les dérivés de crédit sont des contrats négociés hors Bourse qui permettent de transférer le risque de crédit d'un instrument financier sous-jacent (habituellement appelé l'actif de référence) d'une partie à une autre. Les dérivés de crédit les plus courants sont les swaps sur défaillance de crédit (aussi appelés contrats d'option) et les swaps sur le rendement total (aussi appelés swaps). Dans un contrat d'option, un acheteur acquiert d'un vendeur, en échange d'une prime, une protection de crédit sur un actif ou un groupe d'actifs de référence. L'acheteur peut aussi payer la prime convenue dès le départ ou sur une période. La protection de crédit indemnise l'acheteur à l'égard de toute moins-value de l'actif de référence lorsque certains incidents de crédit se produisent, comme une faillite ou un défaut de paiement. Le règlement peut se faire en espèces ou comporter la demande de livraison de l'actif de référence au vendeur. Dans le cadre d'un swap, une partie accepte de payer ou de recevoir de l'autre partie des montants en espèces établis en fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris tout rendement comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de montants qui sont fondés sur les taux de financement en vigueur sur le marché. Ces règlements en espèces sont effectués sans égard au fait qu'il y ait un incident de crédit.

#### AUTRES DÉRIVÉS

La Banque est également partie à des opérations sur des dérivés d'actions et dérivés de marchandises, tant sur les marchés boursiers que hors Bourse.

Les swaps sur actions sont des contrats négociés hors Bourse dans le cadre desquels une partie convient de payer à l'autre partie ou de recevoir d'elle des montants en espèces en fonction des variations de la valeur d'un indice boursier, d'un panier d'actions ou d'un titre en particulier. Ces contrats comprennent parfois un paiement à l'égard des dividendes.

Les options sur actions confèrent à l'acheteur de l'option, en échange d'une prime, le droit, mais non l'obligation, d'acheter du vendeur de l'option, ou de lui vendre, un sous-jacent sous forme d'indice boursier, de panier d'actions ou de titres en particulier au prix prévu au contrat. Ces options sont négociées tant sur les marchés boursiers que hors Bourse.

Les contrats à terme sur indice boursier sont des contrats normalisés négociés en Bourse. Ils reposent sur une entente visant le paiement ou la réception d'un montant en espèces calculé en fonction de la différence entre le cours prévu au contrat d'un indice boursier sous-jacent et le cours correspondant sur le marché à une date future donnée. Il ne se fait aucune livraison réelle des actions composant l'indice boursier sous-jacent. Ces contrats portent sur des montants normalisés avec des dates de règlement normalisées.

Les contrats sur marchandises comprennent les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme normalisés, les swaps et les options sur marchandises, comme les métaux précieux et les produits liés à l'énergie qui sont négociés tant sur les marchés boursiers que hors Bourse.

## NOTIONNELS

Les notionnels ne figurent pas à titre d'actifs ou de passifs, car ils représentent la valeur nominale du contrat à laquelle est appliqué un taux ou un prix pour déterminer le montant de flux de trésorerie à échanger. Les notionnels ne représentent pas le gain ou la perte éventuel lié au risque de marché ni le risque de crédit auxquels sont exposés ces instruments.

## DÉRIVÉS INCORPORÉS

Certaines obligations de la Banque en matière de dépôt, qui varient selon le rendement de certains indices ou actions, pourraient être assujetties à un montant minimum de rachat garanti et incorporent un dérivé. La Banque comptabilise à la juste valeur les dérivés incorporés dans ces obligations de verser un montant variable, en constatant dans les résultats les variations de la juste valeur à mesure qu'elles se produisent. La Banque ne prévoit aucune volatilité future des bénéfices étant donné que la couverture des dérivés incorporés est efficace.

## Instruments financiers dérivés négociés hors Bourse et en Bourse

(en milliards de dollars canadiens)					2006	2005
Détenus à des fins de transaction						
Notionnel	Hors Bourse	En Bourse	Total à des fins de transaction	Total à des fins autres que de transaction	Total	Total
Contrats sur taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	-\$	279,9 \$	279,9 \$	-\$	279,9 \$	267,9 \$
Contrats de garantie de taux	46,1	-	46,1	4,8	50,9	103,9
Swaps	978,9	-	978,9	119,7	1 098,6	1 017,5
Options vendues	125,6	31,2	156,8	0,1	156,9	89,7
Options achetées	121,8	22,1	143,9	22,0	165,9	83,8
<b>Total des contrats sur taux d'intérêt</b>	<b>1 272,4</b>	<b>333,2</b>	<b>1 605,6</b>	<b>146,6</b>	<b>1 752,2</b>	<b>1 562,8</b>
Contrats de change						
Contrats à terme normalisés	-	1,2	1,2	-	1,2	0,4
Contrats à terme de gré à gré	254,3	-	254,3	30,2	284,5	331,2
Swaps	14,8	-	14,8	-	14,8	14,2
Swaps de taux et de devises	173,0	-	173,0	-	173,0	160,6
Options vendues	22,2	-	22,2	-	22,2	35,2
Options achetées	19,8	-	19,8	-	19,8	44,9
<b>Total des contrats de change</b>	<b>484,1</b>	<b>1,2</b>	<b>485,3</b>	<b>30,2</b>	<b>515,5</b>	<b>586,5</b>
Dérivés de crédit	155,8	-	155,8	3,0	158,8	104,4
Autres contrats <sup>1</sup>	113,3	49,3	162,6	3,2	165,8	184,7
<b>Total</b>	<b>2 025,6 \$</b>	<b>383,7 \$</b>	<b>2 409,3 \$</b>	<b>183,0 \$</b>	<b>2 592,3 \$</b>	<b>2 438,4 \$</b>

<sup>1</sup> Comprennent les dérivés sur actions et marchandises.

## Instruments financiers dérivés selon la durée jusqu'à l'échéance

(en milliards de dollars canadiens)					2006	2005
Notionnel	Durée jusqu'à l'échéance				Total	Total
	Moins de un an	Un an à 3 ans	3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		
Contrats sur taux d'intérêt						
Contrats à terme normalisés	221,8 \$	51,6 \$	6,5 \$	-\$	279,9 \$	267,9 \$
Contrats de garantie de taux	46,1	4,7	-	0,1	50,9	103,9
Swaps	418,5	254,0	206,5	219,6	1 098,6	1 017,5
Options vendues	110,5	19,6	10,9	15,9	156,9	89,7
Options achetées	116,6	25,2	8,5	15,6	165,9	83,8
<b>Total des contrats sur taux intérêt</b>	<b>913,5</b>	<b>355,1</b>	<b>232,4</b>	<b>251,2</b>	<b>1 752,2</b>	<b>1 562,8</b>
Contrats de change						
Contrats à terme normalisés	1,2	-	-	-	1,2	0,4
Contrats à terme de gré à gré	245,1	29,0	10,4	-	284,5	331,2
Swaps	2,8	2,1	4,2	5,7	14,8	14,2
Swaps de taux et de devises	44,1	48,3	29,8	50,8	173,0	160,6
Options vendues	16,3	4,1	1,7	0,1	22,2	35,2
Options achetées	14,2	3,8	1,7	0,1	19,8	44,9
<b>Total des contrats de change</b>	<b>323,7</b>	<b>87,3</b>	<b>47,8</b>	<b>56,7</b>	<b>515,5</b>	<b>586,5</b>
Dérivés de crédit	11,4	25,0	59,0	63,4	158,8	104,4
Autres contrats <sup>1</sup>	112,1	39,7	9,3	4,7	165,8	184,7
<b>Total</b>	<b>1 360,7 \$</b>	<b>507,1 \$</b>	<b>348,5 \$</b>	<b>376,0 \$</b>	<b>2 592,3 \$</b>	<b>2 438,4 \$</b>

<sup>1</sup> Comprennent les dérivés sur actions et marchandises.



## RISQUE DE CRÉDIT LIÉ AUX DÉRIVÉS

### Risque de marché

En l'absence de paiements en espèces initiaux compensatoires, les instruments dérivés n'ont généralement aucune valeur marchande à l'origine. Leur valeur, positive ou négative, est fonction des fluctuations des taux d'intérêt, des cours du change, des cours des actions, des prix des marchandises ou des taux de crédit, ou des variations d'indices pertinents, de telle sorte que les instruments dérivés contractés précédemment deviennent plus ou moins avantageux par rapport aux contrats ayant des conditions similaires et la même durée résiduelle qui pourraient être négociés compte tenu de la conjoncture actuelle du marché. Le potentiel d'augmentation ou de diminution de la valeur attribuable aux facteurs susmentionnés est généralement appelé risque de marché. Ce risque est géré par des cadres dirigeants qui sont responsables des activités de négociation de la Banque et est contrôlé de façon indépendante par le groupe Gestion des risques de la Banque.

### Risque de crédit

Le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés correspond au risque de perte financière qu'assume la Banque si une contrepartie n'honore pas ses obligations envers elle. Le service du crédit de trésorerie est responsable de l'application des politiques de crédit

établies par la Banque pour la gestion du risque de crédit lié aux dérivés ainsi que de la conformité à ces politiques. Les risques de crédit liés aux dérivés sont assujettis aux mêmes approbations, limites et normes de surveillance que celles qui sont utilisées pour d'autres opérations qui créent un risque de crédit, notamment l'évaluation de la solvabilité des contreparties et le contrôle de la taille des portefeuilles, de leur profil de diversification et d'échéance. Le risque de crédit des dérivés négociés hors Bourse est limité en faisant affaire avec des parties solvables et en recherchant activement des possibilités d'atténuer le risque par l'utilisation d'accords généraux de compensation de dérivés multiproduits, de garanties et d'autres techniques d'atténuation du risque. Dans le tableau suivant, le coût de remplacement courant, qui correspond à la juste valeur positive de tous les instruments financiers dérivés en cours, représente le risque de crédit maximal de la Banque lié aux dérivés. Le montant de l'équivalent-crédit correspond au total du coût de remplacement courant et du risque futur éventuel, lequel est calculé par l'application de facteurs fournis par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada au notionnel des instruments. Le montant pondéré en fonction des risques est déterminé par l'application des mesures standard du risque de crédit de contrepartie au montant de l'équivalent-crédit.

### Risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés

(en millions de dollars canadiens)	2006			2005		
	Coût de remplacement courant <sup>1</sup>	Équivalent-crédit	Montant pondéré en fonction des risques	Coût de remplacement courant <sup>1</sup>	Équivalent-crédit	Montant pondéré en fonction des risques
Contrats sur taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux	6 \$	32 \$	7 \$	28 \$	47 \$	10 \$
Swaps	10 123	15 513	3 491	12 429	17 468	4 077
Options achetées	1 133	1 535	371	1 030	1 409	297
<b>Total des contrats sur taux d'intérêt</b>	<b>11 262</b>	<b>17 080</b>	<b>3 869</b>	<b>13 487</b>	<b>18 924</b>	<b>4 384</b>
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré	3 261	7 263	1 673	5 217	9 618	2 154
Swaps	3 008	3 781	998	2 786	3 603	1 032
Swaps de taux et de devises	4 981	13 135	2 775	5 111	12 543	2 761
Options achetées	442	866	192	857	1 725	358
<b>Total des contrats de change</b>	<b>11 692</b>	<b>25 045</b>	<b>5 638</b>	<b>13 971</b>	<b>27 489</b>	<b>6 305</b>
Dérivés de crédit	210	8 850	1 836	332	5 994	1 329
Autres contrats <sup>2</sup>	4 757	10 502	3 066	5 426	10 378	3 050
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>27 921 \$</b>	<b>61 477 \$</b>	<b>14 409 \$</b>	<b>33 216 \$</b>	<b>62 785 \$</b>	<b>15 068 \$</b>
Moins l'incidence des accords généraux de compensation et des garanties	17 123	31 857	7 762	19 282	31 145	7 900
<b>Total</b>	<b>10 798 \$</b>	<b>29 620 \$</b>	<b>6 647 \$</b>	<b>13 934 \$</b>	<b>31 640 \$</b>	<b>7 168 \$</b>

<sup>1</sup> Les instruments négociés en Bourse et les contrats de change à terme de gré à gré dont l'échéance initiale est d'au plus 14 jours sont exclus selon les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada.

Le total de la juste valeur positive des contrats exclus s'élevait à 1 753 millions de dollars au 31 octobre 2006 (2 250 millions de dollars en 2005).

<sup>2</sup> Comprendent les dérivés sur actions et marchandises.

## Coût de remplacement courant des dérivés

(en millions de dollars canadiens)	Canada <sup>1</sup>		États-Unis <sup>1</sup>		Autres pays <sup>1</sup>		Total	
Par secteur	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Services financiers	11 356 \$	13 724 \$	82 \$	97 \$	11 252 \$	13 806 \$	22 690 \$	27 627 \$
Gouvernements	2 274	2 320	–	–	248	234	2 522	2 554
Divers	1 810	1 888	93	121	806	1 026	2 709	3 035
Coût de remplacement courant	15 440 \$	17 932 \$	175 \$	218 \$	12 306 \$	15 066 \$	27 921 \$	33 216 \$
Moins l'incidence des accords généraux de compensation et des garanties							17 123	19 282
<b>Total</b>							<b>10 798 \$</b>	<b>13 934 \$</b>
<b>Par région de risque ultime<sup>2</sup></b>					<b>2006</b>	<b>2005</b>	<b>% rép.</b>	<b>% rép.</b>
Canada					5 278 \$	6 020 \$	48,9	43,2
États-Unis					1 088	2 189	10,1	15,7
Autres pays								
Royaume-Uni					1 130	1 285	10,4	9,2
Autres pays européens					2 363	3 367	21,9	24,2
Australie et Nouvelle-Zélande					568	685	5,3	4,9
Japon					54	80	0,5	0,6
Autres pays asiatiques					10	43	0,1	0,3
Amérique latine et Caraïbes					64	90	0,6	0,6
Moyen-Orient et Afrique					243	175	2,2	1,3
Total autres pays					4 432	5 725	41,0	41,1
Total du coût de remplacement courant					10 798 \$	13 934 \$	100,0	100,0

<sup>1</sup> D'après le lieu de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus.

<sup>2</sup> Après l'incidence des accords généraux de compensation et des garanties.

## NOTE 20 PASSIF ÉVENTUEL, ENGAGEMENTS ET GARANTIES

### LITIGES

Les deux principales poursuites relatives à Enron auxquelles la Banque est partie sont le recours collectif touchant les valeurs mobilières et la procédure de faillite. En 2005, la Banque a accepté de régler les réclamations devant le tribunal de la faillite pour un montant d'environ 145 millions de dollars (130 millions de dollars US). Le paiement de ce règlement a été fait au cours de l'exercice 2006. Au 31 octobre 2006, le total des réserves pour litiges éventuels pour les réclamations relatives à Enron s'établissait à environ 464 millions de dollars (413 millions de dollars US). Il est possible que des réserves additionnelles doivent être constituées. Les réserves additionnelles, le cas échéant, ne peuvent être déterminées de manière raisonnable pour de nombreux motifs, y compris le fait que les autres règlements ne sont généralement pas des points de comparaison appropriés, que les autres règlements sont disparates et qu'il est difficile de prédire les actions futures d'autres parties au litige. La Banque et ses filiales sont parties à diverses autres poursuites dans le cours normal des affaires, dont bon nombre se rapportent à des prêts. De l'avis de la direction, l'issue de ces poursuites, individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Banque.

### ENGAGEMENTS

#### Arrangements relatifs au crédit

Dans le cours normal des affaires, la Banque prend divers engagements et conclut des contrats de passif éventuel qui ne figurent pas au bilan. L'objectif principal de ces contrats est de rendre des fonds disponibles pour les besoins de financement des clients. La politique de la Banque sur les garanties à obtenir relativement à ces contrats et les types de garanties détenues est habituellement la même que pour les prêts consentis par la Banque.

Les lettres de crédit de soutien financier et les garanties d'exécution représentent des assurances irrévocables que la Banque effectuera les paiements dans l'éventualité où un client ne pourrait pas respecter ses obligations envers un tiers, et elles comportent les mêmes risques de crédit et les mêmes exigences de recours et de garantie additionnelle que les prêts consentis aux clients.

Les lettres de crédit documentaires et commerciales sont des instruments émis au nom du client autorisant un tiers, sous réserve de modalités et conditions particulières, à tirer des traites sur la Banque jusqu'à concurrence d'un certain montant. La Banque est exposée au risque que le client ne règle pas les montants des traites, et ceux-ci sont garantis par les actifs qui s'y rattachent.

Les engagements de crédit représentent la partie non utilisée des crédits autorisés sous forme de prêts et d'engagements de clients au titre d'acceptations.

La valeur des instruments de crédit indiqués ci-dessous représente le montant maximal du crédit additionnel que la Banque pourrait être obligée de consentir si les contrats étaient entièrement utilisés.

#### Instruments de crédit

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution	7 206 \$	6 077 \$
Lettres de crédit documentaires et commerciales	942	695
Engagements de crédit :		
Durée initiale d'un an ou moins	37 375	32 004
Durée initiale de plus d'un an	18 809	18 652
<b>Total</b>	<b>64 332 \$</b>	<b>57 428 \$</b>

### Autres engagements

En 2004, la Banque a conclu une entente avec un tiers en vertu de laquelle ce dernier assurera l'exploitation du réseau de guichets automatiques de la Banque pour une période de sept ans au coût projeté total de 451 millions de dollars. Les engagements minimums futurs au titre de contrats de location-acquisition des guichets automatiques s'établiront à 68 millions de dollars pour 2007, 62 millions de dollars pour 2008, 60 millions de dollars pour 2009, 58 millions de dollars pour 2010 et 55 millions de dollars pour 2011.

Au cours de 2003, la Banque a conclu une entente avec un tiers en vertu de laquelle ce dernier fournira des services de soutien informatique et de réseau pendant sept ans. Au cours de 2006, la Banque a engagé des coûts de 168 millions de dollars et l'obligation résiduelle projetée s'établit à 154 millions de dollars pour 2007, 154 millions de dollars pour 2008, 154 millions de dollars pour 2009 et 154 millions de dollars pour 2010.

En 2006, la Banque a conclu une entente avec un tiers en vertu de laquelle celui-ci fournira l'infrastructure technologique du service à la clientèle de la Banque pour une période de sept ans. Aux termes de cette entente, les obligations projetées de la Banque sont de 15 millions de dollars pour 2007, 33 millions de dollars pour 2008, 28 millions de dollars pour 2009, 28 millions de dollars pour 2010 et 55 millions de dollars pour 2011 et par la suite.

La Banque a conclu avec des tiers un certain nombre d'ententes pluri-annuelles de licences de logiciels et des ententes d'entretien du matériel. Le total des obligations de la Banque en vertu de ces ententes devrait s'établir à 81 millions de dollars pour 2007, 36 millions de dollars pour 2008 et 18 millions de dollars pour 2009.

De plus, la Banque a un engagement de financer des placements du portefeuille des services de banque d'affaires pour une somme de 349 millions de dollars.

### Engagements ou contrats de location à long terme

La Banque a des obligations en vertu de contrats de location à long terme non résiliables visant les locaux, le matériel et le mobilier. Les engagements minimums futurs aux termes de contrats de location-exploitation pour les locaux, le matériel et le mobilier, dans les cas où le loyer annuel est supérieur à 100 mille dollars, sont évalués à 309 millions de dollars pour 2007; 286 millions de dollars pour 2008; 265 millions de dollars pour 2009; 203 millions de dollars pour 2010; 170 millions de dollars pour 2011 et 561 millions de dollars pour 2012 et par la suite.

Les frais de location nets relatifs aux locaux, au matériel et au mobilier imputés au bénéfice net de l'exercice terminé le 31 octobre 2006 ont été de 578 millions de dollars (579 millions de dollars en 2005; 539 millions de dollars en 2004).

### Prêts de valeurs mobilières

Dans le cours normal des affaires, des valeurs mobilières et d'autres actifs sont cédés en nantissement de passifs. Au 31 octobre 2006, des valeurs mobilières et d'autres actifs d'une valeur comptable de 43 milliards de dollars (35 milliards de dollars en 2005) avaient été cédés en nantissement relativement à des valeurs mobilières vendues à découvert ou mises en pension. En outre, au 31 octobre 2006, des actifs d'une valeur comptable de 6 milliards de dollars (10 milliards de dollars en 2005) avaient été déposés dans le but de participer aux systèmes de compensation et de paiement ou d'avoir accès aux facilités des banques centrales de territoires étrangers ou encore à titre de garantie pour les règlements de contrats auprès de Bourses de dérivés ou d'autres contreparties de dérivés.

Dans le cours normal des affaires, la Banque prête des valeurs mobilières en attente de règlement de clients, ou ses propres valeurs mobilières, à des emprunteurs à condition que les prêts soient entièrement garantis. Les valeurs mobilières faisant l'objet de prêts au 31 octobre 2006 s'élevaient à 8 milliards de dollars (6 milliards de dollars en 2005).

### GARANTIES

Une garantie s'entend d'un contrat qui peut obliger éventuellement la Banque à faire des paiements à un tiers i) en raison de changements dans un sous-jacent représentant un taux d'intérêt, un taux de change, le prix d'une valeur mobilière ou d'une marchandise, un indice ou une autre variable, qui est lié à un actif, à un passif ou aux capitaux propres du bénéficiaire de la garantie; ii) en raison de l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part d'une autre partie; ou iii) en raison du manquement d'une autre partie à son obligation de rembourser sa dette à l'échéance.

Les garanties importantes que la Banque a fournies à d'autres parties comprennent les suivantes :

### Actifs vendus avec recours

Relativement à la vente de certains actifs, la Banque fait habituellement des déclarations sur les actifs sous-jacents à l'égard desquels elle peut avoir une obligation de rachat ou d'indemnisation de l'acheteur de toute perte. En général, la durée de ces garanties ne dépasse pas cinq ans.

### Rehaussements de crédit

La Banque garantit des paiements à des contreparties dans l'éventualité où les rehaussements de crédit de tiers à l'appui d'une catégorie d'actifs seraient insuffisants. La durée de ces facilités de crédit ne dépasse pas 19 ans.

### Options vendues

Les options vendues sont des contrats en vertu desquels la Banque concède à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation, de vendre ou d'acheter, à une date déterminée ou avant, une part précise d'un instrument financier à un prix convenu au moment où l'option est conclue et qui peut être réglé contre livraison ou au comptant.

Les options vendues peuvent être utilisées par la contrepartie pour couvrir le risque de change, le risque lié aux actions, le risque de crédit, le risque sur marchandises et le risque de taux d'intérêt. La Banque ne cherche pas à déterminer, aux fins comptables, si les clients concluent ces contrats sur dérivés à des fins de transaction ou à des fins de couverture et n'a pas déterminé si le bénéficiaire de la garantie possède l'actif ou le passif rattaché au sous-jacent. Par conséquent, la Banque ne peut pas déterminer quels contrats constituent des «garanties» suivant la définition qui en est donnée dans la note d'orientation concernant la comptabilité relative à l'information à fournir sur les garanties. La Banque emploie un cadre de risque pour définir les tolérances aux risques et elle établit des limites visant à assurer que les pertes ne dépassent pas les limites prédéfinies acceptables. En raison de la nature de ces contrats, la Banque ne peut pas faire d'estimations raisonnables du montant maximal à verser éventuellement à des contreparties. Au 31 octobre 2006, le notionnel total des options vendues était de 251 milliards de dollars (191 milliards de dollars en 2005).

### Ententes d'indemnisation

Dans le cours normal de ses activités, la Banque prévoit des indemnisations dans des ententes avec diverses contreparties à des opérations, comme des ententes de prestation de services, des opérations de crédit-bail et des ententes liées à des acquisitions et à des cessions. Dans la mesure permise par la loi, la Banque prévoit également des indemnisations pour les administrateurs et les dirigeants contre qui certaines poursuites pourraient être intentées dans l'exercice de leurs fonctions à la Banque. En vertu de ces ententes, la Banque peut être tenue d'indemniser les contreparties des coûts engagés par suite de diverses éventualités, comme des modifications des lois et des règlements et des réclamations en litige. Étant donné la nature des ententes d'indemnisation, la Banque n'est pas en mesure de procéder à une estimation raisonnable du montant maximal qu'elle pourrait éventuellement être tenue de verser à ces contreparties.

Le tableau ci-après contient un résumé, aux 31 octobre, du montant maximal des paiements futurs qui pourraient devoir être versés en vertu des accords d'indemnisation, compte non tenu des recouvrements possibles en vertu des dispositions de recours ou à même les sûretés détenues ou données en garantie.

### Montant maximal éventuel des paiements futurs

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Lettres de crédit de soutien financier et garanties d'exécution	7 206 \$	6 077 \$
Actifs vendus avec recours	822	1 174
Rehaussements de crédit	197	117
<b>Total</b>	<b>8 225 \$</b>	<b>7 368 \$</b>

**NOTE 21 CONCENTRATION DU RISQUE DE CRÉDIT**

Il existe une concentration du risque de crédit lorsqu'un certain nombre d'emprunteurs ou de contreparties engagés dans des activités similaires sont situés dans la même région ou ont des caractéristiques économiques comparables. La capacité de ces emprunteurs ou contreparties à respecter

des obligations contractuelles peut être également touchée par l'évolution de la conjoncture économique, politique ou autre. Le portefeuille de la Banque pourrait être sensible à l'évolution de la conjoncture dans certaines régions.

(en millions de dollars canadiens)	Actifs au bilan <sup>1</sup>		Instruments financiers hors bilan			
			Instruments de crédit <sup>2,3</sup>		Instruments financiers dérivés <sup>4,5</sup>	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Canada	80 %	80 %	62 %	60 %	32 %	28 %
États-Unis	19	19	34	37	23	27
Royaume-Uni	-	-	1	2	12	10
Europe (sauf le Royaume-Uni)	-	-	-	-	26	28
Autres pays	1	1	3	1	7	7
<b>Total</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
	<b>160 608 \$</b>	<b>152 243 \$</b>	<b>64 332 \$</b>	<b>57 428 \$</b>	<b>27 921 \$</b>	<b>33 216 \$</b>

<sup>1</sup> Le secteur de l'immobilier a représenté 8 % (7 % en 2005) du total des prêts et des engagements de clients au titre d'acceptations.

<sup>2</sup> Au 31 octobre 2006, la Banque avait des engagements et des contrats de passif éventuel s'établissant à 64 332 millions de dollars (57 428 millions de dollars en 2005), y compris des engagements de crédit totalisant 56 184 millions de dollars (50 656 millions de dollars en 2005), dont le risque de crédit se répartissait comme ci-dessus.

<sup>3</sup> En ce qui concerne les engagements de crédit, les secteurs d'activité dont la concentration était égale ou supérieure à 5 % de la concentration totale se présentaient comme suit au 31 octobre 2006 : institutions financières, 45 % (45 % en 2005), et immobilier résidentiel, 9 % (8 % en 2005).

<sup>4</sup> Au 31 octobre 2006, le coût de remplacement courant des instruments financiers dérivés s'élevait à 27 921 millions de dollars (33 216 millions de dollars en 2005). D'après la région de la contrepartie ultime, le risque de crédit se répartissait comme ci-dessus.

<sup>5</sup> La plus importante concentration par type de contrepartie était auprès d'autres institutions financières, qui constituaient 81 % du total (83 % en 2005). La deuxième plus importante concentration était auprès des gouvernements et représentait 9 % du total. Aucun autre secteur ne dépassait 5 % du total.

**NOTE 22 REVENU LIÉ AUX ACTIVITÉS DE NÉGOCIATION**

Les actifs et les passifs détenus à des fins de négociation, y compris les dérivés, sont mesurés à leur juste valeur, les gains et les pertes étant constatés dans l'état des résultats consolidé.

Le revenu lié aux activités de négociation comprend le revenu d'intérêts net et les autres revenus. Le revenu d'intérêts net provient de l'intérêt et des dividendes ayant trait aux actifs et aux passifs détenus à des fins de négociation et est comptabilisé déduction faite des frais et revenus d'intérêts associés au financement de ces actifs et de ces passifs. Le revenu autre que d'intérêts englobe les gains et les pertes latents sur les positions détenues dans des valeurs, et les gains et les pertes qui sont réalisés à l'achat et à la vente de valeurs. Le revenu autre que d'intérêts comprend également les gains et les pertes réalisés et latents sur les instruments dérivés.

Le revenu lié aux activités de négociation ne comprend pas les commissions et honoraires de prise ferme sur les opérations sur valeurs, lesquels sont présentés séparément dans l'état des résultats consolidé.

Le revenu de négociation par gamme de produits représente le revenu de négociation pour chaque catégorie de négociation importante.

**Revenu lié aux activités de négociation**

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	(65) \$	457 \$	1,037 \$
Autres revenus	797	147	(153)
<b>Total du revenu lié aux activités de négociation</b>	<b>732 \$</b>	<b>604 \$</b>	<b>884 \$</b>
<b>Par produit</b>			
Portefeuilles – titres portant intérêt et instruments de crédit	362 \$	370 \$	559 \$
Portefeuilles – monnaies étrangères	306	248	230
Portefeuilles – actions et autres	64	(14)	95
<b>Total du revenu lié aux activités de négociation</b>	<b>732 \$</b>	<b>604 \$</b>	<b>884 \$</b>

**NOTE 23 ASSURANCES**

En majorité, les primes d'assurance, les demandes de règlement et les passifs proviennent du secteur des assurances IARD de la Banque. Ces primes, déduction faite de la réassurance, sont portées en résultat au prorata sur la durée des polices. Les frais de règlement sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les passifs liés aux assurances, constatés dans les autres passifs, représentent les sinistres non réglés et les estimations des sinistres subis mais non encore signalés, comme ils sont calculés par l'actuaire nommé selon les pratiques actuarielles reconnues.

	2006	2005	2004
Primes et commissions gagnées, montant net	2 226 \$	2 118 \$	1 664 \$
Demandes de règlement et charges connexes	1 330	1 292	1 071
	896 \$	826 \$	593 \$

**NOTE 24 INFORMATION SECTORIELLE**

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, l'exploitation et les activités de la Banque s'articulent autour des secteurs suivants : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, Services bancaires en gros et Gestion de patrimoine.

Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada comprend les services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada ainsi que les activités mondiales d'assurance (à l'exclusion des États-Unis) et offre des produits et des services financiers et commerciaux de même que des produits et services d'assurance aux particuliers et aux petites entreprises. Le secteur Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis offre des services bancaires, des services d'assurance, des services de gestion de patrimoine, des services aux commerçants, des services bancaires hypothécaires de même que d'autres services financiers dans le nord-est des États-Unis. Le secteur Services bancaires en gros offre des produits et des services financiers aux grandes sociétés, aux gouvernements et aux institutions. Le secteur Gestion de patrimoine procure des produits et des services de placement à des investisseurs institutionnels et de détail et comprend le placement en actions de la Banque dans TD Ameritrade.

Les autres activités commerciales de la Banque ne sont pas considérées comme des secteurs isolables et sont, par conséquent, regroupées au sein du secteur Siège social. Ce secteur comprend les activités liées au portefeuille de prêts secondaires, l'incidence des programmes de titrisation d'actifs, la gestion de trésorerie, les provisions générales pour pertes sur créances, l'élimination de certains rajustements en équivalence fiscale, les économies fiscales au niveau de l'entreprise ainsi que les revenus, les frais et les impôts résiduels non répartis.

Les résultats de chaque secteur reflètent les revenus, les frais, les actifs et les passifs du secteur. Étant donné la structure complexe de la Banque, son modèle d'information de gestion fait intervenir diverses estimations, hypothèses, répartitions et méthodes axées sur le risque pour calculer les prix de cession interne des fonds, les revenus intersectoriels, les taux d'imposition des bénéficiaires, les fonds propres et les frais indirects, de même que les cessions de coûts pour mesurer les résultats par secteur. Les prix de cession des fonds sont généralement calculés aux taux du marché. Les revenus intersectoriels sont négociés entre les secteurs et avoisinent la valeur fournie par le secteur qui les distribue. La charge ou l'économie d'impôts sur les bénéficiaires est en général ventilée entre les secteurs selon un taux d'imposition prévu par la loi, et elle peut être rajustée compte tenu des éléments et des activités propres à chaque secteur.

La Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après le bénéfice rajusté et elle indique, au besoin, que la mesure est rajustée. Pour obtenir le bénéfice rajusté, la Banque retire les éléments à noter, déduction faite des impôts sur les bénéficiaires, du bénéfice préparé selon les PCGR.

Le revenu d'intérêts net, surtout au sein des Services bancaires en gros, est calculé en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur des bénéficiaires non imposables ou exonérés d'impôt comme les dividendes, est rajustée à leur valeur équivalente avant impôts. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer le revenu tiré de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle fournit en outre des éléments de comparaison plus significatifs du revenu d'intérêts net avec celui d'institutions semblables. Le rajustement selon l'équivalence fiscale présenté dans les résultats du secteur Services bancaires en gros est éliminé du secteur Siège social.



## Résultat par secteur d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Services bancaires personnels et commerciaux au Canada	Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis	Services bancaires en gros <sup>1</sup>	Gestion de patrimoine	Siège social <sup>1</sup>	Total
<b>2006</b>						
Revenu d'intérêts net	4 879 \$	1 290 \$	479 \$	377 \$	(654) \$	6 371 \$
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	413	40	68	–	(112)	409
Autres revenus	2 573	490	1 792	1 883	1 554	8 292
Frais autres que d'intérêts	4 086	1 087	1 312	1 575	667	8 727
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	2 953	653	891	685	345	5 527
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	987	222	262	242	(839)	874
Participations sans contrôle	–	195	–	–	(11)	184
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts	–	–	–	147	(13)	134
<b>Bénéfice net – comme présenté</b>	<b>1 966 \$</b>	<b>236 \$</b>	<b>629 \$</b>	<b>590 \$</b>	<b>1 182 \$</b>	<b>4 603 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>						
– bilan	138 700 \$	43 500 \$	163 900 \$	13 600 \$	33 214 \$	392 914 \$
– titrisé	43 158				(15 241)	27 917
<b>2005</b>						
Revenu d'intérêts net	4 342 \$	705 \$	977 \$	643 \$	(659) \$	6 008 \$
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	373	4	52	–	(374)	55
Autres revenus	2 361	299	1 011	2 103	115	5 889
Frais autres que d'intérêts	3 773	549	1 325	2 083	1 052	8 782
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	2 557	451	611	663	(1 222)	3 060
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	855	161	189	231	(737)	699
Participations sans contrôle	–	132	–	–	–	132
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts	–	–	–	–	–	–
<b>Bénéfice net (perte nette) – comme présenté</b>	<b>1 702 \$</b>	<b>158 \$</b>	<b>422 \$</b>	<b>432 \$</b>	<b>(485) \$</b>	<b>2 229 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>						
– bilan	131 000 \$	35 700 \$	156 700 \$	25 600 \$	16 210 \$	365 210 \$
– titrisé	34 451				(10 577)	23 874
<b>2004</b>						
Revenu d'intérêts net	4 154 \$	s. o.	1 581 \$	492 \$	(454) \$	5 773 \$
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	373		41	–	(800)	(386)
Autres revenus	2 066		615	2 098	104	4 883
Frais autres que d'intérêts	3 650		1 289	2 047	1 021	8 007
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	2 197		866	543	(571)	3 035
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	747		278	191	(413)	803
Participations sans contrôle	–		–	–	–	–
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts	–		–	–	–	–
<b>Bénéfice net (perte nette) – comme présenté</b>	<b>1 450 \$</b>		<b>588 \$</b>	<b>352 \$</b>	<b>(158) \$</b>	<b>2 232 \$</b>
<b>Total de l'actif</b>						
– bilan	123 200 \$		148 100 \$	24 900 \$	14 827 \$	311 027 \$
– titrisé	29 908				(9 695)	20 213

<sup>1</sup> L'augmentation du revenu d'intérêts net selon l'équivalence fiscale présentée dans les résultats du secteur Services bancaires en gros est éliminée dans le secteur Siège social.

## RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RÉSULTATS

Pour les besoins de la présentation des résultats selon la répartition géographique, les secteurs sont répartis en trois groupes : Canada, États-Unis et autres pays. Les opérations sont surtout comptabilisées

d'après le lieu de l'unité responsable de la comptabilisation des revenus ou des actifs. Ce lieu correspond fréquemment au lieu de l'entité juridique qui mène les activités et au lieu du client.

(en millions de dollars canadiens)

	Revenu total	Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices, participation sans contrôle, déduction faite des impôts, et quote-part du bénéfice net d'une société liée	Bénéfice net	Total de l'actif
<b>2006</b>				
Canada	9 633 \$	2 423 \$	1 802 \$	255 317 \$
États-Unis	2 564	2 538	2 182	83 059
Autres pays	907	566	619	54 538
<b>Total</b>	<b>13 104 \$</b>	<b>5 527 \$</b>	<b>4 603 \$</b>	<b>392 914 \$</b>
<b>2005</b>				
Canada	8 410 \$	1 408 \$	1 117 \$	232 783 \$
États-Unis	2 624	1 246	639	74 306
Autres pays	863	406	473	58 121
<b>Total</b>	<b>11 897 \$</b>	<b>3 060 \$</b>	<b>2 229 \$</b>	<b>365 210 \$</b>
<b>2004</b>				
Canada	7 967 \$	1 940 \$	1 368 \$	216 110 \$
États-Unis	1 559	434	259	41 506
Autres pays	1 130	661	605	53 411
<b>Total</b>	<b>10 656 \$</b>	<b>3 035 \$</b>	<b>2 232 \$</b>	<b>311 027 \$</b>

## NOTE 25 ACQUISITIONS ET CESSIONS

### a) VFC Inc.

En date du 15 mai 2006, la Banque détenait toutes les actions ordinaires émises et en circulation de VFC Inc. (VFC), un des premiers fournisseurs de financement automobile et de prêts à tempérament aux consommateurs. L'acquisition des actions ordinaires émises et en circulation de VFC a donné lieu à une contrepartie totale de 328 millions de dollars, y compris une somme au comptant, des actions ordinaires de la Banque et les frais d'acquisition pour des montants respectifs de 256 millions de dollars, de 70 millions de dollars et de 2 millions de dollars. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les résultats de VFC sont présentés dans le secteur Services bancaires personnels et commerciaux au Canada.

L'acquisition de VFC par la Banque a contribué pour 36 millions de dollars de trésorerie et équivalents de trésorerie, 435 millions de dollars de prêts, 64 millions de dollars d'actifs incorporels, 8 millions de dollars d'autres actifs, 325 millions de dollars de dette garantie et 93 millions de dollars d'autres passifs au bilan consolidé de la Banque. L'excédent du total de la contrepartie sur la juste valeur des actifs nets identifiables acquis a été entièrement attribué à l'écart d'acquisition. Les résultats de VFC pour la période allant de l'acquisition au 31 octobre 2006 ont été regroupés avec les résultats de la Banque.

### b) TD Banknorth

Le 1<sup>er</sup> mars 2005, la Banque a acquis 51 % des actions en circulation de TD Banknorth. La contrepartie totale pour cette acquisition a atteint 5 100 millions de dollars, dont 3 112 millions de dollars au comptant et 1 988 millions de dollars en actions ordinaires. L'opération a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Les exercices de la Banque et de TD Banknorth ne coïncident pas. Les résultats de TD Banknorth depuis l'acquisition, le 1<sup>er</sup> mars 2005, jusqu'au 30 septembre 2005 ont été regroupés avec les résultats de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2005. Les résultats de TD Banknorth pour les douze mois terminés le 30 septembre 2006 ont été regroupés avec les résultats de la Banque pour l'exercice terminé le 31 octobre 2006. TD Banknorth est présentée comme un secteur distinct : Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis.

En mars 2005, TD Banknorth a achevé un rachat de 15,3 millions d'actions. Par suite de ce rachat, la Banque a augmenté de 4,5 % sa participation en actions dans TD Banknorth, la faisant passer à 55,5 %.

Le tableau suivant présente la totalité des actifs et des passifs de TD Banknorth à la date d'acquisition. Les actifs et les passifs sont présentés à hauteur de 55,5 % à la juste valeur et à hauteur de 44,5 % au coût historique.

### Acquisition des actifs et des passifs de TD Banknorth

(en millions de dollars canadiens)

<b>Juste valeur des actifs acquis</b>	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	928 \$
Valeurs mobilières	6 335
Prêts	24 581
Actifs incorporels	
Actifs incorporels liés à des dépôts de base	420
Autres actifs incorporels identifiables	137
Autres actifs	1 683
	34 084 \$
<b>Moins les passifs pris en charge</b>	
Dépôts	28 919 \$
Obligations relatives aux valeurs mobilières mises en pension	1 430
Autres passifs	198
Passifs d'impôts futurs sur les actifs incorporels	189
Billets, débiteures et autres titres de créance subordonnés	670
	31 406 \$
Moins les liquidités utilisées pour le programme de rachat d'actions par TD Banknorth	603
<b>Juste valeur des actifs nets identifiables acquis</b>	<b>2 075 \$</b>
Participation sans contrôle <sup>1</sup>	1 617
	458
Écart d'acquisition	4 642
<b>Contrepartie totale</b>	<b>5 100 \$</b>

<sup>1</sup> Comprend le coût historique de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels attribués à la participation sans contrôle de 881 millions de dollars (écart d'acquisition de 831 millions de dollars; actifs incorporels de 50 millions de dollars).

### Résultats d'exploitation combinés pro forma non vérifiés

L'information pro forma supplémentaire non vérifiée ci-dessous a été préparée compte tenu de l'acquisition de 55,5 % de TD Banknorth comme si elle avait eu lieu le 1<sup>er</sup> novembre 2004. Ainsi, les résultats d'exploitation de la Banque sont regroupés avec le bénéfice présenté rajusté pour les dépôts de base et l'amortissement des autres actifs incorporels de TD Banknorth, les coûts relatifs à la fusion, l'impôt sur le capital et les coûts différentiels d'intérêts sur les dépôts.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les douze mois terminés <sup>1</sup> le 31 octobre 2005
Revenu d'intérêts net	6 469 \$
Provision pour pertes sur créances	(78)
Autres revenus	5 976
Frais autres que d'intérêts	(9 307)
Bénéfice avant charge d'impôts sur les bénéfices	3 060
Charge d'impôts sur les bénéfices	(707)
Bénéfice avant participation sans contrôle	2 353
Participation sans contrôle	(137)
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	2 216 \$
<b>Bénéfice par action (\$)</b>	
De base	3,14 \$
Dilué	3,11

<sup>1</sup> Regroupent les résultats de la Banque pour les douze mois terminés le 31 octobre 2005 et ceux de TD Banknorth pour les douze mois terminés le 30 septembre 2005.

En 2006, TD Banknorth a racheté 8,5 millions de ses propres actions pour 290 millions de dollars (256 millions de dollars US), et la Banque a acquis 1 million d'actions additionnelles de TD Banknorth pour 34 millions de dollars (30 millions de dollars US) dans le cadre d'achats sur le marché libre. Outre les actions de TD Banknorth acquises par la Banque dans le cadre de l'opération avec Hudson United Bancorp (décrite ci-dessous), la Banque a commencé à réinvestir dans le programme de réinvestissement des dividendes de TD Banknorth en novembre 2005 et, au 31 octobre 2006, elle avait acquis un total de 3,4 millions d'actions de TD Banknorth dans le cadre du programme. Au 31 octobre 2006, la participation de la Banque dans TD Banknorth était de 57 %, soit une augmentation par rapport à 55,5 % au 31 octobre 2005.

#### Hudson United Bancorp

Le 31 janvier 2006, TD Banknorth a conclu l'acquisition de Hudson United Bancorp (Hudson) pour une contrepartie totale de 2,2 milliards de dollars (1,9 milliard de dollars US), dont 1 073 millions de dollars (941,8 millions de dollars US) au comptant et le reste en actions ordinaires de TD Banknorth. La contrepartie au comptant a été financée par la vente d'actions ordinaires de TD Banknorth à la Banque. TD Banknorth consolide les résultats financiers de Hudson. L'opération a entraîné pour la Banque une perte sur dilution de 72 millions de dollars en 2006. L'acquisition de Hudson par TD Banknorth a contribué pour 6,0 milliards de dollars de prêts et de prêts hypothécaires aux particuliers et aux entreprises, 3,2 milliards de dollars de valeurs mobilières, 1,9 milliard de dollars d'écarts d'acquisition et d'actifs incorporels, 0,8 milliard de dollars d'autres actifs, 8,4 milliards de dollars de dépôts et 3,5 milliards de dollars d'autres passifs au bilan consolidé de la Banque.

#### Interchange Financial Services Corporation

Le 13 avril 2006, TD Banknorth a annoncé une entente pour l'acquisition d'Interchange Financial Services Corporation (Interchange) pour une contrepartie au comptant de 480,6 millions de dollars US. La clôture de l'opération devrait avoir lieu au cours du premier trimestre civil de 2007 de TD Banknorth.

Les liquidités nécessaires à l'opération proviendront principalement de la vente, par TD Banknorth, d'environ 13 millions de ses actions ordinaires à la Banque au prix de 31,17 \$ US l'action, pour environ 405 millions de dollars US. D'après la participation de la Banque dans TD Banknorth au 31 octobre 2006, cette opération devrait porter celle-ci à environ 59,3 %.

#### c) TD Waterhouse U.S.A. et Ameritrade

Le 24 janvier 2006, la Banque a réalisé la vente de son entreprise de courtage américaine, TD Waterhouse U.S.A., à la juste valeur marchande de 2,69 milliards de dollars à Ameritrade Holding Corporation (Ameritrade) en échange de 32,5 % de l'entité issue de la fusion qui porte la dénomination «TD Ameritrade». Au cours de l'exercice, l'opération a entraîné, à la vente, un gain sur dilution net de 1,45 milliard de dollars US (1,67 milliard de dollars) après impôts (1,64 milliard de dollars avant impôts).

À l'acquisition, le placement de la Banque dans TD Ameritrade, moins la part revenant à la Banque de la valeur comptable nette de TD Ameritrade, était d'environ 3,7 milliards de dollars et se composait principalement d'actifs incorporels (pour environ 930 millions de dollars) et d'écarts d'acquisition. Dans le cadre de l'opération, TD Waterhouse Canada a acquis la totalité des activités de courtage canadiennes d'Ameritrade pour 77 millions de dollars au comptant (67 millions de dollars US), soit principalement des actifs incorporels et des écarts d'acquisition.

En vertu de la convention d'actionnaires de TD Ameritrade, la participation de la Banque dans cette société en qualité de propriétaire réel est actuellement limitée à 39,9 % des titres avec droit de vote en circulation. Cette limite augmentera à 45 % en janvier 2009.

La Banque a acquis 44,4 millions d'actions pour 939,1 millions de dollars (831,4 millions de dollars US), sur le marché libre, ce qui, avec le programme de rachat d'actions de TD Ameritrade, a accru sa participation de 32,5 % dans TD Ameritrade à 39,8 % au 31 octobre 2006.

La Banque comptabilise son placement dans TD Ameritrade à la valeur de consolidation. Les périodes financières de la Banque et de TD Ameritrade ne coïncident pas. La quote-part de la Banque dans les résultats de TD Ameritrade entre la date d'acquisition et le 30 septembre 2006 est présentée dans les résultats de la Banque pour l'exercice.

Le 14 septembre 2006, la Banque a annoncé la conclusion d'un accord avec Lillooet Limited (Lillooet), société dont le promoteur est la Banque Royale du Canada, selon lequel la Banque a couvert le risque de prix lié à 27 millions d'actions ordinaires de TD Ameritrade. Le nombre d'actions couvertes et le cours de couverture ont été établis en fonction de la conjoncture sur le marché au cours de la période de couverture établie.

L'accord conclu avec Lillooet vise à procurer une protection de prix dans le cas où la Banque désirerait augmenter sa participation réelle dans TD Ameritrade en 2009. Selon l'accord, si le cours de l'action de TD Ameritrade dépasse un montant stipulé, Lillooet devra verser une somme à la Banque au début de 2009. Si le cours de l'action de TD Ameritrade est inférieur à ce montant, ce sera la Banque qui devra verser à Lillooet une somme en fonction de la différence. L'accord fera l'objet d'un règlement prévu pour 2009, sous réserve d'une accélération ou d'une résiliation anticipée dans certaines circonstances. L'accord ne confère à la Banque aucun droit d'achat d'actions dans TD Ameritrade ni aucun droit de vote ou de participation rattaché à ces actions.

Lillooet est une entité à détenteurs de droits variables dont la Banque est le principal bénéficiaire. Ainsi, les résultats financiers de Lillooet sont consolidés dans les présents états financiers consolidés.

Du fait de la consolidation de Lillooet, les actions de TD Ameritrade que celle-ci détient ont été incluses dans le placement de la Banque dans TD Ameritrade. La Banque a comptabilisé les résultats de TD Ameritrade liés aux 0,3 % d'actions de TD Ameritrade détenues par Lillooet au 30 septembre 2006. Au 15 novembre 2006, Lillooet détenait 27 millions d'actions de TD Ameritrade, soit 4,5 % des actions ordinaires en circulation.

Pour une description de ces opérations avec TD Ameritrade, voir la note 28.

## NOTE 26 COÛTS DE RESTRUCTURATION

En 2005, la Banque a restructuré ses activités mondiales de produits structurés des Services bancaires en gros afin d'être moins présente dans les activités peu rentables et plus complexes et de concentrer ses ressources sur ses activités plus rentables. Par conséquent, la Banque a comptabilisé des coûts de restructuration de 43 millions de dollars en 2005. Au cours de 2006, la Banque a comptabilisé des coûts de struc-

turation additionnels de 50 millions de dollars, aux fins principalement d'indemnités de départ dans le cadre de la restructuration des activités mondiales de produits structurés.

Au 31 octobre 2006, le solde total inutilisé des coûts de restructuration de 27 millions de dollars (25 millions de dollars en 2005), figurant dans le tableau qui suit, était inclus dans les autres passifs au bilan consolidé.

## Coûts de restructuration

				2006	2005	2004
(en millions de dollars canadiens)	Ressources humaines	Immobilier	Technologie	Total	Total	Total
Solde au début de l'exercice	19 \$	6 \$	– \$	25 \$	7 \$	19 \$
Coûts de restructuration survenus (annulés) au cours de l'exercice :						
Services bancaires en gros	42	3	5	50	43	(7)
Gestion de patrimoine	–	–	–	–	–	–
Montant utilisé au cours de l'exercice :						
Services bancaires personnels et commerciaux	–	–	–	–	–	–
Services bancaires en gros	42	1	5	48	25	4
Gestion de patrimoine	–	–	–	–	–	1
Solde à la fin de l'exercice	19 \$	8 \$	– \$	27 \$	25 \$	7 \$

## NOTE 27 BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice dilué par action est calculé selon la même méthode que le bénéfice de base par action, sauf que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation tient compte de l'effet dilutif possible des options sur actions attribuées par la Banque selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, le nombre d'actions ordinaires additionnelles est déterminé en supposant que les options sur actions en cours, dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen de l'action ordinaire de la Banque durant la période, sont exercées, et ensuite réduit

du nombre d'actions ordinaires présumées être rachetées au moyen du produit obtenu à l'exercice des options. Le bénéfice de base par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période. Cette dilution possible n'est pas constatée pour une période présentant une perte.

Le bénéfice de base et dilué par action aux 31 octobre se présente comme suit :

### Bénéfice de base et dilué par action

	2006	2005	2004
<b>Bénéfice de base par action</b>			
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires (en millions de dollars)	4 581 \$	2 229 \$	2 232 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	716,8	691,3	654,5
Bénéfice de base par action (\$)	6,39 \$	3,22 \$	3,41 \$
<b>Bénéfice dilué par action</b>			
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires (en millions de dollars)	4 581 \$	2 229 \$	2 232 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)	716,8	691,3	654,5
Options sur actions potentiellement exerçables, selon la méthode du rachat d'actions <sup>1</sup>	6,2	5,6	4,9
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	723,0	696,9	659,4
Bénéfice dilué par action <sup>1</sup> (\$)	6,34 \$	3,20 \$	3,39 \$

<sup>1</sup> Pour 2006, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte de la moyenne pondérée de 712 mille options sur actions en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 60,02 \$, puisque le prix des options est supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque. Pour 2005, le calcul du bénéfice dilué par action ne tenait pas compte de la moyenne

pondérée de 271 mille options sur actions en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 49,40 \$, puisque le prix des options était supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la Banque. Pour 2004, toutes les options en cours étaient comprises dans le calcul du bénéfice dilué par action.

## NOTE 28 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Banque consent des prêts à ses dirigeants et à ses administrateurs ainsi qu'à des personnes avec qui ils ont des liens. Les prêts aux administrateurs et à certains dirigeants sont assortis des conditions couramment établies sur le marché. Les montants en cours s'établissent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Prêts aux particuliers, y compris les prêts hypothécaires	11 \$	6 \$
Prêts aux entreprises	40	45
Total	51 \$	51 \$

En outre, la Banque offre des régimes d'unités d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs externes, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de renseignements, voir la note 14, Rémunération à base d'actions.

Dans le cours normal des affaires, la Banque fournit également divers services bancaires aux sociétés affiliées et autres sociétés liées à des conditions similaires à celles offertes à des tiers non liés.

### OPÉRATIONS AVEC TD AMERITRADE

En vertu d'une convention d'actionnaires relativement au placement en actions de la Banque dans TD Ameritrade, la Banque a désigné cinq des douze membres du conseil d'administration de TD Ameritrade. Une description des opérations importantes de la Banque et de ses sociétés affiliées avec TD Ameritrade est présentée ci-après.

#### Convention sur les comptes de dépôt du marché monétaire

La Banque a conclu avec TD Ameritrade une convention en vertu de laquelle elle met à la disposition des clients de TD Ameritrade des comptes de dépôt du marché monétaire à titre de comptes de passage désignés. TD Ameritrade assure les services de commercialisation et de soutien pour ces comptes, et, en contrepartie de ces services, la Banque lui a versé des honoraires de 260,6 millions de dollars en 2006.

Les conventions comptables suivies par la Banque, y compris les exigences comptables du Bureau du surintendant des institutions financières Canada, sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Comme l'exige la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis, les principaux écarts entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis sont décrits ci-après.

### Bénéfice net

(en millions de dollars canadiens)	Pour les exercices terminés les 31 octobre		
	2006 <sup>1</sup>	2005	2004
Bénéfice net selon les PCGR du Canada	4 603 \$	2 229 \$	2 232 \$
Avantages sociaux futurs <sup>a</sup>	(2)	7	(3)
Titrifications <sup>b</sup>	–	(4)	(17)
Valeurs mobilières disponibles à la vente <sup>c</sup>	26	21	2
Instruments dérivés et activités de couverture <sup>d</sup>	(5)	(287)	(475)
Garanties <sup>e</sup>	(30)	(22)	(13)
Passif et capitaux propres <sup>f</sup>	126	147	146
Amortissement des actifs incorporels <sup>g</sup>	(60)	(35)	–
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	–	–	(6)
Divers	(6)	17	(10)
Impôts sur les bénéfices et variation nette des impôts sur les bénéfices compte tenu des éléments présentés plus haut <sup>h</sup>	(5)	128	118
Participations sans contrôle <sup>g</sup>	(29)	(57)	(93)
<b>Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>4 618</b>	<b>2 144</b>	<b>1 881</b>
Dividendes sur actions privilégiées	59	55	53
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires selon les PCGR des États-Unis</b>	<b>4 559 \$</b>	<b>2 089 \$</b>	<b>1 828 \$</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en millions)			
de base – PCGR des États-Unis / PCGR du Canada	716,8	691,3	654,5
dilué – PCGR des États-Unis / PCGR du Canada	723,0	696,9	659,4
Bénéfice de base par action – PCGR des États-Unis	6,36 \$	3,02 \$	2,79 \$
– PCGR du Canada	6,39	3,22	3,41
Bénéfice dilué par action – PCGR des États-Unis	6,31 \$	3,00 \$	2,77 \$
– PCGR du Canada	6,34	3,20	3,39

<sup>1</sup> Pour l'exercice 2006, l'incidence des rajustements selon les PCGR des États-Unis de l'état des résultats consolidé selon les PCGR du Canada est comme suit : augmentation de 202 millions de dollars du revenu d'intérêts net, diminution de 61 millions de dollars des autres revenus, et augmentation de 126 millions de dollars des frais autres que d'intérêts.

### État du résultat étendu consolidé

(en millions de dollars canadiens)	Pour les exercices terminés les 31 octobre		
	2006	2005	2004
Bénéfice net selon les PCGR des États-Unis	4 618 \$	2 144 \$	1 881 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices			
Variation nette des gains et pertes latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente <sup>1</sup>	4	(14)	16
Reclassement en résultat net lié aux valeurs mobilières disponibles à la vente <sup>2</sup>	–	(4)	5
Variation des gains et pertes latents à la conversion de monnaies étrangères <sup>3,7</sup>	(222)	(431)	(135)
Variation des gains et pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie <sup>4</sup>	298	(325)	141
Reclassement en résultat net lié aux gains et pertes sur les couvertures de flux de trésorerie <sup>5</sup>	(12)	10	40
Rajustement du passif minimum au titre des régimes de retraite <sup>6</sup>	16	(33)	(5)
<b>Résultat étendu</b>	<b>4 702 \$</b>	<b>1 347 \$</b>	<b>1 943 \$</b>

<sup>1</sup> Déduction faite d'une charge (économie) d'impôts sur les bénéfices de (18) millions de dollars (40 millions de dollars en 2005; 31 millions de dollars en 2004).

<sup>2</sup> Déduction faite d'une charge (économie) d'impôts sur les bénéfices de néant (2 millions de dollars en 2005; 2 millions de dollars en 2004).

<sup>3</sup> Déduction faite d'une charge (économie) d'impôts sur les bénéfices de 209 millions de dollars (141 millions de dollars en 2005; 400 millions de dollars en 2004).

<sup>4</sup> Déduction faite d'une charge (économie) d'impôts sur les bénéfices de 83 millions de dollars (149 millions de dollars en 2005; 76 millions de dollars en 2004).

<sup>5</sup> Déduction faite d'une charge (économie) d'impôts sur les bénéfices de (7) millions de dollars (5 millions de dollars en 2005; 21 millions de dollars en 2004).

<sup>6</sup> Déduction faite d'une charge (économie) d'impôts sur les bénéfices de 7 millions de dollars ((17) millions de dollars en 2005; (2) millions de dollars en 2004).

<sup>7</sup> L'exercice 2006 comprend un montant de 433 millions de dollars (250 millions de dollars en 2005; 659 millions de dollars en 2004) au titre des gains après impôts provenant des couvertures des placements de la Banque dans des établissements étrangers.



**Bilan consolidé condensé**

	Aux 31 octobre					
(en millions de dollars canadiens)	2006			2005		
	PCGR du Canada	Rajuste-ments	PCGR des États-Unis	PCGR du Canada	Rajuste-ments	PCGR des États-Unis
<b>Actifs</b>						
Liquidités et autres	10 782 \$	– \$	10 782 \$	13 418 \$	– \$	13 418 \$
Valeurs mobilières						
Compte de négociation	77 482	–	77 482	65 775	–	65 775
Compte de placement <sup>a,g</sup>	46 976	5 022	51 998	42 321	3 898	46 219
Valeurs mobilières prises en pension	30 961	–	30 961	26 375	–	26 375
Prêts (montant net)	160 608	–	160 608	152 243	–	152 243
Placement dans TD Ameritrade	4 379	–	4 379	–	–	–
Réévaluation des instruments financiers dérivés à des fins de transaction à la valeur du marché <sup>d</sup>	27 845	779	28 624	33 651	674	34 325
Écarts d'acquisition <sup>a,g,h</sup>	7 396	1 537	8 933	6 518	1 604	8 122
Actifs incorporels <sup>a,g</sup>	1 946	295	2 241	2 124	338	2 462
Autres actifs <sup>a,c,d,e,g</sup>	24 539	69	24 608	22 785	22	22 807
<b>Total de l'actif</b>	<b>392 914 \$</b>	<b>7 702 \$</b>	<b>400 616 \$</b>	<b>365 210 \$</b>	<b>6 536 \$</b>	<b>371 746 \$</b>
<b>Passif</b>						
Dépôts <sup>d</sup>	260 907 \$	21 \$	260 928 \$	246 981 \$	21 \$	247 002 \$
Réévaluation des instruments financiers dérivés à des fins de transaction à la valeur du marché <sup>d</sup>	29 337	537	29 874	33 498	598	34 096
Autres passifs <sup>a,c,d,e,g,h,i</sup>	71 905	5 070	76 975	60 224	4 037	64 261
Billets, débiteures et autres titres de créance subordonnés	6 900	–	6 900	5 138	–	5 138
Passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital <sup>f</sup>	1 794	(1 794)	–	1 795	(1 795)	–
<b>Total du passif</b>	<b>370 843</b>	<b>3,834</b>	<b>374 677</b>	<b>347 636</b>	<b>2 861</b>	<b>350 497</b>
<b>Participations sans contrôle dans les filiales<sup>f,g</sup></b>	<b>2 439</b>	<b>3 059</b>	<b>5 498</b>	<b>1 708</b>	<b>3 149</b>	<b>4 857</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>						
Actions privilégiées <sup>f</sup>	425	544	969	–	545	545
Actions ordinaires <sup>i</sup>	6 334	39	6 373	5 872	39	5 911
Surplus d'apport	66	–	66	40	–	40
Écart de conversion <sup>k</sup>	(918)	918	–	(696)	696	–
Bénéfices non répartis <sup>a,c,d,e,g,h,j</sup>	13 725	(268)	13 457	10 650	(246)	10 404
Cumul des autres éléments du résultat étendu						
Gains nets latents sur les valeurs mobilières disponibles à la vente <sup>c</sup>	–	284	284	–	280	280
Écart de conversion <sup>k</sup>	–	(918)	(918)	–	(696)	(696)
Instruments dérivés <sup>d</sup>	–	232	232	–	(54)	(54)
Rajustement minimum du passif découlant des régimes de retraite <sup>a</sup>	–	(22)	(22)	–	(38)	(38)
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>19 632</b>	<b>809</b>	<b>20 441</b>	<b>15 866</b>	<b>526</b>	<b>16 392</b>
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>392 914 \$</b>	<b>7 702 \$</b>	<b>400 616 \$</b>	<b>365 210 \$</b>	<b>6 536 \$</b>	<b>371 746 \$</b>

**a) AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**

Selon les PCGR actuels du Canada, la Banque a adopté la norme sur les avantages sociaux futurs au cours de 2001 de manière rétroactive et sans retraitement. Les PCGR actuels du Canada exigent la méthode de la comptabilité d'exercice pour la comptabilisation des avantages sociaux futurs. De même, les PCGR des États-Unis exigent que les avantages sociaux futurs soient comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Toutefois, aux fins des PCGR des États-Unis, la Banque a adopté la norme sur les avantages sociaux futurs de manière prospective. Par conséquent, les écarts entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis demeurent, les effets de la transition étant amortis sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité du groupe d'employés aux fins des PCGR des États-Unis. Les PCGR des États-Unis requièrent également la comptabilisation d'un passif minimum additionnel si les obligations au titre des prestations constituées sont supérieures à la juste valeur de l'actif des régimes. Les PCGR du Canada ne comportent pas une telle exigence.

Aux fins des PCGR des États-Unis, la Banque a comptabilisé au bilan consolidé les montants indiqués dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	2006	2005
Charge de retraite reportée (passif au titre des prestations constituées)	196 \$	299 \$
Autres actifs incorporels	18	23
Cumul des autres éléments du résultat étendu avant impôts sur les bénéfices	36	57
<b>Montant net comptabilisé</b>	<b>250 \$</b>	<b>379 \$</b>

Au cours de 2006, les rajustements au titre des avantages sociaux futurs selon les PCGR des États-Unis se sont traduits par une hausse des frais autres que d'intérêts de 2 millions de dollars avant impôts (baisse de 7 millions de dollars avant impôts en 2005).

**b) TITRISATIONS**

Les PCGR des États-Unis et les PCGR actuels du Canada exigent que les gains tirés des titrisations de prêts soient immédiatement constatés dans les résultats. Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2001, d'après les anciens PCGR du Canada, les gains étaient reportés et comptabilisés sur la durée des prêts titrisés. Pour l'exercice 2006, aucun rajustement au titre des titrisations selon les PCGR des États-Unis n'a été apporté étant donné que tous les gains reportés liés aux prêts titrisés avant le 1<sup>er</sup> juillet 2001 ont été portés aux résultats. Pour l'exercice 2005, les rajustements au titre des titrisations selon les PCGR des États-Unis se sont traduits par une baisse des autres revenus de 4 millions de dollars avant impôts. Les droits conservés sont classés comme valeurs mobilières disponibles à la vente.

**c) VALEURS MOBILIÈRES DISPONIBLES À LA VENTE**

Selon les PCGR des États-Unis, les valeurs du compte de placement doivent être classées dans les valeurs mobilières, soit disponibles à la vente, soit détenues jusqu'à leur échéance. La Banque comptabilise la majorité des valeurs du compte de placement dans la catégorie «disponibles à la vente». Les PCGR des États-Unis exigent que les valeurs mobilières disponibles à la vente soient portées au bilan consolidé à leur juste valeur estimative et que les gains et les pertes latents découlant des variations de la juste valeur soient constatés, déduction faite des impôts sur les bénéfices, dans l'état du résultat étendu consolidé. Les baisses durables de la juste valeur sont comptabilisées en transférant la perte latente de l'état du résultat étendu consolidé à l'état des résultats consolidé. Selon les PCGR du Canada, les valeurs du compte de placement sont comptabilisées au coût ou au coût après amortissement, et les baisses de valeur durables sont constatées directement dans les résultats selon la valeur de réalisation nette prévue.

En outre, selon les PCGR des États-Unis, certaines garanties autres qu'en espèces reçues pour des opérations de prêt de valeurs mobilières sont comptabilisées comme un actif, et un passif est inscrit relativement à l'obligation de remettre la garantie. Selon les PCGR du Canada, la garantie autre qu'en espèces reçue dans le cadre d'une opération de prêt de valeurs mobilières n'est pas constatée au bilan consolidé.

Pour 2006, les rajustements au titre des valeurs mobilières disponibles à la vente selon les PCGR des États-Unis se sont traduits par une augmentation des autres revenus de 26 millions de dollars avant impôts (une augmentation de 21 millions de dollars avant impôts en 2005).

#### **d) INSTRUMENTS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE**

Les PCGR des États-Unis exigent que tous les instruments dérivés soient présentés au bilan consolidé à leur juste valeur et que les variations de la juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme couvertures soient présentées à l'état des résultats consolidés. Les PCGR des États-Unis fournissent des directives précises sur la comptabilité de couverture, y compris la mesure de l'inefficacité des couvertures, les restrictions à l'égard des stratégies de couverture et les opérations de couverture visant les instruments dérivés intersociétés. Dans le cas des couvertures de juste valeur, la Banque couvre les variations de la juste valeur des actifs, des passifs ou des engagements fermes, et les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont passées en résultat net. En ce qui concerne les couvertures de flux de trésorerie, la Banque couvre les fluctuations des flux de trésorerie liés aux actifs et aux passifs à taux variable ou aux opérations prévues, et la partie efficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés est constatée dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que les éléments couverts soient constatés dans les résultats. À la fin de 2006, les gains nets (pertes nettes) reporté(s) sur instruments dérivés de 43 millions de dollars ((40) millions de dollars en 2005; 90 millions de dollars en 2004), inclus dans les autres éléments du résultat étendu, devraient être reclassés en résultat net au prochain exercice. Les couvertures de flux de trésorerie comprennent également les couvertures de certaines opérations prévues d'une durée pouvant aller jusqu'à 23 ans, bien que la plupart aient une durée de moins de quatre ans. La partie inefficace des variations de la juste valeur des instruments dérivés de couverture est immédiatement passée en résultat net. Pour 2006, selon les PCGR des États-Unis, la Banque a constaté des pertes avant impôts de 74 millions de dollars (néant en 2005; néant en 2004) se rapportant à la partie inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

Selon les PCGR du Canada, la Banque comptabilise les dérivés détenus à des fins autres que de transaction dont les relations de couverture sont inefficaces ou dont les couvertures n'ont pas été désignées dans le cadre d'une relation de couverture à la juste valeur au bilan consolidé. Pour 2006, les revenus d'intérêts nets ont augmenté de 52 millions de dollars avant impôts (augmentation de 130 millions de dollars avant impôts en 2005) et les autres revenus ont diminué de 57 millions de dollars avant impôts (diminution de 417 millions de dollars avant impôts en 2005) en raison des rajustements au titre des instruments dérivés et des activités de couverture selon les PCGR des États-Unis.

#### **e) GARANTIES**

Au cours de 2003, la Banque a adopté l'interprétation américaine quant aux exigences relatives à la comptabilisation et aux informations à fournir dans le cas des garanties, y compris les garanties indirectes de prêts consentis à des tiers. Par conséquent, aux fins des PCGR des États-Unis, le passif initial pour les obligations prises en charge relativement à une garantie constituée ou modifiée après le 31 décembre 2002 est constaté à sa juste valeur au bilan consolidé. Le montant total du passif à court terme inscrit au bilan consolidé s'est élevé à 85 millions de dollars (55 millions de dollars en 2005) aux fins des PCGR des États-Unis. Selon les PCGR du Canada, aucun passif n'est constaté à la constitution d'une garantie. Pour 2006, les rajustements au titre des garanties selon les PCGR des États-Unis se sont traduits par une augmentation des frais autres que d'intérêts de 30 millions de dollars avant impôts (augmentation de 22 millions de dollars en 2005).

#### **f) PASSIF ET CAPITAUX PROPRES**

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2004, la Banque a adopté les modifications apportées par l'ICCA à sa norme comptable intitulée «Instruments financiers – informations à fournir et présentation» de manière rétroactive, avec retraitement des chiffres des périodes antérieures. Par suite de ces modifications, la Banque a dû reclasser ses actions privilégiées existantes et ses structures de capital innovatrices dans le passif et les distributions sur ces titres comme des frais d'intérêts aux fins des PCGR du Canada. Cependant, selon les PCGR des États-Unis, les actions privilégiées de la Banque (sauf les actions privilégiées de Société d'investissement hypothécaire TD, filiale de la Banque) continuent d'être considérées comme des fonds propres, et les structures de capital innovatrices, comme des participations sans contrôle. En outre, selon les PCGR des États-Unis, les actions privilégiées de Société d'investissement hypothécaire TD, filiale de la Banque, continuent d'être présentées comme des participations sans contrôle au bilan consolidé, et le bénéfice net attribuable aux participations sans contrôle continue d'être présenté de façon distincte à l'état des résultats consolidés. Pour 2006, les rajustements au titre du passif et des capitaux propres selon les PCGR des États-Unis se sont traduits par une augmentation de 126 millions de dollars du revenu d'intérêts net (augmentation de 147 millions de dollars en 2005).

#### **g) ACQUISITION DE TD BANKNORTH**

Aux fins des PCGR des États-Unis, la survie de TD Banknorth Inc., société créée pour donner effet à la fusion-absorption qui a précédé l'acquisition de TD Banknorth par la Banque, a donné lieu à un redressement général du bilan de TD Banknorth à la juste valeur. L'effet du redressement aux fins des PCGR des États-Unis a été une augmentation d'environ 2,2 milliards de dollars des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels de la Banque, contrebalancée par une participation sans contrôle d'environ 2 milliards de dollars et des impôts sur les bénéfices futurs d'environ 200 millions de dollars. Il n'y a eu aucun effet net sur le bénéfice net de la Banque selon les PCGR des États-Unis, étant donné que l'amortissement des actifs incorporels et la participation sans contrôle ont été accrus de montants égaux. Aux fins des PCGR du Canada, la fusion-absorption n'a pas de substance comptable et seule la part de la Banque dans les actifs et les passifs de TD Banknorth a été redressée à la juste valeur, car la Banque est présumée être l'acquéreur selon la méthode de l'acquisition.

#### **h) COÛTS DE RESTRUCTURATION**

Selon les anciens PCGR du Canada, les coûts de restructuration engagés par la Banque pouvaient être comptabilisés à titre de passif, à condition qu'un plan de restructuration faisant état de toutes les principales mesures devant être prises ait été approuvé par les membres de la direction qui en ont le pouvoir et qu'il soit peu probable que des changements importants soient apportés au plan. Selon les PCGR des États-Unis et les PCGR actuels du Canada, les coûts de restructuration liés à une société acquise doivent être inclus à titre de passif dans la répartition du prix d'acquisition, ce qui entraîne une augmentation de l'écart d'acquisition. Les PCGR des États-Unis et les PCGR actuels du Canada exigent également que tous les coûts de restructuration soient engagés dans l'année qui suit l'approbation d'un plan de restructuration par la direction et que tous les employés devant quitter leur emploi soient avisés des arrangements de prestations de cessation d'emploi.

#### **i) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES FUTURS**

Selon les PCGR du Canada, l'incidence des réductions des taux d'imposition est constatée lorsque ces dernières sont considérées comme pratiquement en vigueur. Selon les PCGR des États-Unis, les modifications des taux d'imposition n'ont pas d'incidence sur la mesure des soldes d'impôt tant qu'elles n'ont pas force de loi.

#### **j) RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS**

Jusqu'au 5 octobre 2002, en vertu du régime d'options sur actions de la Banque, les détenteurs d'options pouvaient choisir de recevoir, au titre d'une option, une somme au comptant égale à la valeur intrinsèque, soit l'excédent de la valeur marchande de l'action sur le prix d'exercice de l'option à la date d'exercice. Pour la comptabilisation de ces options sur actions, les PCGR des États-Unis exigent que la variation annuelle de la valeur intrinsèque des options soit passée en charges. Dans le cas des options dont les droits ne sont pas entièrement acquis, la variation de la valeur intrinsèque est amortie sur la période d'acquisition restante. Selon les anciens PCGR du Canada, aucune charge n'était comptabilisée, et les paiements au comptant aux détenteurs d'options étaient imputés aux bénéfices non répartis, déduction faite des impôts. Depuis le 6 octobre 2002, le régime a été modifié de sorte que les nouvelles options attribuées et toutes les options en cours ne peuvent être réglées qu'en actions. Aux fins des PCGR des États-Unis, la charge à payer de 39 millions de dollars après impôts pour les options sur actions a donc été reclassée dans les fonds propres en date du 6 octobre 2002. À compter de l'exercice 2003, la Banque a passé en charges les attributions d'options sur actions tant aux fins des PCGR du Canada qu'aux fins des PCGR des États-Unis selon la méthode de la juste valeur pour les options sur actions. Aucune divergence ne subsiste entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis étant donné que la Banque a annulé la charge à payer, reclassée dans les fonds propres, pour les options exercées ou frappées d'extinction qui étaient en cours au 6 octobre 2002.

#### **k) ÉCART DE CONVERSION**

Selon les PCGR des États-Unis, l'écart de conversion provenant des filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien doit être présenté, déduction faite des impôts, dans les autres éléments du résultat étendu. Selon les PCGR du Canada, la Banque présente l'écart de conversion dans un poste distinct de l'avoir des actionnaires.

#### **Modifications de conventions comptables**

##### *Entités à détenteurs de droits variables*

Le 1<sup>er</sup> août 2006, la Banque a adopté la FIN 46R-6 du Financial Accounting Standards Board (FASB) concernant les entités à détenteurs de droits variables. La FIN fournit de plus amples précisions sur la façon d'analyser les entités à détenteurs de droits variables et sur les exigences de consolidation. L'adoption de cette FIN n'a pas eu d'incidence notable sur les états financiers consolidés de la Banque selon les PCGR des États-Unis.

### **Futures modifications aux conventions comptables et aux estimations selon les PCGR des États-Unis**

#### *Comptabilisation de certains instruments financiers hybrides*

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter la ligne directrice du FASB concernant certains instruments financiers hybrides. Selon cette ligne directrice, la Banque pourra choisir d'évaluer à leur juste valeur certains instruments financiers hybrides intégralement, et constater les variations de la juste valeur en résultat net. Le choix de l'évaluation à la juste valeur éliminera la nécessité de constater séparément certains dérivés incorporés dans ces instruments financiers hybrides.

#### *Comptabilisation de la gestion des actifs financiers*

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter la ligne directrice du FASB concernant la gestion des actifs financiers. Cette ligne directrice exigera que la Banque évalue d'abord ses droits de gestion à la juste valeur, et elle lui permettra ensuite soit de les amortir sur leur durée, soit de les réévaluer à la juste valeur et de les passer en résultat net. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette ligne directrice sur ses états financiers consolidés.

#### *Impôts sur les bénéfices*

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter l'interprétation du FASB concernant les impôts sur les bénéfices. Cette interprétation fournit des renseignements additionnels sur la façon de constater, d'évaluer et de présenter les économies et les passifs d'impôts. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette ligne directrice sur ses états financiers consolidés.

#### *Régimes de retraite à prestations déterminées et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite*

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2007, la Banque sera tenue d'adopter la ligne directrice du FASB concernant les régimes de retraite à prestations déterminées et les autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite. Ainsi, la Banque devra constater la situation de capitalisation de ses régimes de retraite à prestations déterminées et autres régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite dans son bilan consolidé. Elle devra aussi constater à titre d'autres éléments du résultat étendu, les gains et les pertes ainsi que le coût ou les crédits au titre des services passés survenus au cours d'une période, mais qui ne sont pas constatés à titre de composantes de la charge nette au titre des prestations de cette période. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2008, la Banque ne pourra plus évaluer ses régimes à prestations déterminées jusqu'à trois mois avant la date des états financiers au 31 octobre; les régimes devront plutôt être évalués en date du 31 octobre. La ligne directrice du FASB exige également de la Banque qu'elle présente de plus amples informations sur ses régimes de retraite à prestations déterminées et sur ses autres régimes d'avantages postérieurs à la retraite. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette ligne directrice sur ses états financiers consolidés.

#### *Mesure de la juste valeur*

En date du 1<sup>er</sup> novembre 2008, la Banque devra adopter la ligne directrice du FASB concernant la mesure de la juste valeur. La ligne directrice crée une hiérarchie dans les niveaux d'estimation de la juste valeur, qui place au plus haut niveau les hypothèses de mesure de la juste valeur qui s'appuient sur les cours de marchés actifs, et au niveau le plus bas les données qui ne sont pas observables. La nouvelle ligne directrice se répercutera surtout sur la mesure de la juste valeur des instruments financiers de la Banque. La Banque devra également présenter plus d'informations à l'égard de ses mesures de la juste valeur. La Banque évalue actuellement l'incidence de cette ligne directrice sur ses états financiers consolidés.

## **NOTE 30 FAITS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN**

Le 20 novembre 2006, la Banque a annoncé son intention d'acquérir toutes les actions ordinaires en circulation de TD Banknorth qu'elle ne détient pas encore. L'acquisition sera comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le prix offert aux actionnaires sans contrôle de TD Banknorth est de 32,33 \$ US au comptant par action de TD Banknorth. La contrepartie totale atteindra environ 3,6 milliards de dollars (3,2 milliards de dollars US). L'offre est conditionnelle à l'approbation des autorités de réglementation et des actionnaires de TD Banknorth,

y compris un vote affirmatif des porteurs de la majorité des actions ordinaires en circulation que ne détiennent ni la Banque ni ses sociétés affiliées, et, si elle est approuvée, devrait être conclue d'ici le 30 avril 2007. Par suite de l'opération en vertu de laquelle TD Banknorth sera privatisée, elle deviendra une filiale en propriété exclusive de la Banque.

## PRINCIPALES FILIALES

### Filiales canadiennes

(en millions de dollars canadiens)		Au 31 octobre 2006
<b>Filiales canadiennes</b>	Emplacement du siège social ou du bureau principal	Valeur comptable des actions détenues par la Banque
L'Assurance Financière CT	Toronto (Ontario)	122 \$
Banque des Premières Nations du Canada (89 %)	Saskatoon (Saskatchewan)	9
Meloche Monnex Inc.	Montréal (Québec)	1 116
La Sécurité Nationale, compagnie d'assurance	Montréal (Québec)	
Primum compagnie d'assurance	Toronto (Ontario)	
TD Assurance directe inc.	Toronto (Ontario)	
TD, Compagnie d'Assurance générale	Toronto (Ontario)	
Compagnie d'assurance habitation et auto TD	Toronto (Ontario)	
Société de financement de placements TD	Toronto (Ontario)	140
Gestion de Placements TD Inc.	Toronto (Ontario)	166
Gestion privée TD Waterhouse Inc.	Toronto (Ontario)	
TD Asset Management USA Inc.	Toronto (Ontario)	4
TD Capital Canadian Private Equity Partners Ltd.	Toronto (Ontario)	
TD Capital Funds Management Ltd.	Toronto (Ontario)	
Groupe TD Capital Limitée	Toronto (Ontario)	363
Fiducie de capital TD	Toronto (Ontario)	485
Services d'investissement TD Inc.	Toronto (Ontario)	11
Toronto Dominion, Compagnie d'assurance-vie	Toronto (Ontario)	27
Société d'hypothèques TD	Toronto (Ontario)	10 042
La Société Canada Trust	Toronto (Ontario)	
Société d'Hypothèques Pacifique TD	Toronto (Ontario)	
Société d'investissement hypothécaire TD	Calgary (Alberta)	118
TD Nordique Investments Limited	Vancouver (Colombie-Britannique)	300
TD Parallel Private Equity Investors Ltd.	Toronto (Ontario)	100
TD Realty Limited	Toronto (Ontario)	146
Valeurs Mobilières TD Inc.	Toronto (Ontario)	2 559
TD Timberlane Investments Limited	Vancouver (Colombie-Britannique)	3 795
TD McMurray Investments Limited	Vancouver (Colombie-Britannique)	
TD Redpath Investments Limited	Vancouver (Colombie-Britannique)	
TD Riverside Investments Limited	Vancouver (Colombie-Britannique)	
TD Waterhouse Canada Inc.	Toronto (Ontario)	876
Truscan Property Corporation	Toronto (Ontario)	139
VFC Inc.	Toronto (Ontario)	338
1390018 Ontario Limited	Toronto (Ontario)	58

À moins d'indication contraire, la Banque détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100 % des actions avec droit de vote et sans droit de vote émises et en circulation des entités énumérées, à l'exception des actions sans droit de vote de Banque des Premières Nations du Canada, de Fiducie de capital TD et de Société d'investissement hypothécaire TD. Chaque filiale est constituée en société dans le pays où se situe son siège social, à l'exception de TD Asset Management USA Inc. créée au Delaware (États-Unis).

## PRINCIPALES FILIALES

### Filiales américaines et autres filiales étrangères

(en millions de dollars canadiens)		Au 31 octobre 2006
	Emplacement du siège social ou du bureau principal	Valeur comptable des actions détenues par la Banque
<b>Filiales américaines</b>		
TD Banknorth Inc. (56,98 %) TD Banknorth, National Association Northgroup Asset Management Company	Portland (Maine) Portland (Maine) Portland (Maine)	6 141 \$
TD Bank USA, National Association	New York (New York)	889
TD Discount Brokerage Acquisition LLC TD AMERITRADE Holding Corporation (7,35 %)	Wilmington (Delaware) Omaha (Nebraska)	945
TD Discount Brokerage Hedging LLC	Wilmington (Delaware)	
TD Discount Brokerage Holding LLC TD AMERITRADE Holding Corporation (32,49 %)	Wilmington (Delaware) Omaha (Nebraska)	3 393
TD North America Limited Partnership	Wilmington (Delaware)	622
Toronto Dominion Holdings (U.S.A.), Inc. TD Equity Options, Inc. Edge Trading Systems LLC TD Options LLC TD Holdings II Inc. TD Securities (USA) LLC TD Professional Execution, Inc. Toronto Dominion (Texas) LLC TD USA Insurance, Inc. Toronto Dominion (New York) LLC Toronto Dominion Capital (U.S.A.), Inc. Toronto Dominion Investments, Inc.	Chicago (Illinois) Chicago (Illinois) Chicago (Illinois) Chicago (Illinois) Wilmington (Delaware) New York (New York) Chicago (Illinois) Houston (Texas) New York (New York) New York (New York) New York (New York) Houston (Texas)	1 800
<b>Autres filiales étrangères</b>		
NatWest Personal Financial Management Limited (50 %) NatWest Stockbrokers Limited	Londres (Angleterre) Londres (Angleterre)	64
TD Financial International Ltd. Canada Trustco International Limited TD Reinsurance (Barbados) Inc.	Hamilton (Bermudes) St. Michael (Barbade) St. Michael (Barbade)	7 867
TD Haddington Services B.V.	Amsterdam (Pays-Bas)	9
TD Ireland TD Global Finance	Dublin (Irlande) Dublin (Irlande)	953
TD Securities (Japan) Inc.	St. Michael (Barbade)	38
TD Waterhouse Bank N.V.	Amsterdam (Pays-Bas)	177
TD Waterhouse Investor Services (UK) Limited TD Waterhouse Investor Services (Europe) Limited	Leeds (Angleterre) Leeds (Angleterre)	27
Toronto Dominion Australia Limited	Sydney (Australie)	156
Toronto Dominion International Inc.	St. Michael (Barbade)	661
Toronto Dominion Investments B.V. TD Bank Europe Limited Toronto Dominion Holdings (U.K.) Limited TD Securities Limited	Amsterdam (Pays-Bas) Londres (Angleterre) Londres (Angleterre) Londres (Angleterre)	1 128
Toronto Dominion Jersey Holdings Limited TD Guernsey Services Limited TD European Funding Limited (60,99 %)	St. Helier (Jersey, Îles Anglo-Normandes) St. Peter Port (Guernesey, Îles Anglo-Normandes) St. Peter Port (Guernesey, Îles Anglo-Normandes)	1 451
Toronto Dominion (South East Asia) Limited	Singapour (Singapour)	719

À moins d'indication contraire, la Banque détient directement, ou par l'entremise de ses filiales, 100 % des actions avec droit de vote et sans droit de vote émises et en circulation des entités énumérées, à l'exception des actions sans droit de vote de Banque des Premières Nations du Canada, de Fiducie de capital TD et de Société d'investissement hypothécaire TD. Chaque filiale est constituée en société dans le pays où se situe son siège social, à l'exception de TD Asset Management USA Inc. créée au Delaware, États-Unis.



# Analyse statistique des dix derniers exercices<sup>1</sup>

## Bilan consolidé condensé

(en millions de dollars canadiens)

	2006	2005	2004
<b>Actif</b>			
Trésorerie et autres ressources	10 782 \$	13 418 \$	9 038 \$
Valeurs mobilières	124 458	108 096	98 280
Valeurs mobilières prises en pension	30 961	26 375	21 888
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	160 608	152 243	123 924
Divers	66 105	65 078	57 897
<b>Total</b>	<b>392 914</b>	<b>365 210</b>	<b>311 027</b>
<b>Passif</b>			
Dépôts	260 907 \$	246 981 \$	206 893 \$
Divers	101 242	93 722	83 262
Billets et débentures subordonnés	6 900	5 138	5 644
Passif au titre des actions privilégiées et des titres de fiducie de capital	1 794	1 795	2 560
Participations sans contrôle dans les filiales	2 439	1 708	-
	<b>373 282</b>	<b>349 344</b>	<b>298 359</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>			
Actions ordinaires	6 334	5 872	3 373
Actions privilégiées	425	-	-
Surplus d'apport	66	40	20
Écarts de conversion	(918)	(696)	(265)
Bénéfices non répartis	13 725	10 650	9 540
	<b>19 632</b>	<b>15 866</b>	<b>12 668</b>
<b>Total</b>	<b>392 914 \$</b>	<b>365 210 \$</b>	<b>311 027 \$</b>

## État des résultats consolidé condensé – comme présenté

(en millions de dollars canadiens)

	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	6 371 \$	6 008 \$	5 773 \$
Autres revenus	6 733	5 889	4 883
<b>Total des revenus</b>	<b>13 104</b>	<b>11 897</b>	<b>10 656</b>
Gain sur dilution d'un placement, déduction faite du coût	1 559	-	-
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	409	55	(386)
Frais autres que d'intérêts	8 727	8 782	8 007
<b>Bénéfice (perte) avant charge (économie) d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>5 527</b>	<b>3 060</b>	<b>3 035</b>
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	874	699	803
Participations sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	184	132	-
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts	134	-	-
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>4 603</b>	<b>2 229</b>	<b>2 232</b>
Dividendes sur actions privilégiées	22	-	-
<b>Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>4 581 \$</b>	<b>2 229 \$</b>	<b>2 232 \$</b>

## État des résultats consolidé condensé – rajusté

(en millions de dollars canadiens)

	2006	2005	2004
Revenu d'intérêts net	6 371 \$	6 021 \$	5 773 \$
Autres revenus	6 774	6 015	4 961
<b>Total des revenus</b>	<b>13 145</b>	<b>12 036</b>	<b>10 734</b>
Gain sur dilution d'un placement, déduction faite du coût	-	-	-
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	441	319	336
Frais autres que d'intérêts	8 172	7 825	7 081
<b>Bénéfice (perte) avant charge (économie) d'impôts sur les bénéfices</b>	<b>4 532</b>	<b>3 892</b>	<b>3 317</b>
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	1 107	899	832
Participations sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	211	132	-
Quote-part du bénéfice net d'une société liée, déduction faite des impôts	162	-	-
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 376</b>	<b>2 861</b>	<b>2 485</b>
Dividendes sur actions privilégiées	22	-	-
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>3 354 \$</b>	<b>2 861 \$</b>	<b>2 485 \$</b>

## Rapprochement des mesures non conformes aux PCGR<sup>2</sup>

(en millions de dollars canadiens)

	2006	2005	2004
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté</b>	<b>4 581 \$</b>	<b>2 229 \$</b>	<b>2 232 \$</b>
<b>Éléments à noter ayant une incidence sur le bénéfice net, déduction faite des impôts sur les bénéfices</b>			
Amortissement des actifs incorporels	316	354	477
Amortissement des écarts d'acquisition	-	-	-
Gain sur dilution de l'opération avec Ameritrade, déduction faite des coûts	(1 665)	-	-
Perte sur dilution de l'acquisition de Hudson United par TD Banknorth	72	-	-
Imputation pour restructuration du bilan de TD Banknorth	19	-	-
Imputation pour restructuration	35	29	-
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-	-
Vente de l'entreprise de tenue de comptes et de garde de fonds communs de placement de Gestion de patrimoine	-	-	-
Gains exceptionnels à la vente de placements immobiliers	-	-	-
Provisions générales	-	-	-
Incidence de la NOC-13 sur les activités de couverture	(7)	(17)	50
Reprise de provisions générales	(39)	(23)	(43)
Recouvrements de pertes sur portefeuille de prêts secondaires (provisions sectorielles)	-	(127)	(426)
Perte sur portefeuilles d'instruments dérivés structurés	-	100	-
Charge fiscale liée aux restructurations	-	163	-
Autres éléments fiscaux <sup>3</sup>	24	(98)	-
Rachat d'actions privilégiées	-	13	-
Établissement initial de la provision spécifique pour prêts sur cartes de crédit et prêts pour découverts	18	-	-
Imputation pour litiges	-	238	195
<b>Total des éléments à noter</b>	<b>(1 227)</b>	<b>632</b>	<b>253</b>
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>3 354 \$</b>	<b>2 861 \$</b>	<b>2 485 \$</b>

2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
7 719 \$	6 538 \$	5 945 \$	4 187 \$	6 226 \$	3 079 \$	7 587 \$
79 665	82 197	97 194	85 387	69 093	49 719	33 422
17 475	13 060	20 205	13 974	25 708	12 291	23 321
118 058	122 627	119 673	120 721	87 485	84 926	79 702
50 615	53 618	44 821	40 549	25 905	31 816	19 820
273 532	278 040	287 838	264 818	214 417	181 831	163 852
182 880 \$	189 190 \$	193 914 \$	185 808 \$	140 386 \$	120 677 \$	110 626 \$
70 404	70 216	74 356	60 121	58 946	49 015	42 532
5 887	4 343	4 892	4 883	3 217	3 606	3 391
2 785	2 735	2 392	2 526	833	845	546
-	-	372	381	335	-	-
261 956	266 484	275 926	253 719	203 717	174 143	157 095
3 179	2 846	2 259	2 060	2 006	1 301	1 297
-	-	-	-	-	-	-
9	-	-	-	-	-	-
(130)	418	450	279	277	426	156
8 518	8 292	9 203	8 760	8 417	5 961	5 304
11 576	11 556	11 912	11 099	10 700	7 688	6 757
273 532 \$	278 040 \$	287 838 \$	264 818 \$	214 417 \$	181 831 \$	163 852 \$

2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
5 437 \$	5 143 \$	4 224 \$	3 477 \$	2 928 \$	2 887 \$	2 791 \$
4 424	4 929	6 447	6 400	5 932	3 197	2 650
9 861	10 072	10 671	9 877	8 860	6 084	5 441
-	-	-	-	-	-	-
186	2 925	920	480	275	450	360
8 364	7 752	8 654	8 127	4 561	3 957	3 383
1 311	(605)	1 097	1 270	4 024	1 677	1 698
322	(445)	(206)	266	1 081	601	641
-	-	3	35	5	-	-
-	-	-	-	-	-	-
989	(160)	1 300	969	2 938	1 076	1 057
-	-	-	-	-	-	-
989 \$	(160) \$	1 300 \$	969 \$	2 938 \$	1 076 \$	1 057 \$

2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
5 437 \$	5 143 \$	4 224 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
4 469	4 889	6 097	-	-	-	-
9 906	10 032	10 321	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
423	1 475	620	-	-	-	-
6 881	6 754	6 925	-	-	-	-
2 602	1 803	2 776	-	-	-	-
657	389	698	-	-	-	-
-	-	3	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
1 945	1 414	2 075	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
1 945 \$	1 414 \$	2 075 \$	- \$	- \$	- \$	- \$

2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
989 \$	(160) \$	1 300 \$	969 \$	2 938 \$	1 076 \$	1 057 \$
491	634	440	-	-	-	-
-	-	189	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
110	-	138	-	-	-	-
507	-	-	-	-	-	-
-	(32)	-	-	-	-	-
-	-	(275)	-	-	-	-
-	-	208	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
(100)	-	-	-	-	-	-
(52)	972	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
-	-	75	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-
956	1 574	775	-	-	-	-
1 945 \$	1 414 \$	2 075 \$	- \$	- \$	- \$	- \$

<sup>1</sup> Les résultats dressés selon les PCGR sont désignés «comme présentés». Les résultats rajustés (obtenus en retranchant les «éléments à noter», déduction faite des impôts, des résultats présentés) ne sont pas un terme défini par les PCGR et, par conséquent, ils pourraient avoir une signification différente d'une terminologie similaire utilisée par d'autres émetteurs. Pour d'autres explications, voir la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du rapport de gestion. Les résultats rajustés sont présentés à partir de 2001 pour permettre de faire des comparaisons sur un nombre suffisant d'exercices. Les résultats rajustés des exercices antérieurs à 2006 tiennent compte de rajustements pour l'amortissement des actifs incorporels et de certains éléments indiqués comme déjà présentés par la Banque pour la période visée, sauf indication contraire.

<sup>2</sup> Certains chiffres correspondants ont été redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

<sup>3</sup> Pour 2004, ne comprennent pas l'incidence de l'augmentation des impôts futurs de 17 millions de dollars présentée dans le rapport aux actionnaires pour le trimestre terminé le 31 janvier 2004. Pour 2006, l'incidence de la baisse des impôts futurs de 24 millions de dollars sur le bénéfice rajusté est incluse dans les autres éléments fiscaux.

## Analyse statistique des dix derniers exercices

### État des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires consolidé condensé

(en millions de dollars canadiens)		2006	2005	2004
	Actions ordinaires	6 334 \$	5 872 \$	3 373 \$
	Actions privilégiées	425	-	-
	Surplus d'apport	66	40	20
	Écarts de conversion	(918)	(696)	(265)
	Bénéfices non répartis	13 725	10 650	9 540
	<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>19 632 \$</b>	<b>15 866 \$</b>	<b>12 668 \$</b>

### Autres statistiques – comme présentées

		2006	2005	2004
<b>Par action ordinaire<sup>1</sup></b>	1 Résultat de base	6,39 \$	3,22 \$	3,41 \$
	2 Résultat dilué <sup>2</sup>	6,34	3,20	3,39
	3 Dividendes	1,78	1,58	1,36
	4 Valeur comptable	26,77	22,29	19,31
	5 Cours de clôture	65,10	55,70	48,98
	6 Cours de clôture par rapport à la valeur comptable	2,43	2,50	2,54
	7 Plus-value du cours de clôture	16,9%	13,7%	11,7%
	8 Total du rendement pour les actionnaires	20,3	17,2	15,1
<b>Ratios de rendement</b>	9 Rendement de l'avoir en actions ordinaires	25,5%	15,3%	18,5%
	10 Rendement des actifs pondérés en fonction des risques	3,37	1,88	2,22
	11 Ratio d'efficacité	59,5	73,8	75,1
	12 Marge des taux d'intérêt nette	2,02	2,09	2,26
	13 Ratio de distribution sur actions ordinaires	27,9	49,3	39,9
	14 Rendement de l'action <sup>3</sup>	2,9	3,0	3,0
<b>Qualité de l'actif</b>	15 Ratio cours/bénéfice <sup>4</sup>	10,3	17,4	14,5
	16 Prêts douteux nets en % des prêts nets <sup>5</sup>	(0,5)%	(0,6)%	(0,5)%
	17 Prêts douteux nets en % de l'avoir en actions ordinaires	(4,7)	(6,0)	(5,1)
<b>Ratios de fonds propres</b>	18 Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts <sup>5</sup>	0,25	0,04	(0,30)
	19 Fonds propres de première catégorie par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques	12,0%	10,1%	12,6%
	20 Total des fonds propres par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques	13,1	13,2	16,9
<b>Divers</b>	21 Avoir en actions ordinaires par rapport au total de l'actif	4,9	4,3	4,1
	22 Nombre d'actions ordinaires en circulation (en milliers) <sup>1</sup>	717 416	711 812	655 902
	23 Capitalisation boursière (en millions de dollars canadiens)	46 704 \$	39 648 \$	32 126 \$
	24 Nombre moyen d'employés <sup>6</sup>	51 147	50 991	42 843
	25 Nombre de succursales de services de détail <sup>7</sup>	1 691	1 473	1 034
	26 Nombre de bureaux de courtage de détail	208	329	256
	27 Nombre de guichets automatiques	3 256	2 969	2 407

### Autres statistiques – rajustées

		2006	2005	2004
<b>Par action ordinaire<sup>1</sup></b>	1 Bénéfice de base	4,70 \$	4,17 \$	3,80 \$
	2 Bénéfice dilué <sup>2</sup>	4,66	4,14	3,77
<b>Ratios de rendement</b>	3 Rendement du total de l'avoir en actions ordinaires	18,7%	19,6%	20,6%
	4 Rendement des actifs pondérés en fonction des risques	2,46	2,42	2,39
	5 Ratio d'efficacité	62,2	65,0	66,0
	6 Ratio de distribution sur actions ordinaires	38,1	38,4	35,8
	7 Ratio cours/bénéfice <sup>4</sup>	14,0	13,5	13,0

2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
3 179 \$	2 846 \$	2 259 \$	2 060 \$	2 006 \$	1 301 \$	1 297 \$
-	-	-	-	-	-	-
9	-	-	-	-	-	-
(130)	418	450	279	277	426	156
8 518	8 292	9 203	8 760	8 417	5 961	5 304
11 576 \$	11 556 \$	11 912 \$	11 099 \$	10 700 \$	7 688 \$	6 757 \$

2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
1,52 \$	(0,25) \$	2,07 \$	1,56 \$	4,90 \$	1,81 \$	1,77 \$
1,51	(0,25)	2,05	1,53	4,81	-	-
1,16	1,12	1,09	0,92	0,72	0,66	0,56
17,64	17,91	18,97	17,83	17,25	12,94	11,38
43,86	29,35	35,94	41,95	33,75	22,95	25,83
2,49	1,64	1,89	2,35	1,96	1,77	2,27
49,4 %	(18,3) %	(14,3) %	24,3 %	47,1 %	(11,1) %	64,8 %
54,4	(15,7)	(11,9)	27,4	50,3	(9,0)	69,1
8,7 %	(1,3) %	11,3 %	8,9 %	34,3 %	15,0 %	16,6 %
0,92	(0,05)	1,08	0,86	2,74	1,10	1,13
84,8	77,0	81,1	82,3	51,5	65,0	62,2
2,16	2,00	1,68	1,49	1,57	1,79	2,20
76,2	-	52,6	59,0	14,7	36,4	31,7
3,2	3,2	2,7	2,3	2,1	2,4	2,7
29,0	-	17,5	27,4	7,0	12,7	14,6
(0,5) %	(0,7) %	- %	(0,1) %	(0,3) %	(0,3) %	(0,1) %
(5,5)	(8,4)	(0,4)	(1,4)	(2,4)	(3,4)	(1,2)
0,15	2,24	0,71	0,39	0,28	0,48	0,43
10,5 %	8,1 %	8,4 %	7,2 %	10,1 %	7,2 %	6,6 %
15,6	11,6	11,9	10,8	13,3	11,0	10,2
4,2	4,2	4,1	4,2	5,0	4,2	4,1
656 261	645 399	628 451	622 616	620 343	594 238	593 892
28 784 \$	18 942 \$	22 587 \$	26 119 \$	20 937 \$	13 638 \$	15 337 \$
42 538	44 470	45 565	45 026	30 636	29 236	28 001
1 093	1 178	1 294	1 355	904	916	913
270	283	284	292	269	254	198
2 638	2 608	2 777	2 836	2 164	2 124	2 038

2003	2002	2001	2000	1999	1998	1997
2,99 \$	2,21 \$	3,31 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
2,98	2,18	3,27	-	-	-	-
17,1 %	11,6 %	18,0 %	- %	- %	- %	- %
1,35	0,45	1,42	-	-	-	-
69,5	67,3	67,1	-	-	-	-
38,8	50,8	33,0	-	-	-	-
14,7	13,5	11,0	-	-	-	-

<sup>1</sup> Rajusté afin de tenir compte du dividende en actions à raison d'une pour une versé le 31 juillet 1999.

<sup>2</sup> Étant donné que l'information ne peut être raisonnablement établie, les montants des exercices antérieurs à 1999 n'ont pas été calculés de façon à tenir compte de la dilution en vertu de la méthode du rachat d'actions.

<sup>3</sup> Dividendes versés au cours de l'exercice divisés par le cours moyen - haut et bas - des actions ordinaires pour l'exercice.

<sup>4</sup> Depuis 1999, le ratio cours/bénéfice est calculé à l'aide du bénéfice net dilué par action ordinaire. Avant 1999, le ratio cours/bénéfice était calculé à l'aide du bénéfice net de base par action ordinaire.

<sup>5</sup> Y compris les engagements de clients au titre d'acceptations.

<sup>6</sup> En équivalents temps plein moyens. Avant 2002, le nombre d'employés était en équivalents temps plein.

<sup>7</sup> Comprend les succursales de services de détail, de services aux clients privés et de services successoraux et fiduciaires.

## GLOSSAIRE

### Termes financiers et bancaires

**Acceptations** : Lettres de change ou instruments négociables tirés par l'emprunteur pour paiement à l'échéance et acceptés par une banque. Les acceptations constituent une garantie de paiement par la Banque.

**Accords généraux de compensation** : Accords juridiques entre deux parties liées par de nombreux contrats de dérivés prévoyant le règlement net de tous les contrats au moyen d'un paiement unique, dans une monnaie unique, advenant une défaillance ou la résolution d'un contrat.

**Actifs productifs moyens** : Moyenne de la valeur comptable des dépôts auprès de banques, des prêts et des valeurs mobilières en fonction des soldes quotidiens pour la période se terminant le 31 octobre de chaque exercice.

**Actifs pondérés en fonction des risques** : Actifs calculés en appliquant à la valeur nominale de chaque actif un facteur prédéterminé de pondération des risques qui est prévu par réglementation. La valeur nominale des instruments hors bilan est convertie en équivalents du bilan (ou de crédit) selon des critères de conversion spécifiques avant l'application du facteur de pondération des risques approprié. Les facteurs de pondération des risques sont établis par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada afin de convertir les actifs et les risques hors bilan à un niveau de risque comparable.

**Capital investi moyen** : Montant égal à l'avoir moyen des actionnaires ordinaires plus le montant cumulatif moyen des écarts d'acquisition et des actifs incorporels après amortissement, déduction faite des impôts sur les bénéfices, à la date du bilan.

**Contrats à terme normalisés** : Contrats visant l'achat ou la vente de valeurs mobilières à un cours stipulé d'avance et à une date ultérieure donnée. Chaque contrat est établi entre la Banque et une Bourse organisée sur laquelle le contrat est négocié.

**Contrats de change à terme** : Contrats visant l'achat ou la vente d'une monnaie à une date ultérieure donnée et à un taux stipulé d'avance.

**Contrats de garantie de taux d'intérêt** : Contrats garantissant un taux d'intérêt devant être payé ou reçu à l'égard d'un notionnel pour une période préétablie commençant à une date future donnée.

**Coût après amortissement** : Coût historique d'un placement acheté à escompte ou à prime, augmenté ou diminué de la fraction de l'escompte ou de la prime qui est portée en résultat sur la période à courir jusqu'à l'échéance.

**Coût de remplacement courant** : Montant estimatif qui serait à payer ou à recevoir par la Banque si les droits et obligations en vertu d'un contrat étaient cédés à une autre contrepartie.

**Couverture** : Technique de gestion visant à réduire les risques auxquels les variations des taux d'intérêt, des taux de change et d'autres facteurs du marché exposent la Banque. Ces risques sont éliminés ou réduits au moyen d'opérations sur les marchés financiers afin d'établir une position compensatoire.

**Engagements de crédit** : Parties non utilisées des crédits autorisés sous forme de prêts, d'engagements de clients en contrepartie d'acceptations, de garanties et de lettres de crédit.

**Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)** : Entités pour lesquelles les détenteurs de capitaux propres ne peuvent réunir les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle ou pour lesquelles le montant total des investissements en instruments de capitaux propres à risque n'est pas suffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel fourni par une autre partie.

**Évaluation à la valeur du marché** : Évaluation aux cours en vigueur sur le marché, à la date du bilan, des valeurs mobilières et des instruments dérivés détenus aux fins de négociation.

**Garanties et lettres de crédit de soutien** : Engagements irrévocables que la Banque effectuera les paiements dans l'éventualité où un client ne pourrait respecter ses obligations envers un tiers; comportent les mêmes risques de crédit et les mêmes exigences de recours et de garanties additionnelles que les prêts consentis aux clients.

**Instruments financiers dérivés** : Accords financiers qui tirent leur valeur des variations des taux d'intérêt, des taux de change, des différentiels de taux, des prix des marchandises, du cours de titres de capitaux propres et d'autres mesures financières. Ces instruments comprennent des dérivés sur taux d'intérêt, sur taux de change, sur capitaux propres et sur marchandises et des dérivés de crédit.

**Juste valeur** : Montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

**Lettres de crédit documentaires et commerciales** : Instruments émis au nom du client autorisant un tiers, sous réserve de modalités et conditions particulières, à tirer des traites sur la Banque jusqu'à concurrence d'un certain montant.

**Marge de taux d'intérêt nette** : Revenu d'intérêts net exprimé en pourcentage des actifs productifs moyens.

**Modèle d'évaluation des actifs financiers** : Modèle qui décrit la relation entre le risque et le rendement prévu pour des valeurs mobilières. Le modèle établit que le rendement prévu d'une valeur mobilière ou d'un portefeuille est égal au taux d'une valeur sans risque majoré d'une prime de risque couvrant la volatilité de la valeur mobilière par rapport à un portefeuille représentatif sur le marché.

**Notionnel** : Montant de référence servant à calculer les paiements pour les instruments financiers dérivés. En général, le notionnel n'est pas échangé aux termes du contrat de dérivés.

**Options** : Contrats qui confèrent à l'acheteur le droit futur, mais non l'obligation future, d'acheter ou de vendre une valeur mobilière, un taux de change, un taux d'intérêt ou un autre instrument financier ou une marchandise à un prix stipulé d'avance, à une date prédéterminée ou avant cette échéance.

**Point de base** : Unité de mesure correspondant à un centième de un pour cent.

**Prêts douteux** : Prêts dont la qualité a subi, de l'avis de la direction, une détérioration au point où la Banque n'a plus l'assurance raisonnable de recouvrer en temps opportun la totalité du capital et des intérêts.

**Profit économique** : Outil de mesure de la création de valeur pour les actionnaires. Le profit économique représente le bénéfice net rajusté de la Banque, moins les dividendes sur actions privilégiées et une imputation au titre du capital investi moyen.

**Provision pour pertes sur créances** : Montant ajouté à la provision pour prêts douteux pour la porter à un niveau qui, de l'avis de la direction, est adéquat pour couvrir toutes les pertes probables du portefeuille de prêts.

**Ratio d'efficacité** : Ratio qui exprime les frais autres que d'intérêts en pourcentage du total des revenus. Ce ratio mesure l'efficacité des activités de la Banque.

**Région de risque ultime** : Région de résidence du client ou du garant, selon le cas. Toutefois, si le client ou le garant est une succursale, la région de résidence du siège social est utilisée, et dans les cas où la majorité des actifs du client ou du garant, ou la sûreté donnée sur l'actif, sont situés dans un pays différent, ce pays est réputé être la région de risque ultime. Les actifs en monnaie étrangère ne sont pas nécessairement utilisés ou remboursés dans la région géographique où ils se trouvent.

**Rendement de l'action** : Quotient des dividendes versés au cours de l'exercice par la moyenne des cours extrêmes de l'action ordinaire pour l'exercice.

**Rendement rajusté de l'avoir en actions ordinaires** : Bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires.

**Rendement de l'avoir en actions ordinaires** : Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage de l'avoir moyen en actions ordinaires. Il s'agit d'une mesure générale de l'efficacité de la Banque quant à l'utilisation des fonds des actionnaires.

**Rendement de l'avoir corporel en actions ordinaires** : Bénéfice net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires, divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires, moins l'écart d'acquisition moyen et les actifs incorporels.

**Rendement du capital investi (RCI)** : Mesure de la valeur pour les actionnaires exprimée par le quotient du bénéfice net rajusté, moins les dividendes sur actions privilégiées, par le capital investi moyen.

**Rendement total du marché** : Variation du cours du marché majorée des dividendes versés au cours de l'exercice, exprimée en pourcentage du cours par action ordinaire à la fermeture de l'exercice antérieur.

**Résultat de base par action** : Quotient du bénéfice net, moins les dividendes sur actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

**Résultat dilué par action** : Quotient du bénéfice net, moins les dividendes sur actions privilégiées, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation et rajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des options sur actions et autres équivalents d'actions ordinaires.

**Revenu d'intérêts net** : Écart entre les intérêts et dividendes gagnés sur les prêts et valeurs mobilières et les intérêts versés sur les dépôts et autres passifs.

**Swaps** : Contrats qui comportent l'échange de flux d'intérêt à taux fixe contre un taux variable et/ou de flux libellés dans des monnaies différentes portant sur un notionnel pendant une période donnée.

**Titrisation** : Opération par laquelle un bloc d'actifs financiers, principalement des prêts, est cédé à une fiducie qui finance habituellement l'achat de ces prêts en émettant différentes catégories de titres adossés à des actifs.

**Valeur comptable** : Valeur à laquelle un actif ou un passif est constaté dans le bilan consolidé.

**Valeurs mobilières mises en pension** : Valeurs mobilières que le vendeur s'engage à racheter à un prix stipulé d'avance.

**Valeurs mobilières prises en pension** : Valeurs mobilières, normalement des obligations de gouvernement, que l'acheteur s'engage à revendre au vendeur original à un prix stipulé d'avance.



## PLUS D'INFORMATION À NOTRE SUJET

### Information aux actionnaires et aux investisseurs

#### Inscription en Bourse

Les actions ordinaires de La Banque Toronto-Dominion sont inscrites aux Bourses suivantes :

Bourse de Toronto  
Bourse de New York  
Bourse de Tokyo

Les actions privilégiées de La Banque Toronto-Dominion sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Les actions privilégiées de série A («TITRES HYBRIDES») de Société d'investissement hypothécaire TD sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Les titres de fiducie de capital de série 2009 de Fiducie de capital TD sont inscrits à la Bourse de Toronto.

#### Vérificateurs pour l'exercice 2006

Ernst & Young s.r.l.

#### Dividendes

Dépôt direct des dividendes : Tous les actionnaires peuvent opter pour le dépôt direct de leurs dividendes dans un compte bancaire au Canada ou aux États-Unis. Pour ce faire, prière de communiquer avec l'agent des transferts de la Banque, dont les coordonnées figurent ci-dessous.

Dividendes en dollars américains : Les versements de dividendes envoyés à des adresses aux États-Unis ou faits directement dans des comptes bancaires américains seront effectués en dollars américains, à moins que l'actionnaire n'en avise autrement l'agent des transferts de la Banque. Les autres actionnaires peuvent demander que les dividendes leur soient versés en dollars américains, en communiquant avec l'agent des transferts de la Banque. Les dividendes seront convertis en dollars américains au cours à midi de la Banque du Canada le cinquième jour ouvrable suivant la date de clôture des registres, à moins d'avis contraire de la Banque.

L'information sur les dividendes pour 2007 est disponible à [www.td.com](http://www.td.com) sous Investor Relations/Share Information (en anglais seulement). Les dividendes, y compris les montants et les dates, sont déclarés par le conseil d'administration de la Banque.

#### Agent des transferts

Compagnie Trust CIBC Mellon  
C.P. 7010  
Succursale postale Adelaide Street  
Toronto (Ontario)  
M5C 2W9  
1-800-387-0825  
416-643-5500  
[www.cibcmellon.com](http://www.cibcmellon.com) ou [inquiries@cibcmellon.com](mailto:inquiries@cibcmellon.com)

Les actionnaires sont priés de communiquer avec notre agent des transferts pour toute demande au sujet d'un dividende non reçu, d'un certificat d'actions égaré, d'une question de succession, d'un changement d'adresse ou d'inscription, d'un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes ou du régime de réinvestissement des dividendes.

#### Service des relations avec les actionnaires

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse [tdshinfo@td.com](mailto:tdshinfo@td.com).

#### Régime de réinvestissement des dividendes

Pour obtenir des renseignements sur le régime de réinvestissement des dividendes de la Banque, veuillez communiquer avec notre agent des transferts ou visitez notre site Web à [www.td.com](http://www.td.com), sous Investor Relations/Share Information (en anglais seulement).

#### Services de débetures

Fiduciaire – débetures :  
Société de fiducie Computershare du Canada  
Services aux entreprises  
100 University Avenue, 9th Floor  
Toronto (Ontario)  
M5J 2Y1

Titres <sup>1</sup>	Symbole au téléscripteur	N° CUSIP
Actions ordinaires	TD	891160 50 9
Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série M	TD.PR.M	891160 71 5
Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série N	TD.PR.N	891160 69 9
Actions privilégiées de premier rang, catégorie A, rachetables, à dividende non cumulatif, série O	TD.PR.O	891160 68 1
TITRES HYBRIDES de Société d'investissement hypothécaire TD	TDB.M	871949 AA 1
Fiducie de capital TD		
Titres de fiducie de capital, série 2009	TDD.M	87807M AA 1
Fiducie de capital TD II		
Titres de fiducie de capital TD II, série 2012-1		87807T AA 6

<sup>1</sup> D'autres renseignements se trouvent dans notre site Web à [www.td.com](http://www.td.com), sous Investor Relations/Share Information (en anglais seulement).

Copies of the Annual Report are available in English from:  
Corporate and Public Affairs  
Department  
Toronto-Dominion Bank  
P.O. Box 1  
Toronto-Dominion Centre  
Toronto, Ontario  
M5K 1A2

財務報告書の日本語版  
(有価証券報告書より  
抜粋)をご希望の方  
は、下記にお申し出下  
さい。  
〒105-0001  
東京都港区虎ノ門  
4丁目3番地20号  
神谷町MTビル16階  
トロント・ドミニオン  
銀行東京支店  
(Tél. : 03-5473-1610)

## PLUS D'INFORMATION À NOTRE SUJET

### Haute direction



**W. Edmund Clark**  
Président et  
chef de la direction

### SIÈGE SOCIAL



**Frank J. McKenna**  
Président suppléant  
du conseil  
d'administration



**Fredric J. Tomczyk**  
Coprésident  
Activités de la Société



**Theresa L. Currie**  
Vice-présidente à  
la direction  
Ressources humaines



**Colleen M. Johnston**  
Vice-présidente à  
la direction et  
chef des finances



**Christopher A. Montague**  
Vice-président à la  
direction et chef du  
contentieux

#### Premiers vice-présidents – Siège social :

**Riaz Ahmed**  
Développement interne

**Warren W. Bell**  
Ressources humaines

**Mark R. Chauvin**  
Gestion du risque  
de crédit

**John T. Davies**  
Activités de la Société

**D. Suzanne Deuel**  
Gestion du risque  
d'exploitation et  
d'assurance

**Donald E. Drummond**  
Services économiques

**David M. Fisher**  
Bureau de l'ombudsman

**William R. Gazzard**  
Conformité

**Phillip D. Ginn**  
Solutions technologiques

**Jeffrey J. Henderson**  
Solutions technologiques

**Paul W. Huyer**  
Services communs,  
Finances

**Alan J. Jette**  
Trésorerie et gestion  
du bilan

**David W. McCaw**  
Ressources humaines

**Dominic J. Mercuri**  
Chef du marketing

**Mary M. O'Hara**  
Ressources humaines

**Kerry A. Peacock**  
Affaires internes et  
publiques

**S. Kenneth Pustai**  
Ressources humaines

**Chakravarthi  
Raghunathan**  
Risques de négociation

**Heather D. Ross**  
Chef de l'information

**J. David Sloan**  
Vérification

**Steven L. Tennyson**  
Solutions technologiques

**Alan E. Wheable**  
Fiscalité

### SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AU CANADA



**Bernard T. Dorval**  
Chef de groupe  
Services bancaires aux  
entreprises et assurance  
Coprésident  
TD Canada Trust



**Timothy D. Hockey**  
Chef de groupe  
Services bancaires  
personnels  
Coprésident  
TD Canada Trust



**Paul C. Douglas**  
Vice-président à  
la direction  
Services bancaires  
commerciaux



**Brian J. Haier**  
Vice-président à  
la direction  
Distribution de  
services de détail



**Margo M. McConvey**  
Vice-présidente à  
la direction  
Exploitation et  
technologie



**Alain P. Thibault**  
Vice-président à  
la direction  
Assurances de biens et  
de dommages et chef de  
la direction TD Meloche  
Monnex Inc.

#### Premiers vice-présidents – Services bancaires personnels et commerciaux au Canada :

**Cathy L. Backman**  
Services bancaires  
électroniques

**Joan D. Beckett**  
Région centre de l'Ontario  
Distribution de services  
de détail

**John A. Capozzolo**  
Ventes et services  
de détail  
Distribution de services  
de détail

**Paul M. Clark**  
Services bancaires aux  
petites entreprises et  
Services aux commerçants

**James E. Coccimiglio**  
Région du Grand  
Toronto et  
Région de l'Atlantique  
Services bancaires  
commerciaux

**Susan A. Cummings**  
Ressources humaines

**Alan H. Desnoyers**  
District du Québec  
Services bancaires  
commerciaux

**Alexandra P.  
Dousmanis-Curtis**  
Distribution de services  
de détail

**Lisa A. Driscoll-Biggs**  
Région de l'Atlantique  
Distribution de services  
de détail

**Gary J. Dunne**  
Région du nord-est  
de l'Ontario  
Distribution de services  
de détail

**Christopher D. Dyrda**  
District de l'Ouest  
Services bancaires  
commerciaux

**Charles A. Hounsell**  
Région de l'ouest de  
l'Ontario  
Distribution de services  
de détail

**Sean E. Kilburn**  
Groupe TD Vie

**Christine Marchildon**  
Région du Québec  
Distribution de services  
de détail

**Ronald J. McInnis**  
Région des Prairies  
Distribution de services  
de détail

**Damian J. McNamee**  
Finances

**David I. Morton**  
Ventes et services  
Services bancaires  
commerciaux

**Suzanne E. Poole**  
Région du Pacifique  
Distribution de services  
de détail

**Lisa A. Reikman**  
Comptes commerciaux  
nationaux

**Bruce M. Shirreff**  
Crédit de base, à terme  
et garanti par des biens  
immobiliers

**Ian B. Struthers**  
District de l'Ontario  
Services bancaires  
commerciaux

**Paul I. Verwymeren**  
Gestion des risques  
de crédit commercial

**Paul J. Vessey**  
VISA et crédit non garanti

**M. Suellen Wiles**  
Région du Grand Toronto  
Distribution de services  
de détail

## SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX AUX ÉTATS-UNIS



**William J. Ryan**  
Chef de groupe, Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis  
Président du conseil d'administration et chef de la direction, TD Banknorth Inc. et Coprésident, Groupe Financier Banque TD



**Bharat B. Masrani**  
Président  
TD Banknorth Inc.



**Peter J. Verrill**  
Vice-président du conseil d'administration et chef de l'exploitation  
TD Banknorth Inc.

## SERVICES BANCAIRES EN GROS



**Robert E. Dorrance**  
Chef de groupe, Services bancaires en gros  
Président du conseil d'administration, chef de la direction et Président  
Valeurs Mobilières TD  
Coprésident, Groupe Financier Banque TD

### Premiers vice-présidents – Services bancaires en gros :

**Sinan Akdeniz**  
Exploitation

**Rod F. Ashtaryeh**  
Communications avec les médias américains

**John F. Coombs**  
Gestion du crédit

**John Gisborne**  
Groupe des produits de crédit

**Martine M. Irman**  
Négociation et distribution, monnaies étrangères et taux d'intérêt

**Paul N. Langill**  
Finances

**Drew E. MacIntyre**  
Services de placement

**Jason A. Marks**  
Négociation de produits énergétiques et de parts sociales internationales

**Patrick B. Meneley**  
Services de placement

**Bimal Morjaria**  
Négociation des produits dérivés sur actions

**Brendan J. O'Halloran**  
TD Securities USA

**Helena J. Pagano**  
Ressources humaines

**Robbie J. Pryde**  
Titres et montages institutionnels

**Craig A. Scott**  
Gestion du risque de crédit

## GESTION DE PLACEMENTS



**Robert F. MacLellan**  
Vice-président à la direction et chef des placements

### Premiers vice-présidents – Gestion de placements :

**Barbara F. Palk**  
Gestion de Placements TD

**Satish C. Rai**  
Gestion de Placements TD

**John R. Pepperell**  
Gestion de Placements TD

## GESTION DE PATRIMOINE



**William H. Hatanaka**  
Chef de groupe  
Gestion de patrimoine  
Président du conseil d'administration et chef de la direction  
TD Waterhouse Canada Inc.



**John G. See**  
Vice-président à la direction  
Courtage à escompte et Planification financière

### Premiers vice-présidents – Gestion de patrimoine :

**William R. Fulton**  
Services aux clients privés

**Gerard J. O'Mahoney**  
Exploitation

**David P. Pickett**  
Pratiques de gestion

**Timothy P. Pinnington**  
Fonds mutuels TD

**Michael E. Reilly**  
Conseils de placement  
TD Waterhouse

**Rudy J. Sankovic**  
Finances

**Kevin J. Whyte**  
Solutions technologiques

## Rapport sur les responsabilités 2006

### INVESTIR DANS NOS COLLECTIVITÉS POUR FAIRE UNE DIFFÉRENCE

À titre d'entreprise qui prend à cœur ses responsabilités sociales, TD s'efforce de faire une différence dans les collectivités où nous vivons et travaillons. Nous croyons que les gestes posés en 2006 sont la preuve de cet engagement. Pour en savoir plus sur les initiatives réalisées par TD et ses employés au cours de l'année pour redonner aux collectivités et contribuer à la santé sociale, économique et environnementale du Canada, consultez notre rapport sur les responsabilités 2006 qui sera disponible en mars 2007 sur le site [www.td.com](http://www.td.com).

#### QUELQUES POINTS SAILLANTS :

##### *Faire une différence dans nos collectivités*

- TD a donné plus de 32 millions de dollars à plus de 1 600 organismes de bienfaisance et projets communautaires, en mettant tout particulièrement l'accent sur trois volets : la santé des enfants, l'éducation et l'alphabétisation, et l'environnement.
- Les employés de TD sont conscients que, pour faire une différence, il faut être généreux de son argent, mais aussi de son temps. Par sa politique d'encouragement du bénévolat, TD a soutenu ses employés dans leurs efforts communautaires, en autorisant des congés rémunérés et en accordant près de 250 000 \$ de subventions aux organismes de bienfaisance auxquels ils ont généreusement consacré du temps.

##### *Contribuer à la santé de notre environnement*

- Depuis les initiatives d'économie d'énergie, de recyclage et de gestion des déchets jusqu'au crédit responsable, TD intègre dans ses activités commerciales des pratiques respectueuses de l'environnement.
- Avec la participation de nos clients, la Fondation TD des amis de l'environnement a contribué financièrement à plus de 800 projets communautaires locaux voués à la santé de l'environnement.
- Cette année, plus de 40 000 bénévoles ont pris part au Grand nettoyage des rives canadiennes TD Canada Trust, de Halifax à Vancouver, faisant de l'événement le plus important programme de conservation aquatique du Canada. Afin d'aider à nettoyer nos lacs, ruisseaux et autres cours d'eau, les bénévoles ont ramassé, entre autres, des canapés, des matériaux de construction et des mégots de cigarettes.

##### *Promouvoir la diversité*

- La diversité demeure en tête des priorités de TD. En 2006, notre Conseil de la diversité de la direction a continué à mettre l'accent sur cinq aspects : élaborer un plan d'action d'intégration des personnes handicapées; créer un milieu inclusif pour les employés gais et lesbiennes; accroître l'accès des membres de minorités visibles à des postes de direction; promouvoir les possibilités de leadership pour les femmes; et offrir nos services à des clientèles diverses.
- En 2006, nous avons tenu le colloque TD Women in Leadership Symposium et le Visible Minority Summit afin d'engager les dirigeants de la Banque à participer à des tribunes et à des plans d'action sur l'avancement des femmes et des membres de minorités visibles.
- Nous avons commandité le plus grand festival de gais et lesbiennes du Canada, «Pride Toronto», de même que la 16<sup>e</sup> conférence internationale sur le SIDA, qui a eu lieu à Toronto, contribuant ainsi à tisser des liens et faisant notre part pour aider à résoudre les difficultés auxquelles font face les gais et lesbiennes.
- TD a organisé, à titre de principal commanditaire, l'événement Ability First, qui présente les avantages, les coûts et les objectifs du recrutement de personnes handicapées auprès des employeurs de London (Ontario).

##### *Contribuer aux débats publics*

- TD a continué à jouer un rôle proactif dans la sensibilisation des Canadiens aux grands enjeux. En 2006, par exemple, les Services économiques TD ont publié des rapports examinant divers moyens pour améliorer la productivité nationale et nous attaquer aux défis que représentent les infrastructures publiques, tout en unissant nos efforts à ceux de groupes communautaires dans des initiatives visant à accroître la prospérité de nos villes.



Le conseil d'administration de TD reconnu comme un modèle en matière de gouvernance.

## Investir dans la jeune génération

John et Ruth Ann Schoonjans, de Forest (Ontario), comptaient céder les rênes de leur ferme porcine à leur fils Steve. Ils voulaient agrandir leur exploitation florissante en bâtissant une porcherie ultramoderne et en rénovant les installations en place. Leur conseiller de confiance depuis 2000 de TD Canada Trust a examiné avec eux diverses possibilités de croissance et les a aidés à élaborer le plan de relève de l'entreprise familiale.

Steve, Ruth Ann et John Schoonjans, Lake Breeze Farms Inc.

## Plus de 32 millions \$

en dons TD à des organismes de bienfaisance qui feront une différence dans nos collectivités dans les années à venir.

## Plus de 40 000

Canadiens ont participé au Grand nettoyage des rives canadiennes TD Canada Trust

L'Académie du leadership de TD a tenu 8 séances à l'intention de nos futurs leaders.

# Cap sur l'avenir

TD occupe une place stratégique pour bâtir pour l'avenir. En fait, c'est notre façon d'appuyer les plans d'avenir de nos clients et d'investir dans nos activités et nos gens. C'est aussi pourquoi nous sommes déterminés à contribuer à faire une différence durable dans les collectivités où nous vivons et travaillons.



La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Financier Banque TD. Le Groupe Financier Banque TD offre ses services à plus de 14 millions de clients regroupés dans quatre secteurs clés qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers névralgiques dans le monde : Services bancaires personnels et commerciaux au Canada, y compris TD Canada Trust; Gestion de patrimoine, y compris TD Waterhouse et un placement dans TD Ameritrade; Services bancaires en gros, y compris Valeurs mobilières TD; et Services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, sous la bannière TD Banknorth. En outre, le Groupe Financier Banque TD figure parmi les principales sociétés de services financiers par Internet du monde, avec plus de 4,5 millions de clients en ligne. Au 31 octobre 2006, les actifs du Groupe Financier Banque TD totalisaient 392,9 milliards de dollars CA. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole «TD».

**Siège social**

Adresse :  
La Banque Toronto-Dominion  
C.P. 1  
Toronto-Dominion Centre  
King St. W. et Bay St.  
Toronto (Ontario)  
M5K 1A2  
416-982-8222

Télécopieur :  
416-982-5671

Produits et services :  
Communiquer avec  
TD Canada Trust,  
24 heures sur 24,  
7 jours sur 7  
1-866-233-2323

En anglais :  
1-866-222-3456

En cantonnais/mandarin :  
1-800-328-3698

Service de télécommunications  
à l'intention des malentendants :  
1-800-361-1180

Renseignements généraux :  
Communiquer avec les Affaires  
internes et publiques au  
416-982-8578

Internet – site Web :  
[www.td.com](http://www.td.com)

Internet – courrier électronique :  
[customer.service@td.com](mailto:customer.service@td.com)

**Assemblée annuelle**

Le 29 mars 2007  
9 h 30 HNE  
Fairmount Le Reine Elizabeth  
Montréal (Québec)

**Services aux actionnaires**

Pour toute demande au sujet d'un dividende non reçu, d'un certificat d'actions égaré, d'une question de fiducie, d'un changement d'adresse ou d'inscription, d'un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, ou du régime de réinvestissement des dividendes, prière de s'adresser à notre agent des transferts :  
Compagnie Trust CIBC Mellon  
C.P. 7010  
Succursale postale de la rue Adelaide  
Toronto (Ontario)  
M5C 2W9  
1-800-387-0825  
416-643-5500  
[www.cibcmellon.com](http://www.cibcmellon.com) ou  
[inquiries@cibcmellon.com](mailto:inquiries@cibcmellon.com)

Coagent des transferts et agent comptable des registres :  
Mellon Investor Services LLC  
P.O. Box 3315  
South Hackensack, New Jersey 07606  
ou  
480 Washington Boulevard  
Jersey City, New Jersey 07310  
1-866-233-4836  
Service ATS (pour malentendants) :  
1-800-231-5469  
Actionnaires étrangers :  
201-680-6578  
Service ATS pour actionnaires étrangers :  
201-680-6610  
[www.melloninvestor.com](http://www.melloninvestor.com)

Agent de service aux actionnaires  
au Japon :  
Mizuho Trust & Banking Co., Ltd.  
1-17-7, Saga, Koto-ku  
Tokyo, Japon  
135-8722

Pour toute autre demande de renseignements, s'adresser au service des Relations avec les actionnaires au 416-944-6367 ou, sans frais, au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse [tdshinfo@td.com](mailto:tdshinfo@td.com)

Les actionnaires peuvent se procurer le rapport annuel dans d'autres formats en communiquant avec le service des Relations avec les actionnaires.

Les actionnaires peuvent communiquer directement avec les administrateurs indépendants, en écrivant à :  
John M. Thompson  
Président du conseil d'administration  
La Banque Toronto-Dominion  
C.P. 1  
Toronto-Dominion Centre  
Toronto (Ontario)  
M5K 1A2


Liste de distribution :  
La Banque tient à jour une liste de distribution afin que les actionnaires et les autres intéressés puissent recevoir les états financiers trimestriels et le rapport annuel. Pour que votre nom figure sur la liste, prière de communiquer avec l'agent des transferts de la Banque.

**Rachat des actions ordinaires**

La Banque a déposé auprès de la Bourse de Toronto un avis d'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires par l'entremise de la Bourse. Une copie de cet avis peut être obtenue, sans frais, en communiquant avec le service des Relations avec les actionnaires.

Pour plus d'information concernant cette offre publique de rachat, consulter notre site Web à [www.td.com](http://www.td.com), sous Investor Relations/Share Information/Common Shares.

Veillez noter qu'Internet n'est pas un système sûr et que la confidentialité et la sécurité des communications ne peuvent être assurées. La Banque Toronto-Dominion et ses filiales ne seront pas responsables des dommages que vous pourriez subir si vous utilisez Internet pour nous transmettre de l'information confidentielle ou de nature délicate ou pour recevoir de l'information par suite d'une demande de renseignements.

 Imprimé sur du papier recyclé contenant un minimum de 10 % de matières recyclées après consommation. Seule une encre végétale à faible teneur en solvant a été utilisée.